و در الماست و الماست الماستون

en de la companya de

THE WAY SHEET STORY

Burkey Brown and Carlot Commence Street

· \*\* --- \*\*

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - Nº 16000 - 7 F

**SAMEDI 6 JUILLET 1996** 

Tripoli autorise des investigations sur l'attentat

PRÈS DE SEPT ANS après l'attentat contre le DC-10 de la .compagnie UTA - qui avait fait 170 morts le 19 septembre 1989 au dessus du Niger - le juge d'instruction Jean-Louis Brugnière devait partir vers la Libye, vendredi 5 juillet dans l'après-midl, à bord d'un avion spécial afficié par les autorités françaises. Il devait être accompagné d'une quinzaine de policiers appartenant à la direction centrale de la police judiciaire et à

Le juge Bruguière a reçu à la fin du moins de mai un courrier des autorités libyennes hii indiquant qu'il était autorisé à poursuivre ses investigations sur leur territoire. Le magistrat pourra ainsi procéder à l'interrogatoire des principaux ressortissants libyens dont les noms sont apparus au fil des ans dans le dossier d'instruction. Dès octobre 1991, le magistrat avait lancé des mandats d'arrêt internationaux contre quatre dirigeants libyens, parmi lesquels le numéro deux des

services secrets, par ailleurs beau-frère du colonel Kadhafi, Abdallah

An cours de ce voyage, le juge Bruguière pourrait recueillir de nouveaux éléments concernant le « commanditaire » de cette action terroriste qui n'a jamais été revendiquée. Dans un livre paru en avril 1995, Claude Silberzahn, qui fut le patron de la DGSE de 1989 à 1993, avait écrit que l'implication du régime de Tripoli dans cet attentat n'avait pas été clairement établie.

Le 21 janvier 1992, sur la base d'une lettre que hi avait transmise, via le gouvernement français, le juge Bruguière, le Consell de sécurité de l'ONU avait sommé, à l'unanimité, la Libye de coopérer avec le juge français. Cette coopération n'ayant pas été mise en œuvre, le Conseil de sécurité avait décrété un embargo aérien qui, à ce jour, est toujours strictement appliqué.

Lire page 26

# Le juge Bruguière enquête La détention de M. Le Floch-Prigent en Libye sur le DC-10 d'UTA inquiète les personnels de la SNCF

3'ai dit aux policiers de l'arrêter,...

ETTA DIT AUX GORDIENS DE PRISON DE L'ENFERMER!

ETILS L'OUT FAIT ??

Le PDG affirme n'avoir pas l'intention de démissionner

LOIK LE FLOCH-PRIGENT, PDG de la SNCF, a été incarcéré, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 juillet, sur décision du juge Eva Joly, en sa qualité d'ancien PDG d'Elf. Le juge enquête sur le renflouement par Elf, entre 1988 et 1993, du groupe textile Bidermann pour une somme de 787 millions de francs et sur le versement par Elf de commissions sur des opérations immobilières. M. Le Floch-Prigent a été mis en examen pour, notamment, « abus de biens sociaux » et « recei d'abus de confiance ».

« Je n'ai pas l'intention de démissionner», a affirmé, selon son avocat, le PDG de la SNCF. Le gouvernement paraît, pour le moment, accepter et soutenir cette ligne de conduite. Les syndicats de l'entreprise nationale ont exprimé, à des degrés divers, leur inquiétude au moment où se négocie un plan de

Lire pages 5 et 26, et le portrait de M. Le Floch-Prigent page 9

# ministre

russe

## s'oppose au général Lebed

RECONFIRMÉ à la tête du gouvernement russe au lendemain de la réé lection de Boris Eltsine, le premier ministre Viktor Tchernomyrdine a annoncé, vendredí 5 juillet, qu'il ferait connaître son équipe dans « les jours à venir ». Il a d'ores et déjà pris ses distances avec la promesse faite par le candidat Eltsine de constituer « un gouvernement d'entente nationale » sans exclure de faire appel à des responsables venant de tous les partis. Il a en revanche affiché son intention d'être le patron du gouvernement et s'est opposé à la création du poste de vice-président souhaitée par le nouveau secrétaire général du Conseil de sécurité, Alexandre Lebed, qui affirme pour sa part représenter « le song neuf » au Kremin.

Live page 2

### Confusion au Burundi

Les Nations unies s'inquiètent de la confusion qui règne dans les préparatifs de la force interafricaine destinée à intervenir au Burundi.

### ■ Un entretien avec Max Simeoni

Le cofondateur du mouvement autonomiste estime que « la démonstra--tion de l'impasse de la violence est

### **■** De la « vache folle » au « singe fou »

Une étude scientifique démontre que le singe peut être victime de la maladie de la « vache folle » par voie alimen-

### ■ Me Klarsfeld et les fichiers juifs

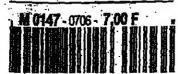
L'avocat-historien conteste les travaux et les conclusions de la commission Rémond sur les fichiers juifs de l'Occupation.

### Les millions disparus d'EDF

La direction d'EDF-GDF mène une enquête à propos de 796 millions de francs dépensés indûment par la mutuelle d'entreprise. p. 13

### **■** Une perquisition particulière

La chambre d'accusation de Paris devrait étudier, lundi 8 juillet, le refus de la police d'assister le juge Halphen lors de sa perquisition au domicile du maire de Paris.



### Quand les lycées intègrent des étudiants en perdition

L'ENSEIGNEMENT supérieur privé est-il | cuités, la déléguée de l'Institut privé rue diplôme que le baccalauréat, quelques centaines d'étudiants en perdition après avoir assé trois années sur les bancs de la faculté ont été invités à revenir au tycée dans les formations post-bac de brevet de technicien supérieur (BTS). Pour cette opération de « sauvetage », organisée les 2, 3 et 4 juin à la Sorbonne, le rectorat de Paris avait mobilisé toutes les structures publiques et privées proposant des formations ouvertes sur la vie ac-

Les établissements publics ne se sont pas bousculés pour faire un peu de place à ces étudiants désemparés. Côté privé, en re-vanche, cette invitation officielle a été perçue comme une aubaine. « Avec la baisse des candidats et surtout la diminution de la qualité du niveau, c'est pour nous une occasion de remplir nos classes », reconnaissait sans détour la représentante du lycée privé Le Rebours, à Parls, spécialisé en force de vente et action commerciale. Sans éprouver les mêmes diffi-

appelé à gérer les échecs de l'université ? Re- | Monsieur, à Paris, ne cachait pas son intencalés à l'issue de la session de juin, sans autre | tion de repérer parmi la masse des candidats | des étudiants « plus motivés qui veulent s'en | ce que je vais faire de ma vie, avoue-t-elle. Et

> universitaire par un dépistage et une réorientation précoce est une préoccupation majeure. Elle figure parmi les principales orientations de la réforme de l'université présentée récemment par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale. Pour des étudiants contraints de retourner

à la case départ du baccalauréat, le pas n'est pas facile à franchir. Leur rêve d'études longues à l'université s'est évanoui. Faute d'avoir réussi à s'adapter à de nouvelles méthodes, ils éprouvent le sentiment d'avoir « perdu leur temps ». Comme issue de secours il ne leur reste que l'espoir d'être accepté dans des études courtes « avec un emploi à la sortie », dans la gestion de production, la bureautique, l'action commerciale, la gestion d'entreprise, le secrétariat de direction, voire

bitement fait son deuil de la « belle vie » d'étudiante. « Il est grand temps de chercher c'est très dur. » Pour la seconde fois, elle a échoué en deuxième année de droit à la faculté de Malakoff, sans espoir de poursuivre des études vagabondes. Eddy, vingt ans, s'est essayé à l'informatique dans un IUT puis a tenté sans succès, à deux reprises, le concours de première année de médecine. Eric a bien cherché à persévérer après un redoublement. « Ce fut une année de trop. J'aurais dû m'arrêter avant », a-t-ll fini par ad-

Ainsi Amélie, vingt et un ans. a-t-elle su-

L'échec peut aussi rendre amer. « Plutôt que de nous laisser perdre trois années qui ne sont pas recyclables, peut-être vaudrait-il mieux opérer la sélection à la sortie du bac », s'interroge Quitterie, vingt et un ans. Admise en hypokhägne, elle avait pourtant choisi la fac de droit « pour essayer, parce qu'il y avait des débouchés. »

Michel Delberghe

## Un plan pour la photo

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, ministre de la culture, doit rendre public, dimanche 7 juillet, son plan en faveur de la photographie d'un montant de 113.7 millions de francs à l'occasion des XXVII Rencontres internationales qui s'ouvrent samedi 6 inillet à Aries. Dans ce plan figurent le projet de création d'une galerie nationale de la photographie et le lancement d'une campagne d'inventaire et de protection du patrimoine photographique national. Enfin, le ministère souhaite « faire naître le sentiment qu'il existe bien une création contemporaine en France ». Ce sera la mission de Régis Durand, nouveau directeur du Centre national de la photographie.

Lire page 20

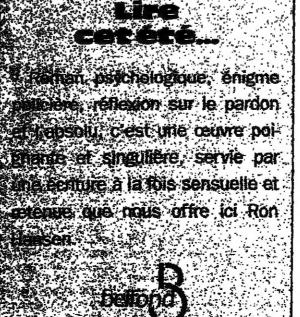
## Le succès du « marché commun du Cône sud »

SANCTIONNÉE par les six présidents des pays concernés, le 25 juin à San Luis (Argentine), l'association du Chili et de la Bolivie au Mercosur traduit le succès de ce « marché commun du Cône sud », espace de libreéchange et union donanière qui réunit l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uniguay. L'entrée du Chili, en parti-

Chiliens ont longtemps regarde les membres du Mercosur avec une certaine condescendance. préférant une association avec l'Alena (Etats-Unis, Canada et Mexique). Même s'ils préparent pour l'automne un accord économique étendu avec le Canada, ils ont fini par donner la priorité *de facto* au Mercosur. Si

culier, est significative. Les le champ d'action des exportateurs chiliens est le monde, les industriels de Santiago avaient besoin de garantir ce marché de 200 millions d'habitants pour leurs produits.

Entré officiellement en vigueur le 1ª janvier 1995, le Mercosur est déjà la zone commerciale la plus « intégrée » d'Amérique latine, et de loin la plus dynamique; 85 %



des produits répertoriés dans la nomenclature douanière circulent librement entre les quatre pays et près de 90 % des marchandises importées de l'extérieur sont soumises à un «tarif extérieur commun». On n'a admis que des listes limitatives d'« exceptions », sur lesquelles, d'ailleurs, le montant des taxes diminue de 25 % d'année en année, pour disparaître en quatre ans. Dopé dès la phase prépara-toire 1991-1994, le montant des échanges commerciaux intra-Mercosur a triplé, et avec lui la part du Mercosur dans les ventes argentines ou brésiliennes.

Paradoxalement, ce succès économique est dû à une initiative politique des présidents de pays revenus à la démocratie au milieu des années 80 : « Les Sarney, Alfonsin et Sanguinetti [alors respectivement présidents du Brésil, d'Argentine et d'Uruguay] ont du chercher dans la solidarité de leurs homologues un palliatif à leur faiblesse intérieure. L'intégration, en phase de transition, réduit l'incertitude », explique Olivier Dabène, professeur à l'université de Nice. Une clause prévoyant la suspension de « tout pays sujet à une atteinte de l'ordre démocratique » a d'ailleurs été incluse dans le traité

Guy Herzlich

Lire la suite page 11

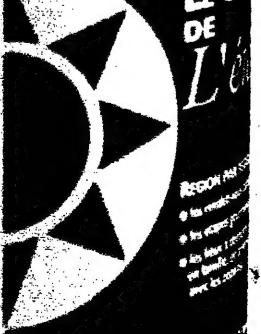
## L'honneur rendu à un Nobel



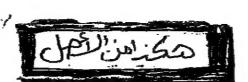
CONTRAINT, en 1991, de démissionner de ses fonctions de président de l'université Rockefeller (New York) pour avoir soutenu l'une de ses collaboratrices, Thereza Imanishi-Kari, injustement accusée de fraude scientifique, le professeur David Baltimore, prix Nobel de médecine 1975, vient de retrouver son bonneur. Dix ans après les faits, le bureau américain de l'intégrité de la recherche, qui avait condamné les deux chercheurs. vient d'être désavoué.

Lire page 17

International 2	Jenx
Prance5	Agenda19
Société 7	Abonnements19
Carnet 8	Météorologie19
Horizons 9	Philatelle19
Entreprises12	Culture20
Finances/marchés_14	Communication 24
Aujourd'hui16	Radio-Télévision25



SHIP OF THE



### INTERNATIONAL

RUSSIE Au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, le président Boris Elisine a demandé, jeudi 4 juillet, au premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, de former

nier a aussitôt déclaré qu'il n'entendait céder aucune de ses prérogatives, répondant ainsi aux sécurité entre les deux tours du propos du général Alexandre Le-

un nouveau gouvernement. Ce der- bed qui tente, sans relache, d'aug- l'absence d'une contestation du menter ses pouvoirs depuis sa no-mination à la tête du Conseil de

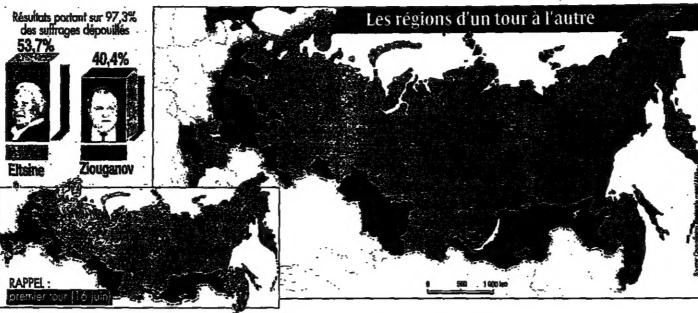
scrutin par les communistes, reste la lutte d'influence des différents dans au Kremlin, ravivée par l'apparente fragilité de la santé du président. • LA DIPLOMATIE du nouveau gouvernement entend défendre haut et fort les intérêts de la Fédération de Russie en tant que grande puissance.

# M. Tchernomyrdine veut affirmer son autorité face à M. Lebed

Le premier ministre, reconduit à la tête du gouvernement au lendemain du scrutin présidentiel, ne paraît pas disposé à former le cabinet d'« entente nationale » envisagé par Boris Eltsine durant la campage électorale. Il récuse déjà la proposition du général de créer un poste de vice-président.

de notre correspondant Le « nouvel » Eltsine, produit de campagne electorale, risque fort de ressembler à l'ancien. La confortable réélection du président russe semble dispenser le camp présidentiel de faire des concessions. Boris Eltsine a eu treize points d'avance sur son rival communiste, Guennadi Ziouganov, qui a reconnu la défaite et même envoyé un télégramme de félicitations au vainqueur, jeudi 4 juillet. Malgré d'inévitables changements de personnes, le nouveau gouvernement risque d'être une copie conforme de l'ancien. Le « nettoyage » de la corruption confiée au général Lebed entre les deux tours (en raison de son score au premier) paraît compromis. Et même les promesses de paix en Tchétchénie pourraient être remises en cause. Discret pendant la campagne électorale, le premier ministre, Viktor Tchemomyrdine, chargé par M. Eltsine, jeudi. de former un nouveau cabinet, a retrouvé son ton cassant pour mettre fin aux illusions de la campagne.

Promu responsable de la sécurité du pays, le général Lebed, qui de-mandait « plus de pouvoir » pour mettre fin aux pratiques les plus cho-quantes du régime, a « le droit de rêver », a déclaré M. Tchemomyrdine dans une interview à la BBC. Mais pas plus. « je ne m'apprete pas à donner quoi que ce soit à qui que ce soit », a souligné, jeudi, le premier ministre. Il a jugé à la fois mutile et irréalisable la demande de M. Lebed de créer, pour son compte, une vice-présidence. Quant aux promesses de M. Lebed de réduire les pouvoirs et



accusés par le général de se comporter en « nouveaux maîtres de la vie » en Russie, le premier ministre, ancien dirigeant du groupe Gazprom, a déclaré « ne pas savoir de quoi parlait le général Lebed ». Proposant de participer à un nouveau gouvernement « libéral », sans Viktor Tchemomyrdine, Grigori Javlinski, l'opposant démocrate qui avait appelé à voter contre M. Ziouganov, a aussi été renvoyé dans les cordes. « Qu'est-ce que ce lavlinski? Qu'est-ce qu'il a fait? Nous aurons au gouvernement des gens responsables », a lancé M. Tchemomyrdine.

Le premier ministre a aussi expliqué la pensée de Boris Eltsine, qui,

plus tôt dans la journée, avait assuré lors d'une déclaration télévisée préenregistrée qu'il ne fallait pas « diviser le pays en vainqueurs et vaincus », qu'il y aurait « de la place pour tous ceux en qui vous avez confiance, dans la nouvelle équipe ». « Il ne s'agira pas d'un gouvernement de coalition », a dit M. Tchemomyrdine. Il a souhaité former un gouvernement de « gens qui sachent travailler » même s'ils « viennent d'autres partis ». Sans exclure les communistes, dont les ralliements sont depuis longtemps acceptés sur une base individuelle, comme en témoigne le cas de l'actuel ministre de la justice, Valentin Kovalev. En reconnaissant

sa défaite, Guennadi Ziouganov a précisé qu'il allait « demander des portefeuilles qui pourront aider à influer sur la situation de nos électeurs » et refuser des postes mineurs.

### LUTTE D'INFLUENCE

Un autre responsable communiste, Anatoli Loukianov, a souligné que son parti n'avait « pas l'intention de commettre les erreurs des communistes français » après 1981. Bref, le gouvernement « d'entente nationale » promis par le candidat Eltsine semble mai parti, même si les conditions très fermes posées par les deux parties sont peut-être des prises de position avant les négociations.

Le Parti communiste ayant renoncé à contester les résultats du scrutin, le véritable enjeu reste la lutte d'influence au Kremlin autour d'un président fatigué, si ce n'est sérieusement malade. Une lutte pour le pouvoir, mais aussi pour la succession, puisque M. Eltsine ne pourra légalement se représenter dans quatre ans. Le général Lebed n'a jamais fait mystère de ses ambitions présidentielles, Jeudi, Viktor Tchemomyrdine a fait entrevoir ses ambitions, en évitant pour la première fois de les démentir: « On m'avait demandé si je serais candidat [en 1996], J'avois dit non. Quant à l'avenir... travaillons, nous verrons », a-t-il déclaré.

En cas d'incapacité du président et d'élection présidentielle anticipée, M. Tchernomyrdine, émergeant comme « homme fort » au lendemain du scrutin, est, au départ, le mieux piacé: il assure l'intérim du chef de l'Etat. La question de la samé et des capacités à diriger de Boris Eltsine reste le point central, mais aussi un mystère. Le président semble réapparaître en relativement bonne forme quand il est donné pour mort et disparaître pour de mystérieux rétabli. Au lendemain de sa victoire, le président semblait en meilleure condition et d'humeur plus conciliante que son premier ministre. Il devrait cependant aller « se reposer pour une semaine ou deux », a zononcé sa femme Nama à la chaîne de télévision NTV, alors que des dossiers brûlants demeureut.

Le plus explosif d'entre eux reste celui de la Tchétchénie, où aucun progrès n'a été accompli malgré la simature d'un accord de paix le 10 juin. « Nous voulons croire que tout cela n'était pas juste pour l'élection et qu'ils veulent vraiment la paix », a déclaré, jeudi à l'AFP, le président indépendantiste tchétchène, Zelimkham landarbiev. « Si Boris Eltsine veut la paix, nous sommes d'accord. S'il veut la guerre, nous sommes aussi d'accord », a-t-il ajouté; en souligrant que « le plan de Lébed », qui prévoit un retrait des troupes russes et un référendum, lui convensit tout à fait. Mais en ce domaine, comme en d'autres, les plans de M. Lebed ne semblent pas plaire à tout le monde

Jean-Baptiste Naudet

## Le Kremlin va défendre plus agressivement les intérêts de la Fédération à l'étranger

DANS LE GOUVERNEMENT que s'ap-prête à former un président Eltsine frafchement réélu, si le ministre des affaires étrangères n'est pas Evgueni Primakov, ce sera son frère jumeau. L'ancien chef des services secrets qui a succédé en décembre à Andrei Kozyrev, jugé trop « occidental », personnifie trop bien le nouveau cours de la diplomatie russe. Il a d'ailleurs réussi à établir de bons contacts de travail avec ses collègues à l'Ouest, parce qu'il ne s'embarrasse pas de considérations idéologiques, mais se laisse guider par ce qu'il considère être l'intérêt de son pays. Après quelques années où l'URSS finissante et la nouvelle Russie ont eu besoin de suivre la politique occidentale pour retrouver une place dans le concert des nations, Moscou est à la recherche d'un statut et d'un rôle dans le monde correspondant à ses ambitions de grande puissance. Cette recherche est encore tâtonnante, mais dans le climat d'exaltation des « valeurs nationales » qui a caractérisé la campagne pour le deuxième tour de l'élection présidentielle, elle devrait dominer l'activité internationale de la Russie, dans plusieurs domaines:

### • « ÉTRANGER PROCHE »

Dès son arrivée à la tête de la diplomatie russe, Evgueni Primakov a indiqué que sa politique extérieure serait consacrée en priorité à l'« étranger proche », c'est-à-dire aux républiques aujourd'hui indépendantes ayant fait partie de l'URSS, où vivent encore quelque vingt-cinq millions

de Russes. Trois zones peuvent être distinguées au sein de cet ensemble : la première engiobe les républiques que la Russie n'a pas renoncé à réintégrer, au premier rang desquelles la Biélorussie, qui a déjà signé une union étroite avec Moscou ; ensuite le Kazakhstan, où la moitié de la population est d'origine russe; et, enfin, l'Ukraine dont l'indépendance symbolise la renonciation du Kremlin à des visées impériales. Devant des interlocuteurs occidentaux, le président ukrainien Leonid Koutchma a exprimé à plusieurs reprises ses craintes d'une pression « grand-russe », quelle que soit l'issue de l'élection présidentielle

La deuxième zone concerne ce qu'on peut appeler des « Etats-clients », comme les républiques d'Asie centrale et la Géorgie, qui ne peuvent vivre sans une étroite coopération économique avec la Russie et qui, de ce fait, sont soumises à sa tutelle politico-militaire. Une des principales préoccupations de Moscou est de continuer à contrôler les frontières extérieures de la Communauté des Etats indépendants, comme c'était le cas dans la période soviétique.

La troisième, enfin, est formée par les républiques baltes, qui ont appartenu jadis à l'empire tsariste avant d'être intégrées par la force dans l'URSS, mais dont Moscou semble avoir accepté l'indépendance, à condition que n'y stationnent pas de troupes étrangères, sous l'égide, par exemple, de l'OTAN.

La perspective de l'élargissement de l'OTAN est sans doute l'une des questions décisives pour l'avenir des relations entre la Russie et les Occidentaux. Durant la campagne, les Russes ont réitéré leur opposion de principe à une extension de l'OTAN aux anciens pays du pacte de Var-sovie, comme la Pologne, la République tchèque ou la Hongrie.

Afin de ne pas gêner Boris Eltsine, Bill Clinton et Heimut Kohl, notamment, ont laissé la question en suspens - pour ne pas dire qu'ils l'out enterrée. Si les membres de l'Alliance ont pris la décision de principe d'ouvrir l'organisation à l'Est - et même promis à des pays comme la Pologne que cela se ferait d'ici à l'an 2000 -, aucune date n'a vraiment été fixée. Au moins douze pays de l'ancien glacis soviétique sont candidats, des Etats baltes à la Rou-

La question va se reposer avec acuité dès lors qu'on entrera dans le vif de la campagne électorale aux Etats-Unis, Reprochant au président démocrate d'avoir cédé à l'intimidation russe, le sénateur Robert Dole, le candidat des républicains, est décidé à introduire au Congrès une législation obligeant l'administration à se prononcer pour une intégration immédiate de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque. Destinée à séduire une partie des Américains d'origine est-européenne, la démarche de M. Dole n'est évidemment pas exempte d'arrière-pensées électorales.

Ces demières semaines, Evgueni Primakov a laissé entendre que la Russie pourrait, à certaines conditions, se résoudre à consentir à l'élargissement. Plus qu'une véritable évolution, ce n'est encore qu'un frémissement dans la position russe. Alexandre Lebed, avant d'avoir la responsabilité des affaires de sécurité, avait suggéré que l'extension de l'OTAN pourrait ne pas être la catastrophe stratégique jus-

qu'alors décrite au Kremlin. Elle ne se ferait, en tout état de cause qu'en échange d'un accord de partenariat particulier soulignant le statut de grande puissance de la Russie et son indispensable implication dans la nouvelle architecture de sécurité en Europe. Paradoxalement, ce sont les plus opposés à l'élargissement qui pourraient être amenés à représenter Moscou auprès de l'OTAN. Les noms de Pavel Gratchev, ancien ministre de la défense, et de Mikhail Barsoukov, ancien chef des serices de renseignements, tous deux limogés à l'arrivée du général Lebed, circulent avec insistance. Les Russes, associés à l'IFOR en Bosnie, coopèrent déjà avec l'OTAN dans les Balkans.

Un document de travail du Conseil de sécurité russe attribué au général Lebed recommandait la semaine demière d'imagioer en Asie, y compris avec la Chine, un système géopolitique qui fasse « pendant aux autres » systèmes (sous-entendu à l'Alliance atlantique). Cette idée est sympto-

matique, d'une part, du retour, avec Evgueni Primakov, de la conception d'une diplomatie fondée sur l'équilibre des forces (balance of power) et, d'autre part, de la principale source de préoccupation des Russes en matière de sécurité : ce p'est pas la frontière occidentale sur laquelle ne pèse aucune menace, mais le fianc sudsud-est, où risquent de se développer à la fois l'intégrisme musulman et les traditionnelles querelles frontalières avec la Chine.

### LES PAYS DITS « SENSIBLES »

C'est un vrai point de friction avec les Etats-Unis. Depuis deux ans, la Russie est revenue cultiver certaines de ses anciennes amitiés au Proche-Orient, notamment avec Flran, Flrak ou la Libye. Washington dénonce des exportations d'armes russes - missiles - jugées particulièrement déstabilisatrices pour la région, voire des ventes de matériels susceptibles de favoriser la prolifération nucléaire. On voit mal Moscou faire le moindre cadeau aux Etats-Unis sur ce chapitre. Familier de la région, Evgueni Primakov entend promouvoir les intérêts de la Russie et ses capacités d'influence dans la région, quitte à déplaire

aux Etats-Unis. Cela ne devrait pas empêcher le Kremlin de maintenir un profil prudent et modéré au Proche-Orient, où les Russes parrainent - très discrètement - le processus de négociation israélo-arabe.

Alain Frachon et Daniel Vernet

## La population diminue dans une grande partie de l'ex-Union soviétique

L'ÉLECTION présidentielle en Russie a fait émerger certains désirs de résurrection de l'Union soviétique, et, au plan de la démographie, celle-ci n'est pas morte: en effet, la population baisse maintenant non seulement en Russie, mais aussi en Ukraine, dans les Pays baltes, en Moldavie, en Géorgie et au Kazakhstan, huit Etats qui réunissent 80 % des habitants de l'ex-Union, et cette évolution découle d'un passé commun. Les dernières données mettent au jour l'« héritage » soviétique, souligne le démographe Alain Bhum, spécialiste de cette région : près de soixante-quinze ans (cinquante pour les Baites) de vie commune ont durablement marqué l'en-

semble de l'ancien empire. Cette baisse de la population surprend dans une région jugée naguère démographiquement « dynamique » parce que la globalisation des données voulue par les gouvernants masquait les différences entre le Nord et le Sud. Elle résulte de mouvements croisés: diminution ou faible croissance des naissances, hausse des décès et des migrations.

La natalité, notamment dans la partie occidentale de l'ex-URSS, porte les traces d'une série de catastrophes: guerre civile et guerre russo-polonaise au début des années 20, « dékoulakisation » et famines dans les années 30; deuxième guerre mondiale dans

les années 40, goulag enfin. Entraî-nant des morts par millions, elles a sans doute accéléré la diminution nant des morts par millions, elles ont créé des « classes creuses » et accentué l'effet du déclin durable de la fécondité, qui avait été interrompu de 1982 à 1988 par des mesures natalistes (congé parental, notamment) sur le modèle de l'Eu-

En 1991, l'indice de fécondité n'attelgnait déjà que 1,7 enfant par femme (en âge de maternité) en Ukraine, Lettonie, Estonie comme en Russie. Depuis, dans toute cette région, il est tombé à 1,4, niveau moyen de l'Union européenne, mais inférieur à ceiul des pays scandinaves, de la Grande-Bretagne ou même de la France. Apportant des incertitudes pour

des naissances, sans que les différences de situation économique ou de modalités de la « transition » d'un pays à l'autre (plus chaotique en Russie, par exemple) aient un

### MORTALITÉ EN HAUSSE

Même parallélisme pour la mortalité, presque partout en hausse. L'espérance de vie a perdu quatre ans au minimum depuis 1987. Cette chute résulte de l'inadaptation du système de santé soviétique depuis les années 60 à la lutte contre les maladies chroniques (cardio-vasculaires, cancers, etc.) et, d'autre part, des répercussions à retardement de la brève politique de lutte contre l'alcoolisme lancée par Gorbatchev en 1985. En Russie, la « crise sanitaire » (Le Monde du 14 octobre 1995) a encore majoré la chute d'une bonne année.

Au total, le nombre des décès dépasse celui des naissances dans tout l'ouest de l'ex-URSS, sauf en Moldavie, où cependant la différence est devenue infime, selon les chiffres publiés dans le dernier mméro de Population et sociétés. Cet accroissement naturel (naissances moins décès) se réduit aussi en Asie centrale et en Transcaucasie. Dans l'Asie centrale « profonde » (Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbekistan, Kirghizstan), néanmoins,

due à une fécondité encore relativement élevée et surtont à l'arrivée de générations nombreuses à l'âge de la maternité, a compensé la stagnation de la mortalité, et la popu-

lation continue à croître. Mais le retour vers la mère patrie des Russes et des Ukrainiens, entamé à partir de la fin des années 70, réduit cette croissance. Au Kazakhstan, où la fécondité est plus faible en raison de l'importance de la population d'origine russe, le nombre de départs a même dépassé l'excédent naturel, et la République a perdu plus de 400 000 habitants entre 1992

Guy Herzlich

1 92

# And the same of th Le manifeste électoral des travaillistes britanniques est peu ambitieux et pragmatique

Le programme de Tony Blair pour les législatives de 1997 ne veut pas effrayer les électeurs

Le Parti travailliste britannique a présenté, jeudi 4 juillet, son manifeste politique pour les pro-chaines élections législatives, prèvues pour le trêmement prudent, de manière à ne pas laisser la hausse de la pression fiscale.

LONDRES

de notre envoyée spéciale Me programme electoral du La-bour tient sur un carton format carte de crédit : il comporte cinq engagements précis concernant l'éducation, la sécurité, la santé, l'emploi et l'économie, assortis des moyens pour les réaliser. « Conservez cette carte pour vérifier que nous tenons nos promesses », explique ce singulier document. Si l'on en croit tout ce que dit Tony Blair, qui préside aux destinées du Labour depuis deux ans, cette carte sera la seule incursion de son gouverne-ment dans le portefeuille des Britanniques, pour peu qu'ils l'élisent en mai prochain. \* Etre redical, cela n'a rien à voir avec le fait de dépenser plus », explique le chef du nouveau Labour, qui sait bien que toutes les attaques des conservateurs d'ici aux élections de mai 1997 porteront sur le risque d'augmentation des impôts en cas de

victoire travailliste. La plate-forme électorale du Labour a été présentée à la presse

jeudi par l'état-major du Parti. Elle est pétrie de prudence, évitant toute rupture avec les acquis de l'ère conservatrice, que ce soit en matière économique ou sociale. «Un programme aussi peu ambi-tieux risque de décevoir », a commenté un banquier de la City interrogé par la chaîne de télévision Channel 4. Mais Tony Blair a bien ciblé son message, il parle aux gens ordinaires de choses qui les préoccupent: « Vos ambitions sont nos ambitions. Vous devez pouvoir envoyer votre enfant dans une école publique aussi bonne que les établissements privés, être soigné dans un hôpital public aussi bon qu'un privé. Vos rues doivent être sûres, où que yous habities. Vous devez avoir non seulement un travail, mais une carrière avec des perspectives et un so-

Les grandes questions interna-tionales et institutionnelles passent après. L'Europe ? Le Labour sera « en tout point aussi dur que les to-ries pour défendre les intérêts de la tion ; 3) raccourcir les listes d'at-

laire décent », répète-t-il inlassa-

Grande-Bretagne. Ses vrais intérêts, qui ne sont pas servis par l'isolationnisme ». La monnaie unique ? Seulement si la convergence économique entre les pays est suffisante pour la rendre réalisable sans danger. L'autonomie pour l'Ecosse et le pays de Galles figure sans ambiguité dans le projet travailliste qui, par ailleura n'envisage pas la suppression de la monarchie.

DU CONCRET ET DU RÉALISABLE

En attendant, on ne s'engage que sur du pratique, du concret, du réalisable, à preuve les fameuses cinq mesures : 1) réduire à trente le nombre d'élèves par classe pour les enfants de cinq, six et sept ans en utilisant de l'argent jusqu'ici employé à subventionner l'accès de quelques élèves brillants de famille modeste aux meilleures écoles privées; 2) accélérer les sanctions judiciaires pour les jeunes délinquants récidivistes en diminuant de moitié le délai entre

tente dans le Système national de santé (NHS), des économies de gestion permettant de soigner 100 000 personnes supplémentaires; 4) fournir une activité à 250 000 jeunes chômeurs grâce à un prélèvement sur les profits des anciens monopoles publics privatisés; 5) contrôler les dépenses publiques selon des règles strictes, contenir l'inflation et les taux d'in-

Les commentateurs ont mis en doute les calculs de Gordon Brown, le ministre des finances du cabinet fantôme travailliste, concernant les économies réalisables dans l'éducation et la santé, ainsi que l'impôt potentiel sur les bénéfices des privatisées. Les promesses, même modestes, seraientelles impossibles à financer? M. Brown rétorque que tout dépendra de l'état réel des finances publiques, qu'il demande au gou-vernement de John Major de clari-

Sophie Gherardi

## Les socialistes espagnols à la recherche d'un nouveau souffle

### Quatre mois après sa défaite aux élections, le PSOE tente de s'adapter à son rôle d'opposition

de notre correspondant Quatre mois après sa défaite électorale, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) cherche toujours sa voie. Même si Felipe Gonzalez a décidé de se faire discret jusqu'à la rentrée de septembre et ainsi laisser une période de grâce au nouveau régime, le mal à se couler dans son nouveau tôle. « Essentia que yous sommes déconcertés, a reconou M. Gonzalez. Nous nous sommes trop institutionnalisés et cela nous coûte de faire un travail d'opposition. (...) Nous devons trouver d'autres formes de faire de la politique en étant cohérents et sans commettre les erreurs des autres pays dont les partis sont passés à l'opposition sans trouver leur place. »

Depuis la nomination de José Maria Aznar à la présidence du gouvernement le 5 mai, le PSOE s'est peu fait entendre. Il est apparu anesthésié, laissant agir le nonveau pouvoir tout en faisant, de temps à autre, quelques cri-tiques presque inaudibles. Sa sitration d'opposant est pourtant confortable aux Cortes puisque la défaite a été honorable et qu'il dispose d'une solide représentation parlementaire. Il s'en est d'ailleurs fallu de peu qu'il puisse - avec l'aide d'Izquierda Unida (IU, gauche dominée par le Parti

communiste) - faire adopter un visionné par de présumées mentaire tandis que le président projet de libéralisation de l'avor-

D'une manière générale, l'obs-tacle a surtout été de s'adapter à

commissions illégales.

En Andalousie, le parti a dû suspendre Jaime Montaner, ancien ministre local de la politique terricette situation, d'apprendre à toriale, accusé dans une affaire iouer le rôle du contestataire d'extorsion de fonds au maire de après avoir longtemps donné le Marbella. Ce dernier a reconnu ton. Son éviction des affaires du avoir payé 85 millions de pesetas s'élever pour convoquer un

### Un haut magistrat révoqué pour corruption

Un hant magistrat, membre du Consell général du pouvoir judiciaîre, l'organe de direction des juges, Luis Pascual Estevill, a été condamné, jeudi 4 juillet, à six années d'incapacité à exercer la fonction judiciaire pour prévarication et détention Illégale. Il lui était reproché d'avoir utilisé ses fonctions pour faire pression sur des justiciables afin de toucher de l'argent et d'avoir fait incarcérer trois personnes sans preuves. Le Tribunal suprême a qualifié son comportement « d'arbitraire et d'absolument injustifiable » et bri a infligé une lourde amende. Il a immédiatement été relevé de ses fonctions, au grand soulagement de ses pairs qui devront le Juger à nouveau pour d'autres affaires douteuses.

pas non plus fait cesser, pour le PSOE, les scandales de corruption. En deux mois, il a été éclaboussé par deux nouvelles affaires, en Navarre et en Andalousie. Dans le premier cas, le président de cette communauté, Javier Otano, par ailleurs se-crétaire général du PSOE local, a dû démissionner à la suite de la découverte par un juge d'un compte bancaire en Suisse appro-

pays après plus de treize ans n'a (3,4 millions de francs) de commissions pour pouvoir rendre constructible un terrain. L'ancien vice-président du gouvernement andalou et l'administrateur électoral du parti ont également démissionné du PSOE.

Ces deux nouvelles affaires ont provoqué la stupeur chez les militants. « Nous devons exclure du parti tous ceux qui ont mis la main dans la caisse », s'est exclamé le porte-parole du groupe parle-

hommes politiques les plus popu-

laires, conserve la charge de l'in-

n'ont pas toujours les mêmes opi-

du gouvernement d'Estramadure, Juan Carlos Rodriguez Ibarra, est allé beaucoup plus loin: « Il faut renouveler tous les dirigeants, qu'ils solent coupables ou non. » Afin d'opérer une régénération salutaire, des voix commencent à congrès extraordinaire dès l'auniser le PSOE, lui donner un nouveau souffie, le nettoyer des pieds à la tête comme l'affirment certains de ses ténors. Et, pour ce faire, le plus tôt sera le mieux. L'autre question est de savoir

par où commencer. « Pour rénover le Parti, le militant doit savoir que tout est renouvelable, du premier au dernier », affirme M. Rodriguez Ibarra. José Borrell, ancien ministre des transports et des travaux publics, estime qu'il ne faut « sacraliser personne, ne pas éta-bitr une division entre le sacré et l'humain ». Le débat est à nouveau lancé afin de savoir si Felipe Gonzalez peut être l'homme de la rénovation, s'il est à même de pouvoir restaurer une crédibilité en perte de vitesse. Secrétaire général depuis bientôt vingt-deux ans, l'ancien chef du gouvernement donners son avis, lundi 8 juillet, lors de la réunion de la commission exécutive fédérale.

Michel Bôle-Richard

## Le nouveau gouvernement tchèque est plus compact et équilibré

de notre correspondant Les hommes politiques tchèques n'aiment pas le vide. Un mois et lui ont arraché la parité des portetrois jours après les élections législatives, tous les organes exécutifs et parlementaires sont de nouveau constitués. La dernière étape de ce processus a été la nomination offidelle, jendi 4 juillet, par le président Vaciav Havel, du nouveau gouvernement minoritaire de Vaclav Klaus. Ce cabinet, le deuxième de la République tchèque indépendante et de M. Rlaus, est plus compact (seize ministres au lieu de dix-neuf) et plus équilibré que le précédent.

La composition du cabinet

• Premier ministre : Vaclav

étrangères : Josef Zieleniec

Défense : Miroslav Vyborny

● Agriculture : Josef Lux

• Industrie et économie :

• Ministre sans portefeuille :

Vladimir Dlouby (ODA)

Pavel Bratinka (ODA)

• Finances: Ivan Kocarnik (ODS)

Ministre des affaires

Klaus (ODS)

(KDU-CSL)

(KDU-CSL)

partenaires du Parti démocratique civique (ODS) du premier ministre feuilles : l'Union démocrate-chrétienne (KDU) et la petite Alliance démocratique civique (ODA) disposent de quatre ministres chacime. Cette condition, acceptée in extremis par M. Klaus, était impérative pour Jan Kalvoda (ODA) et Josef Lux (KDU), qui ne voulaient pas se retrouver en minorité comme dans le dernier cabinet. Cette situation confortable permettait au premier ministre d'imposer ses choix. Hormis la très symbolique sup-

• Intérieur : Jan Rumi (ODS)

• Justice : Jan Kalvoda (ODA)

Travail et affaires sociales :

Santé: Jan Strasky (ODS)

• Transports : Martin Riman

• Education : Ivan Pilip (ODS)

Développement régional :

Jaromir Schneider (KDU-CSL)

• Environnement: Jiri Skalicky

• Culture : Jaromir Talir

Jindrich Vodicka (ODS)

(KDU-CSL)

(ODS)

(ODA) - (AFP.)

nions sur la politique internationale de la République tchèque.

DÉBUTS DÉLICATS Le ministère de la défense, qui revient traditionnellement à un dé-

mocrate-chrétien, est confié à un nouveau venu, Miroslav Vyborny (quarante-quatre ans). Placé sous la surveillance de M. Klaus, qui espérait prendre ce ministère sous sa l'OTAN et de l'indispensable modernisation de l'armée tchèque, M. Vyborny a promis de collaborer étroitement avec M. Havel.

La désignation de deux anciens ministres pourrait néanmoins hypothéquer les débuts de cette législature, qui s'annonce délicate pulsque la coalition de centre-droft

pression du ministère des privatisaa perdu sa majorité - elle détient 99 sièges sur 200 - aux législatives de juin. En effet, le Parti social-détions, jugé désormals superflu, les principaux portefeulles sont restés mocrate (CSSD), dont les 61 dépuentre les mains des onze ministres da précédent gouvernement. Vladités décideront de la vie ou de la mir Dlouhy (ODA), l'un des mort du gouvernement, a toujours exprimé son opposition à un retour de de l'ancien dissident Jan Rumi dustrie, tandis que les affaires (ODS) à l'intérieur et de Jindrich étrangères continueront d'être gé-rées par Josef Zieleniec (ODS), in-Vodicka (ODS) aux affaires sociales. De plus, Milos Zeman, le chef du CSSD, bien qu'élu à la présidence termédiaire efficace entre le chef de PEtat et le premier ministre, qui du Parlement aux termes d'un accord avec MM. Havel et Klaus, n'a pas caché ses réserves sur le programme dont s'est dotée la semaine dernière la coalition (Le Monde du 28 juin).

Un vote négatif dans une dizaine de jours, lorsque le premier ministre compte poser la question de confiance sur son programme de gouvernement, obligerait M. Klaus à revoir sa copie. Bien que désireux de «se mettre rapidement au tracoupe en vue de l'intégration à vall », le chef du nouveau cabinet ne semble toutefois plus prêt à céder aux revendications politiques et personnelles du CSSD. Il a tout juste envisagé de « discuter de manière informelle » de son discoursprogramme avec son adversaire so-

Martin Plichta

## Arrestation du caricaturiste algérien Chawki Amari

ALGER. Le caricaturiste Chawki Amari, collaborateur du quotidien privé La Tribune, a été incarcéré, jeudi 4 juillet, à la prison de Serkadii, célèbre pour ses « locataires » islamistes et pour la répression meur trière dont elle a été le théâtre en février. Les autorités reprochent à M. Amari d'avoir « commis » un dessin, constituant une « offense à l'emblème national ». Le dessin incriminé, paru mardi dans La Tribune, représentait des drapeaux algériens déployés le long d'une rue. « C'est pour le 5 juillet ? », s'interrogeait un passant, faisant allusion à l'an-niversaire de l'indépendance. « Non. Ils étendent le linge sale », lui répondait son compagnon, évoquant la reprise du dialogue entre le pouvoir et l'opposition. La Tribune a été aussitôt suspendue de parution, ses locaux mis sous scellés et ses dirigeants, Kheireddine Améyar et la journaliste Baya Gacemi, placés sous contrôle judiciaire. Les journalistes poursuivis risquent cinq à dix ans de prison ferme. Dans un texte publié jeudi par le quotidien privé El Watan, un collectif de soutien a dénoncé l'« entreprise d'intimidation pilotée par les cercles les plus réactionnaires du pouvoir » contre la presse, et le rôle de « bouc

### Un général a été tué dans un attentat des Tigres tamouls au Sri Lanka

JAFFNA. Un attentat-suicide des Tigres tamouls a fait vingt et un morts (dix civils et onze officiels et militaires) et une cinquantaine de blessés, jeudi 4 juillet à Jaffna, au nord de l'île. Un général figure parmi les victimes. Le commando des séparatistes de l'Eelam tamoul (LTTE) visait le ministre du logement, en visite officielle dans cette ville reconquise en décembre 1995 par l'armée de Colombo après que les Tigres y eurent exercé leur pouvoir pendant cinq ans. Le ministre, Nimal Siripala de Silva, qui était venu superviser le projet de la péninsule de Jaffna, a été blessé. Ces derniers jours, les Tigres ont tué une quarantaine de soldats sri-lankais dans l'est du pays. Ils ont indiqué cette semaine être prêts à reprendre des négociations de paix (qu'ils ont brutalement interrompues en avol 1995) si les gouvernementaux évacuaient Jaffha. - (AFP.)

PAKISTAN : des milliers de militants du Jamaat, principale organisation islamiste du pays, ont manifesté, mercredi 3 juillet, dans les grandes villes du Pakistan pour réclamer la démission du premier ministre, Benazir Bhutto, et la tenue d'élections anticipées. Le mouvement a été lancé en juin en manière de protestation contre le budget 1996-97, qui prévoit un alourdissement sensible de la pression fiscale. Il a reçu l'appui du principal parti de l'opposition, la Ligue musulmane de l'ex-premier ministre, Nawaz Sharif. - (AFP.)

■ MEXIQUE: selon une commission parlementaire sur la corrup-tion, le président Ernesto Zedillo a fait verser, en 1989, 7 millions de dollars de subvention à un chef d'entreprise allié au PRI, le parti au pouvoir, alors qu'il était secrétaire aux finances du gouvernement Salinas, indique le New York Times du 5 juillet. - (AP)

■ HAITT: quatre accords de coopération pour un montant de 30 millions de francs, complétés par une aide alimentaire de 14 milfrançais de la coopération, Jacques Godfrain. - (AFP.)

### EUROPE

■ BOSNIE : les autorités serbes out convoqué Biljina Plavsic, jeudi 4 juillet à Belgrade, pour discuter de l'avenir du chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. La vice-présidente de Pale a rencontré le président serbe, Slobodan Milosevic, pour la première fois depuis que M. Karadzic lui a confié ses pouvoirs, dimanche 30 juin, tout en gardant son titre de président. - (Reuter.)

■ GRANDE-BRETAGNE : le prince Charles a fait parvenir à la princesse Diana ses propositions concernant les modalités de leur divorce, jeudi 4 juillet, par l'intermédiaire de son avocat. Aucun détail n'a filtré sur cette offre qui pourrait porter, selon certains journaux, sur une vingtaine de millions de livres (160 millions de francs), - (Reu-

FINLANDE : des os appartenant vraisemblablement à l'une des victimes du naufrage du ferry Estonia, qui a fait 852 morts en 1994, ont été découverts le week-end dernier sur une plage de Finlande, a indiqué, jeudi 4 juillet, la police. L'épave de l'Estonia git par 60 à 80 mètres de fond, à environ 100 kilomètres au sud-ouest de la Finlande. - (AFP.)

■ CHILI: la banque centrale a achevé de rembourser par anticipation le montant (1,54 milliard de dollars) de la dette contractée entre 1983 et 1985 auprès des banques internationales et de la dette « restructurée » de 1983 à 1991, a-t-elle annoncé le 3 juillet. – (AFR) M PÉROU : le Fonds monétaire international a annoncé avoir approuvé le 1º juillet un crédit de « facilité élargie » de 358 millions de dollars (dont 215 millions devraient être versés cette année) pour soutenir un programme de réformes économiques destiné à atteindre une croissance de 5,5 % en 1997 et de 6 % en 1998. Le déficit des comptes courants doit être ramené de 7,2 % à 5 % du PIB d'Ici à 1998 et l'inflation de 9,5 % à 4 %. – (AFR)

# RAPPORT FAUROUX Pour l'école Rapport de la communicion présidée par Roger FRIETURIX Lisez avant de juger! calmann-lévy

# Federation à l'etranger

1. 1. 1. 1. 2. 2.

777

(中) 1 年 1987 - 東一の 1

الأرابيل أتجاء فأرار ويتهجدون الاسؤاج

Section 150 - Section 1894

李德安等等的主义 (1) (1) (1)

the west to have the comment

ité face à M. Lebed

المراوات للمسترك أراجوانيوال A pup are standing of the second AND STATE OF THE PARTY OF THE P **建**色色的 声音点。 The second of th THE RESERVE OF THE PARTY OF THE the first of the second The same of the same Marie Committee Committee The state of the s production the state of

The state of the s A Company of the Comp Grand Alberta Registration of the A GARAGE WAS A SA Maria de la companya della companya de la companya de la companya della companya در د المعار مر والميسون المعالم الم Mary water . British Carlos Control

Laion wrichique

W HOLE CONTROL OF THE PARTY OF WATER AND THE STATE OF THE STAT A service publication \*\*\* Bit Bit I \*\*\* The same of the sa B Team .

The same of the sa A CONTRACTOR OF THE STREET

The second second The second second A STATE OF THE STA THE RESERVE TO SERVE THE S

## La confusion des préparatifs de l'intervention internationale au Burundi inquiète l'ONU

Le projet de force interafricaine est toujours très mal reçu par les composantes politiques du pays

L'armée burundaise, essentiellement tutsie, a dénoncé, jeudi 4 juillet, un nouveau massacre membres de leur familles. Cette accusation – que dénoncé, jeudi 4 juillet, un nouveau massacre attribué à la rébellion hutue. 80 employés d'une

les faits soient confirmés ou non - risque de

l'intervention d'une force interafricaine pour tenter de mettre fin à la guerre civile.

**NEW YORK (Nations unies)** 

de notre correspondante de plus en plus de la grande confusion dans laquelle se prépare l'envoi au Burundi d'une force interafricaine, chargée d'éviter un nouveau génocide. Culpabilisés après la tragédie rwandaise, la plupart des Occidentaux, et surtout les Américains, estiment qu'il y a urgence pour une intervention internationale, mais leur indignation ne va pas juqu'à envisager le déploiement de leurs propres soldats. C'est pourquoi la force multinationale, initialement prévue par l'ONU, ne sera finalement qu'un assemblage hétéroclite de contingents africains, provenant des pays de la région des Grands Lacs.

Les diplomates à New York sont notamment préoccupés par la participation probable des Ougandais, réputés proches des Tutsis, voire celle des Zairois, réputés favorables aux Hutus. . Its sont partie au conflit », estime un diplomate au siège de l'ONU, qui reconnaît que, peu de pays s'étant portés volontaires, la communauté internationale n'a guère d'arguments pour faire la fine bouche. « Nos représentants sur place nous indiquent que cette jorce est le dernier espoir pour éviter une tragédie », reconnaît un autre diplomate, qui qualifie la région du Rwanda et du Burundi de « Balkans africains ». Le processus actuellement en cours pour déployer une force interafricaine remplace un projet mort-né d'intervention international élargie, condamné par le refus des pays occidentaux

de fournir des « casques bleus ». La menace - aussi vague soitelle encore - d'une intervention « étrangère », de même que le constat fait par les autorités burundaises de leur incapacité à maitriser la situation, aurait finalede Bujumbura d'accepter le projet interafricain. Violemment opposé à une intervention internationale à des fins « humanitaires », telle qu'elle fut proposée en février par le secrétaire général de l'ONU,

Boutros Boutros-Ghali, le gouver-« assistance sécuritaire », lors du sommet régional qui s'est tenu, le 25 juin, à Arusha (Tanzanie). La force interafricaine pourrait être composée de 25 000 hommes, selon certains, et menée par un contingent tanzanien. Le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU serait limité au financement de l'opéra-

**MAUVAIS ACCUEIL** 

Par ailleurs, les « plans de circonstances > pour une intervention humanitaire au Burundi entrepris par l'ONU depuis le début de l'année, restent lettre morte. Plus de cent pays ont été contactés par les responsables du département des opérations de maintien de la paix, une demi-douzaine seulement auraient indiqué leur volonté d'y participer.

Le projet de force interafricaine est toujours très mai accueilli par les différentes composantes politiques burundaises. Le représen-

tence, a déclaré au Monde que le Burundi « reste opposé à toute intervention étrangère, quelle que soit son étiquette ». L'opinion extrémiste hutue, réunie sous le nom du Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), a menacé, mercredi 3 juillet, d'attaquer les bommes de cette force : Si les forces étrangères entrent au Burundi sans la négociation préalable avec le CNDD, nous les considérerons comme des envahisseurs et nous les traiterons en tant que tels ». a indiqué Leonce Ndarubagye, un des dirigeants de ce groupe.

Certains diplomates à New York n'excluent pas des alliances, lourdes de menaces pour toute la région, entre l'armée burundaise, à majorité tutsie, et l'armée du Rwanda voisin, elle aussi contrôlée par la minorité tutsie. De même, on parle d'une assistance militaire entre les réfugiés hutus rwandals au Zaire et les rebelles burundais

Pour l'ONU, « il suffit d'une étin-



celle » pour précipiter le Burundi dans de nouveaux bains de sang. Ainsi, l'Organisation internationale garde pour l'instant sous le boisseau le résultat d'une enquête sur l'assassinat du président burundais Melchior Ndadaye, en 1993, qui impliquerait certains dirigeants de l'armée. Ce rapport pourrait servir de prétexte à un coup d'Etat contre l'actuel président, un Hutu, Sylvestre Ntibantunganya, estime-t-on à New

Les Etats-Unis apparaissent comme le pays le plus préoccupé par la possibilité d'un génocide, qui mettrait le président Clinton, en pleine campagne électorale, dans une situation embarrassante. Ainsi, Washington paraît prêt à aider le déploiement de la force africaine. A New York, on indique que les militaires américains et britanniques pourraient « conseiller » cette force.

En revanche, les diplomates de la mission américaine à New York refusaient, mercredi 3 juillet, de confirmer que les Américains se soient engagés à fournir une base logistique en Ouganda. La France, qui préside le Conseil de sécurité pour le mois de juillet, suit cette affaire avec la plus grande attention mais apparaît très méfiante, semblant redouter que certains contingents africains s'immiscent dans le conflit et aggravent la situation. L'ambassadeur français, Alain Dejammet, a d'ailleurs demandé que le Conseil de sécurité tienne, vendredi 5 juillet, une réunion à huis clos sur ce sujet. Voyant le dossier si mal engagé,

l'ONU souligne que la force interafricaine est «juridiquement et ethniquement indépendante » des Nations unies. Les diplomates craignent qu'elle soit peu crédible et risque d'être « humiliée ». « Le Burundi démontre deux choses. ment, que l'on n'a rien appris du génocide rwandais, et deuxièmement, que la diplomatie préventive n'existe

Afsané Bassir Pour

## Le gouvernement israélien va réduire les dépenses de l'Etat

Surchauffe d'une économie en pleine expansion

**TÉRUSALEM** 

de notre correspondant Le premier ministre israélien est un adepte enthousiaste de l'ultralibéralisme économique prôné par l'école américaine dite « de Chicago » et s'est alarmé de l'inflation qui croît depuis deux mois au rythme de 15 % l'an (contre 8,1 % en 1995), ainsi que de la dégradation de la balance des paiements courants dont le déficit prévu pour 1996 s'élève à 25 milliards de francs, contre 20 milliards en 1995. Aussi Benyamin Nétanyahou a-t-îl fait adopter, mardi 2 juillet, par son gouvernement, une importante réduction des dépenses de l'Etat pour 1997. Dimanche 30 juin, pour les mêmes raisons, la Banque centrale d'Israel avait annoncé une forte bausse (1,5 %) de son taux de base. Immédiatement répercutée par les banques commerciales, cette hausse porte à 18,5 % le taux à court terme offert aux meilleurs clients emprunteurs

de ces établissements. Le message est clair : les Israéliens, qui ont tendance depuis quelques années à vivre nettement au-dessus de leurs moyens, vont alertés par les réductions budgétaires annoncées et par le programme de privatisation adopté par le premier ministre, près de 400 000 salariés du secteur public, invités par la fédération syndicale travailliste de la Histadrout à adresser « un message d'avertissement » au gouvernement de la droite, ont débravé pendant une heure à travers tout le pays, bloquant toute activité dans les ports

et aéroports d'Israël. Votée par 12 ministres sur 17 -M. Nétanyahou inclus-, la réduction globale des dépenses budgétaires pour l'année fiscale 1997 portera sur 4,9 milliards de shekels, soit environ 9 milliards de et total meevo de 265 milliards de francs. La ré- hou, sur le travailliste Shimon Pépartition des économies reste à déterminer, mais, selon les premières indications fournies par Dan Méridor, ministre des finances, les secteurs qui souffriront le plus de

cette coupe annoncée sont la défense - notamment au niveau des retraites et avantages offerts an. militaires de carrière -, l'éducation nationale, dont le budget avait fortement cril sous les travaillistes, les assurances sociales et l'emploi dans la fonction publique.

L'objectif annoncé du gouvernement est de réduire le déficit budgétaire de 3,5 % du produit national brut, aujourd'hui, à 2,8 % en 1997, et à 1,5 % d'ici à 2001. Un des moyens préconisés est de privatiser, dans les quatre ans qui viennent, 50 des 160 entreprises totalement ou partiellement contrôlées par le secteur public. La compagnie du téléphone, la compagnie nationale aérienne El Al et les participations publiques dans plusieurs grandes banques, comme Leumi, sont les premières

D'abord menacée de surchanfie l'économie israélienne, dont la croissance avait dépassé 6 % de moyenne annuelle depuis 1991, est entrée dans une phase de ralentissement. Pour la première fois depuis 1993, l'Indice composite de l'activité nationale, qui montait d'environ 0,7 % par mois depuis janvier, a baissé en mai de 0,7 %. Le taux de croissance du PNB, qui était de 7,1 % en 1995, devrait s'établir à 5,5 % cette amnée, et, seion les estimations récemment corrigées à la baisse par le Trésor, à quelque 4,3 % en 1997.

Patrice Claude

■ La plainte du Parti travailliste dénonçant d'importantes fraudes, lors des élections du 29 mai, a été rejetée, jeudi 4 juillet, par le tribunal de district de Jérusalem. Selon les juges, le scrutin, qui a permis la victoire du candidat rès, a été entaché d'un pourcentage « raisonnable d'erreurs humaines », équivalent à ceux constatés lors des élections précé-

### Nouvelle dénonciation d'un massacre

L'armée burundaise, en majorité tutsie, a accusé, jeudi 4 juillet, des rebelles hutus d'avoir massacré, la veille, près de 80 travailleurs et leurs proches, dans une fabrique de thé située au nord-ouest de la capitale, Bujumbura. L'information n'a pu être confirmée de source Indépendante. Plus de 150 000 personnes ont trouvé la mort depuis trois ans au Burundi, lors d'affrontements entre Tutsis et Hutus, ces derniers étant, comme au Rwanda, largement majoritaires dans la population. Des diplomates ont souligné que l'escalade de la vio-lence risquait de compromettre la collaboration, déjà difficile, entre les militaires et un gouvernement désuni, au moment où tous étudient un plan d'« assistance » International, accepté par le président hutu, Sylvestre Ntibantunganya, et le premier ministre tutsi, Antoine Nduwayo. M. Nduwayo, en butte aux pressions de factions tutsies qui ont décrété grève générale et désobéissance civile pour dénoncer ce plan, a pris ses distances, cette semaine, et accusé le président de chercher à neutraliser l'armée. Jeudi, des centaines d'étudiants sont descendus dans les rues de Bujumbura pour protester contre le déploiement de soldats étrangers. - (Reuter.)

### La Cour militaire de Bruxelles acquitte le chef des soldats belges tués au Rwanda

de notre correspondant de prévoyance et de précaution » dans une mission de maintien de la paix au Rwanda, le colonel Luc Marchal a été acquitté, jeudi 4 juillet, par la Cour militaire de Bruxelles. Ouvert le 8 mai, ce procès, qui constituait une première en Belgique, a été suivi avec attention par l'armée (Le Monde du 10 mai). Celle-ci se sentait en effet concernée par la jurisprudence en matière de responsabilité des officiers appelés à participer à des opérations sous commandement international.

Le colonel Marchal était responsable du secteur Kigali de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) quand, le 6 avril 1994, l'assassinat du président Juvénal Habyarimana déclencha un génocide. Dix soldats belges avaient été massacrés après que la hiérarchie leur

tion du premier ministre rwandais de l'époque, Agathe Uwilingiyimana. Leurs familles considéraient cet ordre comme irrespon-

MANQUE DE MOYENS

Les débats ont fait apparaître l'extrême confusion dans laquelle opérait le contingent international de l'ONU, ainsi que le manque de moyens du détachement belge. L'auditeur général avait demandé une peine symbolique d'un mois de prison avec sursis. Les familles des dix victimes ont pris acte de l'arrêt mais demandent qu'une commission d'enquête parlementaire fasse la lumière sur la responsabilité du gouvernement dans cette affaire. Une pétition en faveur d'une telle enquête a recueilli 200 000 signatures en trois

Jean de la Guérivière

## Au Tchad, la victoire électorale du président Déby paraît inéluctable

de notre correspondant

en Afrique de l'Ouest On ne connaîtra que le 10 juillet

les résultats officiels du second tour de l'élection présidentielle tchadienne, qui opposait, mercredi 3 juillet, le président sortant, idriss Déby, à Wadal Abdelkader Kamougue, mais la victoire du premier paraît ineluctable. Dans l'ensemble, le scrutin s'est déroulé dans le calme, malgré une tension perceptible dans les jours qui l'ont précédé. Certains candidats présents au premier tour - parmi lesquels les anciens premiers ministres Jean Bawoyeu Alingué et Kassire Comnakoye ou l'ancien maire de N'Djamena, Loi Mahamt Choua - avaient appelé à boycotter le scrutin du 3 juillet, pour protester contre les irrégularités massives dont l'opposition affirme avoir été victime. L'Union des syndicats tchadiens s'était jointe à cet appel au boycottage, ce qui lui a valu d'être suspendue par le ministre de l'intérieur.

Le général Kamougue, qui avait obtenu 12,38 % des voix, essentiel-lement dans le sud-ouest du pays, n'avait réussi à rallier à sa cause que deux de ses concurrents du premier tour, sudistes comme lui. En revanche, le général Déby, déjà fort des suffrages de plus de 42 % des électeurs au premier tour, avait, lui, enregistré un important succès en obtenant le soutien de Saleh Kebzaboh. Ce jeune politicien originaire de la région du Mayo Kebbi, à la frontière camerounaise, s'était jusqu'ici affirmé comme un des opposants les plus résolus à Idriss Déby. Il était arrivé en troisième position au premier tour, avec plus de 8 % des voix. Son ralliement a été douloureusement ressenti par une partie de l'opposition, comme en

témoigne l'éditorial de N'Djamena Hebdo, journal qu'avait fondé M. Kebzaboh en 1989. Dans son éditorial, l'hebdomadaire évoque le « discrédit jeté sur la classe politique

tchadienne ». Ces éléments expliquent sans doute la baisse de la participation constatée à N'Djamena. Il semble que le très fort taux de votants enregistré au premier tour (70 %) ne soit pas atteint cette fois. La Commission électorale nationale indépendante, dont le rôle a été très vivement contesté par l'opposition lors du premier tour, ne sera pas en mesure de publier des résultats définitifs avant le 10 juillet, en raison de la difficulté de la collecte des données de chaque bureau de vote, d'autant que la saison des pluies a rendu de nombreuses pistes impraticables. De toute façon, à N'Djamena, personne ne doute de la victoire du président sortant, auquei le railiement de Saleh Kebzaboh donne mathématiquement une majorité absolue, si

Mais il semble que l'arrivée du jeune opposant dans le camp gouvernemental n'ait pas encore changé certains travers du régime de M. Déby. Selon Radio France Internationale, l'opposant fédéraliste Yorongar N'Gariejeu a été arrêté alors qu'il participait à la surveillance du scrutin dans la préfecture de Doba, au sud du Tchad. Et N'Djamena Hebdo rapporte, dans sa dernière livraison, que des combats violents ont opposé les forces gouvernementales au Mouvement pour la démocratie et le développement, une organisation politico-militaire, dans la région du lac

### **Jacques Chirac visite** une Arabie saoudite affaiblie

EN VISITE officielle en Arabie saoudite du samedi 6 au lundi 8 juillet - avant de se rendre brièvement, lundi, au Qatar -, c'est un pays singulièrement affaibli que va découvrir Jacques Chirac. Outre les questions suscitées par l'état de santé inquiétant du roi Fahd, revenu au pouvoir en février, après une brève régence de son demi-frère, le prince Abdallah, le délabrement des finances publiques saoudiennes inquiète les Occidentaux. Depuis treize ans, le budget du royaume est déficitaire, tout comme la balance des comptes courants, obligeant l'Arabie saoudite à tirer sur des réserves financières qui, naguère pléthoriques, se tarissent lentement. Quant à la croissance du premier exportateur mondial de pétrole, elle ne se porte guère mieux. Depuis 1993, elle stagne autour de 1 % par an.

Confrontés à ces mauvais résultats, les dirigeants saoudiens mettent en avant la bonne tenue du secteur privé non pétrolier (7,5 % de mieux en 1995), témoignage, selon eux, d'une économie qui prend ses distances vis-à-vis du pétrole et des fluctuations du cours du baril. En fait, les dés sont pipés, notent les diplomates, dans la me-sure où l'essentiel de l'activité non pétrolière vient de la Sabic (Sandi Basic Industries Corportation), un conglomérat pétrochimique contrôlé par l'Etat.

Le budget de l'Arabie saoudite, alimenté pour les trois quarts par les revenus pétroliers, aurait dû bénéficier de la bonne tenue des cours du brut depuis un an. Le royaume, assis sur un quart des réserves pétrolières mondiales, a engrangé, estiment les spécialistes, de 4 à 5 milliards de dollars de reve-Thomas Sotinel nus supplémentaires en 1995. On

n'en trouve pourtant ancime trace dans les comptes du royaume, il est vrai très flous et diffusés avec parcimonie. Ainsi, les dépenses militaires relèvent du secret, tout comme le montant des recettes du royaume accaparées par la famille

Les dirigeants saoudiens s'efforcent depuis peu d'assainir les finances publiques. Pour limiter le déficit à hauteur de 5 milliards de dollars cette année, les subventions concernant l'eau, l'électricité, ont été nettement réduites tandis que certains ministères étaient invités à réduire leurs besoins (dont celui de la défense). Surtout, le gouvernement s'efforce de rembourser la dette publique intérieure, celle due par l'Etat aux entreprises et aux fournisseurs. Estimée à 100 milliards de dollars, elle équivant à 80 % du PNB alors que, selon les standards du FMI, 60 % doit être

considéré comme un plafond. Les difficultés financières de l'Etat ne sont pas étrangères aux désordres politiques que traverse le royaume. Avec ses coffres qui se vident (la guerre du Golfe a coûté 120 milliards de dollars aux Saoudiens), une population - 18 millions d'habitants, émigrés compris - qui augmente à un rythme élevé (entre 6 et 10 enfants par femme) et l'emprise d'un Etat-providence qui n'a plus les moyens de sa politique, l'Arabie saoudite n'est pas au bout des difficultés, constatera M. Chirac. Dans le courant de l'automne, le président français effectuera une nouvelle visite au Proche-Orient. Il se rendra au Liban, en Syrie, en Israël ainsi qu'à Gaza, a annoncé l'Elysée, jeudi

J.-P. T.



# Le gouvernement les dépenses de l'Eta

Districtly for the entire of the

Blender with a final section of

Signal and American

The second secon

with the state of the state of the

**(1995年) (1995年) 2011年** (1997年)

And the second second second

A the the same for the

Salah Sa

State of the state

and the second second

**并有《金融》** 

mag have a

British African St. Co. Co.

Marian State State In Section 19 Karaka Maria Maria The second to the property Marie Company Company

Business and Service Const.

JUSTICE Loïk Le Floch-Prigent, PDG de la SNCF et ancien PDG d'Elf-Aquitaine, a été incarcéré, vendredi 5 juillet, à 1 heure du matin, à la maison d'arrêt de la Santé. Il a été

mis en examen pour abus de biens sociaux et recel, recel d'abus de sociaux et recel, recel d'abus de d'aides du groupe Elf à hauteur de rations immobilières contestées. Onté le cadre de l'affaire Elf-Bidermann.

mis en examen pour abus de biens sociaux et recel, recel d'abus de confiance par le juge Eva Joly dans le cadre de l'affaire Elf-Bidermann.

Tintention de présenter sa dér francs de commissions sur des opérations immobilières contestées. Onté le SOCIÉTÉS du groupe Bider-pectes. L'enquête porte aussi sur le versement par Elf de 162 millions de francs de commissions sur des opérations immobilières contestées. Onté le 162 millions de francs de commissions sur des opérations immobilières contestées. Onté al sion. O LES SYNDICATS de la SI versement par Elf de 162 millions de francs de commissions sur des opérations immobilières contestées. OLOÏK LE FLOCH-PRIGENT a fait sapparent par Elf de 162 millions de francs de commissions sur des opérations immobilières contestées. OLOÏK LE FLOCH-PRIGENT a fait sapparent par Elf de 162 millions de francs de commissions sur des opérations immobilières contestées. OLOÏK LE FLOCH-PRIGENT a fait sapparent par Elf de 162 millions de francs de commissions sur des opérations immobilières contestées. OLOÏK LE FLOCH-PRIGENT a fait sapparent par Elf de 162 millions de francs de commissions sur des opérancs de commissions sur des opérations immobilières contestées. OLOÏK LE FLOCH-PRIGENT a fait sapparent par Elf de 162 millions de francs de commissions sur des opérancs de commissions sur des o

l'intention de présenter sa démission. • LES SYNDICATS de la SNCF ont néanmoins exprimé leur inquiétude au moment où se négocie un

# Le PDG de la SNCF, Loïk Le Floch-Prigent, a été incarcéré

Mis en examen par le juge Eva Joly en sa qualité d'ancien PDG d'Elf Aquitaine, il affirme avoir « défini des options stratégiques » mais avoir « ignoré les détails » des opérations financières considérées comme douteuses par la justice

LE PDG DE LA SNCP, Loîk Le Floch-Prigent, a été incarcéré, vendredi 5 juillet, à 1 heure du matin, à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Jeudi après-midi, le juge d'instruction parisien Eva Joly, chargée de l'enquête sur le renflouement par le groupe Elf-Aqui-taine – alors présidé par M. Le Floch-Prigent - du groupe de prêt-à-porter Bidermann, avait prononcé à son encoutre une mise en examen pour « abus de biens sociaux et recel, recel d'abus de conflance, diffusion de fausses informations et présentation de faux bi-

Le juge a ensuite organisé un « débat contradictoire » sur le placement en détention provisoire de l'ancien PDG d'Elf, qui n'a débuté qu'aux environs de 18 h 30, M ONvier Metzner, l'avocat de M. Le Floch-Prigent, ayant ampara-vant exigé de pouvoir consulter le dossier, ainsi que la loi l'y autorise. Le huis clos qui s'ensuivit a duré près de quatre heures, réunissant dans le bureau du juge, outre Mª Joly et sa greffière, M. Le Floch-Prigent et son défenseur, ainsi que le substitut du parquet, François Franchi. Ce demier a requis une mise en détention, soulignant les « risques de pressions et de concertations entre les prota-

gonistes du dossier » et « le trouble Depuis, M™ Joly a ordonné la mise à l'ordre public ». M. Le Flochen en examen de huit personnes, dé-Prigent a mis en avant les conséquences d'une incarcération pour la SNCF, engagée dans une phase de négociations sociales délicates. Au terme de ce débat - « le plus long qu'ait jamais connu le Palais de justice de Paris », indique-t-on de source judiciaire -, M= Joly a délivré un mandat de dépôt à l'encontre de M. Le Floch-Prigent, qui a été conduit à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Son avocat a aussitôt fait appel de cette décision devant la chambre d'accusation, et demandé la suspension de ses effets par « référé-liberté ».

■ ABOUTISSEMENT LOGIQUE » La mise en détention de Loik Le Floch-Prigent – la première pour le patron d'une grande entreprise publique - était présentée, vendredi matin par une source proche de l'enquête, comme « l'aboutissement logique de la procédure » conduite par M= Joly. Peu soucieuse des symboles, le juge n'avait pas hésité à ordonner une série de perquisitions dans les sociétés de Maurice Bidermann, le 21 décembre 1994, soit vingtquatre heures sprès la nomination de M. Le Floch-Prigent à la tête de la SNCF (Le Monde du 5 janvier).

sée très émue pour les 180 000 sala-

sayer de sortir la SNCF des im-

l'avocat a fermement contesté la

notion de « trouble à l'ordre pu-

blic » invoquée dans l'ordonnance

hri qui a rétabli l'ordre public à la

SNCF après les grèves du mois de

Lolk le Floch Prigent a donc

capitant l'ancien état-major d'Elf-Aquitaine et l'entourage proche de son ex-président.

L'ancienne épouse M. Le Floch-Prigent, Fatima Be-laid, a elle-même été placée en garde à vue par la brigade finan-clère, puis mise en examen en même temps que M. Bidermann (Le Monde du 27 mars). Deux des hauts responsables du groupe pétrolier sous la présidence de M. Le Floch-Prigent out également été mis en examen, Alain Bechtel et Charles-Heuri Filippi, membres du « comité d'investissement » informel créé par l'ancien P-DG pour gérer les dossiers les plus importants - dont celui du groupe Bidermann, qui compte toujours M. Le Floch-Prigent parmi ses administrateurs. Président de ce comité et PDG d'Eif-Gabon, qui a débloqué une partie des fonds alloués à l'entreprise textile, André Tarallo, le puissant et énigmatique « monsieur Afrique » du groupe pétrolier, a lui aussi été mis en examen (Le Monde daté 4-5 juillet).

Entre-temps, deux personnages clés de l'affaire ont été incarcérés : Maurice Bidermann et Jean-François Pagès, proche conseiller de auraient favorisé l'« évaporation » Loik Le Floch-Prigent, promu par de quelque 162 millions de francs

« Je n'ai pas l'intention de démissionner »



ce dernier directeur du patrimoine immobilier d'Elf en 1992. Les sociétés du premier ont bénéficié, entre 1988 et 1993, de quelque 787 millions de francs d'aides de la part àu groupe Elf, dans des conditions jugées suspectes par la justice. Les opérations financières du second

l'ai révssi

de commissions, versés à des intermédiaires dans des conditions peu ou mai définies, et que Mª Jo-ly souhaite éclaircir. Une part importante de ces sommes, qui ont transité par des comptes off shore, aurait été reversée sur le compte d'une société hixembourgeoise, qui pourrait être en réalité contrô-lée par M. Pagès, et dans laquelle

Pas dans

les enquêteurs voient une manière de « caisse poire » (Le Monde du 14 juin).

Tant sur le dossier Bidermann que sur les opérations immobilières, M. Le Floch-Prigent assure avoir « défini des options stratégiques », mais « ignoré le détail des mécanismes utilisés » pour les mettre en œuvre, nous a indiqué Me Metzner. Les chefs de mise en examen ainsi que sa mise en détention laissent à penser que le juge ne souscrit guère à cette présentation des faits. Plusieurs des protagonistes de l'affaire ont mis en cause, devant elle, le rôle décisionnaire de l'ancien PDG, dont les liens d'amitié avec M. Bidermann étaient notoires. De source proche de l'enquête, on indiquait en outre que la fuite de l'avocat d'affaires Claude Richard, parti précipitamment en Israel pour échapper à une convocation policière et qui avait participé à un grand nombre des opérations financières aujourd'hui mises en cause, « a pesé lourd » dans la décision de M= Joly. Cet avocat, qui a indiqué aux policiers son intention de ne « jamais rentrer en Prance », fait l'objet d'un mandat

Hervé Gattegno

# avec le sourire

\* SI M. TAPIE ne se coline pas immédiatement, dites-lui qu'il ne restera pas longtemps dans mon bureau, et qu'il en reisortira entre deux gendarmes », avait dit, au téléphone.

M= Joly aux policiers de la 6 brigade financière, au matin du 29 juin 1994, quelques beures après l'interpella-PORTRAIT tion, à son do-

micile parisien, du député-homme d'affaires qui refusait de s'habiller pour être conduit au Palais de justice. L'effet avait été immédiat. M. Tapie s'était calmé, et M= Joly lui avait notifié sa mise en examen dans l'affaire du Phocéa, avant de le laisser en liberté.

L'épisode n'avait fait que conforter une réputation. Eva joly, cinquante-deux ans, d'origine norvégienne, juge d'instruction à la galerie financière depuis 1993, ne se laisse pas facilement impressionner. Elle a vu défiler dans son bureau de grands patrons français, dont Pierre Conso (Ciments français) et André Levy-Lang (Paribas), ainsi qu'une partie de l'ancienne direction d'Elf Aquitaine. Protégée par la police depuis queiques semaines, M= Joly a continué d'instruire ce dossier aux allures d'« offaire d'Etot » à un rythme soutenu, en s'efforçant d'ignorer les « pressions extérieures et les tentatives de déstabilisation diverses », selon le

mot d'un avocat. Arrivée en France à l'âge de dixhuit ans alors qu'elle parlait à peine le Prançais, cette femme souriante et autoritaire, a obtenu une licence en droit et un DEA de sciences politiques. Etape méconnue, elle fut conseiller juridique à l'hôpital psychiatrique d'Etampes (Essonne) avant d'intégrer la magistrature en 1981. En 1989, elle fut détachée au Comité interministériel pour les restructurations industrielles (CIRI) créé par Pierre Bérégovoy, où elle a parfait sa connaissance des mécanismes financiers les plus tortueux. Plus d'un avocat a confié avoir été impressionné en la voyant questionner ses illustres visiteurs avec, pour tout aide-mémoire, un graphique fait de chiffres et de

men le bilan de ses six mois à la tête de l'entreprise. En conséquence, le président de la SNCF a dit a ses proches : « Je n'oi pas l'intention de démissionner », ce que son porte-parole et son avocat ont aussitôt répété. Certes, « on aimerait mieux avoir le président parmi nous mais sa détention provisoire ne change rien à la bonne marche de l'entreprise ferroviaire », a ajouté le porte-parole de la direction de la SNCF. Au siège de l'entreprise, il semble qu'aucun dispositif de crise ni de présidence par interim n'ait été mis en place. « Les trains roulent », se contente-t-on d'affu-

Le gouvernement semblait d'avis, vendredi matin, de suivre partiellement l'argumentation de Loik Le Floch-Prigent. Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, interrogée vendredi 5 juillet deux principaux syndicats de la

que « Lolk Le Floch-Prigent n'est en ries de la SNCF. Il avait, twee eux, about vas mis en eramen nour sa mené un travail collectif pour esgestion à la tête de la SNCF mais pour des faits antérieurs ». Elle a menses difficultés dans lesquelles également rappelé « que dans le elle se trouve et pour sauver les emdroit français, un mis en examen est présumé innocent ». La priorité du plois; et c'est cela qui hui a fait le plus de mai », expliquait M. Olivier gouvernement est de « préserver et Metzner, l'avocat de Loik Le maintenir la réforme engagée à la SNCF », expliquait-elle. Un départ Floch-Prigent, après l'annonce de précipité de Loik Le Floch-Prigent l'incarcération de son client. Qualifiant la décision de « grave pour lui fait craindre une mise à plat d'un processus relativement bien lui et l'entreprise qu'il représente », engagé (Le Monde des 11 et Pourtant, le gouvernement ne du juge, estimant que « M. Le pourra pas rester immobile, après Floch-Prigent est précisémment ce-

cette première incarcération d'un PDG d'entreprise publique. Interrogé sur TF 1, mercredi 3 juillet, le premier ministre, Alain Juppé, avait déclaré que « tant que quel-

### Un choix imposé par la présidence de la République

En décembre 1995, alors que le mouvement de grève s'achevait, le gonveruement recherchaît « un grund patron industriel », capable de remobiliser la SNCF après la démission de Jean Bergounioux. Le nom de Lolk Le Floch-Prigent, PDG de Gaz de France, circulait, mais les conseillers de M. Pons répétaient « qu'il ne s'agissait pas d'une hypothèse sérieure en raison des risques judiclaires qui pesaient sur lui ». Le ministre proposait Louis Gallois, président d'Aerospatiale. Le 19 décembre 1995, vers 20 heures, Matignon s'apprête à valider ce chok. La présidence de la République intervient alors pour imposer Loîk Le Floch-Prigent. Les débats interministériels sont bouleux. Alain Juppé appelle le garde des sceaux, Jacques Tonbon, pour faire le point judiciaire de l'affaire. M. Pons rentre dans le rang. A la sortie du conseil des ministres du 20 décembre, qui availse le « choix » du conseil d'administration, il se contente d'évoquer « l'expérience de Pentreprise et les qualités de négociateur » du nouveau président.

qu'un n'a pas été condamné, [...] il est présumé innocent ». Mais, le choisi d'opposer à sa mise en exachef du gouvernement répondait alors à une question sur une éventuelle mise en examen, sans évoquer une incarcération. Vendredi matin, des sources gouvernementales estimaient que le gouvernement attendrait, au minimum, que se prononce la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, amprès de laquelle l'avocat de Loik Le Floch-Prigent a déposé une demande de remise en liberté de son client selon la procédure d'urgence du « référé-liberté ». Elle dispose d'un délai de trois jours.

> SITUATION SOCIALE DÉGRADÉE Diriger la SNCF depuis une celhile de prison paraît difficile. D'autant que la situation sociale s'est brutalement dégradée dans l'entreprise. La CGT et la CFDT, les

«LA PREMIÈRE RÉACTION de au matin sur Radio-France Inter- SNCF, ont refusé, à l'occasion du di 4 juillet, de cautionner le projet de réponse de Loik Le Floch-Prigent au premier ministre. Cet échange de lettres (Le Monde du 29 juin)devait remplacer le contrat de plan qui régissait auparavant les relations entre l'Etat et l'entreprise ferrovizire. Le secrétaire général de la CGT-cheminots, Bernard Thibault, a exprimé son « rejet des termes de la lettre du premier ministre » sur l'avenir de la SNCF, mais aussi du projet de réponse à Alain Juppé. Renouvelant son souhait de voir l'Etat et la SNCF signer un contrat en bonne et due forme, et estimant que les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail se poursuivent, M. Thibault s'est demandé «s'il y a encore place à une autre orientation, ou si le gouvernement et la direction décident de ne pos tenir compte de ce qui s'exprime dans l'entreprise ». « Le courrier de M. Juppé, s'il renvoie pour de plus amples détails aux textes de lois et autres documents nécessaires à la réforme proposée, n'en donne pas moins une orientation qui ne peut nous satisfaire », 2-

t-il de nouveau expliqué. Le secrétaire général de la fédération CFDT des cheminots, Bruno Dalberto, a estimé, vendredi que « M. Le Floch-Prigent avait essen-tiellement deux missions lors de sa nomination: restaurer le dialogue social et engager une réforme en point, il a réussi quelque chose, mais sur le second, on ne peut parler d'adhésion probante des cheminots, puisque ni la CGT ni la CFDT n'ocquiescent à son projet », a-t-il conclu. Sur les démélées judiciaires du président de l'entreprise, Bruno Dalberto estime que « l'affaire pour laquelle il est inquiété n'a rien à voir avec l'entreprise, et nous n'avons pas à en juger ». Cependant, « son incorcération risque fort de conduire à une démission », a ajouté M. Dalberto en déplorant « la valse des dirigeants à la SNCF, qui a vu se succéder sept patrons en quinze ans », alors qu'elle se trouve « dans un contexte socialement et économiquement difficile ».

Plus sévère, le secrétaire général de la fédération CFTC des cheminots, Joseph Goutorbe, a estimé vendredi matin que « les responsables politiques qui ont nommé Loik Le Floch-Prigent portent une lourde responsabilité ».

Christophe Jakubyszyn

and the commence of the commen

### Les grands patrons aux prises avec la justice

L'incarcération de Lolk Le Floch-Prigent allonge la liste des phipart sont suspectés d'abus de biens sociaux, escroquerie, corruption, ou faux bilan. ■ Eu prison. Peu sont ou ont été incarcérés, Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider, l'a été en 1994 en Belgique, Michel Mauer, ex-président de la Cogedim, filiale de Paribas ; Pierre Conso, ex-PDG de Ciments français, filiale de Paribas ; Pierre Guichet, ex-PDG d'Alcatel-CTT et Michel de Brem, ancien patron de la banque Colbert, filiale du Crédit lyonnais, ont retrouvé leur liberté. Jean-Louis Dutaret, ex-PDG de la Softrad et Jean-Louis Petriat, ancien PDG de la GMF, sont eux toujours détenus. Dans l'affaire Elf, Maurice Bidermann a été

placé en détention le 24 mai.

 Mis en examen. Une trentaine de dirigeants ont été mis en années. On y trouve : Pierre Suard (ex-PDG d'Alcatel-Alsthom) : André Levy-Lang (Paribas); Martin Bouygues (Bouygues); Nicholas Clive-Worms (Worms & C\*) ; Gérard Eskenazi (Banque Pallas-Stern); Claude Pierre-Brossolette (Crédit ivonnais) Paul-Louis Halley (Promodès); Gérard Mulliez (Auchan) : ainsi que Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain) et Louis Schweitzer (Renault), dans le cadre de l'affaire des écoutes téléphoniques pour le premier et de celle du sang contaminé pour le second. Guy Dejounay (ex-PDG de la Générale des eaux) devrait bientôt bénéficier d'un non-lieu, tandis que Serge Dassault refuse de répondre aux convocations de la justice belge.



Mary Comments The same of the sa Section 10 Feb. 100 M And to Mari 0 10 1 -

155

10 July 12

2 1 1 1 4 K

facques chiractists

une Arabie sandite 200

The second secon

Section of the sectio

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH -Same Asserted the I have to The second second Thirty and the same of the sam flèches... no dangeries



## « La Corse a besoin d'une reconversion démocratique en profondeur »

L'UPC (autonomiste) réunit son congrès à Caterag-gio (Haute-Corse) les samedi 6 et dimanche 7 juillet. Quelques jours après l'attentat de Bastia, Max Si-dans un entretien au Monde que « la démonstra-

tion de l'impasse de la violence est faite » et affirme : « Notre « nationalisme » ne peut être qu'approfondissement de la démocratie. »

après l'attentat de Bastia? - Cet attentat paraît s'inscrire dans la suite du bras de fer entre les organisations scissionnistes du FLNC primitif. Mais diverses provocations ou vengeances ne peuvent pas être écartées. Cet attentat est très mai vécu par l'opinion insulaire. Le risque d'une nouvelle série de meurtres est grand, même si les organisations rivales ont vipoureusement condamné cette escalade.

 Tôt ou tard, une recomposition politique va s'opérer en Corse, quelle place l'UPC sou-

haite-t-elle y prendre?

- L'UPC espère cette recomposition. Elle devra se faire sur des bases démocratiques. Notre « nationalisme > ne peut être qu'approfondissement de la démocratie. Le respect des droits de l'homme, des droits culturels, comme celui des minorités et des peuples sans Etat, est le même combat que la défense des valeurs universelles de l'humanisme. Cela exige l'abandon de tout rapport de violence ou de coercition (impôt révolutionnaire, par exemple), et donc le renoncement à toute organisation clandestine.

» Du romantisme à l'affrontement sangiant entre frères devenus ennemis, empêtrés dans des enjeux de pouvoirs et d'intérêts, la démonstration de l'impasse de la violence est faite. Il s'agissait de libérer le peuple corse du colonialisme et d'ériger un Etat corse indépendant. Des factions, aujourd'hui, se déchirent et déchirent la société insulaire. Elles sont en concurrence : entre elles pour l'hégémonie et par rapport au pouvoir central pour la légitimité et la représentativité.

» La Corse a besoin d'une reconversion démocratique en pro-

fondeur, seule capable de responsabiliser ses citoyens, de les libérer du clanisme et de la violence, comme de la tutelle trop paternaliste du pouvoir jacobin. Les données économiques imposées par l'insularité géographique, celles, culturelles, héritées de l'histoire, et les nouvelles données de la construction européenne ne peuvent s'harmoniser que dans l'autonomie.

- La zone franche est-elle une bonne solution?

 Le gouvernement a commencé, sous la pression de la population, par proposer le Posei (Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité), que Bruxelles a refusé. En effet, les cadres dérogatoires fiscaux auraient du être pris en compte dans le traité de Maastricht. Les autres Etats européens n'ont pas oublié les Acores, Madère, les Canaries, les îles de la mer Egée, les îles Féroé, etc. Bruxelles ne veut pas revenir sur le traité pour la Corse, car elle craint une cascade de demandes pour toutes les autres îles (Sardaigne, Sicile...) et il y en a des centaines.

» Pris de court, le gouvernement a sorti la zone franche de son chapeau. Mais, pour Bruxelles, la crainte est la même que pour le Posei. Une zone franche ne pourra être créée qu'au rabais, c'est-à-dire sans effets sante, et ne sera que transitoire. Le gouvernement n'a pas les moyens d'une approche économique sérieuse du problème corse : l'Etat ne dispose pas, à lui seul, de fonds pour bâtir une véritable économie à partir de celle qui existe, et qui est délabrée. Ses contraintes budgétaires, dans la



mal accepté, dans le contexte de

crise, par les autres régions.

» Alain Juppé viendra en juillet, mais il ne fera pas de miracles. Le problème restera entier. Le paradoxe est que la seule solution qui reste est institutionnelle. Paris peut donner de l'autonomie - et. à travers elle, du pouvoir fiscal à la Corse - sans que Bruxelles puisse rien dire. Mais l'aveuglement des jacobins n'est pas près de cesser. Il n'y a pas, là non plus, de miracle à

- Les Corses ont une image désormais désastreuse dans l'Hexagone. Que répondriezvous aux continentaux qui peusent que la plupart sont au mieux des assistés, au pis des

L'opinion est faite par des images médiatisées des violences et des cagoules nocturnes. Dans l'état des structures actuelles, les subventions et les aides, d'origine européenne (elles sont peu consommées en fait) ou étatique, fonctionnent in fine comme de l'assistance ; sans créer la moindre structure économique viable. Un exemple caricatural est la prime à la vache allaitante, faite pour ré-duire les surplus de lait et de perspective de l'Union monétaire, beurre et encourager la producle hui interdisent. Un effort excep- tion de viande. La Corse n'a jationnel pour la seule Corse serait mais eu de lait ou de beurre de

vache et elle n'a pas non plus une production significative de viande. Elle n'a même pas d'abattoir aux normes! En revanche, son cheptel ovin et caprin, considérable, est en régression. Les primes à la vache remplissent une fonction sociale, qui permet à certains de vivoter.

» L'opinion ne sait pas que des municipalités comme Bastia ou comme Ajaccio ont, d'après la cour régionale des comptes, un potentiel fiscal moitié moindre que la movenne nationale, une ression fiscale qui les situe dans le peloton de tête des villes de l'Hexagone - plus riches qu'elles deux - et qu'elles sont surendettées. Cela mesure le niveau de récession de l'économie insulaire.

» L'opinion ne sait pas que la Corse a subi pendant un siècle (de 1818 à 1913) la loi douanière, qui taxait les produits corses pour entrer sur le continent et détaxait les produits continentaux qui rentraient en Corse. Le tout accompagné du monopole de pavillon. Elle a créé, jusqu'à nos jours, les conditions d'une « non-économie » insulaire et, avec la promotion individuelle par le diplôme en langue française, celle de l'exil, forcement, Aujourd'hui, l'assistance sévit, mais l'île a moins de possibilités d'avenir que les autres îles de la Méditerranée rattachées à des Etats bien plus « pauvres »

que l'Etat français \* Y a-t-il un gène corse ? Ce serait du racisme que de le dire. Estce la « culture » corse ? Ce serait de la xénophobie. Ne serait-il pas temps de sortir des clichés? Et cela ne risque-t-il pas de remettre en cause, au moins en partie, les systèmes de pensée de ceux qui jugent? N'est-ce pas là la difficulté pour la France jacobine? »

Propos recueillis par Michel Codaccioni

## Sondages: nouveau recul de MM. Chirac et Juppé

LE «BAROMÈTRE» DE LA SOFRES réalisé du 26 au 28 juin auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publié par Le Figuro-Mogazine daté 6-12 juillet, fait apparaître une nette rechute des cotes de confiance de MM. Chirac et Juppé. Le chef de l'Etat, qui avait regagné 12 points de confiance depuis le début de l'année, en pend 5 en juillet. Avec 42 % de personnes interrogées qui lui font confiance, contre 56 % qui ne lui font pas confiance, M. Chirac retrouve son niveau du mois de février. De son côté, Alain Juppé perd 4 points, avec 34 % de personnes qui lui font confiance, contre 64 % d'avis contraire.

Selon la Sofres, l'opposition ne profite pas de ce recui de l'exécutif. Avec 49 % d'avis favorables, le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, est en baisse de 4 points par rapport au mois de juin.

## M. Jospin reproche au premier ministre de « n'avoir pas su créer la confiance »

INVITÉ de « Face à la une », jeudi 4 juillet, sur TF 1, en réponse à l'intervention du premier ministre, la veille, Lionel Jospin a trouvé Alain Juppé « intelligent, sombre et avec une pointe d'arrogance qui est un peu sa marque [et] que les résultats de son action ne justifient pos vraiment ». Le premier secrétaire du Parti socialiste a reproché à M. Juppé « de n'avoir pas su créer la confiance » et ne ne pas « bien mesurer les signes de tension qui s'accumulent dans la société française ». Jugeant qu'« on ne peut plus tenir tous les robinets fermés », il a préconisé une politique économique « centrée sur l'emploi », avec un autre partage du revenu national entre les salaires et les profits, n'entraînant pas d'augmentation de la dépense

A propos des déclarations de M. Juppé sur le secret de l'instruction, M. Jospin estime que « si on n'étouffe pas les affaires, on pourra tout na-turellement respecter le secret de l'instruction et si on n'étouffe plus les affaires, les procédures avanceront, la justice fera son travail ».

■ CHÔMAGE: le conseil d'administration de l'Unedic a décidé, jeudi 4 juillet, de revaloriser légèrement les allocations-chômage au 1º juillet. Le plancher minimal, à partir duquel les allocations commencent à diminuer, a été augmenté de 4%, pour tourner désormais autour de 2 750 francs par mois. Le reste des allocations out bénéficié d'un coup de pouce uniforme de 2,45 %. Les syndicats réclamaient une hausse plus importante, du fait des excédents attendus de l'Unedic en 1996.

portante, în fait des excellens aucțiuns de la CFTC, s'est înquiété, jeudi 4 juillet, que le sommet social, prévu le 8 juillet à Matignou, « ne parmette pas de sortir d'une logique qui fuit de l'emploi un simple sous-produit économique ». Réitérant son appel à légiférer sur le temps de travail, M. Deleu

a dénoncé « le prêt à penser libéral » d'Alain Juppé.

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : le président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), Roch Wamytan, a déclaré, jeudi 4 juillet, à Nouméa, qu'il est possible de parvenir, avant la fin de l'année, à « l'ébauche d'un accord-codre » sur l'avenir institutionnel du territoire. Au terme de sa visite d'une semaine en Nouvelle-Calédonie, le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, juge, de son côté, que « les fils du dialogue ont été renoués » avec le FLNKS.

■ ÉCOLOGISTES : une délégation de Convergences Écologie Solidarité (le mouvement de Noël Mamère) a rencontré, jeudi 4 juillet, une délégation du Parti socialiste: Les deux partis out décidé de créer « deux groupes de travail sur les espects programmatiques et électaranu » pour préparer les élections législatives de 1998.

MAJORITÉ: Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a été reçu, jeudi 4 juillet, par le président de la Répucollègues députés.

TRANSPORTS: le conseil régional d'Alsace a voté, jeudi 4 juillet, une motion favorable au canal à grand gabarit Rhin-Rhône. Le président du conseil régional, Adrien Zeller (UDF-FD), a ainsi « pris acte » de la décision du Parlement de réaliser cette flaison fiuviale pour 2010. Les élus régionaux ont cependant assorti cet accord de plusieurs demandes, notamment en faveur de la protection de l'environnement. Le conseil a également donné son accord aux TGV-Est européen et TGV Rhin-Rhône.

## Information judiciaire pour abus de confiance

### au conseil général de l'Essonne

LE PARQUET DE L'ESSONNE a ouvert, mercredi 3 juillet, une information judiciaire contre X... pour abus de confiance, détournement de fonds publics et recel. L'affaire, confiée à Chantal Solaro, doyen des juges d'instruction d'Evry, concerne le salaire de 23 000 francs versé pendant près de trois ans à l'épouse du président du conseil général, Xavier Dugoin

En mars 1995, Philippe Schmit, conseiller général (PS) de Longjumeau, avait interrogé M. Dugoin sur la présence de Marie-Aline Hugot - son épouse - dans les services départementaux. Jean-Loup Englander, conseiller général (divers gauche) de Saint-Michel-sur-Orge, avait ensuite déposé plainte, en juin 1995, pour détournement de deniers publics. Le SRPJ de Versailles a mené l'enquête préliminaire. Embauchée le 1º mars 1993, l'épouse de M. Dugoin n'est apparue dans l'annuaire des services du département qu'au premier semestre 1995, avant de donner sa démission en décembre de la même année.

## La majorité aborde en ordre dispersé l'élection sénatoriale partielle de la Manche

de notre correspondant

Une nouvelle fois, la majorité se présente en ordre dispersé lors d'une élection partielle. Elle n'a en effet pas réussi à se rassembler derrière un candidat unique pour élire, dimanche 7 julilet, dans la Manche, le successeur de l'UDF Jean-Pierre Tizon.

Agé de soixante-seize ans, M. Tizon a démissionné pour raisons personnelles de son siège de sénateur. Il avait fait son entrée au Sénat en mars 1983, en remplacement de Léon Jozeau-Marigné, nommé au Conseil constitutionnel. Pas moins de huit candidats s'affronteront pour lui succéder. Contrairement à ce qui s'est produit, le 23 juin, dans le Vaucluse, la division de la majorité a peu de chances de profiter à la gauche. En revanche, l'UDF pourrait faire les frais de cette situation face au RPR.

Initialement, une partie du RPR départemental était prête à apporter son soutien à Pierre Aguiton, président (UDF) du conseil généra). La candidature de M. Aguiton était également souhaitée par le groupe des Républicains et indépendants du Sénat, qui l'avait fait savoir publiquement. Mais Jean Bizet (RPR), conseiller général et maire du Teilleul, suppléant de M. Tizon en 1992, n'a pas permis à ce scénario d'aboutir. Averti de son intention

L'UDF a décidé d'accorder son « investiture officielle » à Bernard Tréhet (UDF-PR), conseiller général et maire de Brécey. Mais, là encore, Il aura fallu l'intervention de Jean-Claude Gaudin, président de la commission des investitures de l'UDF, pour obtenir que toute l'UDF se soumette à cet arbitrage. En effet, Michel Thoury, maire (UDF-FD) de Saint-James, conseiller général, conseiller régional et président départemental de Force démocrate, était également sur les rangs, et ne s'est effacé que de mauvaise grâce.

« Constatant que les états-majors parisiens de la majorité ont pris la décision de gérer l'élection sénatoriale partielle de la Manche sans prendre en considération la réalité politique locale, je retire ma candidature afin de ne pas ajouter à la confusion », avait-il indiqué le 24 juin. Et, jugeant que l'UDF a été « mai inspirée ou mai conseillée par certaines personnalités départementales (...) sans consulter les militants », 11 avait espéré « vivement que ce choix ne provoquera pas la perte d'un siège traditionnellement acquis à l'UDF ».

Ce pourrait cependant être le cas. En effet.

d'être candidat, M. Aguiton a préféré s'abste-pir. bien que ne disposant pas de l'investiture offi-cielle du RPR, M. Bizet a refusé de se plier aux injonctions de l'UDF, qui, au nom « des accords nationaux entre le RPR et l'UDF », avait « exigé » le retrait de sa candidature. Favori du scrutin, M. Bizet est soutenu par l'état-major départemental de son parti, par le sénateur démissionnaire, M. Tizon, et par le député UDF-PR Yves Bonnet.

Deux autres candidats de droite, déjà présents en 1992, viendront compliquer encore un peu la situation. Il s'agit de Jean d'Aigneaux (CNI), maire de Beuzeville-la-Bastille et conseiller général de Sainte-Mère-Eglise, et d'Olivier Bidou, délégué départemental du mouvement d'Alain Madelin, Idées-Action, qui était, en 1992, le candidat de Génération éco-

A gauche, le Parti socialiste sera représenté par Jean-Pierre Godefroy, maire de Cherbourg et conseiller régional, tandis que le Parti communiste aura pour candidat Antoine Peyry, conseiller municipal de Granville. Pour le Front national, Fernand Le Rachinel, conseiller général et député européen, sera à nouveau présent. Enfin Didier Anger, conseller régional, défendra les couleurs des Verts.

René Moirand

## Bernard Pons veut pousser les grands ports français à sortir de leur léthargie

À L'OCCASION du comité interministériel de la mer, présidé par Alain juppé, jeudi 4 juillet, douze ministres se sont penchés sur un ordre du jour copieux. La précédente réunion de cette instance, à la fin du mois d'octobre 1995, avait donné l'occasion au gouvernement d'ouvrir des chantiers et de créer un secrétariat général, conflé à une personnalité proche de Jacques Chirac, Didier Ouentin, vice-président du conseil général de la Charente-Maritime.

Le gouvernement a fait, à l'ouverture de la saison estivale, un bilan plutôt positif de la propreté des plages et de la salubrité des eaux de baignade. Il a rappelé aux maires et aux préfets leurs obligations quant à la sécurité des loisirs nautiques. Corinne Lepage, ministre de l'environnement, a fait tiennent à cœur : la création de

parcs nationaux marins autour des lles d'Ouessant et de Sein, d'une part, et dans le golfe de Porto en Corse, d'autre part, ainsi qu'un parc naturel international francoitalien, à cheval sur la Corse et la Sardaigne, dans le détroit de Bonifacio. Le Conservatoire du littoral devrait prochainement acquérir dans ces parages des terrains appartenant à la société d'assurances

C'est Bernard Pons, qui cherche à se faire reconnaître comme le principal ministre chargé de la mer - puisqu'il a sous sa responsabilité les ports, la marine marchande, le tourisme, la plaisance et la sécurité -, qui a traité les sujets les plus importants. Un projet de loi d'orientation portuaire verra le jour à l'automne, car la loi Le Drian de juin 1992, sur la manutention et la réforme du statut des dockers, que M. Pons « ne veut

pas remetire en cause », n'a pas eu teurs, des manutentionnaires ou toutes les conséquences escomptées. Le ministre regrette les résultats économiques très insuffisants des ports français. Au premier semestre, par rapport à la même période de 1995, on emegistre, par exemple, une baisse de 19% du trafic à Dunkerque. Chaque année, 25 millions de tonnes du commerce extérieur de la France transitent par des ports étrangers concurrents. Le manque à gagner est de plus de 200 milliards de francs, d'où la nécessité de faire des ports français des « outils économiques plus offen-

ÉTAT D'ESPRIT « IMMOBILISTE » Après une large concertation avec les professionnels, lancée îl y a deux mois par les préfets, le gouvernement est « décu » par les idées de réforme venant des arma-

des agents maritimes. Il va agir par voie législative et réglementaire pour faire évoluer l'état d'esprit des dirigeants des ports, jugé trop souvent « immobiliste ». Il s'agit, sans privatiser ce qui relève de la catégorie d'établis sements publics, de les inciter à se comporter comme des entreprises.

M. Pons demande que les conseils d'administration des grands ports autonomes solent plus « compacts » et qu'un comité d'orientation stratégique soit institué dans chaque port. La représen-tation des collectivités locales doit être renforcée. Les fonctions, actuellement distinctes, de président et de directeur général (ce demier étant nommé en conseil des ministres) devraient être regroupées. M. Pons veut limiter le cumul des mandats des futurs PDG des ports, alors qu'actuellement, à Marseille

par exemple, le président préside aussi la chambre de commerce. Les ports vont être enfin autorisés à prendre des participations financières dans des organismes ou dans des opérations de développement, par exemple pour créer des plates-formes logistiques

terrestres.

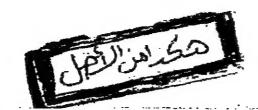
Des mesures seront prises pour permettre le « déclassement » ou la cession souple de terrains qui appartienment au domaine public maritime et qui sont convoités par des industriels, dans la chimie par exemple. « La priorité absolue est le financement des plans d'équipement nécessaires pour assurer la compétitivité des ports de Marseille et du Havre », note Pierre Papon dans son livre Le Sicième continent : géopolitique des océans (Editions Odile Jacob). Pour lutter contre la concurrence des ports du Benelux,

procédures de dédouanement des marchandises et modifier le régime fiscal des entreprises de ce secteur. Le gouvernement va aussi modifier les structures administratives. Deux grandes directions seront créées, l'une s'occupant des questions économiques (ports et marine marchande), l'autre coiffant les affaires administratives, la sé-

curité et la tutelle des services déconcentrés. En province, le rôle des directeurs départementaux des affaires maritimes (qui s'occupent aussi de la pêche) sera remforcé par rapport aux chefs de quartiers plus Enfin, M. Pons va lancer un plan

de formation maritime qui touchera les quatre grandes écoles nationales de la marine marchande, l'objectif étant de former trois cents officiers chaque amnée.

François Grosrichard



# adages: nouveau recul

Control of the Contro

Marie Control of the Control **建筑**的大型流流。

1 T Act of Sec. Miner face W. (1777) Page of State State

stir de leur letharge A Company of the second and the second of the second the same of

The second of the second

Ment of the second

Taken M

المجاورة الم

के अपन्यसम्बद्धाः व अपने । १०००

A STATE OF THE STA

Maria de la companya de la companya

Sec. of Sec. 1857.

क्षेत्रकारी क्षेत्र क्षेत्रकारी है। विकास क्षेत्रकारी क्षेत्र क्षेत्रकारी क्षेत्रकारी क्षेत्रकारी क्षेत्रकारी क्षेत्रकारी क्षेत्रकारी क्षेत्रकारी

And the

A STATE OF THE STA A Arres The second second The state of the s

A Property of the Party of the

Section 18 Comments

Mi. Chirac et Juppé

Library report he an premia mis E \* H avoit pap sil civer la contain.

1.15 many many organization of the second magnification to the comment of the control of The second secon 公事を必 ールベル The second of the second of the second ・ 銀行が実施的 できったい The second secon

A A CHILD A CONTRACTOR OF THE SECOND 1977 1.5 Man principles of the second -The second second 

Par le biais d'un relèvement des

SOCIÉTÉ

WACHE FOLLE Des chercheurs français, suisses et italiens annoncent, dans un article à paraître dans l'hebdomadaire médical britannique The Lancet, qu'un pre-mier cas de « singe fou » atteint d'une maladie de Creutzfeldt-Jakob atteint d'une

# L'agent de l'ESB peut se transmettre au singe par voie alimentaire

Une observation publiée dans l'hebdomadaire « The Lancet » vient conforter la thèse du franchissement de la barrière entre espèces. Alors que la crise de la filière bovine s'amplifie, les premières mesures d'aide ont fait l'objet d'une communication gouvernementale

DES CACAHUÈTES POUR LA DERMÈRE FOU?

qui, PARHI VOUS, A MANGE

TOUT S'ACCÉLÈRE, Chaque se- Creutzfeldt-Jakob (MCJ) atypique maine ou presque, la médecine et survenu spontanément chez un la science livrent de nouveaux arguments en faveur de l'hypothèse de la transmission à l'homme de l'agent de l'encéphalopathie spon-giforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle ». La prochaine publication à venir dans ce domaine, qui paraîtra dans l'hebdo-madaire médical britannique The Durant l'été 1991, à l'âge de neuf Lancet daté du 6 juillet, est, de l'avis des spécialistes consultés par le Monde, d'une très grande importance. Elle fournit en effet l'une des pièces maîtresses qui manquaient encore à la théorie du possible passage de l'agent de la maladie de la « vache folle » à l'homme. Les principaux éléments de ce travail étaient connus depuis quelques semaines du petit groupe des spécialistes internationaux des maladies à prions. Ces derniers attendaient toutefois la publication du Lancet avant de la commenter et d'en situer la portée. L'ALIMENTATION EN OUESTION

L'observation publiée par le Lancet est signée par un groupe de chercheurs français, suisses et italiens dirigé par le professeur Noëlle Bons (Laboratoire de neuromorphologie fonctionnelle, Ecole pratique des hautes études, Montpellier). Ces scientifiques expliquent avoir observé et diagnos-tiqué le premier cas de maiadie de

singe rhésus.

Cet animal, né en 1982 en Grande-Bretagne, avait été acheté en octobre 1986 au zoo de Ravensden (Rushden; Northants, Royaume-Uni) par le parc zoologique de Montpellier, où il devait rejoindre une colonie de primates. modification importante de l'humeur, devenant alternativement léthargique et très agressif. Après l'avoir éloigné de ses congénères, les chercheurs de Montpellier procédèrent, en juin 1992, à son euthanasie (anesthésie suivie d'une injection intracardiaque de produit toxique). Le cerveau de ce since rhésus fut ensuite récupéré et précieusement disséqué.

L'analyse anatomopathologique du même type que celles observées chez les jeunes malades bri-tanniques atteints de la nouvelle forme de MCJ et chez les singes contaminés expérimentalement

Plus important : les analyses im- loppée de manière spontanée chez pratiquées sur le cerveau de cet

munologiques et histochimiques animal plaident en faveur de la présence, dans son système nerveux central, de la protéine-prion pathologique retrouvée dans l'espèce humaine. Pour les auteurs de la publication du Loncet, il s'agit ici du premier cas rapporté d'une encéphalopathie spongiforme déveun singe. Ces chercheurs soulignent que l'alimentation de cet animal avec des protéines d'origine animale soulève, une nouvelle fois, la possibilité d'une transmission interespèces de la maladie à partir de l'alimentation, du même type que celle aujourd'hui évoquée entre l'espèce bovine et l'espèce humaine.

conclusions? Tout, ici, plaide en faveur d'une contamination de ce singe rhésus par voie alimentaire. d'une enquête épidémiologique rétrospective quasi policière. Pourl'alimentation humaine. Pour sa part, l'hebdomadaire médical souligne que la nature précise de l'alimentation de l'animal lorsqu'il vivait en Grande-Bretagne n'est pas

### ENOUÊTE ÉPIDÉMIOLOGIQUE

En provenance de Montpellier, un singe rhésus an pedigree similaire à celui qui fait l'objet de la publication du Lancet sera très prochainement confié au laboratoire du docteur Dominique Dormont (service de santé des armées, Commissariat à l'énergie ato-mique). Si cet animal devait à son tour tomber malade, il foumirait les plus précieux renseignements. Dans l'attente et même si, comme on peut malheureusement le redouter, l'enquête épidémiologique rétrospective du singe rhésus décèdé se révèle infructueuse, la publication du Lancet doit être

de récentes révélations scientifigues qui confortent l'hypothèse Ceci impose la mise en œuvre d'une possible transmission de l'ESB à l'homme.

Il y eut notamment, ces derra-t-elle être effectuée? Les au-teurs de la publication du Lancet tion britannique sur les dix cas atyexpliquent qu'à Montpellier cet piques de MCJ, la révélation d'une animal a été nourri avec des aliments déclarés compatibles avec les espèces bovine et humaine puis la démonstration d'une transmission aisée de l'agent de l'ESB au mouton par voie alimentaire (Le Monde du 5 juin). Il y eut encore les résultats obtenus par l'équipe du docteur Dominique Dormont sur la transmission intracrânienne de l'agent de l'ESB chez les ma-

caques (Le Monde du 14 juin). Tout, en d'autres termes. conduit à penser que le franchissement de la barrière d'espèces par l'agent de l'ESB est beaucoup plus facile qu'on ne l'imaginait ces dernières années, y compris par voie alimentaire. Les experts français et internationaux sont aujourd'hui en train d'intégrer cette nouvelle donne dans leurs réflexions. Ils feront connaître très prochainement leurs conclusions aux responsables sanitaires de l'Union européenne.

Jean-Yves Nau

## Le ministre détaille le plan de soutien aux éleveurs

après injection intracranieme de

sonnel politique. Commentant les propos de Joseph Daul, président de la Fédération nationale bovine, qui déclarait récemment que « qu moins 15 000 personnes perdraient leur emploi dans la filière bovine. avant la fin de l'été », Philippe Vasseur a répondu, jeudi 4 juillet : « Ce ne sont pas des paroles inconséquentes. Je suis conscient du risque. Il existe. » Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche a ajouté : « Le secteur de la viande bovine et la filière vivent un séisme, un cataclysme, et ce n'est pas fini. »

Sollicité par le président de la République, Philippe Vasseur devrait présenter, mercredi 10 juillet. au conseil des ministres une communication, préparée en collaboration avec Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, à propos de l'impact de la crise de la \* vache folle \* sur les entreprises liées à la viande (négociants en bestiaux, abattoirs, transformateurs, commerçants) et les premières mesures d'aides en leur faveur. Sans attendre, il a détaillé jeudi le plan de soutien aux éleveurs approuvé fin juin par les Quinze à Luxembourg. Un plan qui avolsine 3 milliards de francs, répartis à égalité entre des aldes européennes et des crédits natio-

marchés et des cours mondiaux, notamment pour les céréales et les oléagineux) apportera, dès le début 20th, 1,44 milliard de francs. Une prime exceptionnelle de 300 francs est prévue pour les 150 000 animaux māles jusqu'alors non primés qui se trouvent actuellement dans les exploitations. Par ailleurs, une enveloppe de 600 millions de francs sera affectée aux agriculteurs en fonction de critères déterminés localement afin de prendre en compte les cas individuels les plus graves. Cette somme sera répartie ainsi: 300 millions du budget de l'Etat et 300 millions au titre de la solidarité interprofessionnelle. Les céréaliers out déjà apporté 200 millions et Philippe Vasseur souhaite que les autres catégories d'agriculteurs qui ne rencontrent pas les mêmes problèmes versent leur écot.

Enfin, le gouvernement a décidé de mettre en place un dispositif spécifique pour les éleveurs très spécialisés en viande bovine qui, dans l'Ouest ou le Massif Central. sont plus que d'autres dans la tourmente. La moitié des cotisations sociales dues pour 1996 sont reportées en 1999, ce qui coûtera au budget 140 millions de francs. Il a été décidé, en outre, de différer de deux ans le début du remboursement des annuités d'emprunt de

mesure cofitera plusieurs centaines de millions à l'Etat, qui négocie par ailleurs avec les banques essentiellement le Crédit agricole, dont les disponibilités financières sont abondantes - une rai-

Le ministre de l'agriculture ren-

contrera, les 8 et 9 juillet, son collègue irlandais, qui, depuis quelques jours, préside le conseil des ministres des Quinze. Au menu de la rencontre: l'organisation commune du marché (OCM) enropéen qui doit, selon Paris, être mise en place impérativement avant décembre. On s'achemine en effet vers des surplus de viande considérables et un engorgement des frigos, à cause de la diminution de la consommation européenne, des règles propres aux accords commerciaux du GATT de 1994 sur la limitation des subventions, et de la méfiance des consommateurs des pays étrangers. « A échéance 2002, si les pays européens ne changent pas rapidement de politique, c'est un excédent annuel de 1 à 15 million de tonnes de viande bovine aui pèseront sur le marché », note Jean-Claude Guesdon, économiste à l'Institut de l'élevage. Celui-ci préconise une solution radicale: abattre au moins 200 000 veaux par an, nés de vaches laitières, à l'âge de huit

François Grosrichard

### De l'art et la manière de faire survivre la boucherie

LES.VOIX de Cossandra seruni- primes, le budget communautaire... 1996 et d'étaler sur plusieurs antiplient dans les milieux profes- (qui bénéficie d'une certaine ainées ces remboursements. Cette mais tous sont affectés. Il y a ceux qui, impulsants, cirque de Gavarnie, dans les Hautes-Pyrénées. Il constatent une baisse de la consommation de viande de bœuf frisant les 40 %. Ceux qui, tous efforts et comptes faits, sont contraints de mettre la clé sous la porte. Trois mandataires en viande des halles de Rungis ont fermé depuis le début de cette semaine. Un « grand » de la boucherie parisienne - il régnait sur une vingtaine de boutiques - vient de mettre fin à ses activités, sexagénaire et ruiné. Pour ne rien dire des tripiers, héros malheureux d'une profession sinistrée. Ceux, enfin, qui ne se plaignent pas. Ce petit boucher de Colombes, dans la couronne parisienne, a même vu son chiffre d'affaires augmenter. Il a su fidéliser ses clients, en leur vendant « sa » viande. Son élevage dans le Perche est prospère. Au-dessus de la caisse, sa photo auprès de ses bêtes l'atteste. Il accompagne l'une d'entre elles à l'abattoir chaque semaine, qu'il débite ensuite sur son étal de banlieue. Un artisan, en somme, éleveur et boucher.

Ce solide gaillard, dans sa petite boutique du 13º arrondissement de Paris, est de la même tradition. S'il n'a pas d'élevage, sa famille et ses amis ont des troupeaux dans les Deux-Sèvres, là où les bêtes broutent, et broutent bien. Tout ce qu'il vend vient de là-bas. La première semaine de la crise, fin mars, son chiffre s'est tassé de 30 %. « J'ai eu peut, mais ça n'a pas duré. Au contraire. Mes résultats continuent de progresser, explique-t-il. Et pas besoin de label. Je ne joue pas ce jeu-là. Les autres méaotent sur les prix. J'achète chaque bête 20 000 francs. Mes clients le savent dans le quartier, » Confiant, il est certain que « le marché va se décanter ». « Les grosses entreprises et les rayons des grandes surfaces ne supporteront pas la crise, dit-il. Ils ne pourront pas, comme nous, revenir au plus près de la boucherie traditionnelle. »

Un credo partagé par les plus sensés. Rue de Lourmel, dans le 15° arrondissement de Paris, ce boucher n'est plus un artisan au sens strict. Il emploie une douzaine de personnes. Les agneaux qu'il compte bien faire la même chose avec le bœuf dès la rentrée de septembre. Rendez-vous est pris pour la semaine prochaine avec des éleveurs du Perche qui font « de la viande biologique ».

D'ici là, pas question de se croiser les bras. Depuis trois mois, le bœuf a chuté de 20 % et la triperie de 70 %. Solide quinquagénaire, le « patron » croît à la diversification. Il avait déjà équipé son entreprise de deux laboratoires aux normes européennes: l'un pour la volaille et la charcuterie; l'autre pour la viande. « Nous sommes quatre ou cinq à être agréés dans Paris, explique-t-il. L'ayrément CEE nous permet de vendre sur place et de livrer les restaurants. Voilà pourquoi notre clientèle peut, au choix, acheter nos produits préemballés, veau, bozuf, agneau, qui sont un peu moins chers, ou se tourner vers le rayon de boucherie traditionnelle. »

### DU POISSON EN RAYON

Huit à dix tonnes de viande sortent de chez lui chaque semaine, mais il n'entend pas rester avec son manque à gagner. La « vache folle » dissuade les consommateurs de manger du bœuf... il vendra du poisson. Les élèves d'une école de commerce réalisent une étude de marché succincte : 70 % des clients et des voisins sont enthousiasmés par l'idée, à condition que le poisson ne soit pas « travaillé » sur place. « En fait, je suis boucher et revendeur de poisson conditionné à Boulogne-sur-Mer », expliquet-il. montrant les présentoirs réfrigérés flambants neufs - un investissement de 250 000 francs. Le nouveau rayon, ouvert depuis le 27 juin, est prometteur: 500 barquettes de poisson sont parties au cours des trois premiers jours. Les bouchers, jusqu'à présent, se régalaient de steaks dans le merlan - un morceau prisé des professionnels, un peu comme l'araignée ou la bavette. Le merlan - en filets – sauvera peut-être l'un d'entre eux.

Frédéric Fritscher

## Condamné à quatre ans de prison ferme, le commissaire Féval a été incarcéré

PHILIPPE FÉVAL a tendu les La présidente a ménagé son efmains spontanément, comme fet. A la vingtaine de prévenus avait fait « tomber » le commispour défier le sort. Un gendanne dans cette affaire de trafic interna- saire lors de l'instruction. les hil a de suite menottées. Il ne tional de cannabis et de cocaine, s'était pas écoulé quinze secondes depuis que Béatrice de Beaupuis, la présidente de la 16 chambre d'arrêt, sursis, reliquat de peine à correctionnelle du tribunal de Paris, avait prononcé, jeudi 4 juillet, le jugement qui condaune l'ancien chef adjoint de la brigade de répression du banditisme (BRB) à quatre années de prison ferme pour complicité d'importation de drogue en bande organisée. Dans la salle, les amis du commissaire - parmi lesquels le commissaire Jean-Marc Bloch, ancien patron de la brigade de recherche et d'intervention (BRI), qui était venu témoigner en sa faveur - sont frap-

pés de stupeur.

elle a annoncé d'une traite la peine et les mesures connexes, mandat effectuer. Pour le policier, elle a pris soin de procéder en deux temps. Annonce de la peine, d'une part, sans rajout, laissant penser que le commissaire échappait à la prison dans l'immédiat. Puis, après l'amonce de la condamnation de Thierry Pentz, inspecteur de la BRB, à trois ans fermes pour complicité ainsi qu'usage de cocaine, la douche froide: mandat Claude Cancès, inspecteur à l'insde dépôt pour Philippe Féval et pection générale de la police na-Thierry Pentz. Curieusement, le tionale (IGPN) et ancien directeur magistrat a oublié, entre-temps, de la police judiciaire parisienne. de prononcer la peine attribuée à Le 7 juin, il était venu dire avec contraint de les reconnaître.

Ainsi,les magistrats ont estimé que l'« erreur » reconnue par le commissaire Féval - avoir révélé à son indicateur, Roland Plégat. avant d'en avoir référé à sa hiérarchie, qu'il était sur le point de se faire piéger par deux informateurs de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCR-TIS) - allait au-delà de la « faute professionnelle » et qu'il y avait en « complicité » de trafic. Ils n'ont pas tenu compte de la « conviction » exprimée à la barre par

<del>ang pang distriction of the second of the s</del>

émotion que «si Philippe Féval avait pu commettre des imprudences, s'il avait involontairement mordu la ligne jaune, il ne l'avait jamais franchie ». Ce que l'absence de preuves confondantes, à l'audience, semblait corroborer.

CONTESTATION EN APPEL Tout en tenant compte des états de service de l'ancien responsable de l'antigang, les magistrats ont suivi les réquisitions du substitut Bernard Fos. Le tribunal reproche au commissaire Féval la dissimulation d'une partie de la vérité à l'IGPN et au juge d'instruction, et de n'avoir avoué ses relations avec Roland Plégat, le propriétaire du restaurant Les Muses, à Paris - et tête du réseau -, que lorsqu'il a été

écoutes téléphoniques aux Muses jour où Roland Plégat a été averti par le commissaire, alors que le restaurateur s'est « senti suffisammème intensifier son trafic ». Néanmoins, les magistrats relèvent que l'ancien responsable de la BRB n'a pas perçu un bénéfice du trafic dans lequel il s'est trouvé impliqué, excluant donc de facto l'image d'un policier « ripoux ». En deux temps, le commissaire Févai a déjà effectué deux mois et demi de détention provisoire. Ses avocats ont annoncé sa décision de

Outre les deux policiers et Roland Plégat, qui écope de la peine la plus lourde (vingt ans de prison

Il note également que les et 2 millions de francs d'amende), et excepté une relaxe, les autres n'ont plus rien donné à partir du prévenus ont été condamnés à des peines allant de quinze mois de prison avec sursis à quinze ans et 1 million de francs d'amende, les ment protégé pour continuer et plus « bavards » ayant bénéficié de mesures d'atténuation de leurs peines. Ainsi, Raymond Ayral, qui a organisé le transport d'une tonne et demie de cannabis en vingt et un convois entre le Maroc et la Grande-Bretagne, n'a-t-il été condamné qu'à huit ans de prison pour avoir collaboré avec la justice, contre quinze requis. « Balance l », a lancé à son endroit la femme de l'un des prévenus qui, lui, avait refusé cette collabora-

Jean-Michel Dumay

# Un foyer d'immigrés à Montreuil est détruit après son évacuation par la police

Une manifestation aura lieu samedi 6 juillet devant la mairie

Les policiers ont fait évacuer et détruire, jeudi 4 juillet, le foyer Nouvelle-France, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Frappés d'un arrêté d'insa-

africains. Les résidents ont refusé d'intégrer les nouveaux logements qui leurs étaient proposés

TOUT s'est déroulé comme prévu. Un peu après 5 h 30, jeudi 4 juillet, la nuée de cars et fourgons blancs est venue s'installer autour du foyer de travailleurs africains Nouvelle-France, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Lentement, les policiers se sont installés le long des grillages, en bloquant les entrées. Et, à 6 heures, ils sont inter-

Dans les chambres, dans les couloirs, ils ont averti les résidents qu'ils devaient faire leurs bagages et les poser à la sortie. Un gardemeuble – situé à 50 kilomètres de Paris - se chargerait de les entreposer. Des autobus étaient également à leur disposition pour les emmener vers leur nouvelle résidence. Montreuil, Paris 19t, Paris 18t. Asnières (Hauts-de-Seine): la destination était indiquée sur le parebrise. Ils n'avaient qu'à choisir.

La veille, la rumeur qui courait depuis quelques jours s'était transformée en certitude. Mairie, préfecture, amis, les fuites étalent concordantes: demain, 6 heures, les policiers seraient là. Une dernière réunion a tracé la ligne à suivre, écartant toute idée de résistance. Les « sans-papiers » se sont entendu recommander de quitter les lieux. Les objets de valeur ou risquant d'alimenter les polémiques, comme les machines à coudre, ont été déménagés. Enfin, tout le monde est allé se coucher. Au petit matin, les quelque 250 résidents ont quitté le périmètre de sécurité, en rang par deux, valises à la main, puis ont regardé l'entrée en scène des bulldozers. Un peu avant midi, les quatre bâtiments n'étaient plus qu'un amas de gra-

Aucun Africain n'est monté dans les autobus. Certains ont chargé leurs dernières affaires dans des voitures personnelles. D'autres sont partis travailler. Les derniers une centaine - se sont installés sur la place des Ruffins, à 200 mètres de là. ils out déplié des couvertures, sorti les bouteilles d'eau et entamé les réunions, entre eux d'abord, puis avec leur comité de soutien, composé d'habitants de la ville et de responsables associatifs. Enfin, Hamany Traore, doyen de la communauté, a rappelé la revendication de tous : « un fover ». Les autobus pouvaient attendre toute l'année, ils resteraient vides... Vendredi matin, après une nuit passée à la Bourse du travail de Montreuil, ils s'apprêtaient à reprendre le chemin des Ruffins. Un épilogue attendu pour un premier acte écrit

Voilà des années que les Africains du foyer Nouvelle-France d'un côté, la ville de Montreuil et la préfecture de Seine-Saint-Denis de l'autre, se parlent sans se comprendre. Des années que deux logiques, deux conceptions de l'intégration s'affrontent. Les gestes des uns, les sacrifices des autres n'y font rien : le constat d'échec finit toujours par s'imposer.

A bien y réfléchir, Doukansi Chek ne voit d'ailleurs plus que des « trahisons » dans les attitudes de la municipalité. Le sourire aux lèvres, l'employé dans la restauration égrène les dates, les promesses. En 1980, il était de ceux qui avaient accepté de quitter le foyer Léon-Gaumont - insalubre déjà pour s'installer dans les préfabriqués de Nouvelle-France. « C'était pour dix-huit mois, le temps de re-

construire un foyer neuf, se souvient-il. On est presque resté dixhuit ans. » Dix-huit années d'espoir, d'attente, puis de déception. En 1984, l'idée d'un nouveau foyer est mise en sommeil, puis définitivemnt écartée, Aujourd'hui, la mairie propose aux résidents un relogement dans des hôtels meublés rachetés et réaménagés à Paris et en proche banlieue, ou encore dans des foyers de la grande cou-

 UN HÔTEL OU UNE PRISON » Alors Doukansi explose: « Je les

ai visités leurs immeubles. Des chambres de 9 mètres carrés pour deux personnes à 1800 francs par mois pour chacun, avec les toilettes au sous-sol, un gardien et une carte magnétique pour entrer. Pas de salle de réunion, pas de salle de prière. Ce n'est pas un logement, c'est un hôtel. Un hôtel ou une prison. » Ahmada Soukouna, porte-parole du foyer, renchérit : « Toute notre vie est basée sur la solidarité. Les plus riches aident les plus pauvres, les bien portants soutiennent les malades. Nous sommes lourdement frappés par le chômage mais vous ne verrez jamais un Africain mendier. Pourquoi? Parce que les autres le prennent en charge. Dans un foyer de quatrevingts, c'est possible. Pos dans une unité de vingt personnes. C'est simple, mais ils font semblant de ne pas comprendre, »

A la préfecture, à la mairie, on raconte une tout autre histoire. Là aussi, on se souvient d'un engagement. « C'était le 1º octobre 1994, après des mois de discussions et des dizaines de réunions, soupire Pierre Grégoire, secrétaire général adjoint de la mairie de Montreuil, et

ancien directeur de cabinet du maire, Jean-Pierre Brard. Le délégué du foyer a donné son accord. par écrit, pour le relogement. Ensuite, il a changé d'avis, mais le programme était lancé. » Un programme de près de 60 millions de francs, dont le simple poste entre-tien a coûté 6 millions de francs l'an dernier.

Mais surtout un projet « modèle », assure-t-il : « Nous avions concu les résidences en fonction des tailles des communautés de village, entre dix-sept et soixante-treize personnes. Un relogement avait été proposé non seulement aux résidents légaux mais également aux surnuméraires" en règle vis-à-vis

du séjour. > En tout 336 places. « propres, confortables, dont bien des étudiants aimergient pouvoir disposer », assure le fonctionnaire municipal. Le contrôle ? « On a retiré les cartes magnétiques, mais il faut bien un gardien. » Le loyer? « C'est 1 670 francs avant l'allocation logement, charges et prestations comprises. Moins cher que la plupart des autres foyers. » Mais comment, dans ces conditions, envoyer de l'argent au pays ? « C'est tout le problème de l'Intégration, poursuit-Il. Mais vous savez, la ville finance de nombreux projets de développement

dans le bassin du fleuve Sénégal. » Entre ces deux visions du monde, les associations n'ont pas hésité. Droit au logement (DAL), Droits devant ont condamné l'intervention, ainsi que les Verts. A l'appel du comité pour l'avenir des foyers, une manifestation aura lieu samedi 6 juillet devant la mairie de

Nathaniel Herzberg

## Relaxe en appel pour un gynécologue adepte des « accouchements naturels »

LE DOCTEUR Serge Bizieau, gynécologue-obstétricien réputé pour son opposition à l'« hypermédicalisation » des acconchements et adepte des « accouchements naturels », a été relaxé par la cour d'appel de Versailles, qui a infirmé, vendredi 28 juin, le jugement du tribunal de Nanterre qui le déclarait coupable d'homicide involontaire à la suite du décès d'un nouveau-né à l'hôpital privé Nord-92 de Villeneuve-la-Garenne (Le Monde des 8 février et 22 mars 1995). Le D' Bizieau et Pom Suos, la sage-femme qui avait débuté l'accouchement. avaient été condamnés chacun à un an de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende.

Les magistrats versaillais ont considéré que seule la sage-femme avait commis des « négligences » et « une mauvaise surveillance » et ont maintenu sa condamnation, en réduisant toutefois sa peine à la seule amende. Les magistrats ont constaté « des divergences de doctrine en ce qui concerne la médicalisation de l'accouchement et tout particulierement la surveillance de son déroulement » et estimé que ni l'auscultation ni le monitorage électronique fortal « ne présentent une fiabilité totale et que l'une et l'autre sont susceptibles de permettre une bonne surveillance de l'accouchement, dès lors que les conditions d'utilisation

■ JUSTICE : l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises ou de nonlieu visant Maurice Papon devrait être rendo le 16 septembre par la chambre d'accusation de Bordeaux. Dans un premier temps, les juges avaient indiqué qu'ils rendraient leur décision fin juin ou début juillet. L'un des avocats des parties civiles, Me Serge Klarsfeld, indique notamment dans un communiqué : « Nous souhaitons d'ores et déjà qu'à la prochaine étape de ce marathon judiciaire si pértible pour les proches des victimes la chambre criminelle de la Cour de cassation paisse statuer dans les meilleurs délais. »

■ MENDICTTÉ: le maire (PS) de Montpellier, Georges Frêche, a rendu public, jeudi 4 juillet, un arrêté qui « interdit l'exercice de la mendicité jusqu'au le octobre 1996 » dans un secteur piétonnier et plusieurs rues très commerçantes du centre-ville. L'arrêté, qui a recu l'agrément de la préfecture de l'Hérault, interdit également la consommation de boissons alcoolisées en dehors des lieux autorisés, ainsi que le maintien proiongé de personnes ou d'animaux gênant le libre passage des piétons ou perturbant l'ordre public.

■ IMMIGRATION : quarante ressortissants zaïrois et tunisiens en situation hrégulière, dont vingt-trois récemment élargis de prison. ont été reconduits dans leurs pays d'origine par un avion spécialement affrété, mercredi 3 juillet, lors d'une opération conjointe franco-allemande. Parmi les personnes reconduites, huit venaient d'Alle-

■ ATTENTAT : un attentat à l'explosif a endommagé la cité judiclaire de Rennes, vendredi 5 juillet au matin. La charge a provoqué des dégâts matériels sous l'accès principal du bâtiment, sans faire de victimes. Cet attentat n'a pas été revendiqué, selon la police judiciaire de Rennes, chargée de l'enquête.

M COURSES: Guy Lux a été condamné, jeudi 4 juillet, à dix mois d'emprisonnement avec sursis et à 100 000 francs d'amende par la 11º chambre du tribunal de Paris, pour complicité de faux en écritures de commerce et recel d'abus de biens sociaux. Il avait comparu le 6 juin dernier, accusé d'avoir parié aux courses des sommes détournées par son ami Victor Scemama lors de la banqueroute de son restaurant parisien La Belle Entrecôte.

### CARNET

### CONCOURS

Odile Barbier (174), Enidéric Barbotin (554). Hélène Berthe (33° et ac.), Farmy Billon (44°), Karine Bouheller (33°), Jochen Budde (45°), Yolaine Cellier (31"), Dominique Charlot (38" et ec.), Claire Chevalier (17"), Marie Co-Laud (51º), Elisabeth de Borche (42º er ac.), Anne-Renée de Goer (2º), Laetitla Degryte (46°), Valérie Dehaudt (26° ex ac.), Marie-Pierre Delépine (37°), Laura Demarche (48°), Olivier Didelot (62°), Guillaume Dreyfus ae), Hervé Garlet (15°), Laurent Gantier (3°), Dirk Grunke (Se ex oe.), Gabriele Hermann (67°), Catherine Hugues (54°), Samya Kaboul (60° ex ae.), Claire Raiser (49°), Laurence La-benne (50°), Richard Le Roux (47°), Sabine Lenhardt (52°), Nathalie Leroy (16°), Caroline Lucas (64°), Catherine Mann (6°), Christophe Martin (20° ex ac.), Simone Maurens (53°), Antoine Menant (56° ex ac.), Uto Mirbach Alexander Stromer (56° ex ac.), Alexandre Stotzmann (9°), Emmanuelle Suavet (14°), Florence Tenenbaum (28°), Nadia Trochu (20° ex ac.), Stéphane Van De Kerkhove (38° ex ac.), Hélène Vuillet (10°), Charlotte Weiss (18°), Angelik Weitzel (19°), Jessica Wil-ker (♣), Valérie Yon (11°).

Mécanique

Gaël Alory (6°), Christophe Amberty (3°), Murie-Emmanuelle Bachelet (71° ex as.), Nicolas Balandiet (9°), François Bardet (60° ex as.), Ofivier Burelle (73° ex as.), Céline Bellier (3° ex as.), Civier Burelle (73° ex as.), Céline Bellier (3° ex as.), Marie-Laure Beq (8°), Vivien Berry (38° ex as.), Marie-Laure Beq (8°), Vivien Berry (38° ex as.), Thienty Berthomieu (70°), Pascal Blanc (57°), Frédérick Bonnavand (1°), Rodolphe Bouchelaghem (81° ex as.), Christophe Bouvet (30° ex as.), Nord Brunetière (22°), Jetôme Bruyère (18°), Jean Bucaille (26° ex as.), Nathaniel Camboulives (87° ex as.), Thomas Carlier (3° ex as.), François Couprie (64° ex as.), Lodovic Dauphin (38° ex as.), François Couprie (64° ex as.), Lodovic Dauphin (38° ex as.), François Devolute (57°), Aline Defois (41°), Eric Descouvières (25°), Delphine Dommanget (40°), Philippe Estocq (87° ex as.), Jetome Rubries (3°), LiBan Raure (7°), Laurent Flachard (19° ex as.), Jetone (73°), Emmanuel Eyssalet (16°), Christophe Campier (62° ex as.), Jetonel Granit (68° ex as.), Antoine Gervet (44° ex as.), Jetonel Grandi (68° ex as.), Antoine Gervet (44° ex as.), Jetonel Gossioue (35° ex as.), Lienelle Greenier (66°), Lionel Grillet (78° ex as.), Hervét Gaïllermin (29°), Franck Hennery (30° ex as.), Emmanuel Herrmann (50°), Emmanuel Jacquot (44° ex as.), Eric Lacroix (64° ex as.), Denis Lagardère (60° ex as.), Luc Lanlan (24°), Jean-Louis Lagardère (60° ex as.), Luc Lanlan (24°), Luc Lanl

JUILLET - AOÛT 1996 - 28 F

PHE PHELY CAPION OF HOME PARTY OF THE WANCHAMP DE TOURNAME.

Alexandre Legrand (51° ex ne.), Olivier Loi-seau (4°), Sébastien Madelaine (23°), Amaud Maire du Poset (68° ex qe.), Marc Maklonad (77°), Paul Marcheville (84° ex qe.), Jean Pierre Meunier (58 er ac.), Lauren Migay-rou (32 er ac.), Yannick Monnier (19 er ac.), Yannick Morice (42° ex ac.), Katla Mongay (14°), Brice Muday (44° ex ac.), Patrick Nasc (42° ex ac.), Patrick Nasc (42° ex ac.), Patrick Nasc (42° ex ac.), Patrick Olivier (49°), Fabien Pacaut (34° ex ac.), Prédéric Paolucci (11°), Patrick Pastre (80°), Gérard Payen (89°), Pierre Provot (54° ex ac.), Corian Romault (17°), Béatrice Rivolsy (37°), Cyril Rota (51° ex ac.), Vincent Sales (90°), Taierry Sancier (26° ex ac.), Coriane Sauret (15°), Jean-Christophe Savoie (7° ex ac.), Michael Solans (32° ex ac.), Olivier Thomas (12°), Stéphane Tournis (33°), Nicolas Vandenberghe (2°), Jean-Paul Vlai (58° ex ac.), Pierre Vinand (48°), Pranck Vitte (10°), Vincent Wendling (35° ex ac.), André Kiberras (75°). nick Morice (42º er ac.), Katia M

### JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 4 juillet 1996 sont publiés:

• Finances: une loi de modernisation des activités financières. Ce texte vise à transposer en droit français une directive européenne qui a créé un marché unique des services financiers (Le Monde du

 Accords internationaux : une loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre

• Pêche: une loi autorisant l'adhésion de la République fran-çaise à la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-

Consell d'Etat : deux avis ren-

dus par le Conseil d'Etat sur des questions de droit posées par un tribunal administratif ou une cour administrative d'appel. Le premier dit que l'autorité administrative peut prendre, à titre exceptionnel. et sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir, me mesure gracieuse favorable, lorsqu'un ressortissant algérien demande la délivrance d'un certificat de résidence, dans les cas prévus par un accord franco-algérien de 1968 ; le second précise que l'absence de transmission au représentant de l'Etat d'une délibération autorisant un élu à signer un contrat. avant la signature de ce contrat, entraîne l'illégalité dudit contrat.

Naissances

Arif-Ryan FDANL,

Je t'adresse mon fils la bienvenne

le 4 juillet 1996.

Anniversaires de naissance

permi acus. Gros biscus.

Régine,

Gina, Ti'Bouboune, Mum et Grandmi Anna, Françoise, David, Pietre et Clau-

Vive tes soixente uns!

<u>Décès</u>

 M. et M= Jean-Claude Bouncasse. Et leurs enfants Jean-Christophe, Jason et Haydée, M= Paul Gavila.

M= Annie Gavila ML et M- Jacques Chartest et leurs enfants. Sophie et Agnès

M= Christine Gavile et ses enfants. Agathe et Brimo

ont la douleur de faire part du décès de Georges BOUSCASSE,

survenu le 29 juin 1996 à Mayotte.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 juillet à 14 h 15 en l'église de la Saint-Manhiso de Bures, suivie de mation au cimetière paysagiste de

Cet avis tient lien de faire-part.

3, rue Serge-Prokofiev. 91440 Les Hauts-de Bures-sur-Yvette.

Nos abounés et nos action-naires, bénéficiant d'une reduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous communiquer leur

a and the contract of the contract of

out la douleur de faire part du décès brutai

M. BERTOLD, dit Bernard OLESKER

arvenu le 1º juillet 1996 dans sa soixame-

L'inhumation a lieu ce jour au cime ière parisien de Bagneux.

Ni fieurs ni couronnes.

Cet avis tient lien de faire-part.

Ne pieure pas si ux m'aimes. Saint-Augustin.

- Yvanne,

Henri, Pierre et Danièle Jarrié, Christiane Pascal et Nicole Horassius Ses très nombreux petits enfants, artière-petits-enfants et ses amis.

ont la tristasse de faire part du décès de

Fernand JARRIÉ cheviler de la Légion d'homeon, ancien sénaneu; ancien conseiller général, ancien adjoint au maire de Bagnols-sur-Cèze,

qui s'est éteint le 2 juillet 1996 dans vingt-dix-septième année.

Les obsèques out en lieu le 3 juillet dans l'intimité.

Bagnols-sur-Care. Aix-en-Provence, Olliquies.

Mª Anne Maraval, MM. Olivier, François-Régis Er Christian de Montery, Et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès de M™ Geneviève de MONTETY n& MARAVAL

quatre-vingt-quatorzième année, des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité le le juillet 1996.

aurvenu à Aix-eu-Provence dans sa

Jean-Pierre et Catherine Rossignol. Catherine et Claude Gautier,

Ainsi que ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part de décès de

Jean ROSSIGNOL ancien élève de l'ENS Ulm,

survenu le 2 juillet 1996, dans sa soixante-

9 juillet. à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-en-Laye, et unira dans le souvenir son épouse Odette et son fils Dominique.

L'inhumation aura lieu au nouveau cimetière, rue Pereire, Saint-Germain-en-

bonievará de Vincemes.
 94120 Fontemay-som-Bois.

Bernard H. ZEHRFUSS

nous a quinés le mercredi 3 juillet 1996.

De la part de Dominique, Patrick, Zma et Maria Modiano,

nie religieuse sera célébr le lundi 8 juillet, à 11 heures, en l'église Saim-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris.

relle et Alia,

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, roe de Seine, 75006 Paris.

(Le Monde du 5 joillet.) .

Communications diverses L'Association de presse France-Japon, avec le concours d'Air France, de Japan Air Lines, des Chemins de fer du Japon et d'Osaka House Foundation, vient d'amibuer le prix Reporter au Japon 1996 à M. C. de Laubier et à M. C. Fornieles, M. O. Culmann a reçu le Prix spécial de l'ambassade du Japon,

**CARNET DU MONDE** 

Téléphone

42-17-29-94

Télécopieur 42-17-21-36

· ...

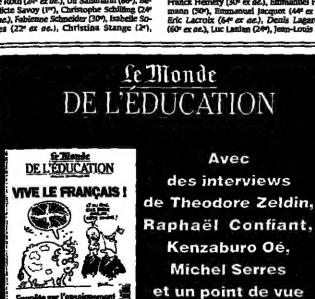
.

12 7,51

 $\{1,2\},\{\pm,\epsilon\},$ 

.....

(60° ex ae.), Sabine Mohr (13°), Beate Morgenthaler (36°), Sonja Oppermann (54°), Mi-chejine Page (65°), Gaëlle Pinson (26° ex os.), Anne-Laure Proveux (41°), Christine Provost (42° ex ac.), Anne-Lise Raffestin (32°), Fran-cesca Reuter (59°), Bettina Ries (5°), Catherine Roth (24° ex ac.), Ulf Sahlmann (66°), Re-nédicte Savoy (1°°), Christophe Schilling (24° ex ac.), Fabienne Schneider (30°), Isabelle Soer ae.), Fabienne Schneider (30°), Isabelle So-lères (22° ex ae.), Christina Stange (2°), Le Monde G. Hands DE L'EDUCATION Avec VIVE LE FRANÇAIS! qu (usudais quas le atouqu d' Alain Juppé.



parties and the same of the sa

क्र प्रतिकार एक्तना --- । १ - -

**建設機能等** Cart Service 12 cart car car car

and the second second

.417

ALC: NOT

State Company of the

1. 1. 1. I. I.

The distance of the second

A STATE OF THE STATE OF

T. SPACE TO STATE OF THE STATE

The second second

大·特·哈·特·斯·

California Service - - -

AND STATE OF STATE OF

Server Server

grade grade for a first section of

and the second

المراجعة المعين الم

The majors of the second of th

The same of the same of A Paris Commen

The state of the s

A to have a second

Tamp's and

The state of the s

Sec. 2. 2

A State State of Land

Action 18 1

## Loik Le Floch-Prigent, « mouton noir » de l'industrie Chez Elf, c'est le branle-bas de qui, jusque-là, a mené une vie re-lativement simple, mène désor-

pour jour, Jacques Friedman. l'incontournable conseiller d'Edouard Balladur et Jacques Chirac. reçoit le PDG de Rhône-Poulenc pour lui annoncer son remplacement. Des douze patrons « roses » débarqués ce 25 juillet 1986, il a fait le meilleur parcours en redressant magistralement son groupe, forçant l'estime des milieux d'affaires. Pourtant, il est en tête de liste des « éjectables » et, malgré l'insistance de François Mitterrand, il ne sera pas recasé. « Monsieur, vous regagnez votre corps d'origine... », hai dit Jacques Friedman. « Mais... je n'ai pas de corps d'origine », répond Loik Le

Floch-Prigent.
Il n'oubliera jamais cette humi-

du désert qui a suivi. Quelques années plus tard, alors qu'il triomphe, réhabilité et tout puissant à la tête d'Elf Aquitaine, il la remâche encore. Aujourd'hui, îl soupire: « Je suis un mouton noir. » Il n'y peut rien. Cet homme a le talent redoutable d'attirer la foudre. Un don naturel à concentrer sur sa tête toute la haine et la jalousie du moment. En 1986, il a expié pour les autres la revanche de la droite sur le PS. En 1993, alors qu'il s'était réconcilié avec le RPR, c'est la convoitise des Balladuriens, impatients de «déchiraquiser» Elf, qui l'a perdu. Aujourd'hui encore, il est victime d'un incroyable acharnement: c'est la première fois dans l'histoire de l'industrie française qu'un PDG -en l'occurrence, Philippe laffré, président d'Elf - se porte partie civile contre son prédécesseur. Lolk Le Floch-Prigent paye peut-être ses imprudences passées la justice en décidera -, peutêtre aussi de sombres règlements de compte politiques, mais surtout la haine des « corpsards ». énarques et polytechniciens, contre l'intrus qui a eu l'audace de piétiner leurs chasses gardées. Saint Georges-Jaffré contre Prigent-le Dragon...

Il dérange. Il a toujours dérangé.

Parce qu'il est arrogant, ambitieux, et même un brin mégalomane? Parce qu'il n'a jamais mâché ses mots? Parce qu'il a toujours réussi lorsqu'on l'attendait au tournant? Ou tout simplement parce qu'il est atypique et le revendique, au lieu de s'en excuser? Breton sans religion, socialiste sans scrupules, patron sans pedigree, franc-maçon et barbu de surcroft. « Un personnage inhabituel, rafraichissant dans l'élite sans relief du patronat français», éctivait, en juillet 1990, le Financial Times, non sans saluer la réussite du jeune PDG. Car, qu'ils s'en étonnent ou s'en agacent, les milieux d'affaires ne penvent nier l'évidence : Loik Le Floch-Prigent, le « mouton noir », est un formi-dable patron. Un travailleur infatiguable, doué d'un charisme et d'un entregent peu communs, capable de « donner une ame » à l'entreprise la plus malade. C'est ce qui l'a toujours sauvé. C'est ce qui, peut-être, le sauvera encore. Malgré les menaces judiciaires qui pesaient sur lui, Jacques Chirac et Alain Juppé ne l'out-ils pas choisi pour redresser une SNCF moribonde après les conflits de decembre? En six mois, il a de nouveau fait des miracles en réconciliant cadres, syndicats et autorités de tutelles, qui sont aujourd'hui ses meilleurs avocats. La malchance a beau s'acharner, ce diable d'homme a toujours rebon-

Une vie de hauts et de bas qui commence pourtant fort normalement à Brest, en 1943. M. Le Floch père est médecin. Madame appartient à une très grande famille bretonne, les hilienne, et possède une jolie voix de soprano. Loick en héritera le visage typé, la peau fragile et un goût marqué pour la belle musique qui ne doit rien, comme Fout souvent insinué ses détrac- t-il flèrement, quand il veut, mais

PDG parvenu. Lolk n'est pas un prolétaire méritant, mais un produit rebelle de la moyenne bourgeoisle provinciale, catholique et de droite. A Guingamp, son grand-père est notaire, son oncle amiral et ses tantes tiemment un grand magasin. Il étudie chez les bons pères et en sort agnostique. C'est, dit-il, parcequ'il refuse de porter l'uniforme qu'après de brillantes études il n'intègre pas l'X et préfère l'institut polytechnique de Grenoble puis l'université du Mis-

Il s'en mordra souvent les doigts mais, en attendant, il entame une carrière classique de fonctionnaire de gauche. Entré à la Direction générale de la recherche scientifique et technique (DGRST) en 1969, il est chargé cinq ans plus tard de la liation ni la douloureuse traversée recherche industrielle. En 1978, Il est le numéro trois de la direction et gère les précieux fonds de la recherche. Bon connaisseur du tissu industriel, il passe à l'époque pour l'un des meilleurs spécialistes de l'innovation et manque devenir journaliste au Monde. Déja barbu, encore « sympa », il affectionne les costumes Mao, mais «se montre déjà assez sûr de lui », ra-

conte l'un de ses anciens amis. Ce n'est ni la recherche ni la presse qui feront sa fortune, mais le Parti socialiste où, entré en 1971, il rencontre Pietre Dreyfus à l'occasion d'une commission sur l'emploi - il en est le rapporteur. Entre le vieux PDG idéaliste et le jeune fonctionnaire compétent, l'entente est immédiate. Bien plus tard, Loik Le Floch-Prigent saluera avec émotion la hanteur de vue et la clairvoyance de son modèle et premier vrai patron. Car. en 1981. Pierre Dreyfus, nommé ministre de l'industrie, le choisit pour directeur de cabinet. Réaliste, il est fort réservé sur le programme de nationalisations et fait scandale auprès des apparachiks en déclarant : « Maintenant qu'on est êtus, Il faut abandonner les cent une propositions », raconte un témoin. L'art de se faire des ennemis... Pourtant, il exécute. Avec talent. C'est à l'époque qu'il rencontre Maurice Bidermann, lequel guigne l'empire Boussac Saint Frères. En vain ; les banques et le ministre de l'industrie sont intraitables.

N 1982, Pierre Dreyfus, fati-gué, cède la place à Jean-Pierre Chevènement. Il faut nommer des PDG à la tête des entreprises nationalisées. Faute de gestionnaires éprouvés, rares dans les rangs du PS, on prend des « serviteurs dévoués de l'Etat ». comme dit le nouveau ministre lorsqu'il intronise Loik Le Floch-Prigent à la tête du groupe Rhône-Poulenc. Il n'a aucune expérience et, succédant à Jean Gandois, c'est peu dire qu'il est mal accueilli. Mais une vocation est née. En quelques mois, « Pink Floch » mue totalement. « Il s'est coulé dans les habits d'un patron d'un facon extraordinaire », raconte un observateur. Il troque le col Mao pour le costume trois pièces, soigne sa barbe et prend goût aux

A l'intérieur du groupe chimique, il se fait vite respecter. Malgré quelques bévues - Il dit « mes investissements, mes usines, mon groupe » -, il a la sagesse de ne pas bouleverser la stratégie de son prédecesseur et de s'entourer d'hommes compétents, comme Serge Tchuruk, sujourd'hui PDG d'Alcatel; dont il fait son bras droit. Fort des relations privilégiées nouées avec la CGT grâce à Pierre Dreyfus, il ferme sans drame douze sites, abandonne le textile, cède les engrais et transforme un groupe déficitaire en champion du profit. Lorsqu'il est edébarqués en 1986, Rhône-Poulenc est la troisième entreprise française pour les bénéfices et le jeune PDG s'est acquis l'estime générale, non seulement de François Mitterrand, qu'il voit, assureaussi d'hommes aussi peu suspects de sympathies socialistes qu'Alain Mérieux, Ambroise Roux, ou Georges Besse.

La chute est d'autant plus

amère. Finies les voitures de fonction, les honneurs, les diners en ville. D'un jour à l'autre, il se retrouve sans travail, sans argent, sans projet. Il découvre que l'estime et l'amitié résistent mal à l'épreuve et que le socialisme n'est pas une assurance tous risques. Il n'oubliera pas la leçon. Ni ceux qui l'aident à ce moment-là en lui confiant des missions alimentaires: François De Wissocq, PDG de la Cogema, Serge Tchuruk, nommé à la tête de CDF Chimie Jacques Puéchal (Atochem), Pierre Fabre, Armand Hammer et... Maurice Bidermann qui lui prête un bureau - fort modeste - et le nomme en 1988 administrateur de

Mais, déjà, la chance recommence à tourner. En mai 1988, François Mitterrand a été réélu, les socialistes reviennent. A la tête d'Elf, Michel Pecqueur chancelle, victime d'ennuis de santé. Dans l'ombre, Loik Le Floch-Prigent mène campagne pour prendre sa place. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, décide finalement de maintenir le président jusqu'à la fin de son mandat, mais pour faire patienter son successeur confie à celui-ci une mission d'étude sur l'industrie chimique et pétrolière.

combat : l'arrivée du futur PDG rose est un secret de polichinelle, les « corpsards », tout puissants dans le groupe, font tout pour l'empêcher. Peine perdue. Le 20 mai 1989, Loik Le Floch-Prigent est nommé PDG du premier groupe industriel français. L'heure de la revanche a sonné. Celle des folies aussi. Le chiffre d'affaires d'Elf équivaut au budget de la défense et, vis-à-vis de l'étranger - en Afrique notamment -, le PDG a plus de pouvoir que la plupart des ministres. De quoi griser n'importe qui. A fortiori un orgueilleux blessé, il explose. Dans son fuxueux bureau, au sommet de la

« Monsieur, vous regagnez votre corps d'origine... » « Mais... je n'ai pas de corps d'origine »

tour Elf, meublé de high tech et de précieuses poteries, il se met à parler de lui à la troisième personne : « Le président pense que, le président a décidé », etc... « Il est devenu fou », dit un ami, Fou de pouvoir, fou de grandeur, fou d'amour aussi.

Trois mois après sa nomination. il épouse en secondes noces Patima Belaid, rencontrée à Avignon quelques mois auparavant. Lui

La vie de l'ancien PDG d'Elf, aujourd'hui

n'est faite que de hauts et de bas,

à la tête de la SNCF et en butte à la justice,

de promotions et d'exclusions, mais aussi

mais un train de vie fastueux: avions privés, gardes du corps, voiture blindée avec girophare, etc. Ebloui, trop confiant, il nomme la nouvelle Mme Le Floch présidente de la Fondation Elf. Dans le groupe, ses extravagances choquent mais personne ne dit rien. Au contraire, assurent des témoins, certains l'encouragent, non sans arrières-pensées. Est-il allé trop loin? La justice tranchera. Ce qui est sûr, c'est que les extravagances de Fatima Belaid et les siennes propres conduisent le couple à la rupture. S'estimant trahi, d'autant plus humilié que tout le groupe fait de leurs relations des gorges chaudes, il la met dehors et confie le soin de régler son divorce à son ami Maurice Bidermann et à son âme damnée, Alfred Sirven, un sulfureux francmaçon recruté chez Rhône-Poulenc et chargé chez Elf des « affaires spéciales ». Une partie des faits que lui reproche aujourd'hui la justice découlent de ce malheu-

Pour oublier ses malheurs privés, Loîk s'étourdit de travail. C'est l'époque ou il bossait même le week-end pour ne pas avoir à rentrer chez lui », raconte un ami. Les résultats ne se font pas attendre. Elf, longtemps assoupie sur une rente (le gisement de Lacq) en vole d'épuisement, retrouve une seconde jeunesse. L'ambition contagieuse et les compétences techniques du nouveau PDG sont bien pour séduire une compagnie qui a gardé de ses origines une mentalité pionnière et conquérante. En quatre ans, Elf investit 130 milliards de francs,

reux arrangement.

double sa production de pétrole et de gaz et augmente de 58% ses réserves d'hydrocarbures. Parallèlement, elle renforce son pôle pétrochimique en récupérant les deux tiers d'Orkem, arrachés par Loik Le Floch-Prigent au prix d'une bagarre épique avec son ancien complice Serge Tchuruk. La parapharmacie n'est pas en reste et s'enrichit du groupe Yves Saint Laurent, un rachat fort contesté à l'époque mais aujourd'hui parfaitement rentable.

ESURÉ à cette aune, le soutien apporté dans le même temps au groupe Bidermann en perdition parait mineur, même s'il en coûtera in fine près de 800 millions de francs à la compagnie. Le groupe en a connu d'autres, des « avions renifleurs » au coûteux rachat de Texas Gulf, en passant par queiques « chaiandonneries » moins connues - seion l'expression maison. D'autant qu'Elf n'est pas seul à soutenir le groupe textile (le Crédit lyonnais, la BNP et les AGF sont aussi de la partie) et qu'il agit avec la bénédiction - sinon à la demande - des pouvoirs publics, soucieux de sauver un gros employeur de main d'œuvre régionale. Au demeurant, l'idée d'utiliser une infime partie du cash-flow pétrolier pour soutenir l'emploi dans une perspective de chomage galopant n'apparaît pas si mauvaise. Là encore, il ne « faut pas le dire deux fois » à Loik Le Floch-Prigent, trop heureux d'aider son ami Maurice.

Inconscience ou excès de confiance? If ne voit pas que cette affaire, ajoutée aux libéralités consenties par le groupe Bidermann à son épouse, constitue un bien vilain dossier qui fondera l'information judiciaire contre X ouverte en août 1994 pour abus de biens sociaux, complicité et recel entre autres.

inquiet des perspectives d'une nouvelle cohabitation. Loik Le Floch-Prigent se préoccupe plutôt de se réconcilier avec le RPR. André Tarallo, le Monsieur Afrique d'Elf, gaulliste convaincu, tacticien consommé et ami de promotion à l'ENA de Jacques Chirac, un temps écarté, revient aux commandes. L'ancien PDG rose, devenu réaliste, est contraint d'expliquer à François Mitterrand qu'on ne peut par toucher aux circuits de financement d'Elf sous peine de compromettre le subtil équilibre qui maintient le groupe en Afrique. Il se brouille avec le chef de l'État. Mais élargit ses soutiens politiques... En pure perte.

En août 1993, quelques mois après la nomination d'Edouard Balladur à Matignon, il est à nouveau « débarqué », au profit d'un proche du premier ministre, Phi-lippe Jaffré, inspecteur des finances, major de l'ENA, pur produit de cette élite du diplôme que Loik Le Floch a toujours narguée. Cette fois, il est recasé en douceur. Nommé président de Gaz de France, il se morfond pourtant. Le poste est confortable mais le pouvoir chez GDF a toujours été au directeur général, pas au président. Il fait de son mieux, mais le cœur n'y est plus, d'autant qu'après l'ouverture de la procédure judiciaire la rumeur enfle, nourrie par son successeur, et détruit peu à peu son image. Les articles louangeurs sont devenus insidieux. Ils tournent carrément à l'aigre lorsque Jacques Chirac, à la surprise générale, le nomme en janvier 1996 président de la SNCF. On a oublié qu'il était un grand patron pour ne retenir que les détails sordides de « l'affaire Bidermann ». Piqué au vif, il s'achame à prouver le contraire. A la tête de la SNCF, l'homme traqué a retrouvé tout son allant, perdu son arrogance et renoué avec ses vieilles amitiés cégétistes. Il triomphe encore en faisant passer, le 11 juin, un plan de sauvetage audacieux. Trop tard. La justice le tient. Reste à savoir si le mouton noir acceptera une fois encore de payer seul l'addition.

Depuis 1986, il a beaucoup appris. S'll tombe, il a désormais les moyens d'entraîner beaucoup de monde dans sa chute.

> Véronique Maurus Dessin: Robert Wagt





par Serge Klarsfeld

E 19 mars 1992, le ministère de la culture demandait à René Rémond de composer une commission d'experts afin de déterminer la nature et la destination future de la centaine de milliers de fiches découvertes par mes soins en septembre 1991 dans les archives du ministère des anciens combattants. Ces fiches v étalent alors répertoriées sous les rubriques: « Grand fichier établi par la préfecture de police en octobre 1940 » et « Petit fichier préfecture adultes et enfants ». Le mercredi 3 juillet 1996, la commission Rémond a remis son rapport sur le fichier juif » au premier ministre.

Ces quatre années nécessaires à la commission pour parvenir à une conclusion résultent moins de la complexité de la mission impartie que d'un certain « embarras ». Embarras, car la commission devait son existence à l'avis rendu par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) le 25 février 1992 qui recommandait que, « par convention révocable, les Archives nationales (devenues entretemps détentrices des fichiers) confient l'original du fichier de la préfecture de police au Mémorial du martyr Juif inconnu ». En eftet, continuait la CNIL, «il est indéniable que ce fichier qui recense des personnes au seul motif qu'elles sont juives intéresse moralement la communauté juive ».

Cette recommandation allait cependant à l'encontre du point de vue d'archivistes et d'historiens hostiles à ce que les Archives nationales se désaisissent même exceptionnellement d'un fonds faisant partie de l'Histoire de France.

Il était aisé de prévoir de quel coté allait pencher la balance. La CNIL n'avait que son impartialité à déposer sur le plateau, poids bien faible pour contrebalancer celui, politique, d'un exécutif déterminé qui, par la voix de son gouvernement, demanda la création d'une commission dont la finalité était en fait de permettre aux Archives nationales de conserver ce fichier. La tache des membres de cette commission allait se révéler ardue. ment que dans la définition qu'ils allaient donner de ce que représentait la centaine de milliers de fiches auxquelles ils étaient confrontés.

auxquelles ils étaient confrontés. Le 28 décembre 1992, une déclaration publique du président de la commission avait pu faire croire à l'opinion publique que les fiches de ces fichiers avaient été remplies postérieurement à 1945 dans le seul souci du bien des victimes. Il n'en est rien! L'ensemble de ces fiches date des premières années de l'Occupation, et les scribes de l'administration policière, en accomplissant leur tâche, participaient à une ceuvre de mort et non à un rétablissement du droit.

Lors du recensement des juifs de la zone occupée qui eut lieu en octobre 1940, 149 734 juifs furent recensés dans le département de la Seine. Seuls les chefs de famille et les célibataires adultes eurent à se présenter aux commissariats à Paris ou aux sous-préfectures en province afin d'y remplir un formulaire pour eux-mêmes et, le cas échéant, pour leur conjoint et leurs enfants.

Moins de la moitié des juifs faisant l'objet du recensement ont eu à se présenter pour remplir un formulaire, la démarche étant effecLa commission a-t-elle dénombré exactement tous ceux qui figurent sur les fiches comme elle était en mesure de le faire durant ces quatre années? Nous en doutons. Et pourtant, si ce fichier familiai contient la moitié de la population juive de la Seine, n'est-il pas le « fichier des juifs », sinon dans son intégralité du moins dans une mesure d'autant plus conséquente que toutes les familles meurtries par la déportation y figurent?

Quant à la centaine de milliers de fiches individuelles, elles se rapportent presque exclusivement à des personnes atrêtées, mais qui n'ont pas toutes été déportées, et pour leur très grande majorité elles ont été extraites de quatre fichiers juifs de la préfecture.

Comme les fiches familiales, ces fiches individuelles, dont souvent

Le 28 décembre 1992, une déclaration publique du président de la commission avait pu faire croire que les fiches des « fichiers juifs » avaient été remplies après 1945 dans le seul souci du bien des victimes. Il n'en est rien

tuée pour la majorité d'entre eux par leur conjoint ou par l'un de leurs ascendants.

Ces cinquante à soixante mille formulaires de format 21 x 27, qui n'étaient pas des fiches, ont été alors immédiatement exploités par le service Tulard de la préfecture de police qui, en se servant des données contenues dans les formulaires, créa un fichier famílial et quatre sous-fichiers individuels.

Les fiches famíliales constituent

un des plus grands blocs subsistant du fichier original de la préfecture. Il s'agit d'un ensemble homogène établi en 1941, de fiches bleutées pour les juifs français, avec un petit nombre de fiches établies en 1942, et de fiches jaunes pour les juifs étrangers

Les vingt-trois classeurs contiennent environ 29 500 fiches familiales qui représentent une population d'au moins 75 000 personnes puisque y sont mentionnés conjoints et enfants du chef de famille. Il ne s'agit donc pas seulement de fiches concernant des déportés mais de fiches où sont aussi indiqués les autres membres de la famille, ceux qui out été déportés et ceux qui out survécu.

plusieurs concernent la même personne, proviennent de l'exploitation du recensement de 1940 et de contrôles uitérieurs par la préfecture de police pendant l'Occupation. La plupart de ces fiches ont été imprimées en 1940, à partir du mois d'octobre, afin d'être remplies par les employés de la préfecture de police d'après les données du recensement qui venaît d'avoir lieu. Les autres fiches individuelles qui ont servi à tenir à jour les fichiers jusqu'en août 1944 portent des références différentes.

Par souci d'efficacité policière, les fiches familiales et individuelles ont pu être extraites du fichier familial et des sous-fichiers individuels au fur et à mesure des arrestations pour disposer d'un fichier des personnes arrèfées.

les agents de police qui arrêtaient encore les jufis à la veille de la Libération se sont mis dès le lendemain à appréhender les collaborateurs, ces fiches de la préfecture de police, dont l'utilisation avait été jusque-là criminelle, sont devenues, après leur versement discret au ministère des anciens combattants et victimes de guerre, un fi-

chier susceptible de documenter et de vérifier les droits et déclarations des victimes, ce qui n'était à l'évidence ni sa nature ni son but. Un fichier dont l'existence et l'origine

avaient été dissimulées à la CNIL-La déclaration intempestive, en décembre 1992, de René Rémond a été quelque peu contredite par l'examen des fiches, qui aboutit à des conclusions moins péremptoires et plus réalistes, surtout en ce qui concerne l'incontournable fichier familial. Ce sont les chercheurs et les historiens qui consulteront ces fiches qui trancheront sur ce qui sépare encore les conclusions de la commission et les

Mais où ces chercheurs et ces historiens compulseront-ils ces fichiers: aux Archives nationales ou au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC)? Cette question-là, non plus, n'est pas encore tranchée. La recommandation de la CNIL (les originaux au CDJC) a été contrée par la commission. La recommandation de cette dernière (les originaux aux Archives nationales, les microfilms au CDJC) peut ne pas être suivie par le gouvernement. D'autant plus que l'avis de la commission n'a pas réuni l'unanimité de ses membres : Jean Kahn, qui fut longtemps président du CRIF et qui préside aujourd'hui le Consistoire central, n'a cessé de militer pour que les fichiers soient confiés au CDJC, considérant que la Shoah, dont font partie le recensement d'octobre 1940 et son exploitation par les fichiers, transcende l'aspect national par l'exceptionnalité d'une tragédie qui englobe les juifs d'Europe, massa-

crès non pas en tant que citoyens
de leurs pays respectifs, mais pour
le crime d'être nés juifs. Ce point
de vue dissident, qui concerne particulièrement la France, où 52 000
des 76 000 déportés étaient des
étrangers, s'oppose à celui de
M. Rémond.

« Ces fichiers font partie de notre

que la cou
consonance
consonance
une provoc
discriminat
appel explic
tels joueurs
Mais il ne

mémoire nationale et il ne faut pas l'en distraire. » Si l'on suit le raisonnement du président de la commission, cela revient à dire : ces fichers ont permis à l'Etat français de persécuter les juifs, de les marquer à jamais dans leur âme et dans leur chair; il est en conséquence normal que l'Etat français y soit attaché et tienne à conserver les originaux comme un souvenir.

Serge Klarsfeld est avocat, président de l'association Les Fils et Filles des déportés juifs de France.

# Choix judiciaires

par Dany Cohen

propos publics de Jean-Marie Le Pen jugeant « artificiel » que l'on baptise « équipe de France » de football ceux qu'il appelle des « joueurs de l'étranger », l'absence de toute réaction judiciaire est troublante. Car traiter publiquement de «joueurs de l'étranger » la moitié de l'équipe de France, c'est tomber sous le coup de la loi pénale, qui, précisément, punit ceux qui « auront provoque à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une reli-

gion déterminée.... » De quelque façon qu'on prenne les choses, le délit est constitué: ou bien il s'agit de prétendre, contre le plus élémentaire bon sens - et avec quelle dose d'ignorance, à supposer qu'il s'agisse vraiment d'ignorance -, que certains des membres de l'équipe de France ne seraient pas français, et c'est un appel à la haine et à la discrimination pour non-appartenance à une nation. On bien le propos tend à suggérer qu'en dé-pit de leur nationalité française ces joueurs ne sont pas de « vrais » Français, et cette allusion péjorative à leurs origines est également répréhensible.

L'un n'exclut d'ailleurs pas l'autre et, dans les deux cas, c'est de surcroît une attaque qui, M. Le Pen n'étant apparemment pas l'ami personnel de ces joueurs, ne peut être fondée sur autre chose que la couleur de la peau ou la consonance du nom.

Ce n'est du reste pas seulement une provocation à la haine. C'est aussi une provocation directe à la discrimination, puisque c'est un appel explicite à ne pas recruter de tels joueurs.

Mais il ne suffit pas d'enfreindre la loi pénale pour être inquiété. Car rien n'oblige le procureur de la République à poursuivre, même s'il a acquis la certitude qu'un délit a été commis. Il demeure libre de sa décision. C'est la règle de l'opportunité des poursuites, qui, comme son nom l'indique, fait qu'il appartient au parquet de juger s'il est opportun ou non d'entamer des poursuites contre l'auteur de l'infraction. Si le procureur de la République estime que ce serait inopportun, il classe le dossier. En présence d'une infraction, qu'est-ce qui peut conduire le par-

IX jours après les propos publics de jean-Marie Le Pen jugeant « artificiel » sait, le parquet est hiérarchiquement sournis, a donné des instructions de l'étranger », toute réaction judipublante. Car traiter nt de « joueurs de moité de l'équipe lest tomber sous le pénale, qui, précisé-

sans, pervent trouver teur place.

Sa fonction investit donc le procureur de la République du pouvoir de porter, au nom de la société, un premier jugement, reçu par
l'opinion comme celui que porte
l'institution judiciaire. Cette première décision revêt en pratique
une importance capitale, puisqu'elle sera, pour la personne

Des personnages de premier plan sont poursuivis. Dans ce contexte, le fait que Jean-Marie Le Pen ne le soit pas, après ses propos sur l'équipe de France, serait d'autant plus significatif

poursuivle, synonyme, selon les cas, de péril ou au contraire de tranquillité. Cette décision n'est pas neutre: on peut y lire un choix.

Des voix s'élevaient, il y a encore quelques années, pour prétendre que la justice n'était pas la même pour tous et que, sauf crime d'une particulière gravité, les puissants étaient pour ainsi dire à l'abri des poursuites pénales. Ils ne le sont plus aujourd'hui. Il devient difficile de competer les hommes politiques ou les entrepreneurs comus mis en examen, voire en prison. Des personnages de premier plan sont eux aussi poursuivis. Dans ce contexte, le fait que Jean-Marie Le Pen ne le soit pas serait d'autant plus significatif.

Dany Cohenest professeur de droit à l'université Paris-Nord (Paris-XIII) et avocat.

10 g.70 c

6 8 July 8

1. W. G.

1.00

ere iy

100

# Légitime perquisition par Daniel Amson

L semble difficile de soutenir sérieusement que la perquisition effectuée, il y a quelques jours, au domicile de M. Tiberi constituait une atteinte au principe de l'inviolabilité parlementaire.

Celle-ci – que l'on qualifie traditionnellement d'« immunité » – n'est pas, en effet, un privilège créé au profit d'une catégorie d'individus, mais une mesure d'ordre public destinée à mettre le pouvoir législatif au-dessus des atteintes du pouvoir exécutif.

Elle repose sur l'idée que, dans un conflit politique grave, un gouvernement menacé pourrait être amené à se servir de la justice au profit de sa défense ou de ses rancunes et qu'il importe, dès lors, que l'exercice du mandat conflé par le pays ne puisse être suspendu sans une décision formelle de ses représentants.

Mais il est clair que, si l'immunité couvre la personne des représentants, elle ne saurait, en aucune manière, s'étendre à leur domicile. Ce point de droit a été précisé dès 1849 par Jules Dufaure, alors ministre de l'intérieur. « On prétend, déclarait-il, que la prérogative parlementaire s'étend, non pas seulement à la personne des représentants, mais encore à leur domicile (...). Qu'on me permette de le dire, une telle dérogation aux règles de l'égalité civile aurait besoin d'être écrite ou dans la Constitution, ou dans quelque loi. Je ne la trouve écrite nulle part (...). [Comment] soutenir que nos maisons, que nos domiciles constituent dans l'enceinte de la capitale sept cent cinquante asiles, comme ceux du Moyen Age, dans lesquels nous pouvons dissimuler à volonté et les coupables et tous les documents qui pourraient montrer leur crime ? (...) La justice a besoin de faire des perquisitions, des recherches, et si vous prétendez lui opposer des barrières à la porte de toutes vos maisons, la justice sera arrêtée tous les jours. »

Odina Barrot, président du conseil, confirma cette position: « C'est faire un abus des mots que de demander que le privilège qui protège la personne, qui s'interpose entre la justice et le député, soit étendu au domicile (...). Le privilège

Plus délicat est, sans doute, le problème posé par le respect de la vie privée. L'article 9 du code civil dispose, en effet, que «chacun a droit au respect de sa vie privée ». Il en résulte que – comme la cour d'appel de Paris l'a énoncé, le 16 mars 1955, dans un arrêt Mariene Dietrich – «les souvenirs personnels de la vie d'un individu appartiennent à son patrimoine moral [et que] nul n'a le droit de les publier, même sans intention malveillante, sans l'autorisation expresse et non équivoque de celui dont on raconte la vie ».

Si l'intérêt social l'exige, un journal intime ne saurait bénéficier de la protection qui s'attache à la vie privée

existe dans la limite des nécessités du mandat. Vouloir l'étendre au domicile, vouloir faire de ce domicile un lieu d'asile (...), ce serait l'extension, la plus abusive et la moins justifiable donnée à ce privilège, »

lège. »
En avril 1893, une perquisition fut opérée par les agents des contributions indirectes dans une propriété qu'un député possédait indivisément avec son frère. Il ne se trouva personne à la Chambre pour soulever la question de l'inviolabilité du demicile.

violabilité du domicile.

Il semble, par suite, conforme au droit public français de perquisitionner au domicile d'un député sans avoir obtenu, au préalable, la levée de son immunité parlemen-

Cette jurisprudence pourrait-elle s'appliquer à un « journal intime » qui présente, par nature, un caractère confidentiel ? Dans un arrêt du 18 décembre 1850, la cour d'appel de Paris avait semblé l'admettre par avance, observant que celui qui exprime « des sentiments, des affections, des épanchements (...), en livrant sa pensée à un tiers dans une correspondance, peut mettre pour condition à cet acte de confiance

maine de l'intimité ».

Mais, à la même époque, la cour de Riom énonçait que « le principe du secret des lettres fléchit devant l'intérêt social, puisque, en matière criminelle, le juge a en même temps le droit de saisir une correspondance suspecte, au domicile du prévenu

qu'il restera renfermé dans le do-

(...), et, si les circonstances l'exigent, de prendre connaissance non seulement des lettres ouvertes, mais même de celles qui seraient encore

closes ».

Certes, dans un ouvrage classique sur les lettres missives paru en 1911, un éminent juriste soulignait que « la vie de la société ne pourrait se poursuivre conformément à sa fin essentielle, qui reste le plus grand bonheur de ses membres, si chacun de ceux-ci n'était pas assuré de pouvoir réserver à l'intimité certaines communications qu'il ne destine pas à tous ».

Mais ce principe, essentiel dans un Etat de droit, n'est général et absolu que pour les « simples débats d'intérêts privés ». Il doit céder, au contraire – sous la réserve traditionnelle des mesures à prendre pour sauvegarder les droits de la défense et le secret professionnel – devant les exigences de l'intérêt social qui permet au juge d'instruction de saisir tous les objets et documents utiles à la manifestation de la vérité et, même, dans certains cas, de se faire communiquer les correspondances émises par voie postale.

Il faut en déduire que, si l'intérêt social l'exige, un journal intime ne saurait bénéficier de la protection qui s'attache à la vie privée. Il ne semble pas, dès lors, à premier examen, que la perquisition effectuée au domicile du maire de Paris ait méconnu les principes traditionnels du droit français.

Daniel Amson est avocat au barreau de Paris et professeur à l'université Lille-II.

AU COURRIER DU « MONDE »

Euro 96

Je regardais, comme de très nombreux téléspectateurs, l'Euro 96. De toute évidence, la manière de départager les équipes en cas d'égalifé au score ne relève d'aucune logique. On le sait, les tirs au but ne sont qu'un simple pile ou face. Avant d'en arriver là, pourquoi ne pas envisager un décompte aux points – à l'instar de la boxe – qui se matérialiserait selon un barème à définir par ;

 la domination territoriale : corners;

- les cartons et autres coups francs?

Cette demière comptabilité aurait pour avantage de rendre le jeu

Roger Berard,

DU QUÉBEC À LA CORSE

plus correct.

À LA CORSE

Montréalaise à Paris, je me demande si M. Juppé aurait apprécié
que le premier ministre canadien,
Jean Chrétien – un Québécois,
preuve, si besoin en était après
Pierre Trudeau, qu'aucune discrimination identitaire n'est faite au Canada pour accéder aux plus hautes
fonctions politiques – était aller
proclamer à Ajaccio, sans ingérence
mais sans indifférence (bien sûr),
son admiration pour l'esprit de

« résistance » du « peuple » corse ?
Ces mots – avec ou sans majuscule – ne sont pas anodins dans la bouche d'un Français : M. Juppé peut-il expliciter ? J'en arrive à me demander si un référendem mené en France sur la séparation du Québec n'aurait pas remporté un nombre écrasant de « oui », tant cette cause semble secrètement emporter ici tous les suffrages, tant à gauche qu'à droite . (...)

A moins qu'au-deià de leurs clivages politiques les Français ne révèlent, dans une touchante et inhabituelle unanimité, leur nostalgie d'une grandeur coloniale passée?

Anne-Solange Noble,

Université sans livres

L'hiver dernier, comme on le sait, le ministre de l'éducation nationale avait promis une petite amélioration des conditions de fonctionnement des universités. (...) En cette fin d'année scolaire, Il faut reconnaître que la situtation a fortement empiré (sauf peut-être dans les facs de sciences et de médecine, qui traditionnellement se défendent plus vigoureusement). Le 1ª janvier, La Poste a supprimé la franchise postale pour les universités. En conséquence, quand une bibliothèque emprunte à une autre bibliothèque un ouvrage qu'elle n'a pas, le lecteur ayant besoin de ce livre doit acquitter 30 francs (ce qui n'est en fait qu'une partie du coût réel). Sachant que mon université est provinciale, récente, et qu'elle consacre peu d'argent au secteur lettres, sachant qu'un étudiant qui fait une maîtrise consulte une centaine de livres, qu'en général nous ne possédons pas, le calcul est facile et affreux. Ne parions pas des enseignants qui ont partois besoin de livres pour préparer leurs cours. Ne parions pas de ceux qui, en outre, tentent de faire de la re-

Daniel Thomièrers, Professeur de littérature américaine à l'université de Reims



\*A. ..

# Choix judiciaires

par thans cohen

Description of the Service Control

Section 1 to be the second **神殿** 1721 かいしゅう Control of the Control of the Control 🖷 C. British and C. S. Carlotte, S. Carlott THE STATE OF THE PARTY OF الوالمسادلة فالاستخفاق

Prophing of the second

September 2

g **April 20** Paris Comment Surgice processing Company of the second of the second Sec. 25 . 125 . 1 DOWN THE WOOD OF STREET

الأحجاز العادية الإرجاب **्रम्मान्यके ल्लास्ट्रे**ं-Service : all littles Military . **開発を**集りた。 ここ

A second second A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O And the second s ging the service of t

Land Steel groups of the steel

Die gen Bufflergie Migge:

المراجع والأمار والمهاري ويها A committee against the to **連接を連続機能を表示しております。** Barber A Sec. The state of the s

The second secon As the state of the state of And the second s ·安·安·阿斯特里 · 新一日

the state of the same Marie Marie Control A Commence of the second المناسبة والمستوار with the second second

Special Control Marine Carl

PARTIES NO. 17 A STATE OF THE STA ELECTION FOR STATE

A Section of the section of The state of the man in the state of 

144 AT

April 1 The state of the s Supply on the Supple Court Section of the sectio Test Burger & M. M. . . .

A STATE OF THE STA Contract Section 20 was desired to the first 1000

STATE OF THE STATE

Service Control

Section 1 A STATE OF THE STA Mary of the state of The second secon Section 1997

III
Le Mande est édité par la SA Le Manude
: la société : cent ans à comprer du 10 décembre 1994.
100 F. Actionnaires : Société civile « Les pédacteurs du siès
dort Bouce-Mey, Société simile « Les pédacteurs du siès
dort Bouce-Mey, Société simile » lecteurs du Mon
londe l'avestisseurs, Le Monde Presse, léna Presse, Le Me

SIÈGE SOCIAL: 21 MS, RUE CLAUDE BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 65 76.: (1) 42-72-30. Télécopies: (1) 42-72-24 Téles: 205 MS F

multinationales: l'augmentation

des échanges et l'élargissement

des marchés ont amené dans les

pays du Mercosur une part crois-

sante des investissements étran-gers en Amérique latine. Rien que dans le secteur automobile, les

projets en cours dépassent 9 mil-

liards de dollars au Brésil, 1,5 mil-

L'entrée du Chili - déjà antici-

pée par beaucoup de groupes eu-

ropéens - devrait accentuer cet

\* effet Mercosur ». L'image de

des relations économiques inter-

tés à une «polygamie commer-

dans la situation des Britanniqu

Colombie. Mais ce succès n'est

pas sans gisque. Le Mercosur ne

construire le système et même

multiplication des partenaires, de

taille, de niveau de développe-

ment et de « stade d'ajustement »

différents. Le Mercosur peut deve-

Son devenir repose, en défini-

nir victime de son élargissement.

tive, sur les relations entre l'Ar-

gentine et le Brésil. Initiateurs du

projet, ils en restent les moteurs,

comme le couple franco-allemand

en Europe. Mais la dissymétrie

entre les deux économies est en-

core plus forte. Jusqu'ici les pro-

blèmes ont pu être sumontés,

comme en mars 1995, lorsone le

gouvernement de Brasilia, inquiet

du déséquilibre de ses échanges et

de la baisse de ses réserves, décida

unilatéralement de doubler ses

droits de douane sur une série de

produits en provenance de pays

tiers et de contingenter les impor-

tations d'automobiles en prove-

nance d'Argentine. Mais l'écono-

mie brésilienne est entrée dans

une phase délicate. Si le gouver-

nement n'arrive pas à réduire le

déficit budgétaire, il risque de ne

pouvoir tenir le taux de change de

sa monnale, notablement suréva-

huée, et de voir rebondir l'infla-

tion. Le marché commun du cône

sud pourrait-il résister à la se-

commun. »

liard en Argentine.

## Le succès du Mercosur

Des gergrey

印度陈特

100

10 mm

5.20

1 TV

· · · · · · Tim

. + :

. . . et

. . . . . .

. . . . . . . . . . . . .

The second of the

. . . 9..

----

Suite de la première page Cette clause n'a pas été inutile : en avril dernier, la prise de position de Brasilia et de Buenos Aires - après celle de Washington - a contribué à décourager la tenta-tive de coup d'Etat militaire au Pa-

L'intégration offrait aussi un « grand dessein » aux démocraties rétablles. Par la suite, l'objectif a changé : pour les successeurs, notamment Collor et Menem, qui signèrent le traité d'Asuncion en avril 1991, le Mercosur se situait dans le prolongement de la politique d'ouverture commerciale qu'ils avaient choisie. Cette conversion a coîncidé avec celle des élites dirigeantes et d'une partie des chefs d'entreprise. Sceptiques au départ, « les industriels se sont ensuite rendu compte que cela marchait et ils se sont mis à agir. Les Argentins ont commencé à se rendre au Brésil pour y chercher des associés. Les Brésiliens ont commencé à voyager pour chercher des clients », notent Diego Achard, Manuel Flores Silva et Luis Eduardo Gonzalez dans une étude

consacrée à l'attitude des élites argentines et brésiliennes. Le pari n'aurait pas été tenu «en» être : le Venezuela frappe et notamment au Brésil, des politiques de stabilisation de l'économie - réduction de l'inflation et . comporte aucun élément supranades déficits - n'avaient pas tional, aucune administration percomplété l'ouverture, il v a quatre manente comparable à la ans, Alejandro Foxley, alors ministre des finances à Santiago, le structures de concertation très lésignifialt sans ambages: up rapprochement avec les pays du Mercosur ne serait pas opportum pour le Chili, nous expliquait-il, car « nous avons délà dépassé le stade de l'ajustement économique, tandis que les membres du Mercosur ne l'ont pas achevé ». Paradoxalement les décalages de calendrier entre l'Argentine et le Brésil ont permis

à chacun des pays de profiter tour à tour de la croissance de l'autre. Seuls les investissements ont tardé, alors que la circulation des capitaux était libérée des le départ, contrairement au Marché commun d'Europe. C'est le Chili qui a «investi» le Mercosur avant de s'y associer. Electricité, télécommunications, supermarchés, banques : les deux tiers des investissements chiliens à l'étranger (9 milliards de dollars sur 1990-1995) se sont portés sur les pays du Mercosur. Essentiellement sur l'Argentine, à la faveur des privatisations: pour les mêmes raisons, les firmes chiliennes s'intéressent aujourd'hui au Brésil. Les sociétés argentines aussi: les grands groupes redessinent leur stratégie en fonction du Mercosur. Quant aux entreprises brésiliennes, elles auraient déjà investi près de 800 millions de dollars en 1994 et le gouvernement de Buenos-Aires avait recensé en 1995 plus de deux

cents joint-ventures entre les deux C'est évidenment bien inférieur

L'adresse exacte du serveur în-

ternet défendant les marais de

Coueron (Le Monde du 2 juillet)

est la suivante : http://www.IN-

net.fr/PLAIRE/Accueil.html

ET AEROSPATIALE

COUERON

DASSAULT

SUR INTERNET

Guy Herzlich aux projets ou aux réalisations des RECTIFICATIFS ...

COURSE ?

trage de l'après-apartheid » (Le Monde du 4 juillet) était erronée. Dans le point de vue de Gifies Le Ce n'est pas le réalisateur de Pools, Blanc « Capitaliser Aerospatiale Ramadan Suleman, qui figurait sur grâce à Dassault », publié dans cette photo, mais l'un des deux innos éditions datées vendredi 5 juil- temrètes principaux, Hiomia Danlet, une exteur d'impression faisait dala.

graphs and the second second

« Fools »

dire à l'anteur : « C'est ainsi que le Cerna joue le rôle de la Treuhandanstalt... = Il fallait lire: « C'est ainsi que le Cerna avait analysé le

rôle de... > La légende de la photo accompagnant l'article « Sur le tournage de Fools, premier long-mé-

### ERSONNE ne peut se satisfaire de l'exercice organisé par le Tribunal pénal international (TPI)

de La Haye consistant, depuis s jours, à faire défiler à la harre one térie de témoins à charge contre les dirigeants serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Miadic, en l'absence des deux ac-cusés. Taut que les deux boxes resteront vides, personne n'y trouvera son compte : ni les victimes des crimes commis pendant quatre ans en Bosnie, ni l'opinion internationale, à l'aquelle on avait promis que jus-

tice serait faite. Ce qui se pratique actuellement à La Haye n'est cependant pas vain. La force des té-moignages qui y sont délivrés publiquement a pour premier mérite de réveller des mémoires trop promptes à s'endormir, des consciences trop vite assoupies. Il n'était pas inutile d'entendre rappeier entre autres par l'ancien maire de Sarajevo, per des femmes qui out enquêté sur les viols, par des experts de l'Unesco qui ont recensé les lienz de culte détruits, la nature particulière de la guerre qu'out menée les forces serbes en Bosnie, la cruauté souvent militairement gratuite

## La mémoire de Srebrenica

Le Monde

stratégie du nettoyage etimique. Il n'est pas inmile non plus de réentendre, un an après les faits, le récit à plusieurs voix de ce qui fut sans doute l'un des plus tragiques épisodes de l'histoire européenne d'après-guerre : la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica et la déportation d'une partie de sa popula-

tion, la traque et l'extermination d'une autre Ces faits étaient pour la plupart déjà comms. Cettains avaient la force de l'évidence. L'exercice en cours à La Have consiste à en démontrer le caractère systématique, prémédité et planifié et à prouver que M. Mladic et M. Karadzic les ont ordonnés, ou n'ont pas empêché de les commettre Jean-René Ruez, le jeune commissaire français chargé de l'enquête de Srebrenica, a

brillamment montré à cet égard ce que peut étre l'apport du Tribunal international. Après l'exposé très précis qu'il a produit mercredi 3 juillet, il n'est plus permis de contester la responsabilité directe de Ratko Mladic dans les crimes contre l'humanité et le génocide qui furent commis en Bosnie orientale voici moins d'un an. La responsablité des chefs politiques est juridiquement plus difficile à établir. Mais la démonstration, là aussi, paraît avoir été faite et il est acquis d'avance que les juges de La Haye confirmeront dans quelques jours l'accusa-tion qui pèse sur Radovan Karadzic et émettront contre lui, comme contre le général

Mladic, un mandat d'arrêt. Et après? La situation des deux hommes n'en sera qu'assez pen modifiée et leur sort continuera d'obéir à des considérations politiques qui n'ont rien à voir avec la justice. Sans police à sa disposition, sans véritables moyens de contrainte sur les Etats dont il est totalement dépendant et qui mênent avec hii un jeu ambigu, le TPI ne peut faire plus. Mais il anra contribué à réveiller dans les consciences une exigence de justice quelque peu oubliée.

# L'échappée belle par Cardon



### DANS LA PRESSE

### LIBÉRATION

Alain Duhamel La tentation d'une fraction des continentaux, exprimée abruptement par Raymond Barre, est de se lasser de ces meurtres perpétuels et de ces subventions détournées en se lavant les mains du destin corse. Rien ne saurait être plus injuste vis-à-vis de l'immense majorité des insulaires : ce sont eux qui souffrent de la violence, qu'ils abnorrent et rejettent. (...) Les Corses sont attachés à leur (...) spécificité. 85 % n'en veulent pas moins être français, vivre en démocratie et pouvoir travailler paisiblement. Dès lors, la seule voie, difficile, ingrate, chaotique, consiste à dialoguer, proposer un dessein, donc des moyens, et à obtenir qu'en échange de l'abandon des

### armes il n'y ait pas d'abandon des Corses. FRANCE-INTER

Bernard Guetta En six semaines de pouvoir, alors même que tout le Proche-Orient, l'Europe et les Etats-Unis s'interrogeaient sur ses intentions, Benyamin Nétanyahou n'a toujours rien dit de ce qu'il comptait faire vis-à-vis des Palestiniens et du monde arabe. Tout, en fait, lui colle aux semelles, à commencer par son élection elle-même, jour SET 1 ODDOS vailliste (...). Parallèlement, Benyamin Nétanyahou doit faire face à l'ancienne baby-sitter de ses enfants, licenciée pour avoir laissé brûler la soupe, et qui se répand dans tous les journaux en plaintes amères contre la dureté de son patron. Cela commence à faire légèrement ridicule, mais le pire est peut-être à venir avec les révélations sur la jeunesse américaine de Benyamin Nétanyahou, durant laquelle il aurait changé d'identité, voire travaillé pour les services de police des Etats-Unis, Le problème, en fait, est que dans la mesure où on ne sait pas où veut aller le premier ministre, où l'on ne sait pas même s'il le sait hilmême, on n'en finit plus de s'interroger non seulement sur sa politique, mais sur lui-même.

# L'impossible Ile-de-France

L'ILE-DE-FRANCE ne serait pas ce qu'elle est si Paris n'était pas la capitale, mais Paris a beaucoup contribué à empêcher la région de s'affirmer. Vingt ans après sa création, l'Île-de-France n'est pas par-venue à construire une véritable identité régionale dans une banlieue parisienne dont l'extension géographique et, plus encore, économique et sociale, dessine dé-

sormais un nouveau territoire : le grand > Bassin parisies. Durant deux décennies, l'île-de-Prance, avec les huit départempents qu'elle réunit, a tenté de s'affirmer à la fois par rapport à Paris et par rapport à l'État, lequel entend conserver la haute main sur ce territoire stratégique. Politiquement, elle a été constamment prise en tenaille entre la capitale aux mains de Jacques Chirac de 1977 jusqu'à son élection à la présidence de la République, et la « province », qui reproche à la té-

gion parisienne de se tailler la part du lion dans l'économie nationale. Soumis à cette double attraction centripète et centrifuge, le conseil régional n'est pas parvenu à expomer une véritable identité francilienne, même si, occasionnellement, il a pu, dans l'adversité. s'affranchir de la double tutelle de l'Etat et de Paris. Le parcours de Michel Giraud (RPR), président de 1976 à 1988, puis, de nouveau, depuis 1992, illustre ce paradoxe : la réalité francilienne n'aura jamais autant progressé que sous les gouvernements socialistes, parce qu'il était plus facile à M. Giraud de s'opposer à des ministres socia-

listes qu'à ses amis politiques. A l'inverse, l'entrée de M. Giraud dans le gouvernement d'Edouard Balladur a amené son la croissance démographique et grands investissements décidés

opposition à se durcir, avant de lui urbaine de Paris, où afficalent les valoir, depuis l'élection présidentielle, l'animosité des bancs chiraquiens de l'assemblée régionale. Dans le même temps, c'est parce qu'il n'était pes « parisien » qu'en 1992 il a pu souffier à Alain juppé, qui la convoitait, la présidence du conseil régional, après un intermède de quatre ans assuré par Pierre-Charles Krieg (RPR), conseiller de Paris ; c'est en ferraillant contre le projet de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, porté entre 1991 et 1993 par un préfet proche du Parti socialiste, Christian Sautter, que M. Girand a obtenu le soutien des dé-

tements contre l'Etat. LA TOURNIERTE DES « AFFAIRES » Le vinguème anniversaire de la région sonne l'heure du bîlan, alors que le conseil régional, où la droite RPR-UDF ne dispose que d'une majorité relative, est pris dans la tourmente des « affaires »: la rénovation et la construction des lycées, assurées avec efficacité depuis que l'Etat s'en est déchargé, en 1986, sont soupçounées d'avoir favorisé des

financements politiques occultes. Créée le 6 mai 1976, la région Ilede-France a réuni pour la première fois son assemblée, composée alors des parlementaires et des dé-1º juillet de la même année, jour de parution, au journal officiel, du décret officialisant le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de 1965, imaginé du territoire destinée à organiser ter sa contribution financière aux

provinciaux. Entre 1978 et 1980, le conseil régional parvient à introduire dans ce schéma une dimension environnementale, à laquelle l'Etat était encore peu sensible. Les espaces verts urbains et les zones naturelles d'équilibre donneront naissance, plus tard, aux parcs naturels régionaux, en réponse aux exigences de qualité de vie exprimées par les habitants d'Ile-de-France.

En 1982, à l'occasion de la mise en ceuvre de la décentralisation, le conseil régional recoit l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région lle-de-Prance (laurif), outil d'étude indispensable à une politique d'aménagement propre à la région, mais il laisse à l'Etat la maitrise de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP): l'ile-de-France, faute d'un outil foncier puissant, ne parviendra jamais à rétablir l'équilibre entre l'est et l'ouest de l'aggiomération, malgré la politique très volontariste du gouvernement Rocard entre 1989 et 1990. Des centaines de milliers de salariés effectuent de longues migrations quotidiennes, réclamant toujours

plus de moyens de transport.

CONTOURS MOUVARIES L'amélioration du réseau routier légués des collectivités locales, le et des infrastructures de transports en commun a été réelle. 211 cours de ces aunées, mais, là encore, l'Etat a toujours refusé de confier à la région la politique des transports, comme le prévoyait la par le préfet Paul Delouvrier. La loi de 1976. S'il a imposé sa région naissante était déjà l'enjeu marque au réseau routier, le d'une politique d'aménagement conseil régional ne fait qu'appor-

par le Syndicat des transports parisiens, en proie à l'éternelle rivalité entre la très parisienne RATP et la

banlieusarde SNCF. En juillet 1993, le comité interministériel d'aménagement du territoire, réuni à Mende, attise l'animosité de la « province » envers la région-capitale. L'île-de-France, malgré la diminution de ses recettes fiscales, est contrainte à une plus grande solidarité envets les régions limitrophes. Signée en avril 1994 par huit régions, la charte du grand Bassin parisien dessine un nouveau périmètre. plus adapté aux contraintes d'aménagement du territoire d'une métropole engagée dans une compétition économique de niveau mondial. Les « villes à une beure de Paris a font entendre leur voix, le troisième aéroport parisien, s'il se fait, bouleversera le visage de la région de Chartres...

Les contours de l'Île-de-France éclatent ou s'effacent avant même que son conseil régional ait eu le temps de s'affirmer comme un véritable contre-pouvoir. Avec l'intuition que lui reconnaissent ses adversaires les plus critiques, M. Giraud ne peut que s'adapter à une situation qu'il connaît bien : à la fin des années 60, la rédaction d'un Livre bianc du Bassin parisien lui avait valu d'entrer au bureau du conseil de district de la région parisienne. Il en était devenu le président en 1972, avant de s'installer quatre ans plus tard dans le fauteuil de président du nouveau conseil régional. Tout bien considéré, l'« identité » de l'Ile-de-France se résume à un nom : celui

de Michel Giraud. Pascale Sauvage

### ENTREPRISES

ORDINATEURS La société allemande Escom, alourdie par des stocks trop importants d'ordinateurs personnels qu'il lui faut brader alors que la croissance sur son marché national se

tasse, vient d'être mise en règlement judiciaire. • L'AMERICAIN Digital, faute d'avoir correctement apprécié l'évolution d'un marché des micro-ordinateurs - où, de plus, sa stratégie

évolue sans cesse -, engage de nouvelles restructurations qui se traduiront par 7 000 suppressions d'empiois. • OLIVETTI vient de se doter d'un nouveau directeur général issu

des télécommunications, secteur qu'il aura la charge de développer rapide ment afin de faire oublier les activités traditionnelles dans la bureautique et, surtout, la micro-informatique. • LA

MICRO-INFORMATIQUE est un marché sur lequel les volumes et l'effet de taille sont devenus primordiaux afin de pallier les baisses de prix et la réduction des marges.

# La micro-informatique est devenue un marché à hauts risques

Les volumes et l'effet taille sont primordiaux dans l'industrie des ordinateurs personnels. Ils permettent de compenser les réductions de marges et les baisses de prix incessantes

IL NE FAIT PAS bon être fabricant d'ordinateurs personnels (PC) ces temps-ci. Changements technologiques effrenés, guerre des prix incessante pour vendre des machines qui se démodent de plus en plus vite, amoindrissement des marges au profit, notamment, des fabricants de logiciels et de composants électroniques, difficultés à anticiper une demande qui se fait de plus en plus volatile... ce marché, qui, à lui seul, représente désormais une bonne moitié des ventes totales de matériels informatiques, est devenu un marché à bauts risques, où les positions sont instables. Nombre d'évenements récents en témoignent.

La chute de la société allemande Escom, par exemple, a été plus fulgurante encore que son ascension: elle a été piacée en règle-ment judiciaire, le 3 juillet, avec des pertes d'au moins 180 millions de marks (612 millions de francs). La firme, qui avait pius que quadruplé son chiffre d'affaires en quatre ans (2,35 milliards de marks en 1995), a souffert lors des fêtes de Noëi et au cours du premier semestre 1996. Sur un marché allemand, où la croissance

s'est ralentie et où les priz sont à la baisse, Escom doit vendre ses stocks à perte. La diversification dans le multimédia n'a pas apporté les fruits escomptés, tandis que les rachats de Commodore et Amiga ont été des échecs. Aujourd'hui 1 900 des 4 400 salariés sont menacés et une solution de renflouement est à l'étude.

lui aussi à la peine dans le secteur des PC. En se dotant d'un nouveau patron, Francesco Caio, le groupe italien marque sa volonté d'accélérer son éloignement des activités traditionnelles, surtout de la micro-informatique, pour se repositionner sur des activités de télécommunications. Les PC, qui représentent 22 % du chiffre d'affaires, out été largement responsables des pertes du groupe ces dernières années.

IIN a LEVIER ESSINTIEL > Début 1996, l'entité PC est revenue à meilleure fortune (résultats à l'équilibre en février et en mars) et le groupe assure qu'elle sortira du rouge fin 1996. Mais, pour Erich Ochs, directeur

général adjoint du cabinet

d'études International Data Corp

PREMIER TRIMESTRE 1995 Le marché européen des micro-ordinateurs a progressé 10 de 12,8%, à 3,98 millions d'unités Autre exemple : celui d'Olivetti,

> (IDC) en France, « Olivetti, qui a coupé dans ses coûts, rationalisé sa production, a un problème de volumes ». Olivetti a réduit de 60 % ses effectifs (à 1750 personnes) dans les PC et ramené les coûts non-salariaux à 17.6 % des ventes contre 20 % auparavant. « Le marché des PC est un marché de volume, de plus en plus, et le seuil des volumes à produire pour être rentable augmente », souligne Erich

Ochs. Pour être rentable aujourd'hui dans la micro-informatique, il faut au moins vendre 1 million de machines. Le français Bull, qui depuis 1987 ployait sous les pertes de sa filiale Zenith Data Systems (ZDS) a été l'un des premiers à tirer les lecons des nouvelles règies du jeu du marché des PC. En avril, il a apporté les actifs de ZDS à l'américain Packard Bell, dont il détient 19,9 % du capital

depuis juin 1993. « Dans ce secteur où les marges opérationnelles sont tombées à 7,4 % du chiffre d'affaires en 1995, contre 15 % en 1990, seuls les géants pourront s'en tirer », avait alors indiqué Bull, « La taille est un levier essentiel pour pouvoir acheter les composants clés à des prix compétitifs et, surtout, en même temps que les leaders. Car si yous êtes en retard sur la concurrence, vous ne pouvez pas espérer réaliser des marges aussi impor-

Début juin, le japonais NEC, entré au capital de Packard Beil (20 %) en juillet 1995, a lui-même apporté à cette demière ses activités PC hors Japon. Le nouveau groupe issu de cette opération revendique le deuxième rang mondial, avec 4,2 millions de machines vendues et 8 milliards de dollars (41 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Le problème de taille et de rentabilité se pose aussi pour des groupes américains Apple et Digital. Le premier se débat pour enrayer la chute de ses parts de marché, alors que ses ordinateurs (les Macintosh), conçus autour d'un logiciel d'exploitation spécifique au groupe, n'offrent plus un très grand avantage en termes de

convivialité par rapport aux PC classiques. Le second vient d'annoncer, le 3 juillet, la suppression de 7000 emplois (11% des effectifs) et une provision de 475 millions de dollars, principalement en raison des difficultés de son activi-

« Les PC n'ont pas été bien gé-rés », a avoué le PDG de Digital, Robert Palmer, « nous n'avons pas su anticiper correctement les besoins des revendeurs ». Enrico Pesatori, numéro deux du groupe, a fait les frais de ce constat : Il a été contraint à la démission. Digital, qui n'en est plus à un revirement près dans les PC, a abandonné ses ambitions de jouer parmi les cinq premiers mondiaux, donc de «faire du volume». Le groupe veut se concentrer sur la seule clientèle des entreprises, avec des ordinateurs personnels haut de gamme, censés être plus rémunérateurs. « Olivetti, Digital... ces constructeurs, à court terme, peuvent s'en sortir, mais à long terme leurs activités PC ne sont pas viables », assure Erich Ochs.

Philippe Le Cœur (avec Philippe Kraml à Cologne)

## France Télécom retarde certains investissements sur son réseau téléphonique

A QUELQUES MOIS de son changement de statut et de sa privatisation partielle, auxquels le Parlement vient de donner son feu vert (Le Monde du 2 juillet), France Télécom paraît devenu plus sourments. L'exploitant public a retarcertaines commandes d'équipements pour son réseau téléphonique fixe (centraux, matériels de transmission) depuis le début de l'année. Environ 1,2 miliard de francs d'achats restent par exemple en suspens auprès du constructeur français Alcatel CIT. alors que MET Commutation, filiale commune à Lagardère

quasiment pas reçu d'ordre d'achat depuis début 1996.

« Nous sommes en retard, oui. Nous regardons ça avec nos fournisseurs en ce moment », indique-t-on Des réunions ont eu lieu la semaine passée, dont il ressort qu'il n'est pas exclu que l'opérateur fasse un léger effort avant la fin de l'année pour combier une partie du retard. Il n'est cependant pas encore clairement établi si cet effort se fera en confirmant certaines des commandes prévues et non passées, ou en anticipant sur le programme d'achats de 1997. De

Groupe et au suédois Ericsson, n'a nouveaux rendez-vous sont programmés en septembre.

Ces retards - voire, à terme, les gels éventuels - « sont liés à la volonté de réduire les frais financiers, donc l'endettement, dans la perstielle », analyse un expert du secteur. La loi adoptée par le Parlement prévoit que France Télécom sera transformé en société anonyme à compter du le janvier 1997. L'opérateur sollicitera ensuite les investisseurs pour une entrée en Bourse au premier se-

« LOGIQUE » MAIS RISQUÉ

« Comme le groupe ne peut pas réduire brutalement les effectifs, il ioue sur les investissements ». confirme un autre spécialiste, qui ajoute que, dans la mesure où le réseau n'est pas mauvais, « on repousse tout ce qui était prévu en termes de renouvellement » de matériels. « Cela a sa logique », poursuit-il, tout en notant qu'il y a un « manque d'investissement innovatif par rapport au passé, avec un risque d'être dépassé par les nouveaux acteurs ». Le 1º janvier 1998 France Télécom perdra son monopole sur

le marché français du téléphone. En 1995, France Télécom a réduit ses investissements, hors investissements financiers, à 30,4 milliards de francs, contre 32,4 milliards un an plus tôt. Ces réductions tiennent essentiellement à la fin de la numérisation du réseau et aux baisses de prix des équipements, selon l'exploitant, qui est également tenu par son contrat de plan de ne pas dépasser une enveloppe globale d'investissements de 132 milliards de francs sur la période 1995-1998, contre 150 milliards sur la période du précédent contrat de plan. Dans la perspective de la privati-

sation partielle, France Télécom examine par ailleurs l'ensemble des valeurs inscrites dans ses livres. Selon Michel Bon, son président, la valeur de certains terrains et immeubles, fixée en 1990 lors du passage du statut d'administration à celui d'exploitant public, « est un peu gonflée ». Depuis, le marché de l'immobilier a fortement baissé. « Il faut réduire cela, mais pas dans des proportions énormes a priori », explique M. Bon, qui ajoute que certaines valeurs affectées aux équipements pourraient aussi être Carlo De Benedetti quitte la gestion quotidienne d'Olivetti AUX COMMANDES d'Olivetti depuis 1978, Carlo

De Benedetti prend du recul et abandonne la gestion quotidienne du groupe italien à Francesco Calo, désigné, jeudi 4 juillet, par le conseil d'administration comme seul directeur général. M. Caio, qui dirige depuis décembre 1993 Omnitel, l'exploitant du deuxième réseau italien de téléphonie mobile, filiale à 41,3 % d'Olivetti, va succéder à Corrado Passera, qui a annoncé le 26 juin son départ pour la banque Banco poste de président. Il aura la charge des stratégies et des alliances.

L'annonce, inattendue, du départ de Corrado Pas-sera a été interprétée par certains analystes comme un « mauvais signe, alors que l'on pensait que les choses s'amélioraient ». En 1995, Olivetti a renoué avec un résultat d'exploitation positif. Et si, pour la cinquième année consécutive, le groupe a affiché un résultat net négatif (1 598 milliards de lires de pertes, soit 5,4 milliards de francs), c'est en raison d'une provision de 1 123 milliards de lires. Le retour aux béné-

fices est promis pour 1996. Le mauvais effet provoqué par le départ de M. Passera a cependant rapidement cédé le pas devant la perspective de l'arrivée de M. Calo, assimilée par nombre d'analystes à un nouveau signe de la voionté d'Olivetti d'accélérer son repositionnement sur les télécommunications, en s'éloignant des activités de bureautique et de micro-informatique. Les syndicats loin de s'en réjouir - ont fait la même analyse.

« Nous craignons que le nouveau groupé dirigeant n'accentue l'éloignement de l'informatique », a déclaré Giampiero Castano, le secrétaire national de la branche informatique de la CGIL, principale confédération syndicale italienne, pour qui, « sans une intervention, le secteur informatique est destiné à subir une crise finale d'ici à vingt-quatre mois ».

clair sur la mission de M. Caio : elle est « d'étendre la position d'Olivetti en tant qu'opérateur global de télé-communications et d'accélérer la consolidation des activités des trois branches du groupe dans les technologies de l'information ». Pouvoir compter uniquement sur les télécommunications demandera toutefois plusieurs années. Si Olivetti s'est fixé pour objectif de réaliser 20 % à 25 % de son chiffre d'affaires dans les télécommunications et le multimédia d'ici à l'an 2000. ces activités ne représentent que quelques pour-cent actuellement. Surtout, elles sont loin de dégager des résultats qui puissent compenser les difficultés des autres activités, particulièrement de la micro-informatique, première source de pertes ces dernières années. C'est là tout le problème d'Olivetti depuis plusieurs mois.

Ph. L. C.

## "GRAND JURY" RTL-Le Monde

# MICHEL PERICARD

ANIMÉ PAR JEAN-PIERRE DEFRAIN

JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE) DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

AVEC

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

### Les salariés de l'ex-Air Inter s'estiment trahis

geurs courageux tentaient d'attraper un bus Air France pour Orly, à deux pas de là, dans l'hôtel Méridien-Montparnasse, les salariés d'Air France Europe jouaient leur avenir. Convoqués en comité d'entreprise, jeudi 4 juillet, ils y ont appris la fusion de leur compagnie avec Air France. Un verdict attendu après l'intervention d'Alain Juppé, la veille. Mais tous donnaient le sentiment d'avoir été trahis, un an après le passage à la compagnie européenne. N'était le regard incrédule des VRP japonais, la réunion avait des allures de veillée funèbre. Deux salariés remarquaient ironiquement: « On se sera connus dix minutes avant la mort d'Air Inter. » Des phrases assassines fusent contre Christian Blanc, le président du groupe.

« Il n'a pas parlé de fusion, mais de rapprochement, pas de négociations, mais de discussions. Et il n'a pas parlé des grèves. Ce n'est pas son style »: sorti en cours de réunion, Hervé Rey, le délégué syndical du SNPNC (qui représente 75 % des hôtesses et stewards), résumait le malaise entre la direction et ses salariés. Visiblement, ils n'ont pas le même vocabulaire. Christian Blanc a fini par annoncer des « négociations avec les organisations syndicales dès la semaine prochaine ». En septembre, il faudra « faire connaître à l'Etat les modalités rédiscussions avec les personnels pour harmoniser les règles d'utilisation

des deux compagnies ».

L'ancien directeur général d'Air Inter, Auguste Gayte, a été nommé responsable du projet. Mais les salariés sont loin d'être convaincus. Le SNPNC (syndicat des hôtesses et stewards), pourtant favorable à une «fusion négociée », refuse de se voix « imposer les règles de travail des personnels d'Air France ». Une hôtesse de l'air du syndicat, entrée à Air Inter il y a dix-sept ans, ne sait pas encore si elle touchera toutes ses annuités. « Pour motiver le personnel, îl ne faut pas tout brader, ditelle. On a beaucoup donné au groupe. L'un sans l'autre, on ne peut pas vivre. » Le SNPL (qui représente 35 % des pilotes de ligne) s'est prononcé depuis plusieurs jours pour la fusion.

Après une heure de réunion, Christian Blanc a fini par prononcer ce mot de « fusion ». Mais surtout pas « absorption », associée à l'expérience douloureuse d'UTA. Avec Air France Europe, le président veut « éviter la disparition du savoir-faire court courrier d'Air Inter et éviter que ses métiers ne soient dilués ». Les syndicats n'ont pas ce genre de précaution verbale. Pour Nadine Llanes, de la CGT, « on n'a

A L'HEURE où quelques voya- giementaires, juridiques et fiscales jamais vu une fusion qui n'entraîne eurs courageux tentaient d'attra- du projet », en parallèle avec « des pas des réductions d'effectifs. L'obpas des réductions d'effectifs. L'objectif est de s'attaquer aux effectifs des salariés. Il est hors de question que l'on passe de 38 à 39 heures. On descendra dans la rue de toute facon ». Aucun mot d'ordre de grève n'a été lancé pour le moment. Une nouvelle intersyndicale devait se

réunir vendredi 5 juillet. Au SNPIT (personnel au sol), Julie Corbeau fulminait: « La grève doit être reconduite. Il n'y a pas d'autres solutions contre la fusion. » Seion elle, le personnel au soi (8 500 salariés sur 10 000) « wa rester sur le bord de la route ». Avec 8 600 francs brut par mois pour un travail de réservation, Rita Moreau, déléguée CGT, s'estime encore « bien payée par rapport à AOM [compagnie intérieure

concurrente] ». Personne n'exprime de ressentiment contre les pilotes. Au contraire : « Bianc essaye de manter les pilotes contre le reste du personnel. Mais on est soudés », affirme Guylène, employée à la réservation. La solidarité s'étend aux salariés d'Air France : trois cents salariés de la maintenance se sont prononcés « contre toute volonté de fusion ». Et jeudi, Renée Brion. secrétaire générale de la CGC Air France, dénonçait la « casse sociale » contenue dans la fusion.

Pascale Caussat



distinue de fi



## La Banque de France assouplit très prudemment sa politique monétaire

Le taux des appels d'offres a été ramené de 3,60 % à 3,55 %

Le conseil de la Banque de France a annoncé, jeudi 4 juillet, une baisse de 0,05 % du taux de sence de tensions inflationnistes expliquent ses appels d'offres, ramené à 3,55 %. La bonne cette décision. En l'absence d'initiative de la France apparaît désormais très étroite.

LE CONSEIL de la politique monétaire de la Banque de France ACPM) a annoncé, jeudi 4 juillet, qu'il abaissait de 0,05 % son princtpal taux directeur, celui des appels d'offres, ramené de 3.60 % à d'offres, ramené de 3,60 % à la soulignent aussi que la politique 3,55 %. Les marchés financiers ont bien réagi. La Bourse de Paris a gatien réagi. La Bourse de Paris a gatien de la Banque de France a démontré son efficacité. gné 0,61 %, et le franc s'est appré-

cié, cotant vendredi matin

3,3780 francs pour 1 mark.

And the second s The second of th

E medicar as

1. 2500

The state of the s

1.00

127,522

10 15 TO

(4) ない な数

1.25

1,12747

100

1000年

A ST PERM

1.006

2.5

The part of the second second

hé à hauts risques

**建**在工作的特别。1944

I The green a series of the

**層 たいっけい** いったい

Market and the second

**有性機能を含むします。** 

PERSONAL PROPERTY OF A STATE OF A

**農業等ではない。 とかい コードー コー** 

A STATE OF THE STA

A Property Company

الله الشيامية المالية

April Sales Comment

The state of the state of

AND PROPERTY OF THE PERSON OF

Page of the Street All Control

A STATE OF THE STA

前輪 海海 神子のとして

Maria Carlos

Harris de la company

September 1997

And the state of t

The state of the state of

المستحد المعتصرون أبيعن

The second secon

Marian and the

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Sept 198

A STATE OF THE STA

The same was

The second

The second second

Bertham to the

· Maria Maria

at the same of the

A STATE OF STATE OF

2 2 200

A PROPERTY OF THE PARTY OF THE

1 Tops - 1 - 1 - 1 - 1 - 1

States & Valley

The Control of the Co

e l'ex-dir Inters estiment trat

A la veille de la réunion du CPM. les analystes apparaissaient divisés. Certains pensaient que l'institut d'émission opterait pour le statu quo, d'autres croyaient au contraire qu'il abaisserait de 0,10 % la mounaie allemande - l'indicason taux plancher. Le CPM a fina- teur de référence de l'institut lement surpris les deux camps en retenant une solution médiane. Sa décision a, comme chaque fois, provoqué des réactions contrattées. Des analystes qualifiaient le geste de la Banque de Prance de « dérisoire » et dénonçaient la « frilosité » de l'institut d'émission. D'autres, au contraire, saluaient soit son plus haut niveau depuis la son initiative et mettaient en avant fin du mois de mai. l'impact psychologique positif de cette baisse des taux sur les marchés financiers. Elle a, selon eux, le mérite de prouver, au moment

plus abaissé le taux de ses prises en pension (REPO) depuis le début du mois de février - que l'heure reste à la détente monétaire en Europe, Depuis la fin du mois d'octobre 1995, les taux à trois mois ont refiné de 3,5 %, une décrue d'une rapidité sans précédent dans l'histoire monétaire de la France.

STABILITÉ DES PRIX La bonne tenue du franc face à d'émission pour définir sa politique monétaire - et l'absence de tensions inflationnistes expliquent la réduction du taux des appels d'offres. Le franc s'échangeait à 3,3795 francs pour 1 dentschemark au moment où les membres du CPM commençaient leur réunion,

La stabilité des prix est elle anssi plemement assurée. Si l'indice glo-bal des prix à la consommation a récemment légèrement progressé

preuve d'immobilisme - elle n'a économistes tiennent à relativiser ce dérapage. En premier lieu, l'impact negatif sur les prix à la consommation, calculés en glissement annuel, de la hausse de deux points de la TVA disparaîtra dès la fin du mois d'août. Mieux : l'Institut national de la statistique et des études économiques (insee) vient de définir un nouvel indicateur des prix qui permet de mesurer « l'in-flation sous-jacente ou tendancielle ». Il exclut les tarifs publics (électricité, gaz, téléphone), les

produits à priz volatils (produits pétroliers, vins, viandes, produits frais, produits laitiers) et se trouve corrigé des mesures fiscales. Or, selon cet indice, la hausse des prix s'est inscrite à 1% sur un an au mois de mai l'Les prix industriels, de leur côté, ont recommencé à baisser au mois de mai (-2,8 % pour les papiers-cartons, -2 % pour le béton et -0,5 % pour le

Ces chiffres tendent à indiquer que la politique monétaire française n'est pas aussi souple que les apparences - les taux d'intérêt à court terme se situent à leur plus bas niveau depuis vingt-cinq ans même où la Bundesbank fait (2,4 % sur un an en mai), les le laissent penser. En termes réels

(bors fut)ation), le coût du crédit reste élevé en France. Cet aspect avait d'ailieurs été évoqué par les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leur dernière publication semestrielle. Ils avaient aussi souligné la nécessité d'une détente monétaire supplémentaire afin de compenser la rigueur budgétaire accrue. « Dans une situation caractérisée par une sous-utilisation notable des ressources sur les marchés des biens et services et du travail, un faible risque de tensions inflationnistes et un besoln urgent d'assainissement des finances publiques, un desserrement judicieux des conditions monétaires pourrait contribuer à accroître la production et l'emploi. C'est essentiellement à la politique monétaire qu'il reviendra de soutenir la demande et l'emploi sans ranimer l'inflation au cours des années à venir », avaient-ils expliqué.

A cet égard, certains économistes déplorent que la baisse de 0,05 % du taux des appels d'offres de la Banque de France ne soit pas à la hauteur du raientissement de l'économie française (baisse de 0,3 % du produit intérieur brut au deuxième trimestre, chômage attelgnant des plus hauts niveaux historiques). Inquiétude supplémentatre : la marge de manceuvre de la Banque de France apparaît désormals, en l'absence d'une reprise de la détente monétaire en Allemagne, très étroite.

L'écart entre le taux des appels d'offres français et le REPO allemand s'établit à 0.25 %, un niveau historiquement bas. Plusieurs economistes ont recemment avancé l'idée que cet écart pourrait être, sans risque, annulé, compte tenu de la bonne tenue du marché obligataire français et des grandes difficultés de l'économie allemande. La Banque de France se veut plus prudente. Elle craint de mettre le franc en péril en le privant du petit conssin de sécurité qui le protège.

Pierre-Antoine Delhommaix

### Le marché boursier hors-cote va disparaître

PUBLIÉE jeudi 4 juillet dans le journal officiel, la loi modernisation des activités financières. Il ne comportesur la modernisation des marchés financiers aura, entre autres conséquences, de condamner le marché boursier hors-cote à disparature. Selon Jean-François Théodore, le président de la Société des Bourses françaises (SBF), Il sera remplacé dans les deux ans par un « marché libre

La loi ne fait que transposer la directive européenne sur les services d'investissement (DSI). Le texte instaure une concurrence générale entre les organismes d'investissements et unifie les marchés financiers réglementés en Europe, ce qui condamne le hors-coté considéré par des sociétés de cette liste pourront être admises aux cocertains aspects comme réglementé, sans répondre tations sur d'autres marchés (cote officielle, second pour autant à l'ensemble des enigences communau- marché ou nouveau marché).

mentés ni sur la liste du hora-cote. Ce marché ne constituera pas un marché réglementé au sens de la loi de d'offre ou de demande de retrait.

ra pas les dispositions protégeant les actionnaires minoritaires et relatives aux déclarations de franchissement de seuil ou à la garantie de cours en cas de prise de contrôle, qui s'appliquent encore aux sociétés figurant sur le marché hors-cote actuel, Ce dernier continuera encore à exister pendant deux

verre).

ans pour les sociétés qui figuraient entre le 1= janvier 1995 et le 4 juillet 1996, date de publication de la loi, sur le « relevé quotidien du hors-cote ». Aucune nouvelle société ne pourra venir compléter cette liste. En revanche, Enfin, les valeurs qui viendront à être radiées d'un

La SBF devrait créer à la place du hors-cote un mar-ché totalement ilbre (sans aucune réglementation) pour tion dans un compartiment spécifique, distinct de l'acles sociétés ne figurant ni à la cote des marchés régie- unel marché hors-cote et du marché libre, car elles conserveront le cas échéant le bénéfice des procédures

> mies sont réalisables. Depuis plu- Fédération des mutuelles de débat porte sur la marge de manœuvre des CAS. Selon la CFDT, « l'ambiguîté provient du statut : la CGT gère les CAS comme une mutuelle alors que nous sommes un régime complémentaire obligatoire de la Sécurité sociale ». Une ambiguité longtemps tolérée par la direction qui semble, cette fois,

> > Dominique Gallois et Frédéric Lemaître

## Nissan prévoit des restructurations en Europe

LE CONSTRUCTEUR japonais Nissan a annoncé, jeudi 4 juillet, que ses sites de production en Grande-Bretagne et en Espagne allaient faire l'objet d'importantes restructurations dans les mois à venir. Seion Yoshikazu Hanawa, qui vient de prendre la présidence du groupe automobile, « Nissan ne peut plus se comporter comme par le passé », tant la compétition est devenue sévère. Il n'a pas détaillé les mesures qu'il comptait prendre en Europe.

Nissan, qui a été le premier constructeur Japonals à s'installer en Grande-Bretagne en 1985, rencontre de nombreuses difficultés. Alors que ses usines britanniques peuvent produire au moins 300 000 voitures par an,le groupe prévoit d'en vendre 215 000 cette année. Le constructeur japonais, qui a affiché une perte consolidé de 88,4 milliards de yens l'an dernier (4,1 milliards de francs), veut renouer rapidement avec les profits.

■ TOTAL : la compagnie pétrollère française a annoncé le 4 juillet un échange de stations service en Allemagne avec Shell. Total va reprendre 38 stations services possédées par la compagnie anglo-néerlandaise dans l'ouest de l'Allemagne tandis que Shell va acquérir les 44 stations dans l'est. Cet accord reste soumis au feu vert de l'Office allemand de la concurrence, le Kartellamt, qui rendra son avis avant le 5 août. Total ne gardera plus aucune station à l'est et fera passer de 161 à 199 le nombre de ses stations à l'ouest.

■ ALCATEL STANDARD ELECTRICA: la filiale espagnole du groupe français de télécommunications, a annoncé, le 4 juillet, 1 338 suppressions d'emplois sur un total de 5 945, d'ici à fin 1998. La société, qui a accusé des pertes de 29,7 milliards de pesetas (1,1 milliard de francs) en 1995, bénéficiera d'un apport de 52 milliards de pesetas par Alcatei-Alsthom. Elle fermera deux sites de production.

■ DEUTSCHE BANK: Moody's Investors Service, l'agence de notation financière américaine, a revu jeudi 4 juillet ses anticipations sur la banque allemande qui passe de « stable » à « négative ». Moody's explique cette situation par le double mouvement pénalisant la banque: hausse de ses coûts de financement et baisse des taux de

MEUROPERFORMANCE: Pencours des OPCVM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) a augmenté de 140 mliliards de francs (+ 7 %) pendant le premier semestre de 1996, maigré une chute de 60 milliards sur le mois de juin, a annoncé, jeudi 4 juil-let, la base de données spécialisée EuroPerformance. Au 28 juin, EuroPerformance recensait 1 981 milliards de francs d'OPCVM commercialisées, dont 59 % en produits de trésorerie, 20 % en obligataire, 17 % en produits actions et 4 % en OPCVM garantis.

■ BÉNETEAU: le groupe de construction de piaisance qui a rache-té son ex-concurrent Jeanneau, a annoncé, jeudi 4 juliet, une augmentation de capital de 41 millions de francs. Au terme de cette opération, la familie Roux conservera la majorité du capital de l'entreprise qui prévoit un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs

■ ACCOR : le numéro un mondial de l'hôtellerie a annopcé, jeudi 4 juillet, avoir vendu à des investisseurs institutionnels les murs de six hôtels Sofitel pour 1,1 milliard de francs. Cette opération s'inscrit dans la stratégie annoncée par le groupe qui a pour objectif que son endettement tombe de 19 4 milhards fin 1995 à 17 milliards.

■ COMPAGNIE MARITIME D'AFFRÉTEMENT : l'armateur de navires porte-conteneurs dont le siège est à Marseille a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 3.47 milliards de francs contre 2.85 en 1994. Les bénéfices sont passés de 10,2 millions à 60,5. Le président Jacques Saadea indiqué le 3 juillet qu'il prévoit d'acquérir de nouveaux navires, grâce au système des quirats récemment adopté par le Parle-

BRUXELLES: la Commission européenne a donné, le 4 juillet, son feu vert à la création d'une entreprise commune à Hongkong entre Rolls Royce et la société John Swire and Sons, a annoncé un de ses porte-paroles. Selon la Commission, la nouvelle entreprise, Aero Engine Services, qui assurera l'entretien des moteurs d'avion depuis sa base de Hongkong, n'aura aucune incidence sur le marché de l'Espace économique européen.

■ SUMITOMO : la direction de la maison de négoce japonaise aurait été parfaitement au courant des opérations sur le marché du cuivre, menées par son trader Yasuo Hamanaka, selon les déclarations ,faites auprès des enquêteurs jeudi 4 juillet, par les fondateurs de Winchester Commodities, maison de négoce impliquées dans le scandale. Sumitomo a annoncé début juin des pertes de 1,8 milliard de dollars (9,3 milliards de francs) à la suite de mauvaises transactions sur le métal rouge.

EUROTUNNEL: la compagnie a enregistré un trafic passager record au mois de juin, selon un communiqué du vendredi 5 juillet. Le Shuttle touristes a connu son plus fort trafic mensuel avec 183 752 véhicules (en hausse de 43 % par rapport à l'an dernier), alors que le trafic passagers Eurostar est également en augmentation de 55 %,

par rapport à juin de l'an dernier. BTP : les pégociations de branche sur l'annualisation et la réduction du temps de travail dans le BTP ont échoué le jeudi 4 juillet alors que les partenaires sociaux avaient bon espoir d'aboutir. Les syndicats ont dénoncé la flexibilité demandée par les employeurs mais ont surtout refusé que l'acord de branche soit directement applicable dans les entreprises, sans négociation avec les représentants du per-

### Les mutuelles d'EDF-GDF sont épinglées pour leur gestion La direction évalue à 800 millions de francs les dépenses indues sur dix ans

DISCRÈTEMENT jusqu'ici, la direction et les syndicats d'EDF-GDF croisent le fer sur un dossier extrêmement délicat : celui de la mutuelle d'entreprise qui, selon des audits internes, aurait utilisé à d'autres fins que les remboursements de frais de santé, 800 millions de francs sur dix ans.

Alors que ce régime complémentaire obligatoire est régulièrement déficitaire, la direction et quatre syndicats - dont la toutepuissante CGT - avaient conclu le 26 avril 1995 un accord prévoyant: une augmentation des cotisations, la garantie par les directions d'EDF-GDF d'un prêt bancaire de 50 millions de francs, davantage de solidarité entre les caisses et surtout un droit de regard sur la gestion des 110 caisses d'action sociale (CAS). L'enjeu financier n'est pas mince : le montant des cotisations s'est élevé, en 1995, à 996 millions de francs alors que les frais de gestion dépasseraient les 30 %. Comme devrait le constater le Conseil supérieur de l'électricité et du gaz le 11 juillet, rien n'est réglé. Le prêt bancaire a été reconduit jusqu'à la fin de l'année car la mutuelle est incapable de le rembourser. Les réserves mises en commun atteignent à peine 6 millions de francs, alors que les signataires en espéraient plus du double. De plus, personne ne sait comment vont être financés les investissements informatiques estimés à 60 millions de francs sur deux aus liés à l'introduction de la carte à de maintenir les cotisations en 1996 puis d'essayer de les baisser.

sieurs mois, les inspecteurs comptables et financiers régionaux (ICFR), d'EDF-GDF out visité 89 des 110 caisses. Leurs audits couvrent la période 1984-1995. Ils frais postaux consécutifs à l'envol révèlent « que les sommes utilisées qu détriment du régime s'élèvent à 796,224 millions de francs ». Ce montant se décompose en trois chapitres principaux: utilisation des réserves dans l'immobilier et le financement de maisons médicalisées (331,158 millions de francs), charges qui auraient dû être supportées par les activités sociales (344,730 millions) et ges-tion à rationaliser (120,337 mil-

« SUPER-REMBOURSEMENTS » « Trente CAS ont financé sur les fonds du régime complémentaire des immobilisations relevant des œuvres sociales », note le rapport en date du 19 juin. Les syndicats ne le nient pas. Pour la CGT, la prise en charge de ces dépenses devrait relever de la mutuelle même si le règlement leur impose de les imputer à l'autre « manne » dont disposent les Caisses d'acfaires réservé aux œuvres sociales.

Au chapitre des charges qui auconcerne « des remboursements illégaux (forfait hospitalier, suppléremboursements") », mais que la

direction, d'importantes écono- abonnements à la revue Viva de la pas d'irrégularités ». A ses yeux, le 

France, proche de la CGT et «1,2 million à des frais d'affrètement d'autocars pour aller manifester, à des tracts et pétitions ou encore aux de tracts ».

Des dépenses qualifiées d'« exotiques » sont aussi pointées du doigt. Ici des dons aux chômeurs, là des subventions aux radios locales. Surtout: la CAS de Saint-Mandé a participé pour environ 400 000 francs aux travaux d'assainissement et au financement d'une station d'épuration, tandis que celle du Mans a consacré plus de 400 000 francs en frais de notaire suite à des investissements immobiliers.

De son côté, la Caisse des serplus de 1 million de francs, soit 10 % de son capital placé dans une opération financière avec la banque Natwest. Les placements de Nantes n'ont, proportionnellement, guère été plus heureux.

« Il n'existe souvent pas de

comptes bancaires permettant d'isoler les dépenses du régime de celles des activités sociales et des tion sociale : le 1 % du chiffre d'af-services communs », constatent les auditeurs, qui s'inquiètent du montant des sommes à réintégrer raient dû être supportées par les et dénoncent la « mauvaise gestion cenvres sociales, la part essentielle du régime ». De plus cette étude (286,767 millions de francs) ne concerne pas tous les centres. Lyon et Marseille n'y figurent pas. Alors que les dirigeants des CAS ment chambre individuel et "super- n'ont pas encore répondu à ces critiques, la CGT n'autorise plus CGT entend maintenir au nom de les auditeurs à poursuivre leurs puce. Pourtant le Consell supé- la qualité des soins qui, selon elle, travaux. « Ce ne sont plus des rieur de l'électricité dirigé par les ne doit pas souffin du désengage-pouvoirs publics devrait décider ment de la Sécurité sociale. contrôles, c'est de l'ingérence », es-time Alain Blanc, président du Parmi les critiques sur la ges- comité qui coordonne les 110 CAS. tion, les enquêteurs relèvent plus Pour lui « les chiffres ne sont pas Car selon les audits réalisés par la de 10 millions consacrés à des contestables et la direction ne parle

vouloir y mettre un terme.

Assemblées Générales du 28 juin 1996

L'assemblée des actionnaires du Crédit Foncier s'est réunie le 28 juin 1996, sous la présidence de M. Jérôme MEYSSONNIER, Gouverneur.

La présentation commentée des comptes 1995 et l'exposé de la stratégie et du plan d'action de la Société ont été suivis d'un large débat.

Après que le Conseil eut décidé d'ajourner la tenue de l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur la proposition de réduction du capital social, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires :

- a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1995 et l'affectation en report à nouveau du résultat déficitaire de 10,4 milliards de francs,
- a pris acte des rapports spéciaux des commissaires aux comptes,
- a procédé aux nominations qui lui étaient soumises, de six administrateurs et d'un censeur.

A la suite de la perte constatée une assemblée générale extraordinaire sera réunie, dans le délai de quatre mois, conformément aux dispositions légales et statutaires.

Par ailleurs, un résumé des réponses apportées par la Direction de la Société aux questions posées sous le numéro vert "direct actionnaires" ainsi qu'à diverses interventions en cours d'assemblée, sera adressé aux actionnaires du Crédit Foncier dans les jours prochains.

LA BOURSE DE TOKYO a fini vendredi 5 juillet en baisse de 0,27 %. L'indice Nikkei, en hausse une bonne partie de la journée, a perdu en dô-ture 60,49 points à 22 232,42 points.

LA SÉANCE était sans relief, vendredi 5 juillet, à la Bourse de Paris, qui faisait preuve d'un grand attentisme dans l'attente de l'ouverture des marchés américains et de la publication des statistiques

sur l'emploi aux Etats-Unis

en juin. En baisse de 0,01 % à l'ou-

verture, l'indice CAC 40 affichait

ensuite des gains faibles de l'ordre

de 0,10 % avant de perdre à nouveau un peu de terrain en milieu de journée. Le CAC 40 cédait alors

0,01 % 2 126,57 points. Sur le Matif, le contrat sur les bons du Tré-

sor à 10 ans était stable lui aussi à

Jugée trop modeste par les mi-

lieux financiers, la baisse, leudi, de 0.05 % (à 3,55 %) du taux appel

d'offres de la Banque de France

n'a pas eu vraiment d'impact sur

le marché. Pour les économistes,

cette baisse est tellement minime qu'elle n'aura aucun impact sur

l'économie. Les boursiers atten-

daient surtout, vendredi en milieu

de journée, la statistique concernant l'évolution du taux de chô-

Attentisme

à Paris

121,84.

■ LE DOLLAR a gagné du terrain ven-dredi 5 juillet à Tokyo, cotant 110,77 yens en fin de séance contre 110,37 jeudi à Londres et 1,5263 deutschemark contre 1,5235.

CAC 40

A

III LA BANQUE DE FRANCE a abaissé jeudi son principal taux directeur, le taux d'appel d'offres, de 0,05 point à 3,55 %. Ce taux avait été réduit le 6 juin de 0,10 point.

MIDCAC

1

■ L'OR a ouvert en hausse vendredi 5 juillet à Hongkong, 380,90-381,20 dollars l'once, contre 380,70-381,00 dollars jeudi 4 juillet en dô-

LES MARCHÉS FINANCIERS américains étaient fermés jeudi 4 juillet en raison de la fête de l'indépendance. Ils seront à nouveau ouverts, y compris Wall Street, vendredi 5 juillet.

>

LONDRES

7

NEW YORK

**→** 

DOW JONES

**FRANCFORT** 

A

### LES PLACES BOURSIÈRES

mage aux Etats-Unis en juin. Si la réduction de ce taux est trop importante ressurgiront les craintes de la surchauffe, de l'inflation et d'un resserrement de la politique

L'Oréal, valeur du jour

L'ACTION L'Oréal a atteint en

séance jeudi 4 juillet son cours le

plus élevé de l'année, à

1 684 francs. Elle s'est inscrite en clòture à 1655 francs, après une hausse de 2,2 %. Cette progres-

sion, sensible depuis plusieurs

jours, est la conséquence de ru-

meurs évoquant la vente par Nes-

tié de sa participation indirecte dans la firme de cosmétiques. Se-

lon celles-ci, Nestié pourrait se sé-

parer de sa participation de 49 % dans la holding Gesparal, qui dé-

monétaire de la Réserve fédérale le 20 août. Le 3 juillet, le comité de la politique monétaire de la Réserve fédérale n'a pas modifié ses

tient 53,7 % de L'Oréal. Selon

l'agence Reuter, les deux entre-

prises se sont refusées à tout com-

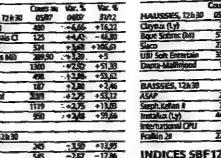
taux directeurs.

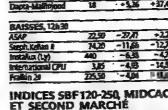
CAC 40

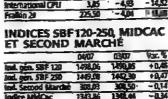
## PRINCIPAUX ÉCARTS PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÉGLEMENT MENSUES.

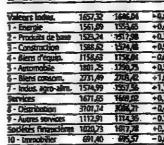
**VALEURS LES PLUS ACTIVES** 

Sélection de valeurs du FT 100













### Baisse de Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en baisse vendredi 5 juillet à l'issue d'une séance extrêmement terne. L'indice Nikkei a perdu 60.49 points (0,27%), à 22 232,42 points en clôture. Le marché restera perveux et irrégulier jusqu'à ce que la Banque du Japon se décide à relever ses taux, expliquent des opérateurs.

Wall Street était fermée jeudi 4 juillet en raison de la Fête de l'indépendance américaine. La Bourse de Londres a terminé sur une nette hausse, poussée par un marché obligataire britannique et par la progression du marché à terme. L'indice Pootsie des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a terminé jeudi en hausse de 46,5 points (1,2 %), à 3 760,6 points.

La Bourse de Francfort a battu pour sa part un nouveau record historique jeudi, l'indice DAX des trente valeurs vedettes: en clôture à 2577 (+0,33 %), soutenu par du marché obligataire. allemand a égalemen cueilli la réélection de sine à la présidence de même și elle était anticij

### INDICES MONDIAUX

	COURS ME	Cours au	Var.
	0407	03/07	<b>en</b> 🕏
TATE CAC 40	2126,81	2113,98	+0,60
Vew-York/O) inclus.	5703,02	5703,02	
akya/Nukkei	27348	22379	-0,14
ondres/FTT00	3760,60	3714,10	+1,24
randort/Dax 30	2577,39	2566,95	+0,33
rankfort/Commer.	908,81	908,67	+0.02
rumalies Bel 20	5063,43	. 2063.83	0.000
ruselles/General	1753,40	1753,40	
ABan/MIB 30	255	995	2000
ensterdam Ge Che	384	352,20	+0,47
Aadrid/lbex 35	373,01	371,35	+0,45
tockholm/Affartal	1597,04	Table 1	_
ondres FT30	76167	2736	+ 劳加
long Kong/Hang S.	11181,80	11063,30	+1,06
ingapour/Strait t	2268,31	2271.56	-0,14

هده رشده سالاه	Alcoa	36,87	56,
s'inscrivant	American Express	45,12	45,
,39 points	Allied Signal	58,87	58.1
r le rebond	AT & T	11,75	61
Le marché	Bethlehern	11,75	11,
t bien ac-	Boeing Co	91,37	91,
Boris Elt-	CaterpHar Inc.	70,12	70,1
	Chevron Corp.	60,12	60,
la Russie,	Coca-Cola Co	48,87	48,
ipée.	Disney Corp.	61	61
	Du Pont Memours ACO	80,12	<b>M)</b> ,
	Eastman Kodak Co	77,75	77.
	Exxen Corp.	89,25	89,
ours an Var.	Gen. Electric Co	87,12	\$7,
03/07 en %	Condysar T & Kubbe	48,25	48,7
2113,98 +0,60	18M	98,50	48,1 98,1 36 87
5703,02	ing Paper	3Æ 87	34
2379 -0,14	J.P. Morgan Co	87	- 87
3714,10 +1,24	Mc Don Dougi	49,87	49,
2568,95 +0,33	Merck & Co.Inc.	66	66
908,67 +0.02	Minnesota Mng.&Mig	69	69
2063.85	Philip Moris	104,75	104,
1753,40	Proctor & Camble C	89,25	89,2
995	Sears Rombuck & Co	47,75	47,
382,20 + 0,47	Texaco	86,75	86,
371,35 +0,45	Union Carb.	40,50	40.5
	( No. 1 Translation)	412 45	446

Les valeurs du Dow-Jones

ī	56,87	56,87	Allied Lyons	4,53	4,47
Ī	45,12	45,12	Barciays Bank	7,93	7,73
_	58,87	58,87	B.A.T. industries	SIM	4,95
_	41	61	British Aerospace	9.86	9,75
_	11,75	11,75	British Almways	5,36	5,35
_	91,37	91,37	British Gas	1,83	1,82
_	70,12	70,12	Gricish Petroleum	5,93	1,82 5,81
7	60,12	60,12	British Telecom	3,47	3,41
	48,87	48,87	B.T.R.	2,51	2,A7
_	61	61	Cadbury Schweppes	5,12	5,09
	10,12	10,12	Eurotisonel	0,96	0,97
	77,75	77.75	Forte	3,70	3,50
7	89,25	89,25	Glaxio	8,89	8,67
	87,12	\$7,12	Grand Metropolitan	4,23	4,16
7	48,25	48,25	Cumness	4,72 1,75	1,74
_	98,50	98,50	Hanson Plc	1,75	1,74
	3.5	36	Great IC	4,70.	6,65
	87	87 .	H.S.B.C.	10,28	10,02
	49,87	49,87	Imperial Chemical	7,90	7,53
_	66	66	Lègal	6,66	6,65
Ξ	69	69	Marks and Spencer	4,81	4,78
Ξ	104,75	104,75	Nacional Westrainst	6,34	6,15
Ξ	89,25	89,25	Peninsular Orienta	4,53	4,75
Ξ	47,75	47,75	Reuters	7,76	7,73
	86,75	86,75	Saatchi and Saatch	1,14	1,10
	40,50	40,50	Shell Transport	9,45	7,26
Ξ	115,87	115,87	Smithkine Beecham	6,42	6,44
	18,50	18,50	Tate and Lyle	4,66	4,59
	22,12	22,12	Univoler Ltd.	12,51	12,56
			Zeneca	14,41	14,30

LONDRES





PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFOR
4	21	1	7	<b>→</b>
jour le jour	OAT 10 ans	NEW YORK	Bonds 10 ans	Jour le jour

### LES TAUX

### FRANCPORT Florida 10 seas

### LES MONNAIES

### 1,582 110,3000 8,0275 \$1410

### Stabilité du Matif

LE CONTRAT notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert sur une note stable, vendredi 5 juillet. Après quelques minutes de transactions, l'échéance septembre était en recul de 2 centièmes, à 121,82 points. Le marché était peu actif, les investisseurs restant prudents dans l'attente de la publication des statistiques du chômage américain, en début d'après-midi.

	Taux	Take	Taux	Indic
TAUX 04/07	jour le jour	10 Arm	30 ans	des pr
France	3,59	6.58	7,32	. 2.40
Allemagne	3,25	6.55,	7,27	3 T.60
Grande-Bretagne	5,75	9.0	8,28	230
Diff	9,37	9.49	9,78	4,50
Japon	0,50	3,22	-	~0,20
Etats-Unis	5,38	5.81	6,96	3,90
EGIG-UNIS	3,38	DAN	0,90	130

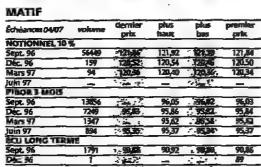
### MARCHÉ OBLIGATAIRE

DE PAULS			
TAUR DE RENDUMENT	Taux au 04/07	Taux au 03/07	indice (base 100 fin 95)
Fonds d'État 3 à 5 ans	N.C.	NE '	NC
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	NC	NG - :7	NC
Fonds d'État 7 à 10 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	PAC.	NE	
Fonds d'État 20 à 30 ans	ME	HC -	NC
Obligations françaises	NC	NE.	NC
Fonds d'Etat à TME	NC	NC	NC
Fonds of Etat & TITE	NC	NC .	NC
Oblinat franc a TMF	NC	NC.	NC

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6.51 %.

La veille, la Banque de France avait annoncé une baisse de 0,05 % du taux des appels d'offres, ramené de 3,60 % à 3,55 %. L'institut d'émission a laissé inchangé, vendredi matin, à 3,69 %, le taux de l'argent au jour le jour. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était inchange, à 96,03 points.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %) PIROR FRANCS Pibor Francs 1 mois Pibor Francs 3 mois MATTE



# CONTRATS A TERME SUR INDICE CAC 40

## Fermeté du dollar et du franc

LE DOLLAR était orienté à la hausse, vendredi 5 juillet dans la matinée, lors des premières transac-tions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,5270 mark, 110,80 yens et 5,16 francs. Le biliet vert profite de l'évolution des po-litiques monétaires dans le monde. Au Japon, le gou-verneur de la banque centrale Yasuo Matsushita a déclaré jeudi qu'une hausse du taux d'escompte n'était

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS Belgique (100 F) Pays-Bas (100 ff) Italie (1000 lk.) Danemark (100 lod) Irlande (1 lep) iuede (100 krs) iuisse (100 F)

pas pour l'instant envisagée. En Europe, l'heure reste à la détente monétaire, comme l'a prouvé la baisse de 0,05 % du niveau des appels d'offres de la Banque de Prance. Aux Etats-Unis, en revanche, les analystes en-visagent un relèvement du taux des fonds fédéraux à la fin du mois d'août. Le franc gagnait du terrain, vendredi matin, face à la monnaie allemande, à 3,3780 francs pour un deutschemark.

TOKYO: USDYYENS Ure ital (1000) TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES DEVISES

### L'OR

	COME SHOT	CONS'S TEXT
Or fin (k. barre)	63500	63000
Or fin (en lingot)	63900	63500
Once of Or Londres	351,95	381
Pièce française(20f)	365	361
Pièce suisse (201)	366	362
Pièce Union lat(20f)	365	361
Pièce 20 dollars us	2460	2435
Pièce 10 dollars es	1310	1902,50
Pièce 50 pesos mex.	2465	2345

	04/07	03/07
Dow-Jones comptant	219,88	7,239,88
Dow-Jones a terme	360,37	780.33
CRB	249,25	29,25
		1200
METAUX (Londres)	- 40	dars/tonn
Cuivre comptant	1927	1982
Culvre à 3 mois	1878	1742
Aluminium comptant	1477	· 李明年
Numinium & 3 mois	1512,50	0.504.50
Plomb comptant	787	<b>785</b>
Flomb a 3 mols	795	794.38
Brain compress	6400	6290
Bain & J mof	6425	- FEE
Zinc comptant	1006	. 103
Zinc à 3 mois	1032	7023-50

LES MATIÈRES PREMIÈRES

METAUX (New-York)		- Chance
Argent à terme	E 40	and the
	5,08	1.1-2700
Platine a terme	390,50	394
Palladium	132,20	137,20
GRAINES, DENREES (	Chicago)	S/boisseau
Blé (Chicago)	4,76	4,75
Mais (Chicago)	5,29	5 5.23
Grain- soja (Chicago)	7,78	7,76
Tourt sola (Chicago)	244	24239
GRAINES, DENREES (	Londres)	£/tonne
GRAINES, DENREES ( P. de terre (Londres)	Londres)	£/tonne
GRAINES, DENREES ( P. de terre (Londres) Orge (Londres)	Londres)	£/tonne
P. de terre (Landres)	Londres)	£/tonne
P. de terre (Londres) Orge (Londres)	Londres)	£/tonne \$/tonne /1988
P. de terre (Londres) Orge (Londres) SOFTS		5/100me 5/100me 17388
P. de terre (Londres) Orge (Londres) SOFTS Cacao (New-York)	1378	5/tonne 5/tonne 1988 1667, 7517,86,
P. de terre (Londres) Orge (Londres) SOFTS Cacso (New-York) Cafe (Londres)	1378 1670 1517,96	\$/tonne \$/tonne 1368 1667, 7517,96, Cents/tonne
P. de terre (Londres) Orge (Londres) SOFTS Cacso (New-York) Cafe (Londres) Sucre blanc (Paris)	1378 1670 1517,96	1988 - 1667 1517,96.

17. 2 years 12. 2 km 12. 2 km ng magasahiy Masakatan 14 P

CALL STREET

 $\cdot \vdash_{\bot} \iota_{\bot}$ 

هرڪ: 

**#** ?

25%

おおき

 $= \frac{1}{2\pi i} \left[ -\frac{1}{2\pi i} \cdot \frac{1}{2\pi i} \cdot$ 

And Section 1

Twenty of Fee

gi kagan satom ili kiloli

Secretaria de

A. Mariate with

Hard Street

 $\varphi^{*}(\mathcal{F}_{k}^{\mathcal{F}_{k}}(\mathcal{G}_{k}), \mathcal{G}_{k}) = e^{-i \frac{1}{2} (-i \frac{1}{2} (-i \frac{1}{2}))}$ 

27-

**新** 

The state of the s

10 H 10 H

6年 阿拉尔格兰

100

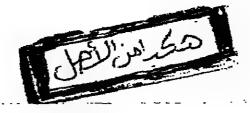
 $(\mathcal{F}_{q,q}^{*})^{-1}(V)$ 

 $\eta \mathcal{L} \in \mathcal{T}_{\ell}$ 

The second secon

4. 200

226 2 The state of the s



LE MONDE / SAMEDI 6 JUILLET 1996 / 15

FINANCES ET MARCHÉS

The state of the s +0.40 184 +4.C 189 -0.51 100 +1.65 188 -1.01 188 416.30 119,70 339,60 247 3940 812 819 360 + 0,88 + 0,02 - 0,33 + 1,80 + 0,57 100 64.10 000 156 528 600 71.35 201 130 130 130 130 130 498.50 442 55.50 17.66 36.98 498,40 49,50 55,50 17,50 RÈGLEMENT 67 419 160 572 602 77,30 280,50 224,50 150,20 251 1365 1060 MENSUEL - 1,01 - 1,70 - 1,70 - 0,55 Union Assur FCal Usinor Sacilor Valeo 248,40 98 137 398 666 103 301,10 1284 213 329,90 663 1760 - 0,20 Misselshi Corp. VENDREDI 5 JUILLET -0.25 -0,08% Dessault Sys Nard-Est Liquidation : 24 juillet + 0.57 - 3.50 - 0.49 - 0.49 - 0.153 + 1.36 - 2.67 - 0.29 - 1.25 - 0.29 - 1.25 - 0.34 - 0.54 - 0.54 - 0.55 + 1.25 - 0.75 + 1.25 - 0.75 + 1.13 - 0,60 - 0,19 • 0,69 • 1,32 • 0,57 Taux de report : 4,38 Cours relevés à 12 h 30 CAC 40 : De Dietri 253,98
478
402,10
203
1216
133,80
568
1560
1566
1560
1470
1125
570
1996
13,555
1099
1,470
134,90
1740
1345,90
1740
1345,90
1345,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90
135,90 Via Bançer.... Worms & Cie . 2125,08 Dev.R.N-P.Cal Lis .... DNAC (Dollfus Mi) .... **VALEURS** précéd. cours FRANÇAISES (1) - 0,30 + 0,11 + 1,53 - 2,43 + 0,13 + 0,13 - 1,51 - 0,07 - 0,14 + 0,37 - 1,04 - 1,59 B.N.P. (T.P).... - 0.73 - 1,26 - 0.63 - 0.61 - 0.62 Cr.Lyonnais(T.P.) \_\_\_\_\_ Resault (T.P.) E 454,50
552
576
1482
390,50
137,50
130,10
134,77
4700
180
684
1318
437,7
4700
180
684
1318
437,7
422
261,50
130,80
1318
437,7
422
261,50
1318
437,7
422
261,50
1318
148,50
1318
148,50
1318
148,50
1378,10
108,50
1188
148,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108,50
108 Rhone Poulent(T.P.)
Saint Gobain(T.P.)
Thomson S.A (T.P.) AGF-Ass.Gen.France\_\_\_ VALEURS ÉTRANGÈRES Cours Derniers précéd, cours Nomina (1) Alcatel Alsthorn ..... 775.10

275.30

416.90

416.90

427.90

1.19

216.00

52

-2.73

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1.38

1 Another Express
Angle American I
Angle American I
Angle I
Anyo Wiggins App.
A.T.L. I
Barnot Santander I
Barnot Gold I
B.A.S. I
B.A.S. I Bancaire (Cie) ... - 1,26 - 1,02 + 0,30 + 0,91 Bazar Hot. Ville ... Bertrand Faure... BIC..... T.D.K s
Telefonica s
Telefonica s
Telefonica s
Telefonica s
Unibed Technol. s
Unibed Technol. s
Vali Reefs s
Volisvagen A.G s
Volvo (act.B) s
Vener Deep s
Vamanouchi s
Zambia Copper + 0,26 + 1,93 + 6,66 + 0,05 - 0,23 + 3,65 - 0,23 + 0,17 + 0,17 + 0,17 - 0,09 - 0,16 + 1,66 + 2,42 - 0,35 - 0,35 - 0,35 - 0,35 - 0,35 - 1,66 + 1,66 - 0,35 - 1,66 - + 0,53 + 0,74 + 0,97 + 0,19 + 0,23 + 2,48 + 1,02 + 0,94 + 0,51 Bager #
Blersheim Group
Cordshar Pr.C.
Crown Cark erst.
Crown Cark erst.
Crown Cark erst.
Dannier Bers #
De Bees #
Deutsche Bank # Carbone Lorraine Drescher Bank f., Driefottein f., Du Port Nemoort + 0.75 - 2.92 + 2.97 + 0.30 - 1.35 - 0.55 + 1.27 + 0.60 + 0.55 + 0.55 CCMX(ex-CCMC) Ly..... Cegid (Ly)\_\_\_\_\_CEP Communication\_\_\_ Esstrat Kock ( \_\_\_\_\_ Esst Rand ( \_\_\_\_\_ Etho Bay Minus ( \_\_\_\_\_ Sectrolog ( \_\_\_\_\_ SYMBOLES Freegold # \_\_\_\_\_ - 0,94 - 0,25 - 0,20 + 2,80 - 0,21 1 ou 2 = carégories de cotation - sans El coupon détaché ; o droit détaché. + 0,56 + 0,56 + 0,51 - 0,60 - 0,36 an copposi acace; a draw cessenia DERNIÈRE COLONNE (1): Lundi daté mardi : % variation 31/12 Mardi daté mercredi : montant du cou Mercredi daté jeudi : palement demier jeudi daté vendredi : compensation Vendredi daté jeunidi : nomical **医** 以 由 的 表 的 的 133,40 300,50 306 895 986 232,40 735 Gle Belgique # ....
Grd Metropolitan
Geinness Pic # ....
Hanson Pic ....
Harmany Gold # ... 349 1411 270 437,10 ACTIONS 112,30 112,34 104,06 107,57 ACTIONS FRANÇAISES Cours précéd. 1295 2050 177 1990 334 101,70 588 52 149 395 14,25 73 240 212 272,70 **ETRANGÈRES** COURS COURT COMPTANT OAT 8.5% 87-97CAL..... 140 1010 20 344 188,90 29 10,63 52 347,20 389,30 140,90 418 Une sélection Cours relevés à 12h30 OAT 9,905.85-97 CM.... 205 530 422 110 7,40 393 20,25 20,90 345 2550 399 840 10 435 Commerzbank AG... 102,21 108,92 99,77 108,11 110,48 105,60 115,70 103,30 112,67 174,80 115 CT1 (Transport). B.N.P.Intercont Bidemagnar inti **VENDREDI 5 JUILLET** DAT 9/85-98 TRA..... Gold Fleick Sout 100,000 100,000 500,000 100,000 100,000 100,000 **OBLIGATIONS** du nom. du coupen Monopris .... Meral Depic Mors I ...... Olympus Optical BFCE 9% 91-02 CAT 85/00 TRA CAL..... CEPME 8,5% 88-97CA... CEPME 9% 89-99 CA1.... CEPME 9% 92-06 TSR.... OAT 10%5/85-00 CAP..... OAT 89-01 TME CAI ...... OAT 8,9% 87-02 CAI ..... CLT-RAM. (B)..... Cpt Lyon Alem Concorde Ass Risp. Robeco..... Rođunico N.V., Q47 8 50% E9-79 AL CFF 9% 88-97 CA4 \_\_\_\_\_ CFF 10,25%90-01 CB4 \_\_\_ CLF 8,9% 88-00 CA4 \_\_\_ CLF 9%88-92/98 CA4 \_\_\_ Didot Bottin
Baux Bassia Viciny
Bds
Ent Mag. Paris
Ent Mag. Paris
Ent Mag. Paris
Fidel
Fisalers
FIJP
Forcing (Cla) 890 4945 716 1001 796 28 384 110 540 281,90 108,50 940 382,10 401 157 456 749 201 79 3663 1012 ABRÉVIATIONS ABREVIATIONS

B = Bordeaux; LI = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

SYMBOLES 111,30 106,41 117,55 The same of the same Sega. Segas du Midi. CNA 9% 4/92-07.... CRH 8,5% 92/94-08...... CRH 8,5% 10/67-684 ..... 112,25 108,36 110,02 113 101,77 216,44 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; III coupon détaché; © droit détaché; o = offert; d = demandé; 1 offre réduits; 4 demande réduite; é contrat d'animation. CRH 6,9% 1067-684

EDF 6,6% 88-89 CM

EDF 6,6% 92-04 |

Emp. Ent. 6933-77 |

Emp. Ent. 6933-7 Silic\_ ### Socious So NOUVEAU MA 575 147,60 1090 1530 446 74 693 120 350 136,50 571 223 84 570 215 561 277,50 315 465,10 152 340 177,40 36 127 65,40 564 572 465,50 249,50 249,50 249,50 249,50 249,50 249,50 **HORS-COTE** CEGEP #-**NOUVEAU MARCHE** SECOND Une sélection. Cours relevés à 12 h 30 MARCHE **VENDREDI 5 JUILLET** Hernes Internet.18 ...... Une sélection Cours relevés à 12 h 30 CNIM CAU. Demiers cours ICBT Groupe !-Demiers cours Cours précéd. **VENDREDI 5 JUILLET** 250 (34.50 (24.50 (34.5 **VALEURS VALEURS** 440 284 228 446 160,50 129 80 26,10 46,45 1300 140 Demiers cours (2) (4) (4) Int. Computer 9

IPBM

M6-MetropolaTV

Manitou 4

Manuan Credit Gen Inc. VALEURS CAIRS Vizins 57,45 Acfai (No) #-468 200 134 1710 Algle ! \_\_\_\_ Albert S.A (NS). Termador Hold(Ly) Ducros Serv Rapide

Ecco Trav Tempo Ly

Europ Estino (Ly) Marie Brizand Macelec (Ly) 86,50 527 485 121,60 132 508 716 710 600 575 515 230,10 395 670 71 626 249 357 750 MGI Cout **ABRÉVIATIONS** Monneret jouet Lyl ...... • B = Bordeaux; Li = Lifle; Ly = Lyon; M = Marselle; Ny = Nancy; Ns = Nances. Viel et Cle # .... 683 675 965 167,60 19 100 935 239 5YMBOLES Vilmorin et Cle a..... 1 au 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; • cours précédent; III coupon détaché; • droit détaché; a = offert; d + demandé; 1 offer éduite; I damande réduite; s cotarat d'animation. Paul Predault 6

P.C.W. 
Petit Boy 6

Pochet BIMP...... Botron (Ly) #. Grodet (Ly) i Pouloulat Ets (NS) ... 1062,02 1049,96 1037,37 2002,51 1860,68 8362,44 6409,92 1699,06 1628,02 1591,02 1591,03 1395,48 309,39 1774,66 11504.60 Al 1845.5 1712.69 1 1678.31 97.94 97.94 97.94 Francic Fierre 11303.19 1 11304.81 113 1347,12 1393,4 Cadence 1 D.... 1714,61 1488,99 Cadence 2 D..... 1693,49 1692,05 Cadence 3 D.... Créd.Mut.Ep.Monde \_\_\_\_ Créd.Mut.Ep.Oblig \_\_\_\_ SSS\_27 Créd.Mut.Ep.Quatre.\_\_\_\_ 1526,91 1264,39 76631,80 1061,86 11604,27 1069,01 1060,46 1047,74 2004,51 1862,46 8466,26 CE SHINONES SICAV et FCP 982,23 117,62 71379.85 71535.80 .Une sélection 6474,02 598,76 1722,84 Cours de clôture le 4 juillet CIC 1187433 2 1184472 Émission Frais incl. Rachat net BRED BANQUE POPULAIRE **VALEURS** 1271,26 353,52 1405,64 3298,92 1168,29 1661,40 1531,24 1413,19 201-36 CHROTI AGRICULA Amplia Acoust Amérique 1309,40 358,82 Cicamonde... LECAL & GENERAL BANK
Sécuriaus 1791,30
Stratégie Actions 969,67 Convertice
Error
Trefress Oblice Mondial.
138,65 Oblice Régions.
101,08 Rentack. 89556,80 234,77 CHCA 1458,32 3348,40 1185,81 Obliga thes cath..... 1791,30 982,57 1778,95 Sogister C..... 122,30 313.0 igipi Ambition (Ara)..... Amplia
Annu Asia
Atour Americae
Atour Asia
Atour Futur C
Atour Futur D
Coais
Direc
Hicas
Epargne-Unie
Burodyn
Indicia 116174,39 1791,30 969,67 1774,62 CDC GESTION 141,51 Strategie Actions...... Strategie Rendement..... 10458 617,65 Fonds communs de placements 655,74 873,06 Livret Bourse Inv. D ...... Le Livret Portefeuille D... BANQUES POPULAIRES 1275,58 1589,18 Favor D\_ D\_\_\_\_\_\_ Ince D\_\_\_\_\_ 178.74 CONTROL CREDIT LYONNAIS
178.74 CONTROL Nord Sud Dévelop. C/D... Patrimoine Retraite C... 2174,41 298,38 2366,69 589 1815,59 1306.08 1293.51
16745.48 1293.52
17151.55 17151.55
1401.52 1374.45 Emriciel D
2226.84 2983.01 Cécublys C
1570.05 176.35
1570.55 176.35
1660.79 176.35
1600.79 176.35
1600.79 176.35
1600.79 176.35
1600.79 176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
176.35
17 1589,18 145,85 ... o 2012,25 . Sogerfrance Tempo D ... SANQUE TRANSATLANTIQUE 1859,60 799.94 779.28 130.36 110.29 606.19 819,94 798,76 133,67 112,96 615,28 921391,94 169,97 1850,81 LES MATIÈRES PREMIÈRES 94<u>62,62</u> 9063,04 17341,79 1207 16172 16172 642 643 462 105 1653 1286,37 Ligh Tréson. 19041,29 11617,52 11617,52 Footskay C.... 578.57 (13,74 108.97 174.71 136.14 587.25 113.91 Mutual dépôts Sicav C... 18277,44 Sicay 5000... 493,93 1716,22 967,26 857076 13767 374002 2170,18 109,07 144,71 CAISSE D'EPARGNE Proficius
Proficius
Revenu-Vert
20191 Séréa
20201 Synthésis
Vert Prance
Vert Garantie C
Vert Garantie D
Vert G 1197,33 108,19 136.14 Son. Actions Puter D.

Edit. Concort C.

Edit. Copicalisation C.

Edit. Distripunitaire D. 57835. SYMBOLES
15783 Cours du jour; + cours précédent. 216,04 220,94 226,22 10904,52 80231,90 2985,97 175,62 10985,86 12712,63 312,67 1970,86 579,11 160,96 15557,33 2352,71 15964,35 1243,85 43269,63 5268,27 2938,51 916,13 833,90 17851 662,5 , Poste Gestion C. 1264.5 (7.5) 679.2 (61.5) 1704.8 (47.5) 1386.7 1386.2 1666.8 486.3 301.13 255.4 255.8 189.8 185.20 2191.55 215.20 Crédit Alemei Revenus Trimestr. D ..... TOUTE LA BOURSE EN DIRECT Latio Epargne Retraite ...
Latio Epargne Trésor ....
Latio Epargne Valeur ....
Latio Prance Index ..... 2024.24 Thesona C. Averag Albres 132,49 865,27 106,36 3615 LEMONDE Créd Mut Act France.... 1:128,94 Theson D... 825,64 Créd Mut Ep.Cour.T..... Créd Mat Ep.Ind. C..... 665.72 - 1859 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE 2200,50 Actimodésire C..... atio Immobile: ....... 37019.30 : 3709.30: Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 2/ 31494.22 : 31494.22: Créd.Mist.Ep./\_ atio Monétaire C/D .... 190,79

> ·----•

journée peu animée. • LES INTEMPÉ-RIES, en particulier un vent contraire persistant, ainsi que la stratégie frileuse de la plupart des équipes bloquent la course. Le peloton accumule les retards,



au point que la direction du Tour a dû avancer l'heure de départ des étapes. • STÉPHANE HEULOT a conservé sans peine son maillot jaune, tandis que son coéquipier de chez GAN, Frédéric Moncassin, deuxième de l'étape, consolidait son maillot vert. • L'ALIMENTATION reste le principal souci des coureurs et de leur encadrement médical, pour supporter les longs efforts.

# Le vent et la tactique économe des équipes mettent le peloton en retard

Le Néerlandais Jeroen Blijlevens a remporté au sprint, devant Frédéric Moncassin, une étape menée à 35 kilomètres à l'heure de moyenne seulement. Stéphane Heulot n'a eu aucune peine à conserver son maillot jaune

de notre envoyé spécial

« En raison des conditions allmatiques défavorables actuellement, nous demandons à tous les coureurs de bien vouloir rajouter des épingles aux dossards autocollants. » Les organisateurs ont fait passer au peloton une consigne inédite, jeudi 4 juillet, au soir de l'étape entre le lac de Madine et Besançon. C'est qu'il souffie actuellement sur le Tour de France un vent à déshabiller les coureurs. Il leur a donc été demandé de solidement tout arrimer en prévision d'autres journées que la météo annonce contra-

nord, le vent du sud. Les premiers ne cessent donc de se prendre le second dans le nez.

Si cette quatre-vingt-troisième édition du Tour de France avait été courue en sens inverse, le peloton serait déjà sur les Champs-Elysées. Mais, là, ils se traînent. Les 242 kilomètres du parcours de jeudi ont été menés à moins de 35 kilomètres à l'heure de moyenne. Hippolyte Aucouturier devalt aller plus vite, quand il l'emporta, dans le chef-lieu du

Frédéric Moncassin et l'Allemand Erik Zabel. A vingt-quatre ans, il signe sa deuxième victoire dans le Tour de France, après avoir enlevé une étape, à Dunkerque en 1994. La caste des sprinteurs continue à dominer ce début de Tour. Elle doit se bâter dans sa razzia. Les Alpes approchent, dont personne ne sait comment il s'en sortira. L'italien Mario Cipollini et le Tchèque Jan Svorada ont déjà abandonné, l'un malade, l'autre blessé. Les autres rois de la vitesse doivent déjà songer au gruppetto

qui leur permettra d'arriver à Tu-

riantes. Les coureurs viennent du s'est imposé sur la ligne devant rin en meilleur état que les éléphants d'Hannibal.

N'en déplaise à son vainqueur, l'étape de Besançon, qui traversait cinq départements (Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haute-Saone, Haute-Marne, Doubs), ne restera pas dans l'anthologie de la Grande Boucle. Une nouvelle fois, la course a subi l'effet émollient des intempéries. Personne ne niera qu'il est plus difficile de pédaler contre le vent qu'avec lui. Mais ces considérations aérodynamiques ne peuvent expliquer seules le train de sénateur du peloton. Obligés de rester près de sept heures en selle, les concurrents paient là le prix de leur désunion. Le Tour s'est engoncé dans des considérations tactiques si étriquées qu'elles aboutissent à un suicide collectif.

LOGIQUE AVARICIEUSE

Jeudi, aucune échappée n'était viable contre un vent violent. Il n'y avait donc personne à poursuivre, contrairement à la veille, où cinq francs-tireurs avaient sorti la course de sa torpeur. Pas une équipe ne trouvait non plus intérêt à imposer un tempo en tête. Personne ne le fit donc. « Un coureur qui est à l'abri consomme 40 %

### Panneaux anti-chutes

La grande innovation de ce Tour, en matière de sécurité, est à mettre au crédit de Laurent Bezault et Charly Mottet, deux anciens cyclistes professionnels, aujourd'hui membres de la direction sportive du Tout. Pour prévenir les chutes, ils ont fait installer, cent mètres, puis dix mètres avant chaque rond-point et chaque ralentisseur, une signalisation indiquant la présence d'un obstacle, ainsi que les solutions pour le négocier.

Ils envisagent encore d'améliorer ce système, en augmentant la tallie des panneaux et en uniformisant la couleur (caractères noirs sur fond jaune). Le peloton regrette l'absence d'une teue signalisation aux Pays-Bas. Lors de la première étape, autour de's-Hertogenbosch, plusieurs coureurs, dont Luc Lebianc, avaient été blessés dans des chutes, ce qui avait décienché une protestanale des coureurs professionnels (Alcoro).

d'énergie en moins », énonce Gérard Nicolet, médecin sportif. Dans le souci d'économiser des forces avant la montagne, chacun s'est protégé derrière son voisin.

Le peloton avait donc à sa tache l'enthousiasme des légions romaines de Babaorum attaquant 🗷 village d'Astériz: « Pas si vite devant, poussez pas derrière », sem-blait le mot d'ordre. « Pourquoi faire l'effort pour les autres? », interrogeait Laurent Brochard, de Festina, « Il est impossible de faire s'entendre près de deux cents coureurs. Il y en aura toujours pour tirer au flanc », avance Pascal Duresponsable bois.

d'Aubervilliers 93. « Aucun directeur sportif n'a voulu sacrifler ses hommes », expliquait Marc Durant, qui dirige Agrigel-La Creuse.

Cette logique avaricieuse, sous couvert de haute stratégie, a mui au spectacle. Elie a contraint le public à patienter près de deux heures supplémentaires sous la pluie pour entrevoir leurs favoris. Elle pénalise également les protagonistes, réduisant leur temps de récupération. Les coureurs passent régulièrement la ligne après 18 heures. A cette heure-là, habituellement, fis sont déjà à se relaxer sur les tables de

Afin de soigner l'Audimat, les arrivées avaient été planifiées peu après 17 heures par les organisateurs. Sur la base des moyennes élevées de 1994 et 1995, ils avaient donc retardé les départs. Mais le peloton n'a pas la même horloge interne d'une année sur l'autre. « La course appartient toujours aux coureurs », en conclut Marc Durant. Il reste ao moins cette bonne nouvelle.

Benoît Hopquin

Committee of the Author

### de notre envoyé spécial Des tartines de pain d'épices, recouvertes Une fois la course partie, les coureurs osd'une fine couche de beurre et de beaucoup de cilient entre la peur de la fringale et la hantise de prendre de la mauvaise graisse. Une chose est claire: ils mangent beaucoup. Tout simple-

miel : tel était le « patit supplément personnel ». dont il parle encore aujourd'hui avec gourmandise, que Jean Stablinski mettait dans sa musette lorsqu'il courait le Tour de France. Ce n'est pas une petite gâterie qu'André Darrigade s'était permis à la veille du départ du Tour 1957, mais une magnifique langoustemayonnaise dans un bon restaurant de Nantes. Le lendemain, victime d'une crise de fole, le sprinteur landais souffrit mille morts sur la route de Granville. Ce qui ne l'empêcha pas de remporter cette première étape. On imagine mai de pareilles mésaventures

aujourd'hui. Certes, Bruno Thibout, jeune coureur de Motorola, admet qu'il se permet, au sortir du Tour, une semaine de « régime libre ». Certes, Miguel Indurain sacrifie à son péché mignon, l'agneau rôti, une fois par an. Nous, quand nous cassions la croûte en dehors des compétitions, c'étalt pas rien », reconte Stablinski. Maintenant, les cyclistes professionnels sont devenus de véritables diététiciens, Jonglant avec la formule ésotérique mise au point par le professeur Albert-Francis Creff :

BESANÇON

« 421 GPL », soit, à chaque repas, 4 portions de glucides, 2 de protéines et 1 de lipides.

Beaucoup manger, boire encore plus et ne pas prendre un gramme

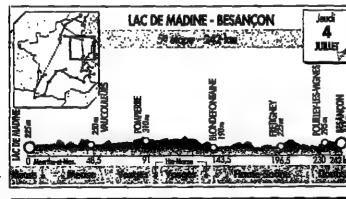
ment pour compenser leurs énormes efforts. Dans son Guide du cyclisme, le médecin du Tour, Gérard Porte, estime à 5 000 calories les dépenses quotidiennes d'un coureur de la Grande Boucle. Et pour un effort exceptionnel, comme un contre-la-montre en montagne, et par grande chaleur, la dépense pourra dépasser 800 calories par heure. Les besoins alimentaires moyens d'un sujet alité et ne faisant aucun effort sont évalués à 1 200 calories par

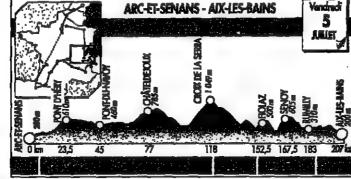
UN VERRE DE VIN OU DEUX Trois heures avant le départ – une règle sacro-sainte pour ne pas commencer leurs efforts en période de digestion -, les coureurs prennent un petit déjeuner solide : des pâtes, remplacées de plus en plus souvent par des cénéales, une omelette, du pain et un fruit. Pendant la course, ils mangent quelques barres de concentré de céréales super-énergétiques, des galettes et, en cas de grosse chaleur, quelques fruits. Oubliées, les culsses de poulet et les tartines de pain d'épices.

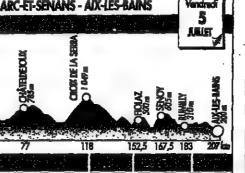
Pâtes à nouveau le soir avec une vlande - de moins en moins rouge - ou un poisson, et un dessert. « C'est sidérant de voir à quel point les coureurs se précipitent sur les sucreries », confle un serveur de restaurant, étonné aussi que certains d'entre eux ne dédaignent pas un ou deux verres de vin par repas. Jean Robic, Iul, ne se contentait pas de boire son litre au dîner. Il mettait du vin rouge, certes mélangé à de l'eau, dans ses gourdes. C'était aussi le temps où, écrit Gérard Porte, un adage bizarre circulait dans le peloton : « Si tu veux gagner, donne à boire à ton adversaire. » Pour ne pas perdre trop de seis minéraux, certains estimaient qu'il fallait moins transpirer, donc moins boire. CQFD. C'était oublier que la déshydratation est encore plus terrible.

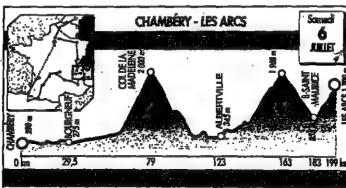
Les cyclistes boivent entre 0,5 litre et 2 litres d'eau ou de boisson sucrée par heure. Aucun ne songerait à faire comme Brambilla, qui, un jour de méforme, jeta rageusement son bidon à terre en se criant à lui-même : «Ah I la Brambille, tu veux pas avancer, eh bien, tu boiras pas l »

José-Alain Fraion









## Pete Sampras abandonne sa couronne à un successeur inédit

LONORES

de notre envoyée spéciale Il s'en va la mine basse, groggy par un score si cruel. Il s'en va salement battu après un match qui aura trotté plus



vingtquatre heures dans sa tête, pour deux heures et demi de jeu effectif. Eliminé, jeudi, en

quart de finale par Richard Krajicek, Pete Sampras voit s'enfuir un quatrième titre consécutif. Tout a commencé mercredi, par un temps de chien. Le ciel n'a autorisé que deux heures de jeu, entrecoupées de longs entractes pluvieux.

Très vite, Sampras a senti le danger. Un grand diable. Richard Krajicek n'est pas tête de série à Wimbledon, puisqu'il n'y a jamais vraiment brillé, mais il est treizième joueur mondial. Il est jeune, assez inconscient pour ne vivre que par et pour l'offensive. Mercredi, il s'était fait les dents sur Michael Stich en l'éliminant en trois sets.

Pace à Sampras, le Néerlandals continue sur sa lancée. Dès le début de la rencontre, il débride son tennis. Ses premiers services sont amples, ses deuxièmes balles perverses et sa présence à la volée majestueuse. Face à lui, Pete Sampras est emprimté. Son service se dé-

Il suffit d'une balle de break à Kraficek pour enlever le premier set. Il gagne le deuxième après un tiebreak complètement manqué par Sampras. La rencontre est alors arrêtée par la phie.

« Dès hier soir, j'étais désemparé, disait, jeudi, le champion en titre. J'avais l'impression d'un immense gachis. J'avais raté tous les points importants. J'ai passé une bonne partie de la nuit à me reprocher la perte de la deuxième manche. Dans ces conditions, recommencer, repartir et gagner tenait d'un exploit incroyable. » Et Pete Sampras a retrouvé un Krajicek impitoyable. L'Américain n'a pas retrouvé son service, et ses passing-shots se perdent dans les couloirs. Au total, il aura servi huit aces pour huit doubles-fautes quand sa moyenne, depuis le début de l'année, est de vingt aces par match. Krajicek a asPERSPECTIVE OLYMPIQUE

nale anglaise de sa carrière.

séné vingt-neuf aces pour cinq

doubles-fautes et aura mieux abor-

dé les « tournants » du match.

pour connaître la première demi-fi-

Pete Sampras quitte la scène confus d'avoir perdu. Il console et se console: « Mon rève de joueur était de gagner une fois Wimbledon. Je ne m'attendais pas à l'emporter trois fois d'affilée. Aujourd'hui, je n'ai pas à avoir honte de quoi que ce soit. Je peux rentrer chez moi et me dire que j'ai bien joué cette année. » Eliminé au quatrième tour des Internationaux d'Australie, demi-finaliste épique à Roland-Garros, Sampras s'aligne aux Jeux olympiques avant de défendre son titre de l'US Open à la fin du mois d'août. Il reste un nunméro un mondial incontestable.

CYCLISME Tour de France Se Bape Lac de Madine-Besançon (242 km) : 1, J. Bijlevens (P.B., TVM) ; 2, F. Moncassin (Fra) ; 3. E. Zabel (All), 4. M. Traversoni (Ra) ; 5. D. Abdourpa-

RÉSULTATS

Cassesment generall : 1. 5. Houter (PTA, CAN); 2.

A. Plocosi (Ba), à 20 s; 3. C. Saugnain (Fta), à 34 s; 4. R. Jeanmann (Sul), à 34 s; 5. D. Nelisanen (P-B), à 1 min 35 s; 6. F. Moncassain (Fra), à 3 min 35 s; 7. A. Zulle (Sul), à 4 min 05 s; 8. E. Bezan (Flus), à 4 min 06 s; 8. C. Bezan (Flus), à 4 min 16 s; 10. B. His (Dard), à 4 min 16 s.

3, E. Zebel (All), 114 ; 4. M. Traversoni (Rej., 103 ; 5. F. Baldato (Ra), 93.

Internationaux de Grande Bretagne

TENNIS

Samples statistically Services (P-13), E-U) b. Tim Hen-man (G-8), 7-6 (7-5), 7-6 (7-2), 6-4 ; R. Krajicek (P-8) b. P. Samples (N\* 1, E-U) 7-5, 7-8 (7-3), 6-4 ; k. Washington (E-U) b. A. Raddulescu (Al), 8-7 (5-7), 7-6 (7-1), 5-7, 7-6 (7-3), 8-4 ; J. Stotlenberg (Aus) b. G. hamkewe (N\* 7, Cro), 6-3, 7-6 (7-3), 6-7 (3-7), 2-8 (7-3)

Le tournoi offiira une finale inédite. Aucun des quatre derniers hommes n'a joué à ce niveau à Wimbledon. En demi-finale, Richard Krajicek rencontrera Jason Stoltenberg. L'Australien a éliminé le Croate Goran Ivanisevic, tête de série nº 4, finaliste en 1992 et 1994, demi-finaliste en 1990 et 1995. Asphyxié par l'audace de son adversaire qui lui avait pris les deux premières manches, Goran Ivanisevic avait eu la chance de voir la partie interrompue par la nuit après avoir arraché le troisième set. Jeudi, fébrile et agacé, il s'est incliné 7-3

dans le tie-break du quatrième set.

La deuxième demi-finale est américaine. Todd Martin, dernière tête de série en course (nº 13), a mis fin au rêve de l'Angleterre en battant Tim Henman en trois sets rapidement menés, au service comme à la volée. Il rencontrait, vendredi, son compatriote Malivai Washington. Celui-ci parvient pour la première fois de sa carrière dans le demier carré d'un toumoi du Grand Chelem. Son tennis puissant a achevé la belle histoire anglaise d'Alex Radulescu, Celui-ci, qui avait eu deux balles de match dans le tie-break du quatrième set, a laissé filer sa chance sur deux doubles-fautes. Il perdait ainsi son service pour la première fois de la partie. Et voyait s'enfuir un grand

Bénédicte Mathieu

## Les conditions de la reprise de l'OM par Adidas restent à préciser

MAILSTLLE

de notre correspondant Dans un communiqué, publié dans l'après-midi du jeudi 4 juillet, la firme allemande Adidas a confirmé son engagement avec l'Olympique de Marseille (Le Monde du 5 juillet), mais rappelle que son offre « impliquait la présence d'autres partenaires ». Adidas entend ainsi «fédérer des purtenaires régionaux, nationaux et internationaux autour du club dans

les deux prochains mois ». Le matin même, la grande famille des « sauveurs » de l'OM, rassemblée à l'hôtel de ville, avait le sourire lorsque Jean-Claude Gaudin, maire (UDF-PR) de Marseille, a expliqué, sans s'embarrasser de détails et de chiffres, les raisons qui l'ont poussé à choisir l'équipementier sportif pour la reprise du club.

C'est, semble-t-il, le plan pré-senté lundi le juillet par Robert-Louis Dreyfus, président d'Adidas, qui répondait le mieux au cahier des charges. Tout en s'engageant à conserver l'encadrement humain du club pendant un an, Adidas devrait assurer un budget d'investissement de 150 millions de francs sur cette année, pour un budget de fonctionnement oscillant autour de 120 millions de francs. Outre le remboursement de la

dette des collectivités territoriales ayant participé au capital de la SEM - 20 millions de francs versés par la ville et le conseil régional-, Adidas aurait surtout promis le versement rapide d'un chèque conséquent, « à valoir » sur le budget d'investissement. D'un montant de 30 millions de francs voire davantage selon l'entourage du maire -, il devrait permettre à l'OM de boucier son recrutement pour la prochaine saison. C'est cet argument sonnant et trébuchant qui aurait permis à Robert-Louis Dreyfus de l'emporter sur ses

Si, dans son communiqué, Adidas ne cite aucun chiffre, il annonce en revanche qu'une « condition supplémentaire à son engagement » est « que la compagnie devienne le fournisseur exclusif de chaussures, de maillots et de matériel du club ». Que fera l'équipementier japonais Mizuno, en contrat avec l'OM jusqu'en 1999? Comment réagira Parmalat, géant italien de l'agroalimentaire, actuel sponsor maillot du club? Après l'effet d'annonce voulu par M. Gaudin, bon nombre de questions restent posées. Les négociations pour constituer le tour de table de la future SAOS (société anonyme à objet sportif) ne font que commencer - (Intérim.)

# Deux chercheurs injustement accusés de fraude sont réhabilités par les autorités américaines

Dix ans après les faits, l'affaire Baltimore et son amère conclusion secouent les milieux scientifiques

En 1986, l'immunologiste Thereza imanishi-Kari une enquête pour le moins sommaire, elle per-était accusée par une collègue de laboratoire dait son poste à l'Université. En 1991, David Balti-d'avoir falsifié ses résultats de recherche. Après more, prix Nobel de médecine, qui avait cosigné sité Rockefelles. Justice vient de leur être rendue.

WASHINGTON

The state of the s

- 사망 (고'및 2)

· 不知识明显是1200 

CONTRACTOR 5,000,000,000,000

1 - 1 17 This

Augustia.

Contract Section

... 224

10.00

医二性性炎

110 44 . . "TE 100 500

1.7975

de notre correspondante Pendant dix ans, deux chercheurs américains, dont un prix Nobel de médecine, out vu leurs noms traînés dans la boue, leur réputation anéantie, leurs travaux ralentis et leurs ambitions paralysées par une accusation de frande scientifique sur laquelle se sont très publiquement penchées diverses instances administratives et politiques. Le 21 juin 1996, le professeur David Baltimore, lauréat du prix Nobel de médecine en 1975 pour ses travanx en biologie moléculaire, et sa collaboratrice, le docteur Thereza Imanishi-Kari, ont été totalement blanchis en appei par un conseil d'experts du département de la santé: « Une victoire aigre-douce », a confié à la presse américaine le professeur Baltimore dans son laboratoire du Massachusetts Institute of Technology (MIII). Un verdict au goût amer, en tout cas, pour l'ensemble de la communauté scientifique américaine, longtemps divisée sur cette affaire et réduite à se demander anjourd'hui comment elle a pu laisser se dérouler sous ses yeux, si longtemps, une épreuve aussi kafkalenne.

pas aux mêmes conclusions qu'elle, d'avoir faisifié les données d'une expérience, le docteur lmanishi-Kari, immunologiste d'origine japonaise émigrée du Brésil, a été la principale incriminée. Pour satisfaire aux besoins des multiples enquêtes, elle a dû livrer ses notes personnelles, tout ce qu'elle avait amassé au cours de

de son laboratoire, qui ne parvenalt

fendre sa collaboratrice avec la plus parfaite obstination. L'affaire prit une si manyaise tournure ou'en 1991 David Baltimore for contraint de démissionner, à cinquante-deux ans, de la présidence de la prestigiense université Rockefeller, à laquelle il avait accédé dix-huit mois plus tits. L'épisode le plus sombre de cette affaire fut sans doute ceixi des audi-

Pour le « Washington Post », « la science américaine s'est privée pendant dix ans d'un de ses leaders les plus efficaces »

cette expérience d'humunologie gé-nétique dont elle avait rapporté les résultats dans un article remarqué, publié par la revue stientifique Cell; au fil des aus, elle a perdu son poste d'enseignante à Thits University et a été privée de crédits publics de recherche.

Patron du docteur imanishi-Kari, le professeur Baltimore n'était pas lui-même accusé de fraude, mais plutôt de complicité, puisque, après avoir cosigné l'article en question, il s'entêta, nottes ces années, à dé-

tions publiques convoquées au Congrès en 1988 et 1989 par un élu de la Chambre des représentants particulièrement zélé, le démocrate John Dingell, qui présidait la commission dont dépendait le budget de la recherche; le professeur Baltimore y perçut « une offensive contre la science » et se débatit comme un beau diable. Peu satisfait des enquêtes menées par les organismes scientifiques, John Dingell charges alors le Secret Service, ofcompétences incluent la lutte coutre les contrefaçons, d'examiner les carnets du docteur Imanishi-Kani. Les soupçons portés par le Secret Service conduisirent un organisme fédéral nouvellement créé, répondant an nom très orwellien de « bureau de l'intégrité scientifique », à se saisir à son tour du dossier et à déclarer, en 1994, Mª lmanishi-Kari coupable de fraude. C'est cet organisme, rebaptisé depuis « bureau de l'intégrité de la recherche », qui vient d'être définitivement désavoué en appel,

Certains savants, atterrés, se demandent amound but comment tout cela a été possible. En rédnisant le professeur Baltimore au silence sur la scène scientifique pendant dix ans, déplore l'un d'entre eux dans le Washington Post, « la science américaine s'est privée d'un de ses leaders les plus efficaces ». Pour le magazine Nature, l'épilogue de l'« affaire Baltimore » vient opportunément nountir le « virulent débat » qui agite le monde académique américain sur la façon d'aborder et, éventuellement, de juger les fautes scienti-

Sylvie Kauffmann

## La NASA débloque 4 800 millions de francs pour une fusée réutilisable

La conception du X-33 est confiée à Lockheed Martin

DANS SON SOUCI de reconquérir le marché des services de lancement de satellites dominé actuellement par la fusée européenne Ariane, les grands industriels américains du spatial et la NASA se sont lancés, en avril 1995, dans la définition d'un nouveau concept de fusée réutilisable capable de rallier les stations orbitales et de mettre quelque dixhuit tonnes en orbite basse à bas prix - environ 2 000 dollars, solt 10 300 francs par kilo, contre plus de 20 000 dollars aujourd'hui.

Trois industriels, avec des prolets forts différents et parfols révolutionnaires, étaient sur les

son côté 220 millions de dollars. Une somme relativement importante qui marque la volonté des pouvoirs publics américains de plus impliquer à terme les industriels dans le transport spatial. Un « bonus » de 75 millions de dollars pourrait être débloqué par la NASA si le constructeur du X-33 parvient à effectuer avec son véentre le mois de mars et le mois de décembre 1999, dont un qui atteindrajt la vitesse d'environ 18 000 kilomètres à l'heure

Ce système de transport spatial devrait, affirme l'administrateur

(Mach 15).



lages en manay servici recessor es pour ne de transport recutilisable de la NASA. Cet es nes qui décollage est pue sorte de fer à repussier l la lage de la lage est pue sorte la lage de la la repussier la lage de lage de la lage de lage de la lage de la

rangs pour réaliser cet ambitieux de la NASA, Dan Goldin, ouvrir

## L'inventaire des déchets radioactifs s'étoffe encore

L'Andra a recensé 1 083 lieux de stockage en France, dont 33 nouveaux par rapport à 1995

contemnat des déchets radioactifs recensés à ce jour en France. Leur où la Cogema avait « oublé » de dénombrement a été effectué par l'observatoire de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), qui a rendu publique, mercredi 3 juliet, l'édition 1996 de son inventaire natio-

Accusée en 1986 par une collègue

Le principe de cet « annuaire » a été fixé par la loi du 30 décembre 1991. Il répertorie les aites où sont entreposés des déchets issus de l'industrie électronucléaire, d'activités militaires, mais aussi d'une multitude de petits producteurs: établissements médicaux (médecine nucléaire), centres de recherche, industriels (fabricants d'engrais, de peintures luminescentes), agroalimentaire (ionisation des aliments). On dénombre 833 de ces petits producteurs, dont 664 livrent directement leurs déchets à l'Andra. Il convient d'y ajouter 283 détenteurs de sources radioactives, sur lesquel l'établissement de fiches est en cours. Par rapport à 1995, ce quatrième

1063. C'est le nombre de sites 33 nouvelles fiches. Une fiche a été M. Kaluzny déplore le manque de créée pour le site de Pierrelatte, déclarer la présence de 2 611 fûts I Vingt-cinq fiches ont par ailleurs été supprimées en raison d'une dessous du seuil, arbitraire, de

Pour autant, l'inventaire n'est

pas exhaustif. Si les sites militaires métropolitains semblent complets, il faudra attendre le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) concernant les atolls de Mururoa et Fangataufa pour « boucler la boucle », selon Yves Kaluzny, directeur de l'Andra. Côté civil, il indique que des études supplémentaires out été lancées pour mieux cerner les activités du laboratoire Curie d'Arcueil dans les années 20 et 30. Il s'agit d'identifier d'éventuels sites « sauvages » de stockage de déchets issus de ce laboratoire. Le même effort a été entrepris dans le Doubs, où l'industrie horlogère a longtemps fait un usage intensif de peintures luminescentes conteinventaire comporte au total nant des produits radioactifs.

coopération des syndicats professionnels en la matière, et la lenteur des interventions sur les sites contaminés.

Il indique ainsi que certains « points noirs », telle la friche industrielle de l'usine Bayard de peinture au radium et tritium à Saint-Nicolas-d'Aliermont (Seine-Maritime), dont la contamination est reconnue depuis 1992, n'ont toujours pas été traités. Ainsi en est-il du Fort d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où les époux Joliot-Curie, puis la défense, out réalisé des travaux jusque dans les années 60, ou encore d'une villa de Bandol (Var) où l'un des préparateurs de l'équipe Curie avait créé une petite entreprise de peintures radioluminescentes.

Un fonds d'indemnisation destiné à assurer la décontamination recensés - dont les propriétaires ont disparu ou ne sont plus solvables - devrait être constitué prochainement. Mais ce projet de

«mécénat», qui devrait en principe être assuré, à hauteur de 5 à 10 millions de francs par an, à parts égales par le CEA, la Cogema, EDF et l'Andra, est retardé par des « pinaillages » d'ordre jurijue, a regretté M. Kaluzny

Le directeur de l'Andra 2 en revanche accordé un hommage appuyé aux associations écologistes - avec lesquelles il lui arrive par ailleurs de ferrailler - qui ont alerté l'Andra sur un certain nombre de sites suspects, et notamment sur l'utilisation forcenée qui fut faite du radium durant l'après-Enfin, suite aux « révélations »

d'octobre 1995 concernant le largage par les Britanniques de déchets dans la Manche, l'inventaire 1996 comporte un recensement des diverses immersions de « cois » radioactifs effectuées par la France et sept autres pays européens. Avant d'opter pour le stockage en surface des déchets, la France à procédé à l'immersion de 46 3% colis, représentant 14 300 tonnes de déchets, au large de l'Espagne (1967) ainsi que dans la plaine abyssale de Porcupine, à 900 km à l'ouest de Brest (1969). L'Andra, promotrice du stockage à terre, ne manque pas de souligner que la part française ne représente que 0,8 % du total des déchets immergés par les autres pays européens jusqu'en 1982 (Le Monde du 20 octobre 1995).

La surveillance radiologique des sites d'immersion était jusqu'alors assurée par l'OCDE (programme Cresp). Considérant que l'impact radiologique était « négligeable », mais aussi en raison de problèmes financiers, elle a stoppé ses investigations. Au moment où, selon les prévisions, les premières fuites significatives devraient apparaître, vingt ou trente ans après l'immersion des fûts.

Hervé Morin

→ Inventaire national des déchets radioactifs, établi par l'observatoire de l'Andre, édition 1996. diffusé à 4 000 exemplaires, disponible au (1) 46-11-80-21.

MALLEMAGNE: cent quatrevingts transports de combustibles nucléaires irradiés devraient être effectués depuis les centrales allemandes vers l'usine de retraitement française de la Hagne (Manche) d'ici à 2001, a indiqué, récemment, le ministère de l'environnement allemand. Bonn examine la possibilité que ces transports, à l'origine de manifestations antinucléaires, se fassent par voic matitime, et non plus par

programme connu sous le nom «un nouveau chapitre» dans de code de RLV (Reusable l'aventure de l'espace car il sera Launch Vehicle): Lockheed Margéré par le secteur privé qui detin, Rockwell international et vra ainsi gagner jui-même des contrats pour le lancement de sa-McDonnell Douglas, Ouinze mois plus tard, la NASA a préféré le tellites, la NASA se réservant de pius gros d'entre eux, le colossal prendre en charge tout ce qui est groupe aérospatial Lockheed relatif à « la science, la technologie et la défense de la nation ». L'agence spatiale américaine ne Le projet baptisé Venture-Stur et dont le vice-président Al Gore sera donc plus, a précisé Dan a tenu à annoncer, mardi 2 juillet, Goldin, qu'un « utilisateur et non le choix à Pasadena (Californie), pas un opérateur » de ce lanceur à est une sorte de fer à repasser votout faire qui, dans le courant de lant inversé équipé de sept mola prochaine décennie, devrait teurs d'un type entièrement nouêtre capable d'assurer entre vingt veau développés par Rocketdyne et trente missions avec surtout des injections sur orbite basse au et dont la « semelle » constitueprix attractif de 10 à 15 millions rait donc la partie supérieure et de dollars par vol. A titre de abriterait la soute. Un modèle à comparaison, une Ariane réclame l'échelle un demi de ce X-33 deaujourd'hui quelque 100 à vrait affronter l'espace en mars 110 millions de dollars (plus ou 1999 pour un voi sans pilote où il plafonnera à 80 kilomètres d'altimoins 10%) avec un lanceur, certes non récupérable, mais Neuf cent quarante et un milpour des mises en orbite à plus

lions de dollars (4 350 millions de francs) répartis sur trois ans vont être débioqués par la NASA pour mener à bien la construction de ce prototype pour lequel Lock-heed Martin devrait investir de

Martin

Jean-François Augereau

haute altitude (36 000 km) qui

sont celles des satellites de télé-

communications et de télévisions

### RESULTATS DU BAC

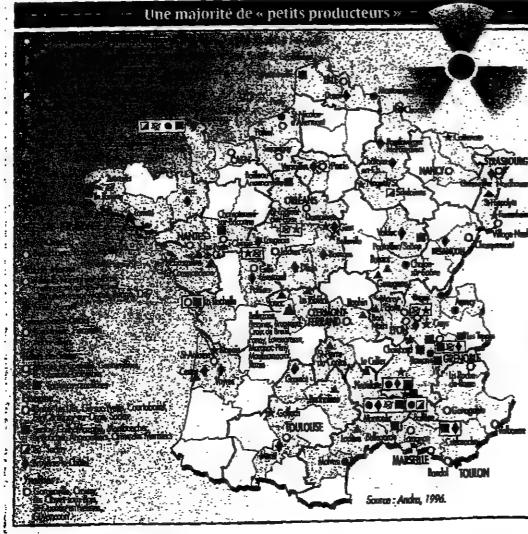
Samedi 6 juillet

Bac Général Académies: CORSE, CRÉTEIL, PARIS, RENNES, VERSAILLES

Bac Technologique Académies: AMIENS, BESANÇON, CORSE, LILLE, ROUEN, STRASBOURG (Départements manquants : 39, 70, 90)

Dès le 10 juillet : Résultats du BAC PRO Académies de Paris, Créteil, Versailles

Minitel 3617 LMPLUS



### **JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES**

### MOTS CROISES Nº 923

HORIZONTALEMENT

L'ie flegme de ses honorables fonctionnaires n'a d'égale que leur distinction. - Il. Tenu secret. C'est sur l'Acrople qu'il perdit sa religion. - III. Brillante étoile éphémère.Ne saurait tarder. – IV. Habitables. Repère au goif. -V. Caractéristique d'une voix. – VI. En contact du début à la fin. Au bout de la route. Toujours compliqué même s'îl est proche. -VII. Colonie grecque. Toujours en armes. Il voulut du bien aux filles. - VIII. Guettent. Baie du Japon. On y voit beaucoup de circulation. - X. Ne nous laissent que des frag-

VERTICALEMENT

1. Leurs raisonnements visent facheusement le court terme. -2. Reconstitue les sonorités. -3. Les navets y sont en compagnie. Profit, en un sens. – 4. Disparue. – 5. Nymphe. Preneur d'ondes. -

6. Ne laisse aucune chance. Possessif. - 7. Des jeux y furent célébrés. Note. - 8. Alimenta la banque en données. - 9. Boucleras. - 10. Syndicat. Conjonction. Dans le champ. - 11. Vont loin dans la bêtise. Conjonction inversée. – 12. lci, selon les textes, il se fit un miracle. Les textes en disent le plus grand mai. - 13. On s'en oc-

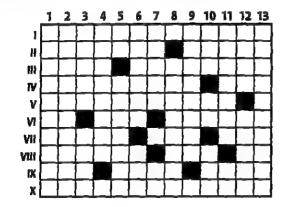
### SOLUTION DU Nº 922

Horizontalement

I. Arc de triomphe. - II. Lourdaud. Aral. - III. Auburn. Ecréma. - IV. Ica. Enjolivés. - V. No. Idéal. Niât. - VI. Jumbo. Nos. Nui. -VII. Ule. Nougats. - VIII. Pâté. Usine. Ou. - IX. Pirate. Egrené. -X. Etourdissants.

1. Alain Juppé. - 2. Roucoulait. -3. Cuba. Métro. - 4. Dru. Ib. Eau. -5. Edredon. Tr. - 6. Tanne. Oued. -7. Ru. Janus. - 8. Idéologies. -9. CL. Sangs. - 10. Marin. Téra. -11. Prévins. En. - 12. Hameau. Ont. - 13. Elastiques,

François Dorlet



### SCRABBLE (R)

TIREZ LE BON NUMÉRO En jouant au Scrabble, vous

avez délibérément choisi un jeu de lettres, mais vous ne pouvez, pour autant, échapper aux nombres, particulièrement aux seize premiers, dont la moitié comportent une lettre chère. Parmi ceux-ci (et leurs dérivés), on doit distinguer les mots avec Q, qui se construisent normalement : QUATRE, QUINTAL, des mots avec X et Z, tous atypiques puisque dépourvus des flexions classiques -AUX, -EUX, -EZ.

Commencez par noter les nombres à anagramme : DOUZE (DOUEZ) - TREIZE (ITEREZ ou ETIREZ) - QUINZE (NIQUEZ) -SIXIEME (S + IXIEME) - DIXIEME (D + IXIEME). Les irréductibles sont les adjectifs ordinaux DOU-ZIEME et SEIZIEME, que Michel Pialat surnomme « Scrabbles solitaires » : ils ne sont pas décomposables en 7 + 1, à la différence de QUATORZE (TRAQUEZ+O ou

TROQUEZ + A).
Parmi les dérivés de QUATRE, le

plus important est le verbe OUARTER, réduire un échantilion de minerai en le divisant par quatre. Ensuite: QUADRANT, quart d'une circonférence - QUA-DRIGE, char attelé de quatre chevaux (le char de Ben-Hur) -QUARTAGER, labourer une quatrième fois - QUARTET, élément d'information de quatre bits -QUARTIDI, jeudi « républicain » -QUARTILE (stat.), chacune des trois valeurs qui divisent une distribution en quatre parties égales ~

QUARTO, quatrièmement. QUART est suffixe dans IN-QUART, alliage d'un quart d'or et de trois quarts d'argent, mais pas dans BROQUART (ou BRO-QUARD), jeune cerf, CLIQUART, pierre à bătir, et COQUART ou COQUARD.

Pour la bonne bouche, citons enfin QUARTAUT, petit tonneau et, chez Racine, pot-de-vin: Chicanneau - « Monsieur, l'al commandé que l'on portât chez vous/Certain quartaut de vin.» Dandin - «Hé! je n'en ai que faire. » Chicanneau - « C'est de très bon muscat. » Dandin - « Redites votre affaire. » (Les Plaideurs.)

Michel Charlemagne

Club Elysées, 7, rue Lesueur, Paris-16, 7" novembre 1995. Tournois: mercredi, 20 h 45; mercredi, vendredi et samedi, 14 h 30 et 16 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est L'Officiel du Scrobble (Larousse).

(2) TRILOGIE, 8 E, 60. (b) ENUCLEAI OU LEUCANIE, 4 E, 70. 1. D. Migeon, 870; 2. M. Chambournier, 815; 3. C. Kerdraon, 768.

### ANACROISÉS (R)

HORIZONTALEMENT 1. DEJIPSS. - 2. DEEOPS (+2). 3. EEIILST. - 4. EENNSTT. - 5. AEFISTTU (+1). - 6. ADEERSU (+1). -7. CEEERRUV. -8. AAERRSTU (+1). -9. BEIORSU (+3). -10. CEEMNOO. - 11. ÈFIKNRUZ. - 12. ACENPST. - 13. AEHINSV (+1). -14. AEINRU (+2). ~ 15. EEIINNTV+S (+1). 16. EEEEHRT. - 17 AEEIMORT. - 18. AEEGNN. - 19. AENRUVX. - 20. AIMSSUX. - 21.

### VERTICALEMENT

22. DEIOPRSS. - 23 DEEEORS. - 24. ABDEENR (+ 1). - 25. EFIINSST. - 26. EEGIRSV (+ 1). - 27. ALLNTUU. - 28. EEEIRRTZ (+2). - 29. DEENPU. - 30. AEEINTV (+1). - 31. EEEINRRS. - 32. AACKRS. - 33. AEEIMNCT. - 34. CENNOTT. -35. AECIMP. - 36. ACIMOSU. -37. EEMRTUV. - 38. EEOPSSU (+3). - 39. EFINOU (+1). - 40. EEGRSUX. - 41. CEIRRS. -42. AEEGIMRX.

### SOLUTION DU Nº 923

1. SUREAUX. - 2. VEINARD (ADVENIR...). - 3. ANALYSAT. - 4. INNOVEE. - 5. GAMINANT. - 6. PROBANT. - 7. RAMENER. - 8. TORAHS (THORAS). - 9. ANIMATO, adverbe. - 10. RAGONDIN. - 11. SAVOURA. - 31. USINAGES

22-28 24 25-26 27 28 29-30 31 32 33 34 35-36 37 38 39-40 41 42

EMOULUE. - 12. BLESSER. - 13. EPIERRAL - 14. ARRIVERA. - 15. OLEUMS (MOULES), - 16. SECOUES. - 17. OISILLON. - 18. RASEUSES (ASSUREES). - 19. SOLDATES (DESSOLAT). - 20. TREMOLO. - 21. ENTREVU (YENTRUE). - 22. ESQUISSE. – 23. SERREES. – 24. SAMPANS. - 25. BAASISME (ABIMASSE BAISAMES). - 26. AUBERGE. - 27. CLERICAL. - 28. ELABOREE. - 29. AYMARA, langue indienne sud-américaine. - 30.

(GAUSSIEN). - 32. ELEATES (ETALEES). - 33. XANTHOME, excroissance, - 34. RESSENS. - 35. SNOREAU, espiègle (ANOURES ENROUAS NOUERAS RENOUAS). -36. VITRAIL (LIVRAIT RAVILIT TRIVIAL). - 37. INSISTES. - 38. ANNULEE - 39. REVISEUR. - 40. AVENANT. - 41. AMELIORE. - 42. ASIAGO, fromage Italien. - 43. DEFROQUE. - 44. CONDOMS.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

g) Et non 13..., Fb7; 14. Cg5! ni

h) Et non 14..., Fxé5?; 15. dxé5,

Dxd1; 16. Taxd1, ni 15..., Dc7; 16. F62, Fb7; 17. 0-0 avec avantage

pions noirs, qui n'est pas origi-nale, est ici exceptionnellement

forte et déséquilibre totalement

les Noirs, dont l'affe-D (Ta8, Cb8,

Fc8) n'est pas encore développée

alors que les pions (a6-b5-c4) se

sont avancés loin de leur base,

J) Après 15..., bxa4 ; 16. Cxa4, le

k) Encore plus fort que 16. Ca2.

m) 17..., Dxb6 perd un pion

n) Ecceurés par cette simple et

impitoyable réfutation de la

construction 11..., c4 (14. Cé5 et

15, a4), les Noirs se lancent dans

un sacrifice de D sans grande

compensation. En fait, la D noire

n'a pas de bonnes cases de fuite :

si 21..., Dd6 (d8); 22. Cf7+ ga-gnant la qualité. 21..., Dd6 devait

o) Et non 30..., Fxd4?; 31. F65+.

p) Le gain des Blancs ne pose

probablement être tenté.

43. Df6+, Rg8 ; 44. Dxd8.

gain; et non 3. Rg2?, Cxf4+ et 4..., Txb5 nulle); 3. Td1!, Cf3; 4. Ta1+,

Rb4; 5. Tb11, Txb1; 6. Rg2, Tg1+

7. Rxf3, Tg8; 8. Ca7, Tb8; 9. Cc64

aucun problème.

43. Tf8 mat.

avec gain.

**ÉTUDE Nº 1696** 

Y. MERKIN (1929)

13..., Cç6 ; 14. Cg5.

sans aucun soutien.

pion ç4 est perdu.

Cb6-d7; 17. Fxc4+.

après 18. Fxç4+ et 19. bxç3.

aux Blancs.

### **ECHECS**

CHAMPIONNAT DU MONDE FIDE, neuvième partie (Elista, juin 1996)

Blancs : A. Karpov. Noirs: G. Kamsky. Défense Grünfeld.



NOTES

a) A nouveau, la défense Grunfeld, arme favorite des Noirs, jouée sous la forme 7..., Cç6 de la première partie et 7..., a6 (variante hongroise) de la cinquième partie. 7..., Fg4 (variante Smyslov), 7..., Ca6 et 7..., ç6 (variante Boleslavsky) sont également à envisager.

b) Ou 8. Fé2, b5; 9. Db3, ç5; 10. dxç5, Fb7 (ou 10..., Fé6 comme dans la partie Timman-Kamsky, Tilburg, 1991); 11. é5 (aprés 11. 0-0, Cxé4; 12. Cxé4, Fxb7; 13. Td1, Dç7; 14. Fé3, Cç6; 15. a4, b4!; 16. Cd4, Cxd4; 17. Fxd4, Db7; 18. Fxg7, Rxg7; 19. f3, Fç6; 20. Td4, 25: 21. Ta-d1, Ta-28, rep 20. Td4, a5; 21. Ta-d1, Ta-ç8, rien n'est clair), Cf-d7; 12. Fe3, é6; 13. a4, Da5!; 14. 0-0, b4; 15. Ca2, Cc6; 16. Tf-d1, Cdxé5; 17. Cxé5, Fxé5 ; 18, Txd7, Fç8 ; 19. Td2, Dç7 avec égalité.

c) 9..., Cg4 n'est pas recommandable: 10. h3, Ch6; 11. Fd3, Cf5 (ou 11..., Fb7; 12. Fxh6, Fxh6; 13. Fé4, ç6; 14. Ca41, Cd7; 15. Cc5 avec avantage); 12. Fé4, Ta7; 13. g41, Ch6 (et non 13..., Cxd4; 14. Cxd4, Dxd4; 15. Fé3); 14. Fé3 avec une nette supériorité (Milov-Svidler, Haffa, 1995). De même, si 9---Fé6; 10. éxf6!, Fxc3; 11. fxg7, Rxg7; 12. axb3.

d) Karpov joua 10. é6 dans la cinquième partie, mals, après 10..., fxé6; 11. Dxé6+, Rh8; 12. Dé4 (si 12. Cg5, Cé51), Cb6; 13. Dh4, Cc6; 14. Fd3, Txf3, Kamsky s'empara de l'initiative.

e) Après 10..., Cb6; 11. a4, Fé6; 12. Ddl, ç6; 13. Fd3, f6; 14. 0-0, C8-d7; 15. Fé4, Cd5; 16. axb5, axb5; 17. Cxd51, cxd5 (17..., Fxd5; 18. Fxd5, cxd5; 19. Db3, Txa1; 20. Txa1, et les Blancs sont mieux); 18. Txa8, Dxa8: 19. éxf6, éxf6: 20. Fd3, Db7; 21. Fd21, les Blancs out un net avantage positionnel (Bareev-Leko, Wijk aan Zee, 1995). f) Fermant la dangereuse diagonale a2-g8.

Manière de voir Le trimestriel édité per

*LE MONDE* diplomatique

## LE SPORT, C'EST LA GUERRE

Les Jeux olympiques d'Atlanta et la Coupe d'Europe des nations de football vont une fois de plus mettre en spectacle le mariage intéressé de la télévision et du sport de compétition livré à l'affairisme, soumis au dopage et à la violence des stades. Pour ne plus être un terrain d'affrontement économique et social, le sport doit promouvoir une nouvelle éthique.

Sport et politique, par Ignacio Ramonet. - La foire aux médailles, par Jean-François Nys. - Un centenaire mercantile, par Dominique Rousseau. - Rocisme et violences, par Patrick Mignon. - Le marché de la corruption, par Christian de Brie. - Crime sans châtiment, par Robert Parienté. - Pernicieuse idéologie, par Jean-Marie Brohm. - Se soumettre au droit, par Jean-Pierre Karaquillo. - Pour un sport démocratique, par Roger Bambuck.

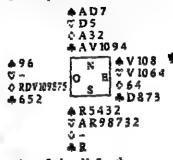
Chez votre marchand de journaux - 45 F

Nº 1692

BRIDGE

LA GRANDE RÉDUCTION

Pour un néophyte qui voit les quatre mains, il semble impossible de gagner ce grand chelem à Cœur. Or, même avec les mains adverses cachées, un bon technicien ne doit pas concéder d'atout, à condition de faire preuve de prévoyance.



Ann: S. don, N.-S. vuln Ouest Nord 5 ¢ 4 🦁

passe Quest ayant entamé le Roi de Carreau, comment gagner le GRAND CHELEM À CŒUR contre toute

défense ? Ce grand chelem est sur table si les atouts ne sont pas 4-0, et le déclarant doit se prémunir contre cette éventualité car il doit savoir qu'il peut capturer les quatre atouts d'Est si, dans les deux dernières levées, Est et Sud sont à égalité

d'arout et si la main est au mort. Pour arriver à cette situation, le déclarant devra couper trois fois et avoir trois reprises.

Quelles sont ces trois rentrées? Les deux gros Piques et... l'As de Trèfie (ce qui oblige à prendre le Roi

Voici comment le déclarant doit jouer : il coupe le Roi de Carreau i) Cette attaque de la chaîne de (une précaution gratuite au cas où il serait nécessaire de se raccourcir), puis il tire la Dame de Cœur et constate la mauvaise répartition. Il continue atout en prenant le 10 de Coeur avec le Roi et joue le Roi de Trèfle qu'il prend avec l'As (sinon il hi manquera une reprise au mort). Ensuite il joue le Valet de Trèfie en espérant qu'Est a la Dame de Trèfie pour compenser l'indispensable sacrifice de son Roi de Trèfe. Si Est ne couvre pas, Sud défausse un i) Les Noirs sont pris dans un engrenage. Si 16..., Cd5?; 17. Cxd5, Dxd5; 18. Fx;4. Et si 16..., courcissement), remonte au mort par la Dame de Pique, coupe le 3 de Carreau (3º raccourcissement), tire le Roi et l'As de Pique, et la situation est la suivante :

> ØA+109 ♥V6+D **▲**5♥A9

Le mort joue l'As de Carreau et, si Est coupe, Sud surcoupe ; si Est défausse la Dame de Trèfie, il est surcoupé à la levée suivante...

### LA SÉCURITÉ TOTALE

Un des aspects les plus amusants du jeu en face du mort est de trouver une solution permettant de se protéger contre les distributions les plus défavorables.

a) Menaçant 42. Db8+, Rxh8; Cachez les mains d'Est-Ouest afin de gagner le contrat même si le Roi de Cœur et les Carreaux adverses r) Si 41..., Fc6; 42. Dé6+, Rh8; sont mal placés.

SOLUTION . DE L'ÉTUDE Nº 1695 S. P. FILARETOV (1926)		◆ A 5 3 ♥ A D 10 7 ♦ 9 6 5 ◆ V 10 8
(Blancs: Rhl, Td4, Ca3, Pb6, f4 et h2. Noirs: Ra5, Ta2, Cg6, Pd5, e7 et f6.)	<b>♦</b> 6 ♥9842 ♦ AD83	N \$9 \$ R 6 5 \$ \$ V 10 2
<ol> <li>b7, Tb2; 2. Cb5! (sans craindre 2, Txb5 à cause de la pointe 3. Txd5!), Ch4! (si 2, Tb1+; 3. Td1!, Txd1!; 4. Rg2 avec</li> </ol>	♣A762	♣ RD V 10 8742 ♥ V3 ♦ R74

Ann.: S. don. N.-S. vuln.

Sud Ouest Nord 4 • passe passe

Ouest ayant entamé l'As de Trèfie, comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense?

Note sur les enchères Une ouverture de quatre en première ou en deuxième position est

un barrage, qui promet une cou-leur d'au moins huit cartes sans force importante à côté, et Sud doit donc ouvrir de « 4 Piques ». Cependant, avec l'As de Carreau au lieu du Roi, la main serait un peu trop belle pour ce barrage sauf si le partenaire a déjà passé (ce qui exclut toute possibilité de chelem).

COURRIER DES LECTEURS

« Toutes les donnes que vous publiez sont-elles autheniques? », demande C. N. A la différence d'autres chroniques, Le Monde ne public que des donnes qui ont été réellement jouées, avec le déroulement exact du coup.

Philippe Bragnoa

A Maria

.

abcdefgh

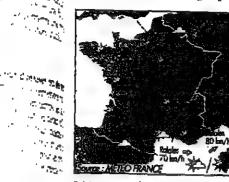
> Blancs (5): Ra3, Cb4, Pa7, c6 Noirs (4): Ré7, Td8, Pé5 et é6. Les Blancs jouent et gagnent.

AGENDA

# Amélioration temporaire

L'ANTICYCLONE des Açores domineront en Alsace-Lorraine, est toujours retranché loin sur l'Atlantique, dans ses quartiers d'hiver. Une dépression centrée sur le Danemark génère un flux de nord-ouest perturbé sur le pays. La perturbation active qui a sévi vendredi sur la moitié nord s'évacuera en cours de journée par rest Les éclaircies seront temporairement de retour avant l'arrivée d'une nouvelle perturbation dimatche par le sud-ouest.

Samedi matin, les nuages pré-



Prévisions pour le 6 juillet vers 12h00 STATE NO

14.22

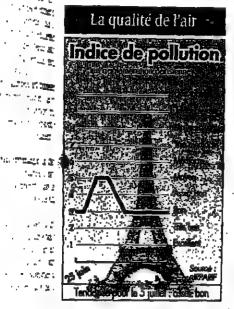
100

1.00

100

40.5433

-1 42



Bourgogne, Franche-Comté et dans la région Rhône-Alpes, et seront encore porteurs de quelques pluies faibles en début de matinée, Dans le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie, le ciel sera couvert et pluvieux avec des orages possibles. Dans la moitié ouest du pays, c'est-à-dire en Normandie, Bretagne, Ile-de-France, dans le Centre, le Limousin, le Poitou-Charentes, l'Auvergne et l'Aquitaine, les nuages et les éclaircies se partageront le ciel. Seules les Pyrénées resteront chargées, avec quelques pluies faibles. Le pourtour méditerranéen et la Corse bénéficieront, en revanche, de belles éclaircies. La tramontane et le vent de nord-ouest souffieront jusqu'à 40 ou 50 km/h en pointes.

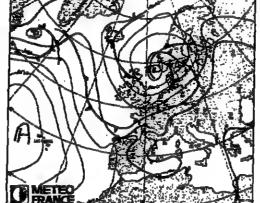
L'après-midi, l'amélioration sera sensible sur la façade est, avec le retour d'embellies, parfois entrecoupées d'une averse. Seules quelques pluies concerneront encore les frontières belges. Dans la plupart des antres régions, le ciel sera partagé entre les nuages, les averses et les courtes éclaircies. Les Pyrénées accrocheront encore quelques pluies faibles. La Provence-Côte d'Azur et la Corse auront de belles éclaircles malgré quelques passages nuageur.

Côté mercure, les températures minimales s'étageront de 9 à 15 degrés d'ouest en est. L'aprèsmidi, le thermomètre affichera entre 15 et 18 degrés sur la moitié nord, entre 17 et 21 du Sud-Ouest aux Alpes, et de 22 à 27 degrés près de la Méditerranée.

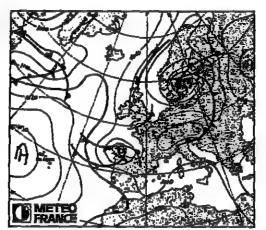
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-







Situation le 5 juillet, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 7 juillet, à 0 heure, temps universel

### IL Y A 50 ANS DANS Le Mande La concision et le venin

JUSQU'AU prochain incident de frontière, une trêve a donc été conclue entre auteurs et critiques.. Ah! Quand les auteurs s'exposaient nus au jugement, sans s'abriter derrière leur âge, la sueur de leurs travaux et les dépenses engagées, que c'était chevale-

resque et gentil! Leurs deux griefs sont : le peu de surface occupée par les comptes rendus; la concision venimeuse de tel ou tel. Pour la surface, nous n'y pouvous rien. Le papier manque, Mais la concision et le venin, c'est autre chose. On menace un genre littéraire, l'épigramme qui a, lui aussi, des droits. Voltaire, auteur et critique, en avait le génie. Il immortalisa, sans le vouloir, Fréron, dont personne ne parierait sans: « Un serpent mordit lean Fréron... Ce fut le serpent qui creva. » Nos auteurs pourraient se défendre ainsi. Se croiraient-ils moins d'esprit que Voltaire?

Qui lirait jusqu'au bout Agésiles, si un jeune prétentieux, sans mandat, qu'on invitait à cause de quelques satires, n'en avait fait, en huit syllabes, le compte rendu? « J'ai vu l'Agésilas, hélas i » Exactement le style incriminé. On le lit, Agésiias; et quelquefois Attila, à cause du holà i de l'année suivante. On finit même, par amour de Corneille, et pour attraper Boileau, par y voir des beautés.

On a mille exemples de critiques succinctes et immortelles. Quand Lemaître jugeait «Lamartine trop gnan-gnan, Hugo trop boumboum », n'était-il pas définitif et complet ? Ces formules, qui exaspèrent les auteurs, vissent leurs noms dans les mémoires.

Souhaitons la reprise des guerres d'épigrammes, qui amusent la galerie et les combattants. Elles restent purement artis-

> Robert Kemp (6 Juillet 1946.)

### PHILATÉLIE

### L'abbaye du Thoronet

940 1222 C. Co.

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 8 juillet, un timbre à 3,80 F l'Abbaye du Thoronet (Vat). Edifiée à partir de 1160, entre Alx et Fréjus, cette abbaye, chefd'œuvre de l'art roman, est l'une des « trois sceurs cisterciennes » de Provence, avec Silvacane et Sénanque. Les moines la désertèrent à la Révolution. L'Etat la racheta en 1854. Elle fut peu à peu restaurée, en particulier sous l'impulsion de Prosper



datent de 1993 (La Chaise-Dieu) et 1990 (Chmy, Flaran). Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné, mis en page et gravé par Marie-· Noëlle Goffin, est imprimé en tailledouce en feuilles de cinquante.

Souvenirs philateliques : renseigne ments au 94-47-96-16.

\* Vente antidpée au Thoronet, les 6

at 7 juillet, aux bureaux de poste

temporaires « premier jour » ou-

verts dans le hall d'accuell de l'ab-

baye ; à l'école publique, place des

timbre 1995 Marianne de Gan-

don (958 276); 2,80 F + 0,60 F

TIRAGES DE FRANCE Les demilers chiffres de vente connus des timbres français

port à 1995. (6 174 258); 14,30 F bloc Audu-

Journée du timbre (1 656 110); 2,80 F et 3,70 F « Europa » (9 232 583 et 5 477 765); 4,40 F Métier de la forêt (5 246 485); jouent plutôt la baisse par rap-Dans le détail, cela donne : 3,70 F Pasteur (5 413 259); 6,70 F Chasse Saint-Taurin-Evreux 2,80 F Remirement (8 790 960) et 6,70 F Pierre Prud'hon 1758-1823 (4 694 480); 2,80 P Aigrette nei-(4 912 561). geuse (14 355 685) ; 2,80 F Pigeons Pour Andorre: 4,40 F Agiais urti-(13 704 106); 4,30 F Sterne (6 229 792); 4,40 F Buse pattue cae (108 369); 2,80 F Iphiclides

podalirius (220 202); 2,80 F Rencontre des coprinces (314 602) et bon (1:517:342); 2,80 F Malterie de Stenay (8:833:489); 17,50 F+1,80 F carnet Journée du 2,80 F Année européenne de la conservation de la nature (219 757).

DU

### PARIS **EN VISITE**

### Dimanche 7 Juillet

SALONS DE L'HÔTEL DE LA PATVA (50 F + prix d'entrée), 10 heures, 25, avenue des Champs-Elysées (Didier Bouchard).

E L'ACADÉMIE FRANÇAISE et l'Institut (75 F), 10 h 30, 23, quai de Conti (Plerre-Yves Jaslet). MONTMARTRE, 11 heures (50 F), en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Marti);

14 h 30 (55 F), sortie du métro Ab-

besses (Christine Merie). MLA BUTTE-AUX-CAILLES (50 F), 14 h 30, sortie du métro Corvisart (Découvrir Paris). L'HÔTEL DE SOUBISE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des

Francs-Bourgeols (Elisabeth Ro-L'ÎLE DE LA CTTÉ et l'île Saint-Louis (50 F), 14 h 30, Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV

(Connaissance de Paris). LES INVALIDES (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, cour d'honneur devant la statue de Napoléon le

(Monuments historiques). ■ NOTRE-DAME-DE-PARIS : mystérieuse symbolique (60 F). 14 b 30, sortie du métro Cité (Isabelle Hauller).

**■ LE VIEUX BEAUBOURG (55 F)**, 14 h 30, sortie du métro Rambuteau côté rue du Grenier-Saint-Lazare (Europ explo).

LE CIMETIÈRE DE MONT-

MARTRE (35 F), 15 heures, devant l'entrée côté avenue Rachel (Ville de Paris). ■ LE PANTHEON (55 F + prix d'entrée), 15 heures, place du Panthéon devant la mairie du 5 ar-

rondissement (Paris et son his-■ LE QUARTIER SAINT-HONO-RÉ (37 F), 15 heures, 296, rue Saint-Honoré (Monuments histo-

ríques). ■ LE VILLAGE DE CHARONNE (50 F), 15 heures, angle de la rue Belgrand et de la rue Géo-Chavez (Didier Bouchard).

### Lundi 8 juillet

■ PASSAGES COUVERTS DU SENTIER: 2 parcours (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

DE LA CITÉ AU LOUVRE, histoire du pouvoir royal (50 F), 10 h 30 et 14 heures, sortie du métro Cité côté rue de Lutèce (Frédérique jamei).

L'ANCIENNE ABBAYE DE PORT-ROYAL (37 F + prix d'en-trée), 11 heures, 123, boulevard de Port-Royal (Monuments histo-

MUSEE JACQUEMART-AN-DRÉ (55 F + prix d'entrée). 11 heures, 158, boulevard Hauss-

mann (Pierre-Yves laslet). MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : exposition François le par Clouet, 11 heures ; la Renaissance à Venise, des Beilini à Véronèse, 11 h 30 ; la sculpture du Moyen Age et de la Renaissance, 19 h 30 (Musées nationaux).

■LE QUARTIER DES BATI-GNOLLES (60 F), 11 heures, sortie du métro Brochant (Vincent de Langlade). ■ L'ÎLE DE LA CITÉ, 14 h 30 (40 F), sortie du métro Cité (Ap-

proche de l'art); 14 h 30 (50 F), 2, rue d'Arcole (Paris autrefois). ■HOTELS DU MARAIS (60 F + priz d'entrée), 14 h 30, métro Saint-Paul (Isabelle Hauller).

MARAIS: hôtels et appartements du prince de Soubise (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Connaissance de Paris).

■ LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy devant la BNP (Christine Merle).

MAUTOUR DU PARC MON-CEAU (55 F), 15 heures, sortie du métro Monceau (Pierre-Yves Jas-

L'AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (37 F), 15 heures, sortie du métro Champs-Elysées-Clemenceau (Monuments histo-

■ DU MARCHÉ BAUVEAU à l'école des Bayards (60 F). 15 heures, sortie du métro Ledru-Rollin devant le Monoprix (Vincent de Langlade).

■ LE JARDIN DES PLANTES (45 F), 15 heures, sortie du métro Jussieu (Paris capitale historique).

■ PASSAGES COUVERTS (55 F). 15 heures, 19, rue Jean-Jacques Rousseau (Paris et son histoire). ■ LE VILLAGE DE BELLEVILLE (50 F), 15 heures, sortie du métro Belleville (Paris passé, présent).

### LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ CHINE. Pour la première fois depuis près de cinquante ans, le lac de Hangzhou, l'un des plus cé-lèbres sites touristiques de la Chine, a été fermé, mercredi 3 juillet, en raison de graves inondations touchant l'est et le sud du pays. ~ (AFP.)

ouvert, dans l'aéroport interna-

■ RETARDS. Le pourcentage des vols retardés de plus de quinze minutes au départ des grands aéroports français a légèrement diminué en mai par rapport à avril, passant de 27,4 % a 23 %. Le pourcentage des vols en retard de plus (3 % au lieu de 3,2 % en avril). Les groise, à la fin du mois de juin.

retards liés au contrôle aérien ont en revanche sensiblement augmenté: 10,9 % des vois out été retardés de plus de quinze minutes au décollage pour cette raison (contre 9,9 % en avril et 8,7 % en mars) et 0,6 % de plus d'une heure (contre 0,3 %) en avril. -

(AFP.) MALLEMAGNE. Pour tenter de satisfaire à la fois les passagers fumeurs et ceux qui ne supportent pas le tabac, la compagnie allemande Augsburg Airways, qui assure des liaisons intérieures, offre sur ses vois, depuis le début du mois pour une période d'essai de trois mois, des cigarettes « sans fumée ». - (Reuter, AP.)

■ GRANDE-BRETAGNE. Une grève des machinistes a fortement perturbé le trafic du métro de Londres mercredi 3 juillet. L'un des principaux syndicats de machinistes a annoncé d'autres arrêts de travail au cours du mois. - (Reuter.)

HONGRIE. Deux hôtels Ibis. l'Ibis Aéro (139 chambres) et l'Ibis Volga (313 chambres) ont été d'une heure a également baissé inaugurés dans la capitale hon-

### tions d'édifices religieux sur timbres, celles d'abbayes les plus récentes

24, avenue du G" Lacierc - 60646 Chantilly Cedex - Tél.: 16 (1) 42-17-32-90.							
le choisis o aucée salvante	France	Suisse, Belgique, Lucembourg, Pays-Bas	Autres pays de 70vion encopérant				
[] 1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F				
☐ 6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F				
□ 3 mois	536 F	572 F	790 F				

POSTARASTER: Send address changes to 1865 of N-Y Din 1978, Champiain N.Y. 12915-1918 homosmonts automics man USA; INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Soite 484 . Prénom : Nom:

Adresse: Code postal: ----Pays: .. Ci-joint mon règlement de : ... .. FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire

Signature et date obligatoires Changement d'adresse: par écrit 10 jours avant votre départ.

PP. Parts DTN par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.) Reuseignements: Portage à donnicile • Suspension vacances. ● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 20 à 17 heures du fundi au vendredi.

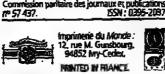
Par Mintrel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

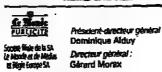
## ABONNEMENTS 8615 LE MONDE CODE ABO LES SERVICES

Mande

	Le Monde	42-17-20-00
į	Télématique :	8615 code LE MONDE
4	CompuServe : Adresse Internet : ht	GO LEMONDE tp://www.lemonde.fr
	Documentation	3517 code LMDOC ou 36-29-04-56
•	CD-ROM:	(1) 44-08-78-30
	index et microfilm	s: (1) 42-17-29-33
	Films à Paris et en 36-68-03-78 ou 3615 LE	province ; MONDE (2,23 F/min)
-		Little on le Ca La Manda de

Se Thomas est étéé par la SA Le Mande, so-cété anonyme avec directions et conseil de surveillance. La reproduction de tout article est interdire sons l'accord de l'admanistration l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437. ISSN: 0395-2087





Dominique Alduy Directeur pénéral :

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08 Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

THAILANDE La Thailande a

tional de Bangkok, des zones réservées aux voyageurs des sept pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Thailande, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Vietnam). Ces zones ne modifient pas les procédures d'immigration mais permettent de réduire les files d'attente. - (AP.)

marque sont les Américains William Wegman et Joel Peter Witkin. « Réels, fictions, virtuel ». Dix-huit • L'EXPOSITION, qui réunit à Arles

plusieurs femmes artistes autour de l'identité culturelle, sexuelle, sociale ou raciale, témoigne, comme d'autres manifestations estivales, d'un retour des faits de société

dans la photographie contemporaine. • LE MINISTRE de la culture, Philippe Douste-Blazy, présentera, dimanche 7 juillet à Arles, un plan en faveur de la photographie, d'un montant de 113,7 millions de francs étalés sur cinq ans. La création d'une galerie nationale, des mesures en faveur du patrimoine et de la création sont à l'étude.

March fu

# La photographie contemporaine est gagnée par les faits de société

Plusieurs manifestations, comme celle qui ouvre à Arles le 6 juillet, montrent que le sexe, la maladie, l'exclusion, les problèmes sociaux ou d'identité sont les préoccupations croissantes de nombre d'artistes. Les images sont peu réjouissantes. Mais le monde l'est-il ?

LE PHÉNOMÈNE est là, bien visible dans les quelques festivals et expositions de photographie qui courent durant l'été. La politique, la guerre, les problèmes sociaux, le racisme, la sexualité, le sida, la vie urbaine, les problèmes d'identité, autant de thèmes d'actualité pas vraiment gais, font un retour en force chez les artistes qui utilisent la photographie et qui accrochent au mur leurs images, souvent en grand format, pour que le spectateur en prenne « plein la gueule ». Le monde ainsi montré n'est pas vraiment joli, pas optimiste à la façon d'un Doisneau, mais en pleine decomposition, au bord de l'explosion, un monde de fin de siècle. Pas réjouissant donc. Mais le monde l'est-il?

C'est clair au Festival de Cahors. qui finit le 7 juillet, où, parmi d'autres propositions, Aifredo jaar traite le génocide du Rwanda et de la difficulté à rendre compte de l'insoutenable (Le Monde du 18 Juin). C'est clair, aussi, aux Rencontres d'Arles, qui commencent samedi

• Les Rencommes

internationales de la

photographie d'Arles : Les

les invités de marque des

XXVIIn Rencontres d'Arles.

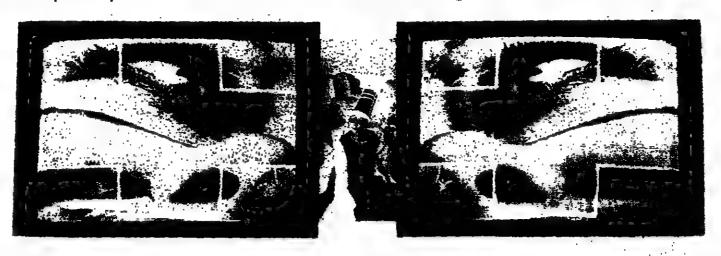
Dix-huit expositions et quatre

soirées sont au programme.

Américains William Wegman et

seront proletées en soirée, sont

Joel Peter Witkin, dont les images



Orian utilise son propre corps comme terrain de création, de mutation.

6 juillet, et dont l'exposition « Le masque et le miroir » réunit plusieurs femmes artistes - Cindy Sherman, Sophie Calle, Orlan, Annie Sprinkie... - « dont le travail est

une enquête sur la question de l'iden-

 L'été photographique de Lectoure: six expositions autour de la mémoire et de ses mythologies. Centre de photographie, 5, rue Sainte-Claire, 32700 Lectoure (Gers). Tél. : 62-68-83-72. Du 20 juillet au 27 septembre. ● L'art au corps : Musée d'art contemporain, 69, avenue

Signalons les expositions d'Haifa, 13008 Marseille. Tél. : < L'identité culturelle, sexuelle, 91-25-01-07. Du 6 juillet au sociale ou raciale », Ralph Eugene 15 octobre. • Georges Tony Stoll et Beat Meatyard, Nancy Burson, Luigi Ghirri, des photos d'OVNI, un florilège du photojournalisme, les la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. vingt ans du prix Kodak... Expositions du 6 juillet au 18 août, Tél.: 53-67-40-00. Craigle Horsfield : Fondation soirées du 7 au 10 juillet, Maison des rencontres, 10, rond-point des Taplès, Arago, 255, 08007 Arènes, 13200 Arles. Tél. : Barceione, Tél.: 90-96-76-06. Catalogue, 250 p., 19-34-3-487-03-15. Jusqu'au 28 juillet.

Arles, Lectoure, Marseille, Paris, Barcelone...

tité culturelle, sexuelle, sociale ou raciale », écrit Juan Fontcuberta, le directeur artistique de cette édition. qui a bâti un programme autour du thème « Réels, fictions, virtuel ». Une enquête qui ne ressemble en rien à celle des reporters, mais qui résulte parfois de mises en scènes, de lectures symboliques et décalées. Autant de travaux qui montrent que, dans un monde où on n'a lamais autant communiqué, on n'a, aussi, jamais été aussi seuls. D'où une accumulation d'autoportraits, parfois avec une bonne dose de narcissisme, pour traduire ses angoisses et son époque.

QUÊTE DE REPÈRES

Prenons Orian. A l'image d'autres artistes, elle utilise son propre corps comme terrain de création. Mais elle le fait de façon extrême, photographiant et filmant neuf opérations de chirurgie esthétique qu'elle subit et qui ont pour but de créer une femme « parfaite », sorte d'allégorie des modèles classiques de beauté. Mais cette femme « parfaite » se détruit autant qu'elle se construit, se mutile, devenant une sorte de mutante sans identité dans un monde qui perd ses repères.

Orian, on la retrouve aussi à Marseille, dans l'exposition « L'art au corps », où la photographie jouera un rôle fondamental dans ce parcours qui va des outrances de Man Ray à l'autobiographie (drogue, vioience, sexe, alcool) de Nan Goldin. Là encore, le corps est le moyen de parier d'un monde désagrégé, notamment avec Larry Clark, qui scrute les stéréotypes d'adolescents aux Etats-Unis, ou avec Jenny Holzer, dont les tatouages sangiants font référence aux viols des femmes

Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, le Suisse Beat Streuli montre des adolescents anonymes qui se détachent sur un fond flou. Ces teenagers ne sont pas mis en valeur, les visages sont ingrats, l'actié mange la peau, les cheveux sont gras, les couleurs s'apparentent aux kilos d'images développées par les labos. Seuls les très grands formats viennent statufier ces instantanés, obligeant le spectateur à s'y confronter. Il en sort quoi? Une ture au regard d'autrui, comme déconnectée d'un monde sans avenir. Dans le même musée, Georges Tony Stoli se photographie, dans son

apportement. Couleurs et matières auques, intérieur déprimant, oblets dérisoires et anodins, corps mus, tout cela s'entrechoque en autant de signes qui traduisent une solftude, une attitude de survie dans un monde qui est « pauvre, malade, sans avenir. Je suls un homme qui a peur, qui a peur du monde », écrit Georges Tony Stoll, également pré-senté à Cahors.

NOUVELLE APPROCHE

S'interroger sur les rapports humains à l'intérieur de la ville, montrer la transformation des rapports humains dans un monde urbain, c'est toute l'entreprise du Britannique Craigle Horsfield, qui a pris pour exemple trois quartiers à la périphérie de Barcelope. Il expose une cinquantaine d'épreuves grand format à la Fondation Tapies, dans la cité catalane. Il nomme sa série « La ville habitée ». Une ville où se recréent des ilots de communication entre ceux qui l'habitent. Au-delà, Horsfield, comme d'autres, propose une approche documentaire d'un sujet sans pour cela offrir des informations journalistiques.

Cette nouveile approche des faits sociaux au moyen du style docu-

mentaire, on pourfa constater qu'elle est au coeur de la création photographique, dans un an, à Aries puisque le responsable des Rencontres 1997, Christian Caujolle. a choisi le thème du politique. On le verra aussi avec l'exposition « Face à l'histoire » - qui couvre la période 1933-1996 et aura lieu au Centre Pompidou à la fin de cette année. La partie contemporaine de cette exposition, imaginée par Chris Dev-Van Beuningen de Rotterdam, sera tographies: Horsfield encore, mals aussi Sophie Ristelhueber, qui a traité les guerres du Goife et de l'ex-Yougoslavie, Jeff Wall on Gilles Peness, « l'essale de montrer des artistes qui s'écortent du photojournalisme, mème s'ils en sont issus, et qui pourraient être les auteurs d'une nouvelle peinture d'histoire, au sens où ils traitent des grands conflits politiques et sociaux », explique Chris Dercon.

Nombre de photographes sont ainsi devenus « des peintres de la vic moderne », qui ont conservé du photojournalisme le style documentaire mais s'en métient, s'en 🖏 tourpent, niest le pouvoir de « vérité » des images publiées dans la presse. Gilles Peress en est le meilleur exemple. Ses sujets? L'ex-Youposiavie, le génocide du Rwanda. Mals ses images, grand format, souvent collées les unes aux autres, sont des constats terribles, pariois irregardables, sans formalisme aucun - comment faire de l'esthétisme avec la douleur? - et trouvent donc ieur piace pius au musée que dans les pages des magazines. « Il y a un mouvement réel de photographes qui ne documentent pas le réel, mais parient de la réalité », conclut Régis Durand, directeur du Centre natio nal de la photographie, qui l'explique par « un épuisement de la photo de presse. C'est un retour très fort au politique, mais au sens large, ilé aux problèmes d'identité, au corps.

Michel Guerrin

## Le ministre de la culture lance un plan de 113,7 millions de francs et des propositions

ministre de la culture, ne cachait pas son irritation depuis queiques semaines : la France est « le berceau » de la photographie, elle possède des collections « d'une extrême richesse », nombre de musées et institutions s'activent, mais l'action de l'Etat est « peu visible ». les collections « demeurent méconnues » et il n'y a pas de lieu « pour coproduire et valoriser les manifestations internationales dans ce domaine, où son retard est considérable ». L'inauguration de la Maison européenne de la photographie (MEP) par la VIIIe de Paris,

PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, en février, n'a pas arrangé les choses, donnant l'impression - à tort -, avec ce bâtiment spectaculaire, que la capitale faisait plus

que l'Etat en la matière. La réponse, le ministre la livre sous la forme d'un plan en faveur de la photographie d'un montant de 113,7 millions de francs sur cing ans. Cette manne représente trois fois ce que l'Etat donne chaque année à la photo. Se disant « passionné par cet art populaire », nourri par les images de Jean Dieuzaide - son oncie, dont il a découvert les images au Châteaud'Eau de Toulouse -, M. Douste-

Blazy lance quelques propositions. Il souhaite d'abord créer une galerie nationale de la photographie qui « pourrait être abritée à l'hôtel de Sully ». Actuellement, ce lieu prestigieux du Marais est occupé par la Caisse nationale des monuments historiques et par le service départemental de l'architecture. Leur déménagement étant prévu à l'horizon 2000, cette galerie seraft installée de façon « progressive ». Elle regrouperait le Centre national de la photographie - pour l'instant logé à l'hôtel Salomonde-Rothschild -, la Mission du vatrimoine photographique et les espaces d'exposition du département des estampes de la Bibliothèque nationale de France. Cette dernière est, en effet, à la tête de riches collections qui donperaient une assise au nouveau

UNE GALETINE MATIONALE

La galerie nationale aura pour mission de « faire connaître le patrimoine photographique national », d'apporter « toute information en matière d'enseignement, festivals, expositions, concours, bourses, législation », de permettre à « des organismes français et étrangers de présenter des collections », de publier des livres, de favoriser la création et de soutenir les jeunes photographes.

Elle pourra aussi accueillir les collections des musées, comme Orsay, le Musée national d'art moderne, les collections d'épreuves de la direction du patrimoine, de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts... 30 millions de francs sont prévus pour les travaux et 17 millions par an pour le fonctionnement. L'hôtel de Sully étant situé à 200 mètres de la MEP et à côté de quelques galeries spéciali-

sées, Saint-Paul (Paris, 4º) deviendrait, selon le ministre, « le quar-

tier de la photographie ». Deuxième voiet de ce plan: le ministre souhalte lancer « une compagne d'Inventaire, de protection et de restauration du patrimoine photographique national à Paris et en régions ». Un projet d'ampleur puisque cette campagne de sauvetage, d'une durée de cing ans, coûterait 48,5 millions de francs. Il s'agira de dénicher, inventorier, classer, sauvegarder, restaurer les épreuves de qualité qui dorment dans les musées, bibliothèques, écoles, mais aussi chez des particuliers:

En troisième lieu, le ministre veut donner un coup de pouce à un marché de la photographie contemporaine qu'il juge « mal portant : peu de collectionneurs, des galeries dans des situations précaires ». Un comité d'experts sera chargé de définir des « mesures concrètes », notamment des incitations fiscales pour favoriser des collections d'entreprise et la mise en place d'un salon annuel qui réunirait galeries françaises et étrangères à l'Espace Eiffel-Brank où a lieu la Foire internationale d'art contemporain (FIAC).

Le ministère veut enfin «faire naître le sentiment qu'il existe bien une création contemporaine en France ». Ce sera la mission de Régis Durand, nouveau directeur du Centre national de la photographie. A lui de montrer les jeunes créateurs, de mettre en place « un service culturel » de rencontres et de réflexion, de créer une biennale de la jeune création, voire d'éditer une revue. Le passage au troisième millénaire fera enfin l'objet d'une commande publique passée à une vingtaine de photographes sur le thème de « l'état de la

France ». Ce plan soulève plusieurs questions. Où le ministère va-t-il trouver l'argent, alors que son budget est à la baisse ? La galerie nationale verra-t-elle le jour alors qu'elle est conditionnée par des déménagements et des travaux lourds? « je fais de ce plan une priorité », répond M. Douste-Blazy, pour assurer de sa motivation. Comment, ensuite, faire travailler ensemble, dans la même galerie, des institutions qui, jusqu'ici, étaient autonomes? Qui va d'ailleurs diriger cette galerie, constituée en groupement d'intétet public, qui offrira eune adresse » à la fois « pour les professionnels et pour le public »? Une personnalité « extérieure », semble-t-il, qui devra faire autori-

AUTONOMIE

Reste que ce plan - tout comme la Maison européenne - renforce un peu plus l'autonomie de la photographie par rapport à la peinture, la sculpture, la vidéo et autres procédés plastiques. Avec

«ghetto» à une époque où la création témoigne d'un riche métissage entre tous ces procédés. Vouloir créer un salon spécifique quand nombre de galeries généralistes - qui sont à la FIAC - présentent, de temps à autre, de la

aux affects ».

photo, est-ce bien raisonnable? Ce plan est aussi une réponse à . la difficulté d'imposer la photographie dans les musées. Le ministre en convient, souhaitant que son projet « suscite un changement et une évolution des mentalités dans les musées ». Mais l'effet ne sera-til pas inverse? Les musées ne seront-ils pas incités à mettre en veilleuse un art qui disposera désormais de structures propres ? Or les exemples abondent, seuls les musées, par leurs moyens, leurs collections, leurs espaces d'exposition, leur rigueur, peuvent créer ce qui manque le plus à la photographie aujourd'hui : des évènements - expositions et catalogues ~ de haut niveau.

M. G.

LE MONDE DES LIVRES SUR MINITEL

300 000 livres: romans, biographies, essais... Le Monde Editions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour. l'album du Festival d'Avignon. La sélection du Monde des livres,

36 15 LEMONDE

RÉSULTATS DU BAC sur Minitel

Pour connaître le résultat d'un candidat, n'attendez pas son coup de fil...

> Dès le 6 juillet **BAC GÉNÉRAL**

> > **Académies**

PARIS-CRÉTEIL-VERSAILLES (Tous les résultats individuels)

## Isaac Hayes, funk et Defunkt au Festival de Vienne

L'un des monuments populaires de la « soul music »

Dans le cadre de Jazz à Vienne, qui se tient jus-qu'au 14 juillet et propose, entre autres, Oscar Peterson, Keith Jarrett, Michel Petrucciani, Her-Hayes et son groupe, précédé de Defunkt, l'orchestre free-funk conduit par Joseph Bowie. Quelques questions d'étiquettes, de succès et de présidence.

VIENNE (Isère) de notre envoyé spécial

c'ordre de passage, dans l'amphi, c'est Defunkt, puis Isaac Hayes. L'inverse aurait permis de mieux suivre l'Histoire. Ces préséances se règlent à la volonté du plus fort. Isaac Hayes a des arguments. Defunkt plus Isaac Hayes, dans un festival qui est l'étape gastronomique des vastes tournées de « jazz », ce n'est pas joué.

 $v_{i,\sigma}^*,v_{i,\sigma}^*$ 

1000

7-17-5

 $V^{A}_{\alpha} \cap C^{A}_{\alpha} \cap$ 

ಇ ಬಹ್ಮು

1.000

 $\rho \in \operatorname{grad}(X^{k}(G))$ 

Section 2

100

100

1000

againment on the

\*\*\*\* \*\*\* 3

- supplier for .

原門衛川寺 作機をごとと

MEN SHEET COMPANY TO Y

The second second

Marin marine & Marin

And the second section of the second

一個 見りまる 中国地方

西方 中山東南海 中

La soul music popisée du Moise noir -- celui de ses surnoms qu'il aime le moins - y trouvera-t-elle ses petits ? Au départ, il y a la réali-té sèche. Isaac Hayes, superstar de la musique populaire depuis Hot Buttered Soul (1969), militant à éclipses, source de onze courants. figure charismatique, géant à voix de baryton, compositeur planétaire de Shaft, crâne rasé vingt ans avant la mode, acteur dans Posse, de Mario Van Peebles, est en tournée. Les huft mille places de l'amphi, il faut les remplir. Il n'est pas certain que ce qui reste de la soul music, quinze ou vingt ans après, ait son mot à dire.

Moise est cher. Les festivals dolvent (se) persuader qu'ils sont originaux. Du coup, Moise est programmé à Montreux : là, quatre mille personnes venues de n'importe où savent toutes ses chansons par coeur, surtout les plus tordues. Il est prévu à La Haye, c'est normal: en trois jours, le supermarché des festivals se fait un de-

voir d'écluser toutes les tournées sans exception (six scènes simultanées, dix-huit heures par jour). Enfin, grâce à quelques intéressants dont la motivation doit pas mal au médoc, on l'annonce à Cussac. C'est tout. A Vienne, par précau-tion financière et morale (si l'on peut dire), on lui adjoint Defunkt, ça fait plus moderne, le diable et Moise n'ont qu'à se débrouiller. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en plein règne des superstars sucrées les créateurs discrets (en termes de dollars), Sun Ra, Ornette, Miles, out porté en se jouant les fastes funk des basses et du binaire, ce jivarisme du génie ternaire du jazz, à leur sommet. Pour des prunes.

Donc, à Vienne, ce n'est pas l'amphi des grands-grands soirs, mais il y a du monde. Le couchant dore la campagne à l'ancienne. Defunkt et ses galurins de voyous urbains tétanisent les spectateurs qui s'installent. Nombre de prudents (la pierre est dure) sont munis de coussins funk : écossais rose très pâle, ou rouges imprimés, taillés dans les chutes du couvre-lit. Defunkt est mené à la dure par Joseph Bowie (trombone, voix, rap), qui a pas mai traîné, il y a vingt ans, à Paris avec son frère Lester, le Groucho noir de l'Art Ensemble of Chicago, Defunkt est composé d'autres frères Bowle (au ténor. aux claviers) et, pour le reste, de brothers et d'une sister (à la basse).

Autre sister, chez Hayes, à la batte-

rle: Yvette Pryor. Les temps changent, « Man »! Il faudra onze morceaux débridés pour que le héros solitaire qui s'exprime avec son corps devant le proscenium (honneur à son courage!) soit rejoint par treize danses des canards. La bande se déchaîne. Echos de blues, rists surlignés, fragments de free : l'amphi défait sa cravate.

Defunkt a du mérite, d'ailleurs, pas mai d'eau est passée sous ses « bridges » depuis le temps des révoltés. Retour amont avec Hayes. Comme dans toutes les machine dont il a tenu la tour de contrôle (chez Staz, avec Sam and Dave, pour Otis Redding), la mise en place, le tempo, les choristes, sont impeccables, Il prend son temps étend les morceaux, coupe les rythmes, relance, se coule, susume

de son bel organe, sans une once

d'hystérie, fait swinguer deux

chansons de Sting, ce qui relève de la médaille Field, mène la danse. Immense leçon de déduit. En fait, il dit que non, ce n'est pas de cela qu'il s'agit; c'est du beat, du pouls, de la course des étoiles et du char solaire ; de l'amour et du cosmos. Le tout d'une voix de grand frère qui n'en penserait pas moins avant de filer avec les choristes. L'amphi se dresse comme un Pitheconthropus erectus à tête d'hydre. Defunkt comme Moise finissent dans le blues, du solide. « Tioute la

meusiqueu que j'almeu, elle vient de là, elle vient du blues », pousse Johnny, que la farce du G7 a profondément découragé, l'autre soir, à Lyon. On le comprend. Dans le cas de Defunkt et de Hayes, c'est aussi vrai: en plus, ils savent le jouer. L'amphi exulte.

Là est la vérité du public de Vienne, même s'il se préférerait plus « jazz » en son miroir. En face, s'ils n'étaient pas sur scène à célè-brer l'amour, le blues et les étoiles, ils seraient ferrailleurs, chiffonniers, hacheraient du coton pour deux dollars et demi les cinquante kilos: c'est ce qu'on se dit, mais c'est ce qu'ils ont fait avant, avant de devenir Moïse. C'est tout un boulot de devenir Moise noir.

Francis Marmande

★ Jazz à Vienne (isère): Ray Brown trio, Oscar Peterson, Donald Brown en dub (le 6 juillet à 20 h 30), Sound of Blackness (le 7), Keith Jarrett « standards » trio (le 8), Archie Shepp Attica Blues Big Band, Tchangodei (le 9), Herbie Hancock guartet, David Sanchez en ciub (le 10), Toshiko Akivoshi Jazz Orchestra, Charles Lloyd Reunion. Tal Farlow trio en club (le 11). Carnegie Hall Jazz Band, James Carter Quartet (le 12), Ray Barretto New World Spirit, Airto Moreira-Flora Purim Fourth World, Paguito D'Rivera, etc. (le 13). Rens. : 16 74-

## **Bob Wilson** met en scène le défilé de Giorgio Armani

images et mirages de la mode

FLORENCE de notre envoyée spéciale

Le programme n'est autre qu'un éventail de papier gris et griffé : « G. A. Story par Bob Wilson, » G. A., c'est, bien sur, Giorgio Armani, celui qui, après avoir habillé les yuppies, s'est fait tailler un spectacle à ses mensurations : la mise en scène de son « histoire », de sa « mode » par Bob Wilson, à Florence, dans le cadre du luxueux salon de prêt-à-porter masculin « Pitti Imagine Como » dont on fête les vingt-cinq ans. De Paris, de Tokyo, de New York, plus de mille personnes sont venues applaudir la rencontre entre le roi de la mode milanaise et le démiurge texan de la scène, soit buit tableaux vivants sculptés par l'esthétique du « Moins, c'est plus ». Trois jours de répétitions, cinquante mannequins, trente danseurs des ballets de Toscane et de Rome, cinquantecinq habilieuses, vingt maquilleurs, vingt coiffeurs... comme l'explique Giorgio Armani, dont le coup de foudre pour Bob Wilson remonte à

Orlando, mis en scène en 1993. Giorgio, Bob. Tous les deux sont en noir. Le premier divige un em-pire dont le chiffre d'affaires est estimé à 850 millions de dollars. Le second dirige une usine à spectacles, Watermilli Center, près de New York. Au premier tableau, les images reviennent comme un refrain silencieux, citation sans doute de Bob Wilson à son spectacle

cuite, Le Regard d'un sourd, créé en 1971 à Nancy, à l'invitation de Jack Lang. Bob Wilson a révolutionné l'espace théâtral avec ses images enveloppant les êtres et les choses de lenteur et de silence. « L'univers du défilé est a priori complètement différent de celui du théâtre, car tout va très vite, dit-il. C'est la première fois que le travaillais avec des mannequins. Au lieu de marcher comme fis en ont l'habitude, je leur al demandé d'écouter le mouvement à l'intérieur d'eux-mêmes, de trouver la ligne. Il ne faut surtout pas réfléchir. Le geste suit... »

DEUX ESTHÈTES

C'est, bien sûr, du côté de la Grèce et de l'Orient que Wilson retrouve cette gestuelle que magnifient une dizaine d'éphèbes en maillots de bain très échancrés, fidèles à l'idée apollinienne de Giorgio Armani. Cheveux blanc-gris comme le maître, peau uniformé-ment dorée, ils dévollent, à la faveur d'un été 97 très près du corps, toute la panoplie des mythologies homosexuelles, des statues Renaissance aux photos de Bruce Weber, en passant par les dessins érotiques de Jean Cocteau. On a parfois l'impression d'assister à un sublime Requiem des années 80 par deux esthètes, un hommage de l'image à elle-même.

Le parcours s'ordonne en saisons, réduites à des carrés et des rectangles, du labyrinthe de buissons au square blanc de l'hiver, avec arbre suspendu par les racines. Le temps s'étire à l'infini. Parmi les modèles de l'été prochain, quelques robes sorties des archives privées retrouvent naturellement leur aura, grâce à Bob Wilson, qui voue une adoration à Alix Grès. La ligne de Giorgio Armani, très inspirée par l'art néoclassique des années 30, s'en trouve magnifiée, notamment dans cette party muette avec smokings et robes du soir, éclats de strass, iliuminant un palace flottant de cinéphiles. On n'évite pas le côté un peu force de la démonstration, cette lenteur qui n'est justifiée par aucune tension dramatique, sauf peut-être par l'évocation de la vie au bureau, chronique visionnaire des nouveaux temps modernes. avec assemblée directoriale transformée en séminaire des apôtres.

Au-delà de la rigidité formelle, quelque chose de rare se dégage de cette rencontre, la manière que Bob Wilson a d'efficurer, avec son pinceau de lumière, les silhouettes de Giorgio Armani, d'en souligner la finesse. Ici, dans ce jeu, qui unit tous les hommes de métier à leur public, a nous partageons, dit Armani, le même respect pour le travall, la sensibilité d'un geste et le plaisir de trouver dans le soudre d'un homme ou d'une femme un motif d'espoir ».

## Bernhard Rüdiger, un sculpteur symboliste à Tours

BERNHARD RÜDIGER, Centre de création le principe de la vanité : corps écrasé pris dans une contemporaine (CCC), rue Racine, 37000 Tours. cage, têtes vidées de leur matière et enfermées Tél. : (16) 47-66-50-00. Jusqu'au 28 juillet.

En dépit de son nom. Bernhard Rüdiger, romain de naissance, vit et travaille à Milan et à Paris. A Tours, il expose des œuvres qui relèvent de la sculpture et de l'installation. Mais il lui arrive aussi d'écrire pour le théâtre, de pratiquer la performance ou de s'interroger sur l'architecture. Pas plus que son activité ne se décrit d'un mot, son art ne se définit d'une formule. Parce qu'il est né en Italie en 1964, il est d'usage de le situer par rapport à l'arte povera, avec qui il n'a cependant d'autre point commun que la diversité des matérianz, et par rapport à feu la trans-avant-garde, avec laquelle il ne partage que le goût des références historiques savantes. Autrement dit : Il échappe aux typologies habituelles - logique de la part d'un artiste qui proclame que « les catégories ne nous font

Son exposition vérifie cet adage. Elle réunit des pièces récentes où servent le bois, le piâtre, l'aluminium, la couleur, les volumes abstraits et la figure humaine. Cette dernière apparaît tantôt réduite à une silhouette plate, mince plaque qui semble la peau d'un écorché, tantôt magnifiée par la rondeur des volumes, l'exubérance des couleurs et l'extravagance du costume, inspiré de Dürer. L'œuvre se nomme Autoportrait en penseur en absence de gravité et s'inscrit dans l'iconographie du fou et du bouffon, à laquelle elle ajoute une invention : la statue est juchée en équilibre instable sur deux grands patins de métal. A cette ironie répond

l'éloquence plus grave d'autres constructions sur dans une sorte de meuble pour laboratoire.

Sur de tels thèmes, il est difficile de ne pas succomber au pathétique, et Rüdiger, si attentif soit-il à ce risque, ne l'évite pas à tout coup. Aussi peuton préférer à ces œuvres allégoriques des assemblages de volumes plus énigmatiques, ni natures mortes ni architectures abstraites, mais étranges synthèses à mi-chemin.

**LOCAUX PROVISOIRES** 

Dans la lumière qui tombe de la grande verrière du Centre de création contemporaine (CCC) de Tours, ces sculptures sont à leur avantage. Or cette verrière, on ne la verra phis.

Après une lutte acharnée, le voisin du CCC, le lycée Paul-Louis-Courier, a obtenu le départ du centre cet été. Le bâtiment sera détruit et une extension du lycée construite à la place. La municipalité de Tours s'est engagée à reloget le CCC. Un parking souterrain devrait être converti en un espace d'exposition de 550 m², les services administratifs étant placés à proximité. Ces locaux seront provisoires, pour une durée de trois ans, le temps pour la ville de réaliser un espace d'exposition de niveau international appuyé sur une fondation qui en assurerait le financement.

Pour l'heure, tout cela demeure de l'ordre de l'hypothèse, et la seule certitude est que le CCC fermera ses portes le 28 juillet, après onze ans d'un travail exemplaire.

Philippe Dagen

Laurence Benatim

### Neil Young conduit à Bercy une cérémonie sauvage Aŭ Jugë ce n'est pas un Bercy.... Ce n'est pas parce qu'il vient d'enregistrer un disque avec Cra-

des grands soirs. Huit mille personnes, pour ce 4 juillet. Nell Young, ne près de Toronto en 1945, longtemps honni par les punks de la fin des années 70 comme l'un des symboles du folk pour quelques albums à la forme musicale tranquille, s'est retrouvé ces dernières années présenté en père spirituel du grunge américain pour autant d'enregistrements brûlant d'un rock aux apparences désespé-

Après une première partie destinée à promouvoir la chanteuse Alanis Morissette, le Canadien débarque avec ses trois frères d'armes taillant d'emblée dans le mur du son. En dépit d'un volume élevé, les instruments, la voix, se détachent clairement, et surtout, cette osmose que cherche Neil Young au sein du groupe Crazy Horse est mise en relief. Billy Talbot à la basse, Ralph Molina à la batterie et Frank Poncho Sampedro sont ceux vers qui le guitariste chanteur revient régulièrement depuis

bientôt trente ans. Pour bien le marquer, les quatre hommes jonent resserrés, occupant le centre de la scène comme dans un studio, collés les uns aux autres durant deux pauses acoustiques on Young, seul, embarquera son monde au cœur de l'émotion, notamment avec The Needle and the Damage unkies.

zy Horse, Broken Arrow (Le Monde du 29 juin), que Nell Young est venu pour vendre quoi que ce soit. Il laisse filer quelques thèmes encore trop neufs pour le public - dont ressortent pourtant déjà Big Time, Slip Away on Loose Change -, mais l'essentiel du répertoire est constitué de ces morceaux de bravoure qu'il a écrits pour Crazy Horse et que seul le groupe est capable d'amener à ce degré de sauvagerle incantatoire. On dit du Canadien qu'il a du sang

EXORCISME A le voir entamer une ronde

folle au centre de la scène on vent bien donner coros à cette «légende ». C'est à une cérémonie de groupe que convie ce soir Crazy Horse, rejouant pour la millième fois Cinnamon Girl, Powderfinger, The Loner ou Cortez The Killer. Un peu plus à chaque retrouvaille, Neil Young et Crazy Horse pénètrent au fond d'un rock dur et électrique, violent parce que la vie de Neil Young est traversée de douleurs et de malheurs, et que chaque concert pourrait bien être un exorcisme. Impénétrable, Nell Young ne dira heures, si ce n'est deux courtes pas un mot au public, juste « merci beaucoup » à l'issue d'un Like A Hurricane qui fera longtemps trembler les structures de

Sylvain Sicher

### **NOUVEAU FILM**

DINGO ET MAX Dessin animé américain de Kevin Lima (1 h 20)

Quoi de neuf chez Disney? Un court et un long métrages. Le court, c'est Mickey perd la tête (réalisé par Chris Bailey) où la célèbre souris retrouve un punch qu'on ne lui connaissait plus depuis longtemps, A l'inverse, Dingo et Max voit, pour ce premier long métrage qui bu est consacré, la créature la plus loufoque de l'univers Disney définitivement affadie par la psychologie. Sans doute Dingo reste-t-il ce maladroit chronique qu'il a toujours été. Mais son gloussement idiot a quasiment disparu pour laisser place à un comportement très « humanisé », centré sur l'inquiétude que lui inspire son fils Max, avec lequel il partage ici la vedette. Max, adolescent amateur de rock et amoureux de la belle Roxane, est bien embété de devoir suivre son père pour un long périple initiatique consacré à la pêche. Numéros chantés et mésaventures diverses émaillent ce road movie gentiment « branché » (et drôle quand le Yéti imite John Travolta) au bout duquel il apparaîtra que le conflit entre générations n'est pas insurmontable du moment qu'on aime bien son papa et qu'on présère la vérité au mensonge. Soit une façon très disneyenne de remettre ses classiques au goût du jour.



## La Bibliothèque nationale met en valeur des siècles d'échanges franco-arméniens

Des manuscrits venus d'Erevan complètent le fonds oriental de la rue de Richelieu

Indépendante depuis 1991, l'Arménie, le plus pe- La France, qui fut, au début du XX siècle, un des deux expositions, à Nantes et à Paris, une tit des Etats du Caucase, renoue avec une tradition d'échanges et d'ouverture vers l'Occident,

principaux pays de refuge des rescapés du génocide de 1915 en Turquie, affirme à nouveau, avec

longue relation privilégiée avec ce peuple chrétien d'un lointain Orient.

ARMÉNIE, entre Orient et Occident. Exposition à la Bibliothèque nationale de France, galeries Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tous les jours sauf lundi, de 9 h 30, à 18 h 30. Entrée : 35 F, tarif réduit. 24 f. Renseignements : 47-03-81- 10 (répondeur) ou 47-03-81-26. Jusqu'au 24 octobre.

Construite sur le thème des échanges matériels et des courants intellectuels. l'exposition « Arménie, entre Orient et Occident ». présentée à la Bibliothèque nationale, est en elle-même l'illustration éclatante de son propos puisou'elle met en relation directe des manuscrits et des documents venus d'Arménie avec les richesses de la BNF, qui possède dans son fonds oriental quelque 350 pièces.

inaugurée par jacques Chirac avec le président arménien, Levon Ter Petrossian, le 12 juin, cette manifestation marque une étape de la coopération artistique avec l'Est. Seul chef d'Etat de la région caucasienne réélu depuis l'indépendance de l'Arménie, en 1991, et le seul à ne pas être un ex-communiste, M. Ter Petrossian retrouvait, dans la galerie Mazarine, sa qualité de philologue, spécialiste du syriaque et ancien chercheur à l'Institut des manuscrits anciens à Erevan, capitale de l'Arménie - le Matenadaran, qui possède trente mille documents, dont quinze mille illustrés et enluminés. Cet art de l'enluminure est l'une des deux disciplines. avec l'architecture des églises et des monastères, où l'on a reconnu les précurseurs de l'art roman occidental, dans lesquelles le génie propre au peuple arménien s'est exercé avec le plus de constance. Ce n'est pas un hasard puisque

l'adoption du christianisme par le roi Tiridate, converti par saint Grégoire au tout début du IV siècle. avant Rome et l'empereur Constantin, a fait de cette nation, depuis mille sept cents ans, un avant-poste solide mais toujours menacé de la chrétienté en Orient. et aujourd'hui encore, en dépit de soixante-dix années « soylé-

Le christianisme créait des devoirs - traduire la Bible par exemple - et allait produire des chefs-d'œuvre, tout en tissant des liens durables avec l'Occident. C'est dans cet alphabet original créé au début du Vr siècle que l'on trouve une Bible en arménien (Bologne, 1381) dont la reliure porte les armes d'Henri II, premier document à faire son entrée dans les collections françaises. Mais aussi. présentés dans l'exposition, des textes des Pères de l'église et d'auteurs grecs, Eusèbe de Césarée ou Philon d'Alexandrie, que l'on ne connaît que dans leur traduction en arménien car l'original a disparu. Et encore, ce lectionnaire, manuscrit numéro 44 de la BNF, qui

reste le seul témoignage de la liturgie pratiquée au Ve siècle à Jérusa-

Le style des lliustrations, plus naîf et de ligne moderne dans les premières écoles du Nord, sera plus riche et ornementé dans la production du royaume de Cilicie. qui s'épanquit au XIII siècle. D'autres adoptement les modes en vigueur dans leur nouvelle patrie. l'Italie par exemple.

UNIT DIASPORA ANCIEMME En organisant l'exposition, et le livre-catalogue, autour des échanges intellectuels, matériels et diplomatiques, le commissaire, Raymond Kevorkian, historien, chercheur à la Bibliothèque nationale depuis quinze ans, a identifié divers courants qui illustrent la facon dont les Arméniens ont été à la fois solidement attachés à leur culture et constamment ouverts sur le monde. Par goût ou par force, au fil d'une histoire où les périodes de domination mongole, puis arabe et ottomane, dépassent de loin, en durée, les ères de prospérité et d'autonomie, ils n'ont pas

### La fête des « saints traducteurs »

La liberté d'imprimer, refusée aux Arméniens dans l'Empire ottoman à certaines époques, semble une incitation aussi forte au déplacement que les nécessités du commerce matériel, mais les deux se croisent. Très présents sur la Route de la sole, les marchands importeront de l'Inde, qui la pratique la première, la comptabilité en partie double. Mais c'est pour composer librement une Bible contepant certains chapitres censurés par Rome que tel imprimeur choisit Amsterdam. On que tel autre, marchand à Venise, se fait traduire, en arménien, et à son effigie, un commentaire des Psaumes.

Comprendre le monde occidental tout en demeurant attaché à une foi nationale, dans un environnement hostile, telle semble avoir été la ligne de conquite d'un peuple qui, comme le note Jean-Pierre Mahé, arménologue français et auteur d'une publication de Moise de Rorène, est peut-être le seul à honorer d'une fête dans son calendrier les « saints traducteurs ».

Les trésors archéologiques du Caucase « s'exportent » à Nantes

hésité à s'établir au loin, créant des colonies de marchands de Madras à Amsterdam, Livourne ou Venise, dans l'île San Lazzaro, où vit encore une congrégation célèbre pour sa bibliothèque,

C'est en tout cas ce peuple chrétien que les Croisés eurent la honne sumrise de trouver au bout de leur dangereuse épopée et avec qui ils passèrent alliance. Certains princes d'origine française devinrent même rois de Chypre. comme Léon V de Lusignan, mort en exil et dont le tombeau est à Saint-Denis : le sceau à double tête de lion, qui n'était pas sorti de la BNF pour l'exposition sur le royaume de Cilicie organisée par Claude Mutafian à la chapelle de la Sorbonne, en 1993, est montré cette fois. Dans la pénombre qui sted à la bonne conservation de fragiles manuscrits, et selon un dispositif heureux où les objets liturgiques précieux, reliures en argent notamment, alternent avec de simples motifs brodés de tapis de cérémonie.

Orient-Occident, Prance-Arménie : on ne s'étonnera pas de trouver aussi, sous une enluminure vive et colorée, la supplique adressée à Louis XIV par les Arméniens de la nouvelle Djoulfa, quartier d'Ispahan, qui se souvenaient sans doute d'une prophétée annonçant que le peuple de Noé serait sauvé

### Michèle Champenois

\* Arménie, entre Orient et Occident. Ouvrage collectif sous ja direction de Raymond Kévorkian auquel ont participé vingt-cinq auteurs français et arméniens. Edition BNF. diffusion. Seull. 256 pages, 220 illustrations couleurs. Reilé. 320 F.



LES LARMES DE LISBONNE Beatriz da Conceição, António Rocha (chants), José Manuel (guitarra portuguesa), José Antonio (viola), Huelgas Ensemble, Paul Van Nevel (dir.).

L'idée est aussi inattendue que séduisante: croiser la polyphonie du vilancico postugais du XVIº siècle et la monophonie contemporaine du fado, expressions jumelles de l'âme d'une ville, Lisbonne. De l'« immensa tristura » qui unit ces deux styles, par delà les clivages qui les séparent, sourd la même émotion, sombre flamme du chœur et quête éperdue de l'amour absolu. La melancolie au charme magique des chants de la Renaissance introduit avec une étomante justesse à l'univers nocturne des bas-quartiers d'une capitale moderne, qui affiche aussi la nostalgie comme emblème. D'un dolorisme superbe et altier, ces pages enregistrées lors d'un concert à l'automne 1995 invitent à un partage d'une formidable intensité. Tranchant avec les exhumations essentielles auxquelles il nous a habitués, Paul Van Nevel se livre ici avec une convaincante sincérité. Le livret, très soigné, contribue à la réussite de l'en-Ph.-J. C. semble.

### JOHANN SEBASTIANI Passion selon saint Matthleu

★1 CD Sony SK 62 256.

Ricercar Consort, Philippe Pierlot (di-

Kantor de la cathédrale de Königsberg et Koppelmeister à la cour de l'électeur de Brandebourg, Johann Sebastiani (1622-1683) n'a d'italien que le nom, probablement latinisé lors d'un séjour dans la péninsule. Peu de ses œuvres liturgiques nous sont parvenues, hormis cette Passion dutée de 1672, complétée ici par un Traver-Riag d'Andreas Scharmann, lamentation funèbre elle aussi composée pour cinq voix, six instruments et basse continue. A mi-chemin entre l'esprit polyphonique de la fin de la Renaissance et les monuments qu'à édifiés Jean-Sébastien Bach un demi-siècle plus tard, cette ceuvre dition protestante entre les parties dévolues aux rôles dramatiques du Christ, de l'Evangéliste, Judas, Pilate, Pierre, Caphais, jusqu'aux servantes. Une mention particulière pour l'humanité profonde de la basse Max Van Egmond et l'intelligence du chant de Greta De Revahere. Contemporaine des demières pages de Schütz, cette Passion à la profondeur dramatique est un iaion essentiel dans notre connaissance de la liturgie allemande au XVII<sup>n</sup> siècle.

PLACEBO



L'angoisse adolescente reste le

matériau de base de l'inspiration

rock. En baptisant un de ses mor-

4 1 CD Ricercar RIC 160 144.

ceaux Teenage Angst, Placebo ne fait pas preuve d'originalité débordante. Mais ce premier album démontre aussi que cette anxiété juvénile et un format - le trio guitare, basse, batterie - maintes fois usité continuent à produire des chansons excitantes. Brian Molko, petite boule de nerfs à la voix androgyne, s'adonne à la mélancolie et à la colère avec la même fougue. D'une densité souvent tétanique, la guitare sait aussi distiller les émotions fortes d'un lyrisme intime. Le timbre pointu du chanteur s'accommode de cette tension, il la fouette de son ironie et d'un maniérisme qui hésite entre le sex-appeal et la crispation. La verve dynamique de Come Home, 36 Degrees, Bruise Pristine se nourrit de frustration

et d'ambiguités (sexuelles, senti-

mentales), mais nombre de re-

frains - Bionic, Hang on to Your IO

- s'aèrent aussi d'une vulnérabli-

té qui donne envie de s'attacher à ces jeunes Anglais. ★ 1 CD Hut 8418502. Distribué par

Cet album devrait conclure dix-

disques, Warner Bros. Pour son cadeau d'adieu, le génie versatile du funk américain s'est transformé en rock star. On n'avait pas entendu autant de guitares électriques sur l'un de ses disques depuis Purple Rain, en 1984. Contrairement à ce que le titre, Chaos and Disorder, pourrait laisser croire, rien ici ne déborde ni ne bave. L'usine de Paisley Park a carrossé une mécanique où les riffs sont autant de chromes clinquants. Entouré du New Power Generation, Prince tente d'en baller la machine, mais rien ici n'a l'allant irrésistible de Let's Ga Crazy. Hormis une ballade aux accents Beatles, Dinner with Dolores, cet exercice de style, hésitant entre glam-rock et rythm'n'blues cuivré, ne se fissure d'aucune faille émotionnelle. Ce qui faisait pourtant la grandeur de When Doves Cry ou I Would Die 4 U a l'époque de la a phile pourpre >. \*1 CD Warner 9362-46317-2. Distribué par WEA.

tiques entre Roger Nelson - devenu successivement Prince, The Love Symbol et The Artist For-

merly Known As Prince (T. A. F. K. A. P.) - et sa maison de



**ALI FARKA TOURÉ** 

Avant d'approcher la scène internationale, Ali Ferica Touré fréquenta pendant plusieurs années la radio nationale du Mail. Chargé d'en redynamiser l'orchestre, il y exerca aussi les fonctions de technicien, profitant de ce séjour prolongé pour graver ses premiers enregistrements. Sobre, déponillée, dès le départ sa musique évoque irrésistiblement le blues. Ce cousinage lui vaudra plus tard le surnom de « John Lee Hooker africain » dans la presse occidentale. S'il admet volontiers apprécier le bluesman américain, Ali Farka Touré revendique pour seules influences les traditions de sa région, située aux portes du désert. Né en 1939 près de Tombouchou, au nord du Maii, issu d'une famille noble, il n'aurait innais dil praticuler la musique. A l'age de onze ans, il ments traditionnels (guitare diurkei et violon njarka) et mène ainsi, depuis lors, sa révolution tranquille contre les usages. Un parcours jalonné de disques précieux doot Talking Timbuktu, enregistré avec Ry Cooder et récompensé par un Grammy Award en 1995, ou ce Radio Mali, une sélection de mélodies apres et nostalgiques accompagnées à la guitare, au luth ngoni ou su violon njarka, témoignage frémissant de ses premiers pas en studio.

\* CD World Circuit WCD 044, Distribué par Night and Day.

**TOUS DEHORS** 

Laurent Dehors, clarinettistesaxophoniste ronennais en train de s'imposer - auprès de Portal, Emier, Barthélémy - a monté un big band, en fait un petit grand orchestre. Douze solistes plutôt que douze pupitres pour une instrumentation peu utilisée: saxophones, clarinettes et tuba-trombone chez les souffleurs et « en rythmique » deux guitares, deux batteries et une paire contrebasse/ marimba. Six contre six parfois, six avec six à d'autres moments. Et, en tout cas, tous avec Dehors. On ne sait pas tellement ce que l'on voudrait vanter : la qualité des compositions de Dehors, dont on connaissait déjà l'excellence comme instrumentiste - un son entier, rageur quand il le faut, vrai -; le choix des musiciens, au plus juste avec ses choix; la permanence d'un aspect bricolo dans le travail rythmique; la pertinence des interventions. Ce disque est plein de vie, d'humeurs joyeuses et fantasques. On y entend des comemuses, du musette, des guitares électriques échappées d'un ( disque de Led Zeppelin, du jazz, beaucoup - du new orleans au free -, et d'autres musiques, toutes vécues avec la même gour-

Voltaire, 44000 Nantes, Tous les jours sauf hmdi et jours fériés. Entrée: 20 F, gratuit le dimanche. Visites guidées, réservations: 40-71-03-50. Jusqu'au 15 septembre. Suite heureuse du tragique trembiement de terre qui frappa le nord de l'Arménie en décembre 1988, la présentation à Nantes des richesses archéologiques des mu-

UN MALAUSSÈNE

INÉDIT

et samedi partout ailleurs.

ARMÉNIE, des origines au

IV. siècle. Musée Dobrée, 18, rue

sées d'Arménie tient à une rennai qui a précédé cette manifestacontre. Au retour d'une mission humanitaire dans la région de Cumri, deuxième ville du pays, un pharmacien de la Loire-Atlantique transmet le message : une balise de détresse lancée par le directeur du musée de la ville, détruit mais dont les collections, abritées dans un édifice plus ancien, avaient été épargnées. Le souhait aussi d'entrer en contact direct avec des experts occidentaux. De s'ouvrir au monde. Ce qui fut fait.

tion et l'ouvrage qui l'accompagne sont ainsi le premier signe d'une nouvelle donne en matière d'échanges culturels. Et l'aboutissement d'une aventure humaine où l'énergie personnelle développée par Jacques Santrot, conservateur du Musée Dobrée, et l'engagement financier du conseil général de la Loire-Atlantique ont suscité des aides bénévoles et la mobilisation de la communauté scientifique française. L'ampieur du travail internatio-

Devenue indépendante en 1991, l'Arménie a parallèlement eu à affronter la pénurie due au blocus imposé par l'Azerbaïdjan, l'absence d'électricité et des difficultés économiques extrêmes. D'une certaine façon, il ne lui restait qu'une scule richesse « à exporter », son patrimoine. Et l'on sait le prix que les peuples attachent à la reconnaissance de leur identité culturelle dans les périodes trou-

**GRANDS WITTHES** 

A travers trois cents pièces veques des musées de Gumri, d'Erebouni et du Musée d'histoire d'Arménie, à Erevan, auxquelles sont joints quelques prêts du Louvre ou du British Museum, le parcours proposé à Nantes va de la préhistoire au début du IV siècle après J.-C., date à laquelle l'Arménie

adopte le christianisme. Dans cette région qui est anssi celle des grands mythes, autour du mont Ararat (situé en Turquie) où la tradition déposa l'arche de Noé, dans ces hautes vallées verdovantes où les rédacteurs de la Bible, fréquentant les déserts. avaient tendance à situer le paradis, les premiers artisans - forgerons, potiers, orfevres - montrent une grande précocité de raffinement. Pour tailler des pointes de lance, il est vrai qu'ils disposent de l'obsidienne, une lave noire vitrifiée dont on arme aujourd'hul les bistouris de la chirurgie oculaire. Les plus précis. Sur leurs ceintures ou leurs gobelets, ils gravent des calendriers hunaires, des dessins géométriques, ou des décors de fougères, ou encore le récit historié d'une bataille, « clou » du tré-

sor de Kharachamb (présenté dans l'exposition parisienne). Ces trouvailles, datées de plus de deux mille ans avant J.-C., n'ont d'équivalent connu qu'à Troie ou en Mésonotamie.

Patrimoine du monde procheodental pour l'âge du bronze, il s'agit, pour les époques plus ré-centes, de l'Arménie ancienne et de « leurs ancêtres les Ourartéens ». Ce royaume d'Ourartou s'étend, à l'âge du fer, sur les hauts plateaux de l'Est anatolien, du lac de Van (aujourd'hui en Turquie) au lac Sevan (en Arménie) à partir du IX siècle avant J.-C., avant d'être balayé, au cours du VI siècle, par les invasions scythes, mèdes et perses. De nombreux objets témoignent de l'avancement de cette civilisation d'Ourarton, premier Etat unitaire, fortement centralisé, dont les Arméniens anciens perpétueront les modes d'organisation urbaine et de construction de ci-

Domination perse, puis conquêtes d'Alexandre le Grand. L'éclatement de cet empire sera l'occasion d'une première période d'indépendance pour les dynasties arméniennes, à partir du IVe siècle avant J.-C. Parmi les pièces spectaculaires, dont deux appartiennent au Louvre, on remarque une série de comes à boire d'apparat en argent, cannelé ou lisse, des rhytons en forme de tête de cheval avec cavalier, ou de cheval harnaché, de bouvillon, de cerf conché, d'influence perse. Quant à la sta-tuaire hellénistique, en l'absence de la tête de la déesse Anahit, restée à Londres, il revient à une gracieuse silhouette d'Aphrodite d'évoquer cette période. Epoque faste de prospérité et de conquêtes du roi arménien Tigrane, qui aura le temps de construire sa capitale, Tigranocerte, avant d'être battu en 66 avant J.-C., par Pompée, et sou-

M. Ch.

Chaos and Disorder

\* Arménie, trésors de l'Arménie ancienne. Somogy Editions d'art/ Musée Dobrée. Format 25 x 28 cm, 288 pages, 300 Illustrations. 290 F jusqu'au 30 juin, 350 F ensuite.

★1 CD CC Productions 987617. huit années de relations chao-Distribué par Harmonia Mundi.

SIGNÉ PENNAC DANS Le Monde Daniel PENNAC inaugure la série de Séries Noires du MONDE ce vendredi 12 juillet à Paris

**シカー、海を変化的** 

**GUIDE CULTUREL** 

## **Festival** l'Adret de la Saint-Gaudingue

Arkigas - . .

FRENCH CO

. J.E . . 74

X \*\* - - - ...

v mater ....

Mind To . . . . . .

medical transfer and and

theritan many or p

CHARLES SET STORY

A TANKS IN THE RESERVED OF

designate of the same

the street was a second

Charles and the Contract of the

francis to be read to

Seattle Carling the Land

Maria . The same

5 Th. . . . . .

**集集 1979 海拔** 

Ber Brandston english

الله المراجع والمنافع المنافع المعطر العالج

Bayer Service Commencer

WARL LATER STORY

See the second of the second

Company of the second

See That is the said of the said

Black with the same

A Mariana Commission of the Commission of

Seek to the seek of the seek of

医维生性乳头 化二十十五

المراجع وأناك يتجرأ وواهوا والأ

para di pertanti della di sila di si

g Baggi (1994) – aga aga ara i katalan i

For experience of the section

Section 1.

編 温度記 一 4 十 6

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

**इंग्लिक व्यक्तिकार वर्षा अस्तर है ।** 

The state of the s

Marie Committee Committee

Reader March 18 18 18 18

A Property of the Contract of

**建**安全 医多种性 医二角

SHARE TO STATE OF THE STATE OF

Sping of Spingliff Birth to Sping 1 and

The state of the s

The second second

Service States States

4000

**医**一种有效

17. 14 July 200 17 - 1 17 . .

But garen and an area

ن د د د محدو شاهوس⊈هون

Barrier in the

的复数使用 化二氢化二氯化二氢 电电流电流

強性性が動き こうちょう アルム

Burns Charges in

Pages Carried Salary Language

Serve of Garage and Control

Witness ...

基础性。 Margaret

Maria Sertamon Ser

Sin Maria tari yenin 🗯

AS . Same --

Saffer . Ter Ed f. . . . . . .

torigo the same and a

Trois circuits diurnes et nocturnes hors des sentiers battus

EXCEPTED

S. C.

SECTION S

-- 342

TOTAL PARTY

. Car. . \_

-3 <**≥**2

· 1/2

 $z_1,\ldots,z_n$ 

500

200

1.12

· 7 Fally

. . . :=

1.0

1,177.7

1.17

Charles

P. 742.

27.

1.0

- 27

- - 2 - 2

\_\_\_\_P\_2 - 2

1.10

-:-

1.50

- F

. .5 1

1 July 2

7 ...

it reste deux journées pour emprunter les chemins de traverse imaginés par les organisateurs de ce drôle de festival qui réunit plumurs des meilleures compagnies de théâtre (llotopie, organisateur en chef de la Saint-Gaudingue, Grand Magasin...) et de théâtre de rue (Générik Vapeur, Délices Dada...) Trois circuits sont proposés aux aficionados, « le circuit des sommets » qui s'évade sur les cimes du pic du Cagire (1912 mètres), « le circuit des champs », promenade villageoise et champêtre, «le circuit des étoiles », marche nocturne qui s'achèvera avec l'aube. Spectacles



de théâtre et de danse, installations, happenings, concerts se partagent cette affiche qui n'a pas d'équivalent sur la scène estivale

\* Avec le Collectif 26 000 Couverts, llotopie, K.M.K., ki Mêrne, Délices Dada, Générik Vapeur, Les Nonnes Troppo, Leo Bassi, Grand Magasin, Gudin, Les Vernisseurs, L-L Rodriguez, ZUR, la Compagnie Oposito et Décor sonore, le Tempestant Théâtre, Castafiore et Kocani Orkestar, L'Adret de la Saint-Gaudingue. Rues et alentours de Saint-Gaudens (31). Les 5 et 6 juillet. Tél. : 61-94-77-51. Spectacles gratuits.

### **UNE SOIRÉE À PARIS**

Coolio

Minces dreadlocks, regard vaguement brouillé par la fumette. Coolio a décroché le jackpot en détournant un titre de Stevie Wonder, transformé en Gangsta's Paradise. Alternaut adroitement rythmes souples, refrains accrocheurs et rimes menacantes, il a clargi sou public au-delà du clan des puristes. Ophélie Winter ne lui a-t-elle pas demandé de participer à son album? Olympia, 28, boulevard des Capu-D cines, Paris Se, Mo Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 5 juillet. Tel.: 47-42-25-49, 146 F. Festival Groove Funk Blues Deuxième soitée consacrée aux musiques noires américaines. Joe Louis Walker, tout dévoué au blues dont il connaît les racines

et donne une vision d'avenir : Dr John, le night tripper, Phomme de toutes les musiques de La Nouvelle-Orléans, un géant de la musique américaine. Colombes (92). Salle des jêtes et des spectacles, 88, rue Saint-Denis. 20 h 30, le 5 juillet. Tel. : 47-81-69-02. Location Fnac, Virgin. 130 F.

Zhu Xlao Mei

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

DINGO ET MAX

40-30-20-10).

Paul Reubens (1 h 26).

i"; George-V, dolby, 8.

On se demande pourquoi la pianiste d'origine chinoise Zhu Xiao Mei ne fréquente pas davantage les grandes scènes musicales. Son jeu, d'une concentration formidable, convient à merveille à

Dessin animé américaln de Kevin Lima,

Rex. dolby, ≥ (39-17-10-00); Rex (ie Grand Rex), dolby, ≥ (39-17-10-00);

George-V, dolby, 8+; UGC Lyon-Bas-

tille, 12°; Gaumont Gobelins-Fauvette.

dolby, 13\* (47-07-55-88; réservation:

40-30-20-10); Gaumont Pamasse, dol-

by, 14º (réservation : 40-30-20-10) ; Mis-

15°; Pathé-Wepler, dolby, 18° (réserva-

Film américain de Ken Kwapis, avec Ja-

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby,

VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"

Rex, dolby, 2 (39-17-10-00); UGC

Montpamasse, dolby, 6°; George-V,

dolby, 8°; Paramount Opéra, dolby, 9°

(47-42-56-31; réservation: 40-30-20-

10); UGC Lyon-Bastille, dolby, 12°;

UGC Gobelins. 13°; Gaumont Alésia,

dolby, 14° (43-27-84-50; réservation:

40-30-20-10); UGC Convention, dolby,

15°; Le Gambetta, dolby, 20° (46-36-10-

Film néo-zélandals de Peter Jackson,

avec Melanie Lynskey, Kate Winslet,

Sarah Peirse, Diana Kent, Clive Merri-

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby,

1"; Le Sairn-Germain-des-Prés, salle G.

de Beauregard, 6º (42-22-87-23; réser-

vation: 40-30-20-10); Le Balzac, 8 (45-

61-10-60); La Bastille, dolby, 11\* (43-07-

48-60); Gaumont Grand Ecran Italie,

40-30-20-10); Bienvenüe Montpar-

nasse, dolby, 15° (39-17-10-00; réserva-

tion: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dol-

VF: Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8

(43-87-35-43; reservation: 40-30-20-

10); Gaumont Opéra-Français, dolby,

9 (47-70-33-88; reservation: 40-30-20-

by, 18 (réservation : 40-30-20-10).

dolby, 13\* (45-80-77-00; reservation:

96 ; réservation : 40-30-20-10).

son, Simon O'Connor (1 h 40).

HEAVENLY CREATURES

DUNSTON, PANIQUE AU PALACE

Bach, Scarlatti, Havdn ou Schumann. Peut-être est-ce de n'avoir pas voulu jouer le rôle de la pianiste « qui a passé dix ans dans les camps ». Cela la dessert, mais est tout à son honneur.

Haydn: Variations pour clavier. Schubert: Moments musicaux. Scarlatti: Sonotes pour claviers. Chopin: Rondo pour piano op. 16. Orangerie du parc de Baeatelle. domaine de Basatelle. Paris 16. Me Pont-de-Newilly, 16 h 30, le 6 juillet. Tél.: 45-00-22-19. 100 F. Cinémathèque française Sous le signe de l'exotisme, la Cinémathèque française propose

un cycle de films allant des dé-

lires d'un Sternberg (Shangai Express, Morocco, Fièvre sur Anatahan) à l'imaginaire colonial du cinéma français des années 30 (La Bandera de Julien Duvivier, Le Bied de Jean Renoir, Le Roman d'un Spahi de Michel Bernheim). des aventures de Tarzan (Tarzan, Phomme singe de Woody Van Dyke. Tarzan et la révolte de la jungie de William Witney) aux récits d'exploration (Stanley et Livingstone d'Henri King, Aux sources du Nil de Bob Rafelson), ou aux récits d'aventures holly-

woodiens (Mogambo de John Salle République, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11. Du 6 juillet au 1ª septembre. TéL : 47-04-24-24

10); Les Nation, dolby, 12\* (43-43-04-67; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14\* (43-27-84-50; réservation : 40-30-20-10).

LE JOUR DU CHIEN (\*) Film franco-italien de Ricky Tognazzi, avec Vincent Lindon, Sabrina Ferilii, Luca Zingaretti, Ricky Memphis VF: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1"; (1 h 48).

VO : Gaumont les Hailes, doiby, 1= (40-39-99-40; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); La Pagode, 7º (réservation: 40-30-20-10); Publicis Champs-Flysées 8º (47-20-76-23 : réservation : 40-30-20-10) ; 14-Julilet-Reaugrenelle, dolby, 15° (45-75-79-

tral. 14º (39-17-10-00; réservation: 40-VF: Gaumont Opéra-Français, doiby, 30-20-10); UGC Convention, dolby, 9 (47-70-33-88 ; réservation : 40-30-20-10); Gaumont Gobelins-Fauvette, doltion : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, THX, by, 13º (47-07-55-88; réservation: 40dolby, 20 (46-36-10-96; réservation: 30-20-10); Miramar, dolby, 14 (39-17-10-00 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15 (48-28-42-27; réservation: 40-30-20-10); Pason Alexander, Faye Dunaway, Eric thé Wepler, dolby, 18 (réservation: Lloyd, Rupert Everett, Glenn Shadix, 40-30-20-10).

MIKHAIL KOBAKHIDZE CINQ COURTS-MÉTRAGES INÉDITS Film géorgien de Mikhail Kobakhidzé, (1 h 13). Studio des Ursulines, 5º (43-26-19-09);

PEREIRA Film Italien de Roberto Faenza, avec Marcello Mastrolanni, Daniel Auteuil, Stefano Dionisi, Joaquim De Almeida, Nicoletta Brashi (1 h 35). Espace Saint-Michel, dolby, 5 (44-07-

VACANCES EN FAMILLE Film français de Laurent Cantet, Bruno Bontzolakis, Philippe Harel, (1 h 30). 14-Juillet Beaubourg, 3 (42-77-14-55). WHEN PIGS FLY

Film américano-japonais-allemandhollandals de Sara Driver, avec Alfred Molina, Marlanne Faithfull, Seymour Cassel, Maggie O'Neill, Rachel Bella (1 h 37).

VO : Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34). (\*) Films interdits aux moins de 12 ans.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE 3615 LEMONDE

ou tél. : 36-68-03-78 (2,23 F/mn)

### RÉGION

MUSIQUE CLASSIQUE

Capella Relat, Hespèrion XX Musique catalane des XV et XVP siècles. Jordi Savall (direction). Basilique Notre-Dame, impasse Notre-Dame, 21 Beaune. 21 heures, le 6 juillet. Tél. : 80-26-21-30. De 80 F à

- Et abbatiale et jardins de l'abbaye, 49 Saint-Florent-le-Vieil. 21 heures, le 10 juillet. Tél.: 41-72-62-02. De 80 F à 130 F. Concerto Italiano

Monteverdi : Psaumes, Motets, Rinaldo Alessandrini (direction). Basilique Notre-Dame, impasse Notre-Dame, 21 Beaune. 21 heures, le 7 juillet. Tél.: 80-26-21-30. De 80 F à 280 F.

BORDEAUX Les Noces de Figaro de Mozart, Marc Barrard (Figaro), Vincent Le Texier (le comte Almaviva) Danielle Borst (la comtesse Almaviva), Maryse Castets (Susanna), Delphine Haidan (Cherubino), Romano Frances chetto (Bartolo), Hanna Schaer (Marlio). Chœur du Grand-Théâtre de Bordeaux, Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, Hans Graf (direction), Robert Carsen (mise en scène). Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescure, 33 Bordeaux. 20 heures, les

12, 15, 17, 19 et 21 juillet. Tél.: 56-48-

COLMAR

de Radio-France Dvorak : Othello, Concerto pour violon et orchestre. Debussy: Noctumes pour orchestre, La Mer. Pamela Frank (vioion), Marek Janowski (direction). Eglise Saint-Matthieu, 68 Colmar. 21 heures, le 6 juillet. Tél.: 89-20-68-94. De 150 F à 250 F. Les Virtuoses de Moscou

Fauré : Pavane pour orchestre. Haydn : Concerto pour violoncelle et orchestre nº 1, Symphonie nº 45. Landowski : Que ma joie demeure. Viadimir Spiva-kov (violon, direction), Matislav Rostro-Eglise Saint-Matthieu, 68 Colmar. 21 heures, le 10 juillet. Tél.: 89-20-68-

94. De 150 F à 250 F. Maria-Josèphe Jude (piano) Brahms : Klavierstücke op. 118, Rapso-dies op. 79. Liszt : La Vallée d'Obermann, Mephisto-valse.

Théâtre municipal, 3, rue Unterlinden, 68 Colmar. 18 h 15, le 12 juillet. 16l. : 89-20-68-94, De 85 F à 110 F. ORANGE

Don Giovann

de Mozart, Ruggero Raimondi (don Giovanni), Ferruccio Furianetto (Leporello), Kathleen Cassello (donna Anna), Emily Magee (donna Elvira), Laura Polverelli (Zerline), Bruce Ford (Ottavio), Mauro Utzeri (Masetto), Peter Rose (le Commandeur), Chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Jeffrey Tate (direction), Yannis

Kokkos (mise en scène). Théâtre antique, place Frères-Mounet, 84 Orange. 21 h 45, les 6 et 9 juillet. Tél.: 90-34-24-24, De 90 F à 890 F. Orchestre national de France

Mozart: Requiem, Symphonie nº 40. Lillian Watson (soprano), Suzanne Mentzer (alto), Deon Van der Walt (ténor), Samuel Ramey (basse), Chœur de ladio-France, Jeffrey Tate (direction). Théâtre antique, place Frères-Mounet, 84 Orange, 21 h 45, le 12 juillet. Tél.: 90-34-24-24. De 40 f à 390 f.

Orchestra national d'Ile-de-France Beethoven: Symphonie m² 2. Berlioz: Harold en Italia. Miguel Da Silva (alto), Jacques Mercier (direction). Reims Champagne Congrès, 51 Reims. 19 heures, le 6 juillet. Tél.: 26-77-45-13.

Thierry Escaich (orgue) Œuvres de Tournemire, Mendelssohn, Escaich et Bach. Eglise Saint-Nicaise, 51 Reims. heures, le 9 juillet. Tél. : 26-77-45-

ilizume Sutre (violon), Miguel Da Silva (alto), Emmanuel Strosser Schumann: Sonate pour violon et pia-no op. 105. Brahms: Sonate pour alto et piano op. 120 nº 2. Mozart : Trio. Comédie de Reims, 3. chaussée Bocquaine, 51 Reims. 19 heures, le 10 juil-let. Tél.: 26-48-49-10. FESTIVAL DE SAINTES Abbaye aux Dames. Tel.: 46-97-48-48.

Collegium Vocale de Gand, la Chapette royale Bach : Cantates, Sibylla Rubens (soprano), Annette Markert (contralto), Mark Padmore (ténor), Peter Kooy se), Philippe Herreweghe (direc-

12 h 30, les 7, 9, 11 et 13 juillet. Sandrine Piau, Véronique Gens ranos), Anne Marie Lasia (viole de gambe) Couperin : Leçons de ténèbres Abbaye aux Dames, 17 Saintes. 20 h 30, le 8 juillet. Tél. : 46-97-48-48. Collegium Vocale de Gand Mogavero: Lamentations, Paul Van

Nevel (direction). Q heures, le 9 juillet. ndreas Staier (pianoforte). Schubert: Sonates pour piano D 959 et

20 h 30, le 10 juillet. Alexei Lubimov (piano). Brahms: Rapsodies op. 79, Intermezzi op. 118. Listt: Valse oubliée, La Lugubre gondole. Chopin : Scherzo, Bal-

20 h 30, le 12 juillet.

المعداء والمستعدد والمستعدد والم

JAZZ Nous avons publié dans nos éditions du vendredi 28 daté samedi 29 juln un supplément consacré aux festivals d'été. Certains n'y figuraient pas, d'autres étaient annoncé de manière

incomplète, par manque de place.

Jazz d'altitude

Avec Denis Fournier Ouintet, Boian 2 Quartet, Il Trillo, Juien Lourau Groove Gang, Brass Hoppers, Bakamutz (avec Thierry Madiot), le Quartet Richard Galliano, Michel Portal, Daniel Humair, Jean-Francois Jenny-Clarke... Jusqu'au 7 juillet. Office du tourisme, place du 8-Mei, 65120 Luz-Saint-Sau-

veur. Tél.: 62-92-38-38. Jazz au fil de l'eau

Avec Carlos Maza, The Hoax, Luther Aliison, Bernardo Sandoval, « soirée Thelonious Monk » avec François Tusques, Eric Lohrer et le duo David Murray/Aki Takase, Prysm, Jean-Fran-cois Canape Trio, Henri Texier Septet, François Thuillier, Henry Threadgill, Bruno Chevillon en solo, Stephan Oli-vaffrançois Raulin « hommage à Len-nie Tristano », Betty Carter, Myra Meiford, Christophe Marguet Trio, Louis Sclevis Trio avec Ray Anderson, Jean-François Prigent, Claude Barthélémy Sophie Agnel Trio, Minotaure Jazz Or

Du 5 au 14 juillet, Jazz en Gâtine, 22, rue de la Mara, 79200 Parthenay, Tél. ; 49-64-24-24. DANSE

ADX-EN-PROVENCE Compagnie Preliocaj Roméo et Juliette.

Complexe sportif du Val-de-l'Arc, chemin des infirmeries, 13 Aix-en-Pro-vence. 22 heures, les 11 et 12 juillet. Tel. : 42-23-26-26. De 60 F à 150 F. AVIGNON

Mathide Monnie L'Atelier en pièces. CAreier en pieces. Gymnas Saint-Joseph, 84 Avignon. 15 heures et 19 heures, les 10, 12 et 14 juillet; 19 heures, les 11 et 13 juillet. Tél.: 90-14-14-14. 130 f.

Claude Brumachon Chapelle des Pénitents-Blancs, place de la Principale, 84 Avignon. 11 heures et 19 heures, du 11 au 14 juillet. Tél. : 90-14-14-14. 130 F.

Josef Nadj Les Commentaires d'Habacuc. Gymnase Aubanel, 84 Avignon. 19 heures, du 11 au 16 juillet. Tél. : 90-14-14-14, 130 F. MARSEILLE

Joaquin Cortes: Leyenda, Pasion. Vieux Port, 13 Marseille. 21 h 30, le 6 juillet. Tel.: 91-71-30-00. De 160 F à

Nacho Duzto: Mediterrania, Ecos, Por Vieux Port, 13 Marseille. 21 h 30, les 9 et 10 juillet. Tél. : 91-71-30-00. De 160 F å 195 E

MONTPELLIER Humburg Ballet

John Neumeier: La Passion selon saint Corum-Opéra Berlioz, esplanade 20 h 30, le 6 juillet. Tél. : 67-60-19-99. Béiart Bailet Laussone

L'habit ne fait pas le moine, Vita Nova. TNDI Chateauvalion, 8P 118, 83 Ollioules. 19 heures, les 6 et 7 juillet. Tél. : 94-22-74-00, 200 F Béjart Bailet Lausanne

Messe pour le temps présent. TNDI Châteauvalion, BP 118, 83 Oilioules. 22 heures, les 6, 7 et 8 juillet. Tél. : 94-22-74-00. 200 f. Le Cri du caméléon. TNDI Châteauvailon, BP 118, 83 Oi-

licules. 22 heures, les 12 et 13 juillet. Tél : 94-22-74-00. 150 F. SAINT-JEAN-DE-VEDAS La Camione Hélène Cathala, Fabrice Ramalingom :

Sī j'étais toi. Théâtre du Chai-du-Terral, château du Terrai, 34 Saint-Jean-de-Védas. 20 h 30, les 6 et 7 juillet. Tél. : 67-60-91-31.

THÉÂTRE

de Molière, mise en scène de Nadine Darmon et Pierre Debauche, avec Ro-bert Angebaud, Emmanuel Broche, Philippe Ferwick, Gernma Guileman Cyrille Josselyn, Anne Leclerco, Stan las Mathias, Alain Ours, Vincent Poi-rier, Claude Saint-Dizier, Raphaëlle Saudinos, Emmanuel Vérité et Carine Yvart.

Cour d'honneur du quartier Valence. 47 Agen. 21 heures, du 12 au 15 juillet Tél.: 53-47-82-08. Durée: 2 h 30. De 40 F\* à 110 F.

FESTIVAL D'AVIGNON Pour une information complète et préise, voir notre supplément spécial Festival d'Avignon dans notre édition

de Christopher Marlowe, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Marc Avocat, André Baeyens, Pierre Baillot, Carlo Brandt, Clovis Comillac, Gilles David, Michel Didym, Valèrie de Die-trich, Jean-Claude Durand, Raphaël Isria-Lévêque, Guillaume Lévêque, Antoine Mathleu, Nicolas Pirson, Freddy Sick, Eric de Staercke, Lionel Tua et Dominique Valadié

Cour d'honneur du Palais des papes, 84 Avignon. 22 heures, du 9 au 16 juil let : relache le 14, Tél. : 90-14-14-14. 130 P et 190 F. Le Mystère Vilar

d'après une lettre anonyme, mise en scène d'André Benedetto, avec Jac-Théâtre des Carmes, 6, place des Carmes, 84 Avignon, 15 heures, du 9

juillet au 3 août. 76l. : 90-82-20-47. Durée : 1 h 15. 60 F\* et 85 F. A partir de... d'après Anton Tchekhov, Jean Vilar, Antoine Vitez et Louis Castel, mise en

scène de Louis Castel, avec Thérèse Roussel, Claude Bonin, Pierre Carrelet et Louis Castel Studio Saint-Roch, 84 Avignon. 19 heures, du 10 au 31 juillet ; relâche le 15. Tél. : 90-14-14-14. 110 F° et 130 F. Ecrire les langues françaises avec chaque soir un écrivain différent :

Hector Bianciotti, René Depestre et Kenneth White. Musée Calvet, 84 Avignon. 22 heures, du 10 au 12 juillet. Tél. : 90-14-14-14, 50 E

Le Naufrage du Titanic de Hanz Magnus Enzensberger, mise en scène de Pierre-Alain Chapuis, avec Philippe Clévenot et Clotilde Mollet. Cloitre des Carmes, 6, place des Carmes, 84 Avignon. 22 heures, du 10 au au 16 juillet ; relâche le 14. Tél. : 90-14-14-14. Durée : 1 h 35, 110 F\* et 130 F.

d'après Franz Kafka, mise en scène de Dominique Pitoiset. Cour du lycée Saint-loseph, 62, rue des Lices, 84 Avignon. 22 heures, du 10 au 20 juillet ; relâche le 14. Tél. : 90-14-14-14, 110 F\* et 130 F.

La Noce chez les petits-bourgeols; Grand Peur et misère du Troisième Reich (extraits)

de Bertoit Brecht, mise en scène de Didier Bezace. Salle Benoît-XII, 84 Avignon. 22 heures, les 11, 13, 15, 17 juillet; 17 heures, les 12, 14, 16, 18. Tél.: 90-14-14-14. Durée : 3 heures, 110 F\* et 130 F.

Le Piège d'après Emmanuel Bove, mise en scène de Didier Bezace. Salle Benoit-XII, 84 Avignon. 17 heures,

les 11, 13, 15, 17 juillet; 22 heures, les 12, 14, 16, 18. TH.: 90-14-14-14. 110 F\* et 130 F.

d'après les meilleurs éditoriaux du théâtre public ces dernières années, mise en scène d'Olivier Py, avec Jean-Damien Barbin. Eglise Saint-Joseph, 84 Avignon. 18 heures, du 12 au 17 juillet. Tél. : 90-

14-14-14, 80 E Les Fils de l'amertume de Slimane Benaissa, mise en scène de

-ruoH ziuo.I-neat to azzieneg enemi Cioître des Célestins, 84 Avianon,

22 heures, du 12 au 21 juillet ; relâche le 14. Tél.: 90-14-14-14. 110 F\* et 130 F. Tout de suite, pour toujours... d'Ariette Namiand et Jean-Paul Wen-

zel, d'après Primo Levi, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Thierry Bosc, Andrée Tainsy, Laurent Ziserman et les élèves de l'école de théâtre du Théâtre national de Bretagne. Théâtre, rue Gateuil, 03 Hérisson.

21 h 30, les 6 et 7 juillet. Tél. : 70-06-84-66. Durée : 2 heures, 40 F\* et 60 F. MAURFUGE

Les Inattendus de Maubeuge avec les Petites Frances, la compagnie

Aluna, Sarruga, Los Galindos, Michel Petrucciani, Big Soul, Where and tans du Rajesthan, Assassin, Blood Lust, Silmarils, le Cirque du trottoir, Chti Dixie, Arno, Musiaca Brass et Dummy Horse. Rues, 59 Maubeuge, 17 heures, le

6 juillet Tél. : 27-65-65-40. De 20 F à PERPIGNAN Le Défilé

de Jérôme Deschamps et Macha Ma-Chapelle Saint-Dominique, rue Rabe-

lais. 66 Perpignan, 18 heures et 21 heures, les 6 et 7 juillet. Tél.: 68-60-33-50. Durée : 1 h 10. 170 F. Festival les Tombées de la nuit

avec « Elmer l'éléphant » (Teatro de la Luna), « L'Heure irlandaise » (la troupe Tuchenn), les Piétonnes, « Illusion sur macadam > (Aristobulle), « les Fables de La Fontaine » (Théâtre de l'Echo), la tamille Buratini, Ilka Schönbein, les Cousins, les Bagadou du tonnerre, r Epoure și Muode » (Sarruga). < la Balade contée » (Lucien Gourong), les animations bretonnes (UPRACE), espaces jeunes (ADDM 35), « Jaioza« (Kukulbixto) et « le Fou de Bassan » Rues, 35 Rennes. 17 heures, le 6 juillet

Tél.: 99-79-01-98. Entrée libre. LES TAILLADES La Controverse de Valladolid d'après Jean-Claude Carrière, avec Raymond Gérome et Bernard Haller.

Carrière des Taillades, 84 Les Taillades. 21 h 30, du 12 au 22 juillet ; relâche le 20. Tél.: 90-85-18-04. TERRASSON

Festival les Chemins de l'imaginaire

avec « Feuilleton théâtral », « Fote Fore » et « le Fil harmonique » (Générik Vapeur), « Bail à céder » (Cie Kumulus), « les Tragédiques » (Délices Dada), « Do it » (Métalovoice), « Légende d'une vérité » et « Fote Fore » (Théâtre national de Guinée), « le Défilé fantastic = (Cie Off), Art Chic et Ramon Kek-

Rues du Terrasson. 19 heures, du 9 au

12 juillet ; 21 heures, le 13. Tél. : 53-50-13-80. Entrée libre. TOULOUSE La Trapédie du roi Christophe

d'Aimé Césaire, mise en scène de Jacques Nichet Cour de l'Ecole des beaux-arts, 31 Tou-

louse. 22 heures, les 10 et 11 juillet. Tél.: 61-11-02-22, 120 F.

ANGERS

Anthony Caro Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49 Angers. Tél.: 41-88-64-65. De 9 heures à 18 h 30. Jusqu'au 26 octobre 1996. 10 F. ANTIBES

1946, l'art de la reconstruction Musée Picasso, château Grimaldi, place (\*) Tarifs réduits.

Mariéjol, 06 Antibes. Tél.: 92-90-54-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 septembre 1996. 20 F.

Avignon, deux palais pour Rodin Palais des papes, 84 Avignon, Tél.: 90-27-50-00. De 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 1≤ septembre 1996.

Musée du Petit-Palais, place du Palaisdes-Papes, 84 Avignon. Tél.: 90-86-44-58. De 9 heures à 21 heures, Jusqu'au 1= septembre 1996. BHOT

lean Fautrie Musée national Fernand-Léger, 15. chemin du Val-de-Pôme, 06 Biot. Tél. : 92-91-50-30. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi.

Jusqu'au 15 septembre 1996, 36 F (don

nant accès au musée). BORDEAUX Annette Messager CAPC-Musée d'art contemporain-Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33 Bordeaux. Tél.: 56-44-16-35. De 12 heures à

19 heures : mercredi iusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 septembre Steve Miller

Galerie Pour la vie, 160, cours Victor-Hugo, 33 Bordeaux. Tél.: 56-31-30-04. De 14 heures à 19 heures. Fermé di manche. Jusqu'au 31 août 1996.

CAEN Crossroads: Jacques Charlies Léo Copers, Philippe Dufour FRAC de Basse-Normandie, 9, rue Veubenard, 14 Caen. Tél. : 31-93-09-00. De 14 heures à 18 heures. Fermé di-

manche. Jusqu'au 1º septembre 1996. EYMOUTIERS Botchio : sculptures du Bénin,

Espace Paul-Rebeyroile, route de Nedde, 87 Eymoutiers. Tel.: 55-69-58-88. De 10 heures à 19 heures. Du 6 juillet 1996 au 3 novembre 1996. 20 F. GRENOBLE

Hommage à Aurélie Nemours Musée de Grenoble, 5, place de Lavalette, 38 Grenoble. Tél.: 76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi, Jusqu'au 19 août 1995, 25 F.

HARCOURT Rodney Graham: camera obscura mobile

Arboretum du domaine d'Harcourt, 27 Harcourt. Tél.: 35-88-68-22. De 10 heures à 18 h 30. Fenné dimanche. Jusqu'au 15 novembre 1996. 25 F. MARSBILLE

Arman & l'art africain Centre de la Viellie-Charité, 2, rue de la Charité, 13 Marseille, Tél. : 91-56-28-38. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 30 octobre 1996. L'Art au corps

Musée d'art contemporain, galeries contemporaines, 69, avenue d'Haifa, 13 Marseille, Tél. : 91-25-01-07. De 11 heures à 18 heures. Fermé lundi. Du 6 juillet 1996 au 15 octobre 1996.

La Mode au corps Musée de la mode. Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13 Marseille. Tél. : 91-56-59-57. De 12 heures à 19 heures, Fermé lundi. Du 6 iuillet 1995 au 15 octobre 1996.

MEYMAC Garouste/Garousta et Bonetti Abbaye Saint-André, centre d'art contemporain, 19 Meymac. Tél.: 55-95-13-30. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé mardī. Du 6 juillet 1996 au 6 octobre 1996.

NANTES Henry Moore: l'expression

Musée des beaux-arts, patio, 10, rue Georges-Clemenceau, 44 Nantes. Tél.: 40-41-65-65, De 10 heures à 18 heures; vendredi lusqu'à 21 heures ; dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 2 septembre 1996. NIMES

Gerhard Richter Carré d'art-Musée d'art contemporain

niace de la Maison-Carrée 33 Nimes Tél. : 55-75-35-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 septembre 1996. QUIMPER Ger Van Elk : les ruses de l'art,

1976-1996 Le Quartier, centre d'art contempo-

rain, parc du 137-Régiment-d'Infantarie, 29 Quimper. Tél.: 98-55-55-77. De 10 heures à 18 heures ; dimanche de 14 heures à 17 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1ª septembre 1996. ROCHECHOUART

Félix Gonzales-Torres, Douglas Gordon, Fabrice Hybert Musée départemental d'art contempo rain, château, 87 Rochechouart. Tél.:

Propositions:

55-03-77-77. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 octobre 1996. SAINT-ETIENNE Matière et perception, le Mono-ha et la recherche des fondements

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42 Saint-Etienne. Tél.: 77-79-52-52. De 10 heures à 18 heures. Fermé jours fériés, Jusqu'au 8 septembre 1996. SAINT-PAUL-DE-VENCE Germaine Richier

Fondation Maeght, Q6 Saint-Paul-de-Vence. Tél.: 93-32-81-63. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusgu'au 25 août 1996.

SIGEAN Robert Morris

-- :\_ -- : : - : :

Centre d'art contemporain, hameau du Lac, 11 Sigean, Tél. : 68-48-83-62. De 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 septembre 1996.

A Marie Service of The state of the s general transfer to · · Mary Street Street Street Street TO THE RESERVE OF THE The same of the sa -

The state of the s Washington Washington AND THE RESERVE OF THE PERSON The state of the s 

The same of the sa

May and Age a The state of the s The state of the s the standard was to market to the rest of the A PART OF THE PART The state of the s

disputation the same of The state of the last of the l

The state of the s

Ce discours de soutien sans faille à l'entreprise dirigée par Pierre Lescure avait pour but de montrer que, en dépit des liens capitalistiques avec la CLT (la Générale est l'un des principaux actionnaires de la holding Electrafina), l'intérêt de la Générale passe par l'audiovisuel francophone satellisé autour de Canal Plus. Evoquant la fusion entre la CLT et les activités audiovisuelles de Bertelsmann, le successeur de Guy Dejouany a souligné que la Générale des eaux, qui possède « indirectement 5 % de ia CLT », « est un acteur engagé auprès de Canal Plus, et non un arbitre » entre la CLT et Canal Plus. Quant au partenariat stratégique noué en 1993 entre Canal Plus et Bertelsmann, Jean-Marie Messier s'est borné à souhaiter que Canal Plus entretienne « des relations plus équilibrées et pas trop privilégies » avec Bertelsmann.

Evoquant la concurrence dans la

télévision numérique entre le bouquet Canalsatellite et TPS (Télévision par satellite), le bouquet monté par l'ensemble des diffuseurs hertziens augmentés de la CLT, Jean-Marie Messier s'est là encore fermement rangé aux côtés de la chaîne cryptée. « La Compagnie générale des eaux est convaincue de la grande supériorité du bouquet numérique de Canal Plus ». a-t-il ainsi indiqué. Son groupe vient par ailleurs de prendre une participation de 20 % dans Cyber C, société du groupe Canal Plus, spécialisée dans la diffusion d'émission sur Internet, les jeux vidéo et le téléchargement de pro-

grammes. Dans le même secteur,

elle vient également de prendre

39 % de World Media Live, société de production de sites Web. Le PDG a, en outre, confirmé l'existence de « discussions ouvertes avec KPN » (PTT néerlandaises privatisées), en vue d'« un partenariat » et « non d'une cession » d'une partie de ses activités au sein de la filière câble. Au suiet de l'introduction des services téléphoniques sur le câble, il est resté réservé sur l'engagement du groupe, dans l'état actuel des textes législatifs. « Si les coûts d'accès et d'utilisation restent proche des cours historiques, il n'y aura pas de téléphone sur le câble, et les réseaux cáblés resteront un échec national. Si la logique du marché est respectée, que les décrets permettent des conditions économiques concurren-

# La grille de France-Inter sur le gril

Les salariés de la radio publique s'inquiètent des nouveaux programmes de septembre et se réservent le droit de les « désavouer »

c'est ce sentiment qui a rassemblé jeudi 4 juillet, au studio 106 de la Maison de la Radio, environ 200 salariés de France-Inter, à l'appel des syndicats (CFDT, SNJ, CGT, SJA-FO), de la Société des journalistes et de la Société des cachetiers. Inquiets de voir la grille de la radio généraliste subir de grands changements, « qui entralnergient la fuite des auditeurs » inquiets de voir partir des signatures qui « signent le ton d'Inter ». Inquiets de ne pas savoir ce qui les attend en septembre... Des craintes exprimées par des journalistes mais aussi des gens de programmes et les cachetiers de France-Inter.

Parmi les changements prévus en septembre, la suppression de l'émission de Bernard Lenoir « Les Inrockuptibles » et de celle de Gérard Lefort, « Passées les bornes, y'a plus de limites », crée incompréhension et maiaise. D'autres émissions, comme celles de Paula Jacques, de Daniel Schick, de lean Fontaine ou de Julien Delli Fiori, etc., sont aussi menacées. Elles ont toutes la particularité d'avoir été lancées par Pierre Bouteiller, directeur des programmes «démissionné» par Michel Boyon, et qui discute actuellement des « modalités » de son retour à l'antenne (Le Monde du 4 juillet).

Ces bouleversements ne rassurent pas le personnel d'inter. « On nous dit qu'il faut séduire les jeunes. Or, on supprime l'émission de Lefort qui, précisément, les attirait. On est en plein paradoxe », ex-

« ON EST TRÈS INQUIETS »: plique un journaliste. Bernard Lenoir a précisé que, « contrairement à ce qui a été dit ou écrit, mon émission est supprimée, mais je ne suis pas viré », avant de s'interroger: « On ne critique pas ce que je faisais mais on ne m'a pas expliqué les raisons de l'arrêt des inrockuptibles, pas plus qu'on ne m'a précisé ce que j'aliais faire ». La réduction d'une demi-heure

de la tranche « 13 h-14 h », « qui marchait bien », induit des questions. Veut-on priver inter et ses auditeurs des espaces d'expression? Veut-on écourter l'information? Faut-il y voir la reprise en main du pouvoir politique? Toutes ces questions out été posées, sans réponses ni réactions unanimes. « Nous sommes menacés », disent des présents.

PAS D'IBHMOBILISME

« Je crois plus à de l'incompétence ou à des maladresses qu'à une reprise en main du pouvoir », note Alain Le Gouguec, journaliste de la tranche d'information du matin. Les rumeurs concernant le départ de Jean-Luc Hees, récemment nommé directeur de la rédaction. inquiètent aussi. « Une rédaction a de l'avenir si elle a un projet éditorial. Elle ne peut soutenir cette ambiguité, aut laisse libres toutes éventualités », souligne Stéphane Paoli.

Les salariés ont toutefois indiqué qu'ils ne souhaitaient pas que les choses restent en l'état. « je ne veux pas qu'on nous taxe d'immobilisme », indique Pierre-Louis Castelli, président de la Société des journalistes de France-Inter. « Tout

le monde veut bien changer, mais il y a suffisamment de professionnels dans cette maison pour que ces changements s'étudient et s'effectuent en concertation », a souligné de son côté jacques Ricaud, responsable CFDT. « Nous sommes conscients qu'il fallait apporter des modifications à la grille d'Inter; la victoire ira à ceux qui sauront faire des changements intelligents. Ce que nous manifestons aujourd'hui, ce n'est pas une volonté d'immobilité mais un doute sur la façon dont les choses sont menées », résume Christophe Hondelate, journaliste.

Chacun veut pourtant croire encore possible le dialogue entre le personnel et Michel Boyon, PDG de Radio-France. « Il ne suffit pos qu'on nous reçoive et qu'on nous écoute ; il faut aussi qu'on nous entende », regrettent pourtant des responsables syndicaux. Certains salariés dénoncent une gestion orchestrée par un « cabinet ». « Michel Boyon, Daniel Boudet et Marie-Luce Skrabuski : un ancien du cabinet Léotard, un ancien de Carignon et une ancienne de chez Madelin », ironise un producteur.

Un communiqué diffusé en fin de soirée du 4 juillet témoignait de cette « grande inquiétude » face aux « bouleversements » de la grille de rentrée de la radio, des craintes liées à l'éventuel départ du directeur de la rédaction et à la façon dont a été construite la grille de rentrée, et précisait que les salariés « se réservent le droit de [la]

Véronique Cauhapé

m PRESSE: l'hebdomadaire « Le Nouvel Economiste », en redressement judiciaire depuis le début du mois de juin, a jusqu'au lundi 8 juillet pour trouver un acquéreur. Si aucun repreneur ne se manifeste d'ici là, le titre sera mis en liquidation. Claude Perdrie! (Le Nouvel Observateur), Desfosses International (La Tribune), Hachene en partenariat avec Le Monde ou CEP Communications, tous pressentis pour redonner une seconde vie à l'hebdomadaire économique, n'ont pas donné suite. Le Nouvel Economiste a perdu 120 millions de francs en trois ans.

■ Jean-Pierre Caillard, directem général du groupe Centa. France-La Montagne depuis 1993, a été élu PDG de ce groupe qui édite La Montagne, Le Journal du Centre (Nevers). Le Populaire du Centre (Limoges), et Le Berry republicain (Bourges), soit 350 000 exemplaires au total. Jean-Pierre Caillard, agé de quarante-neuf ans, succède à M= Marguerite Varenne, quatrevingt-douze ans, qui dirigeait le groupe depuis la mort de son mari, Alexandre Varenne, fondateur de La Montagne, en 1947. M. Caillard est entré au quotidien de Clermont-Ferrand en 1969 comme reporter avant d'en gravir tous les échelons.

MAGAZINE: The American. nouveau journal dominical destiné aux résidents américains à l'étranger, a paru avec un tirage initial de 50 000 exemplaires. Il doit être distribué dans une quarantaine de pays d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. The American (vendu 5 dollars et 20 francs à Paris), mis au point à New York et imprimé à Londres et Francfort, reprend dans un style grand public les événements survenus outre-Atlantique et dans le monde, en une quarantaine de . pages, au format tabloid.

Radio

France-Culture

21.32 Black and Blue.

Critiques croisées, invités : Paul Benkinsous et Jean-Louis Chautemps

يسني الأ

CY.

· Salar

: ( . .

4 ...

•

1000

Their early

....

1000

E. -:\* ...

44

Am 1 1 1 1 2 2

· \* 1./4

Maria Walio

ARTON CO. A.

13.00 Journal, Météo, Méteo des plages, Trafic info. 13.38 Femmes, Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour.

14.30 Dallas, Feui nvitation à l'estime 15-25 Hawai police d'Etat. [2/2] Meurtre au stade. 16.25 Club Dorothée

vacances. 17.20 Des copains en or. Jeu. 17.55 Jamais 2 sans toi...t. Touche pas à mon

pote!

20.50

22.55

NIGHT

SLC, SALUT

LES COPAINS

HOLLYWOOD

suspectée d'être la responsi

à proximité de son motel.

ligne. 1.25 Journal, Météo.

0.30 Médecin de famille.

Les soirées

Série. Victoire sur toute la

Divertissement présenté par Sheña et Dave. Au sommaire : Eddy Mitchell, Franck Alamo, Ophélie Winter, les Négresses vertes, Hélène Segara, Fool's Garden, Jean Yamie, Johnny Hallyday, Ehis Presley... (125 min). 87369485

18.20 Case K.O. jeu. 18.55 Marc et Sophie. Série, Fisc indigne. 19.25 La Chanson trèsoc jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal, Trafic info.

France 2

12.55 et à 13.40 Météo. 12.59 Journal, Point route. 13.45 Les Routiers. Série. 14.40 En attendant le Tout. 15.20 Cyclisme. Le Tour de France. 6º étape

Aix-les-Bains (208 km) 17.35 Vélo Club. 18.45 Qui est qui ? jeu. 19.25 Les Enfants de la télé

en vacances. Avec Guy Bedas, Bruno Gaccio, Jean-Francois Hall

19.59 journal, A cheval, Météo, Point route.

20.55

22.45

LE BLANC

(90 min).

A LUNETTES

**NESTOR BURMA** 

Série. Retour au bercail, de Pierre Xorainik d'après Léo Males, avec Guy

Burma voie au secours d'une

ancienne amie qui vit en Suisse.

D'après un roman de Georges

plantation de café en Afrique est troublée par l'atterrissage en

0.30 Personne ne m'aime 🗷

2.05 Babylone 72. New York: du rêve à la réalité. 3.00 Avoir vingt ans à Albènes (rediff.). 3.50 24 beures d'in-fos. 4.05 Tchac, l'ean des Mayas. 5.00 Le Tour de France (rediff.).

Film de Marion Vernoux

Simenon. La vie d'une

catastrophe d'un avion.

0.15 Journal, Météo.

France 3

13.10 La Boite à mémoire A Munster. 13.40 Télétaz. 14.40 Fame, Série. Difficile à suivre. 15.30 Ranch L. Série. Une langue rancime.

invitées : Jame Mangon Karine Costa 18.20 Questions pour un champion, Jeu.

18.55 Le 19-20 de l'information 19.08, journal régional 20.05 Fa si la chantez, les 20.35 Tout le sport. 20.38 Cyclisme. Le journal du Tour.

20.55

21.55

Magazine prisenté par Sylvain Augler. Inde : hello Doli I de Frédéric Soltan et Dominique Rabotteau ; France : les jardins ouvriers, de Derri Berkani et Didler Bortal :

Tonoff (50 min). 22.45 Journal, Météo.

Afrique du 50d : la magie de l'argie de Catherine Monfajon et Frédéric

22.20 A table avec. Jean Point. 0.45 Saga-Chés (rediff.), 0.45 Les incorrup-tibles. L'homme à la chamber froide. Serie. Bior Ness fait liberer un détenu pour remonter une filière de contre-

THALASSA

Surnommé la "mort blanche"

le grand requin blanc est le plus dangereux des seize espèces de

Arte

19.00 Les lles Célèbes. taire d'Ebbo Deman 20,00 Brut. Magazine de Claire Doutriaux et Pau

Ouazan (25 min). 20.25 Contre l'oubli. Magazine Aujourd'hui : le rapport annuel d'Amnesty International en images. 20.30 8 1/2 Journal.

■ VENDREDI 5 JUILLET

13.00 Magazine multimédia. 13.30 Que devien-

dront-ils? (1/10) 14.30 Les Etats-Unis. 15.40

(60 min). 29105 18.00 La France aux mille villages. 18.30 Le

Monde des animaux. Chronique de l'Afrique

Série. La Lettre voiée d'Alexandre Astruc

La Cinquième

Chasseurs de trésors. 16.30 Alf.

17.00 Les Grands Détectives.

20.45

**► LE MAS THÉOTIME** Teléfilm de Philomène Esposito, avec Jean-Claude Adelin Florence Thomassin (95 min). 8200

La jeune réalisatrice de Toxic Affair, signe cette adaptation du drame provençal d'Henri Bosco. Les comédiens jouent sur les silences et les

22.20 FAUT PAS RÊVER GRAND FORMAT: **FAUSTO COPPI,** UNE HISTOIRE D'ITALIE

1945-1960 Archives et films de famille retracent le parcours emblématique de ce grand champion (deux Tours de France, cinq Tours d'Italie, trois Milan-Son Remo...), dont la carrière se confond avec l'histoire de la reconstruction italienne. 23,50 Rencontre avec Balthus. Documentaire (40 min).

1743879 0.36 Music Pianes. Magazine, Jazz Collection (23), Rats Waller, de Jean-Pierre Devillers, Jean-Noil Christiani et Sylvie Raguer (rediff., 55 min), 1.25 Chastesurs de virus. Do-cumentaine de Denis Chegaray (rediff., 52 min), 2.15 Vis-2-vis du mai. Documentaire de Hugues Darmois et Heinz Ca-dera (rediff., 26 min). M 6

12.25 Docteur Quinn, femme médecin. Série 13.25 L'Usurpatrie. Téléfilm de David Green

avec Effict Gould, Margo 15.00 Drôles de dames. 15.30 Hit Machine Unided

17.00 Croc-Blanc, Série. .30 Studio Sud. Série 18.00 Les Anges de la ville. Contre-coup. Série. 19.00 Caralbes offshore.

Espèces menacées, Série. 19.50 Le Tour de France à la voile, Sport,

d'information. 20.00 Notre belle famille. 20.35 et 23.30 Capital 6. La jutte anti-incendie.

> BOXE Sport. En direct de l'espace 3000 de Hyères. Champlonnat du monde WBC des poids lourds-légers : M. Dominaute (Atr. V.P. Amirie) (En.)

LA SUSPECTE Téléfilm de Fabrizio Laurenti, avec Dailla Di Lazzaro, Giorie Dia Un avocat est contacté par une ancienne amie d'université pour éclaircir une affaire de meurtre dans laquelle est

impliqué l'homme avec lequel elle vit. 22.40 MISSION IMPOSSIBLE

VINGT ANS APRÈS Le spectre, avec Peser Graves, Tony Hamilton (50 min). 83251 23.40 Secrets de femmes. Magazine (40 min).

0.20 Robocop. Série. Le facteur humain. 1.10 Best of Groove.

1.40 E = M 6. Magazine. 3.05 Bros way magazine. Documentaire, 4 Culture pub. Magazine. 4.25 Turi Magazine (25 min).

Canal +

12.35 ► Le Dernier Battage. Documentaire de jean-Claude Bring lubert Knapp (65 min).

En direct, Demi-Snak sieurs du tournoi de Wimbledon; à 14.00, début

Ferspectives
Scientifiques,
Bulogie et médecine, La
tié-médecine (1).
20.00 Le Rythme et la Raison.
George Sand et Marie
d'Aporte, Eaguise d'une
amité (5).
tio archives.
faux.
Faux. 19.00 Nulle part ailleurs. Les meileus moment (95 min). 88013 19.45 Flash d'information. 19.50 JO d'Atlanta 1996. 20.00 C'est pas le 20 heures.

22.40 Nuits magnétiques. Le Festival de Marseille. Les petites ondes. G.08 Du jour at lendemain. Claude Offier (Cefe de mismoire). 0.50 Coda. Pour Sarney Willen (5). 1.00 Ces Nuits de Prauce-Cultime (midifi.) Paroles d'ici, paroles d'ailleurs (2); 3.14, Marquerite Yourcetar (Messoires d'Hadricen) (2); 5.56, Tades d'Hadricen) (2); 5.56, Tades Thiésmoto, écrivain japonais; 4.26, André Mairau et le japon éternes; 644, Polyphonies Anglo-Saucrese;

France-Musique 20.30 Académie musicale

19.30 France-Musique l'été. de Saintes. Festival d'été Europadio. Pestival d'été Euroradio.
Concert donné en direct de
l'Abbaye-aux-Dames, à
Saintes, per le Collegiam
Vocale de Cand, le Choeur et
l'Orchestre de la Chapelle
royale, dir. Philippe
Herreneghe: Messe BMV 252,
de Bach, Sibylia Rubers et
Wetonique Cerus souranos.

de bath, soyra rupers et Veronique Gens, sopranos, Andreas Scholl, contre-ténor, Christoph Prégardien, ténor, Peser Kooy, basse. 6.45 Jazz mrit. Festivel Musiques Métisses d'Angouléme. Concert donné le 23 mai, par le Quareste de Daniel Goyone, piano, avec Catherine Dei au nay-Despas, clarinette, Sacophone, Daniel Mille, accordéon, Marc Bertaux, basse: Ciuvres de Goyone. 100 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique, ignaz Pleyel, compositeu éditeur et facueur, L'Inco Improvisa, ouverture, de Haydn, par le l'Orchestre chambre de l'average, de châmbre de Laussone, dic. Dorati : Concerto, de Pleyel, Franz Liszt, dir. Rampal, Meyer, clarinette; Quatuor nº 1, de Haydn, par le Quatuor nº 1, de Haydn, par le Quatuor Weller; Systophonic nº 2, de Beethoven, par le Conceragebouw d'Amsterdam, dir. Haiddak; Trio nº 1, de Pieyel, par le Trio Còbel; Celuvret de Bossini, par le Chocur Ambrodian et The National Philharmonic Orchestra, dir. Chalifly, Ramey (Le Turc Selim).

22-25 Les Soirées... (Suite). Œuvre de Pleyel, Chopin, Debussy, de faits Ravel. 0.00 Les Núits de Radio-Clas

sur le câble et le satellite RTL 9 21.00 Forever Young 20.30 Volley-ball. 21.50 Le Messeur du pire. 22.05 Danse sportive. 23.35 Caroline Rousse Film de Steve Mi (1992, 100 min) 22.20 Dream On. La guerre de Trois. de l'impossible. 23.55 L'Inde fantôme. 22.45 Seinfeld. peintre-brodeur. D'A. Tamas. 22.40 Retour = =

20.00 Fort Boyard. 21.30 Le Carnet du bourlingueur. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 journal (France 2).

22.35 Taratata. Invitée: Diane Tell; autre Invitées: Maurane, Rebec Tornqvist, Björk. 23.50 Sortie libre. 0.30 Soir 3 (France 3).

Planète 20.35 L'Histoire oubliée 21.35 Attentat à Marseille

....

Paris Première

19.55 et 22.50 Hommage à Louis Armstro 20.00 20 h Paris Premjère.

21.00 Satchmo. De Gary Giddles et Kendrick Simmons. La vie de Louis Armstrong. 22,55 Musiques en scèmes. invités : Cecila Baroni.
23.25 Opéra : Salomé.
En un acte de Richard Straus
Enregisté au Royal Opera
House de Covent Garden, à
Londres. France Supervision

0.35 jet star. 1.35 Roller Skate (60 min). Ciné Cinéfil 20,30 Gang War 
Film de Gene Fowle
(1958, N., v.o., 75 m

21.45 Les Plus Belles Escroqueries
du monde 
Film J.- L. Godard,
R. Polansid, U. Gregoretti,
H. Horikawa (1969, 125 mil 23.50 Baccara #

(1935, N., 90 min)

Ciné Cinémas 20.30 Hollywood 26.

Retour m = Film de Hai Ashby (1978, v.o., 125 min) 25005619 Série Club

20.45 et 23.45 Commando Garrison. 21.30 Merci Sylvestre.
La femille PDG.
22.30 La Famille Addams. itte dar co 23.00 et 1.00 Wolff,

Canal Jimmy 20.30 Les Envahisseurs. 21.20 The Muppet Show. Invitor: Shirley Bassey. 21.45 Chronique du front. 23.10 Top bab.

23.50 La Semaine sur Jimmy. 0.00 New York Police Blues. Eurosport 15.00 Cyclisme. En direct. Tour de France. 8º étape : Arc-et-Se Aix-les-Bains (201 lon, 150 mln).

227389

20.00 Athlétisme. Meeting de Salamanque (Espagne, 120 min). 22.00 Cyclisme

Les films sur les chaînes européennes

22.00

ATHLÉTISME

23.00 Le Flic

Sport. La réunion d'Osio. Le Golden Four (55 min).

0.40 Les Aventures

2.10 Wyatt Barn

22.55 Flash & Information.

de Beverly Hills 3

Film de John Landis

de Till l'espiègle

Film de Gérard Philips

5.35 Mécaniques célestes

Film de Fina Torres

(1994, 63 min).

Film de Lawrence Kasdan

(1994, v.o., 183 min). 10073032

5545327

1994, 100 min).

22.50 Les Minérables. Film de Jean-Paul Le Chamois [2/2] (1957, 100 min). Avec Jean Gahin. Drume. 0.10Télé-achar. 0.25 Une afficire d'hommes. Film de Micolas Ribowski (1961, 100 min). Avec Claude Brasseur. Policier. 2.05 L'infamière de l'hosto du régiment. Film de Mariano Laurenti (1978, 85 min). Avec Nadia Cassini. Erolique. 3.30 La Charrette familme. Film de Julien Duvivier (1939, N., 90 min). Avec Pietre Fresnay. Drume.

TSR

20.20 Les Braquences. Film de jenn-Paul Salomé (1994, 95 min). Avec Cunherine lacob. Comédie. 21.25 Le Fièvre dans le sang. Film d'Elia Razan (1961, 120 min). Avec Natalle Wood. Drume. G.00 Pepi, Luci, Bour et autres filles du quartier. Film de Pedro Almodovar (1980, v.o., 80 min). Avec Carmen Maura. Ervilque.

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision Radio-Multimédia ». On peut voir, Me pas manquer.

Me Chef-d'osuvre ou dassique.

† Sous-titrage spédal pour les sourds et les

70

RADIO-TÉLÉVISION

# Le XX<sup>e</sup> siècle des gens ordinaires

France 2 diffuse dimanche le premier épisode d'une série documentaire de vingt-six. « Le Siècle des hommes », ou la parole donnée aux simples citoyens

DOMMAGE que France 2 ait du en dernière minute, changer Phoraire de diffusion de ce documentaire. Prévu à une heure de bonne écoute - 22 h 30 -, il a été brusquement repoussé, pour le premier numéro du moins, à 23 h 15. Оп assure à la direction de la chaîne que les prochains numéros devraient Tre programmés normalement. Dommage également que cette série s'interrompe si soudainement pour ne reprendre qu'en août, en raison, explique-t-on également. de la priorité des J.O. d'Atlanta. « Le Siècle des hommes » pourrait néanmoins toucher les téléspectateurs dont l'intérêt semble à nonveau se porter sur un genre longtemps délaissé. La série entend faire revivre les grandes étapes du XX siècle, en alternant les témoignages de simples citoyens avec des images d'archives, pour la plupart inédites. Initialement conçu par la BBC en

Serficial Control

· Carrier

**建设有关的设计** (1971年)

pathens of the constant

**Service of the service** 

Barrier and the second

Canal.

with Market State of

Africa Fr. 1985

40.00

4 (4)

Special Control

Carlos Salaria

1987, le projet a été repris par Pa-thé, qui l'a réalisé en collaboration avec France 2. Dès lors, certaines questions, comme celle de la déco-louisation, ont nécessité un important travail de recentrage sur l'ensemble de l'Europe. « Nous avons dù aller beaucoup plus loin que ce qui était prévu ; la série initiale adoptait un point de vue très anglosaxon sur l'histoire, surestimant souvent le rôle des Etats-Unis », e1plique l'historien René Rémond, premier titulaire de la chaire d'histoire du XX siècle à Paris-X et responsable de cette rejecture avec Anthony Rowley, professeur à l'Institut d'études politiques de



Paris. La première émission, intitulée Le Temps des espérances, est consacrée à la décennie 1900-1910, période charnière de l'histoire : au sortir d'un XIX siècle marqué par les guerres et l'instabilité, les nouvelles techniques et la volonté de suscitent une vague d'optimisme un sentiment de déception.

Mais la mécanisation, la rapidité des transports marquaient-elles réellement l'avènement de l'ère du progrès? Au moment de ce grand hymne à la modernité symbolisée par L'Exposition universelle de nisme, le travail à la chaîne ou le 1900 à Paris, la classe ouvrière se cinéma - pour ne pas les citer tous sent lésée par la révolution indus-

trielle. Dans ce climat de bouleversements s'affichent les revendications sur l'éducation des enfants, le droit de vote pour les femmes, l'allègement des horaires de travail... Manifestations et grèves se succèdent, et les réjonissances precroire en une chute des tensions mières vont ainsi s'achever dans

> TÉMOIGNAGES Séquence chronologique, chaque épisode a aussi une cohérence thématique; ainsi la première guerre mondiale, le commu-- seront abordés dans les pro

chaines émissions. Le XXº siècle est un moment historique d'une extrême richesse - comme l'atteste le grand nombre de films et de documentaires déjà réalisés. Matières premières du «Siècie des hommes », témoignages, images d'archives et commentaires d'historiens permettent, selon Anthony Rowley, « de faire un contrepoint permanent entre l'histoire générale et les destinées particulières ».

Du monde entier, des hommes parlent, parfois avec humour, de leur vie quotidienne, donnant à l'histoire une dimension plus humaine. Mais cette présentation n'est pas sans risques : Pémotion ressentie face à de telles images peut faire oublier au téléspectateur qu'il faut s'efforcer à l'objectivité

Des témoignages prenants certes, mais pourquoi les avoir filmés dans un contexte pour le moins artificiel?

Trop « bien mis » pour l'occasion, maquillés, ces anonymes s'expriment dans des décors composés, dans une mise en scène impersonnelle. Cette importante série a toutefois le mérite de nous rappeler que nous participons tous, conscients ou non, à l'Histoire avec un grand H.

Sandrine Azoulay

M 6

16.30 L'Aventurier.

17.00 Chapeau meion

Haute tension. Série. 18,00 Le Saint. Série.

19.50 Tour de France

20.00 et 4.35 Hot Forme.

19.54 Six minutes

20.45

Un diplomate a disparu. 19.00 Warning, Magazine.

à la voile. Dieppe.

et bottes de cuir.

« Le Siècle des hommes », sur France 2, premier épisode le dimanche 7 juillet, à 23 h 15 ; les épisodes suivants seront programmés le dimanche, à dater du

## La case prison

par Agathe Logeart

IL Y A BELLE LURETTE qu'on proie, juste au moment où s'exéne réserve plus, dans le grand Mo-nopoly judiciaire, la case prison aux truands patentés et aux voleurs de poule. La menace rôde désormais autour des intouchables de jadis : politiques, flics, patrons. Parmi les puissants, personne n'est plus à l'abri. Le tabou a sauré. Les juges, quand ils ont les mains libres, ce qui arrive tout de même de temps en temps, font des cartons. Poum poum, comme à la foire, ils ca-

Il a falkı attendre la première édition de LCI, à 6 heures du matin, pour voir à quelle sauce M™ Eva Joly, juge d'instruction, avait décidé de manger le PDG de la SNCF Loik Le Floch-Prigent, l'homme qui nous promettait que grâce à lui, désormais, les trains arriveraient à Theme. Dans la nuit, une voiture blanche, mitraillée par les projecteurs, s'arrêtait brièvement devant la lourde porte de la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. On y distinguait, assis à l'arrière, le visage de l'un des plus grands patrons de France, qui tentait de se soustraire comme il pouvait à la fringale d'images de la meute venue l'attendre au seuil de sa nouvelle demeure. Fugitivement, on remarqua qu'il détournait le regard, se passait une main sur le vi-sage, se dissimulait derrière son bras replié. Il n'avait plus de cravate. Peut-être lui avait-on déjà enlevé ses laceis, à moins qu'il ne porte des mocassins. La voiture était aspirée dans la cour de la prison. Et les portes se refermaient sur cette image, qui ne mettait pas très à

l'aise celui qui la regardait. La caméra venait de saisir sa cute, avant le jugement proprement dit, cette étrange sentence pour laquelle il n'y aura jamais d'ap-pel, et qui condamne le coupable désigné à la dégradation sociale, d'autant plus spectaculaire que la victime expiatoire tombe de plus haut. Qu'il soit juste ou injuste de placer l'ancien PDG d'Elf en prison, il est bien difficile au téléspectateur de s'en faire une idée : il faut être juge peut-être, et encore, pour avoir sur le sujet les idées claires. Le jour même, condamné pour une participation contestée à un trafic de drogue, un grand flic avait à son tour plongé. On nous repassait les images tournées il y a quelques semaines lors de son procès, d'un homme portant beau, qui a lui aussi franchi la ligne de démarcation séparant la liberté de la captivité. Le sentiment de malaise était sem-

Pourquoi la mise en détention du uissant d'hier serait-elle plus troublante que celle de ces anonymes que les policiers jettent comme des paquets, cachés par une couverture, à l'arrière de leurs voitures? Parce qu'ils sont d'anciens puissants, justement, de ceux qui roulent avec chauffeur, se promènent en costume au pli impeccable, et brassent les millions qu'on leur confie, ainsi que la destinée des hommes qu'ils dirigent. En quelques secondes, tout cela s'effondre. Ce passage de la profusion au dénuement, du pouvoir à l'impuissance, est devenu un spectacle, que Fon n'a pas fini de contempler.

(Cette chronique reprendra le 1º septembre.)

Radio

France-Culture

20.00 Le Temps de la danse. Gerard Paquet, directour du théâtre national de la danse de l'image à Chansauvalion.

20.45 Fiction: Le nouveau

22.35 Musique : Ogus. Lluis Llach, chanteur-compositeur

répertoire dramatique. Saieté, de Robert Schneider.

0.05 Fiction : Tard dons la num (rediff.). Nouvelles orientales, de

0.05 Piction: Tard dons is not (rediff.). Nouvelles orientales, de Marquerite Yourcenar: Comment Wang-FD fut survé; Nouve-Dame des hirondelles. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Autour du monument à Félix Guettari, de jean-jacques Lebel (1); 2.51, Une maison au fond d'un jardin, de lacques Fayet; 3.47, Juna Goytsolo, derivain; 6.08, Charles-Henri de Fouchécour.

20.30 Photo-portrait. Jean-Yves Tadié, éc

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine. 12.53 Journal, Météo, Trafic info.

Au feu les pomplers I de 13.50 L'hom qui tombe à pic. 14.40 Mac Gyver, Serie. 15.35 Metrose Place.

16.25 Trente millions d'amis. 16.55 Football En direct de Rennes, Coupe Intertoto : Rennes-Lucerne. 17.00, Coup & envol ; 17.45,

Mi-temps; 18.00, 2º Période (125 min). 54523148 19.00 Berverly Hills. Série. Un besu coup de filet. 20.00 Journal, Tiercé, Météo.

20.45

ON A TUÉ

MES ENFANTS

[] et 2/2] Téléfilm de David Greene. avec Farrah Fawcett, Ryan O'Neal (200 min). 568095

(200 min). 56809544
C'est l'histoire terrible d'un des
C'est l'histoire terrible d'un des
par une psychophate sur ses
trois enfants (la cadette meurt,
le garçon est handicapé à vie;
l'ainée perd l'usage de la
parole). Le réalisateur n'a rien
modifié ou arrongé de cette
métries aui a défrant la

affaire qui a défrayé la chronique voici quelques années oux Etats-Unis.

1.00 Journal, Météo.

de Palm Beach.

Frères de sang. Série.

Une jeune étudionte est

retrouvée morte dans un parc de Palm Beach. Elie

aurait été droguée et violée.

1.10 et 2.50, 4.25, 5.10 Histoires na-turelles. 2.05 et 2.40, 3.40, 4.15 TF1 nutt. 2.15 Intrigues. 4.55 Musique.

0.05 Les Dessous

### France 2

12.45 Point route. 12.55 et 13.35 Météo. 12.59 Journal. 13.45 INC. Magazine. 13.50 Cyclisme.

LeTour de France ipe : Ch Les Arcs (202 km) : (205 min). 17.15 Velo Club.

18.25 Un privé sous les tropiques. Série. Abandon: 19.20 Les Enfants de la télé en vacances.

professeur Choron. 19.50 et 20.45 Tirage du Loto. 19.59 Journal, A cheval,

FORT BOYARD

Diversissment priserate par Patrice Laffont et Cendrine Dominguez. Spécial acteurs. Avec Julie Caligranit, Igor Butler, Laurent Malet, Yan Epstein, Patrick Raynal, Lydla Andrei. Au profit de l'association les Donneurs

20.50

22.35

LE PIRE

A DENTS

DE LA BROSSE

Divertissement présente par Na (2º partie) (55 min). 990 23.30 Journal, Météo. 23.45 Tatort. Les virages de la mort.

Une enquête qui se déroule dans le milieu

semi-professionnel des courses de moto...

1.15 Amées 1900. La fièvre de vivre ()A), 2.10 Les Quatre Eléments. 3.05 Uri, Le maître des plantes. 3.55 Art an grouddien. Petits échos de la mode [U7], 4.45 Le Tour de Prance (reofif.).

présencé par Nagui min). 9903780

### France 3

12.35 journal., Keno. 13.05 Cyclisme. Le Tour de France :

Téléfilm de Bruce Bill 15.30 Tiercé. En direct. 15.45 Couleurs pays.

Divertissement. Avec Michèle Bernier, Michel Field, Laurent Baffie, le

Chambéry-Les Arcs. 13.55 Génération surf.

17.40 Montagne. Légendes de pierres. 18.10 Expression directe.

18.20 Questions pour un champion, jeu. 1855 Le 19-20 i Le 19-20 de l'information,

19.08, Journal régional. 20.05 Pa si la chantes. 20.30 Tout le sport. 20.35 Cyclisme. Le Journal du Tour.

Tětřím de Mario Calano [1 et 2/2] (180 min). 24442885 Une jeune institutrice

s'interpose dans une guerre des clans, en Calabre, pour souver

la vie d'un jeune garçon. 23.55 Journal, Météo.

LES CAVALES

George Henri Rivière (1897-1985), d'Alexandre Tarta (110 min). 4876:

que "Part soit quelque chose

Georges Henri Rivière souffrait

que l'art son quesque chose de sacralisé" et a cherché so vie durant à faire du musée un pôle actif de la vie sociale tout en souhaitant "que la fréquentation des musées

DE LA NUIT

20.55

L'ENFANT

EN FUITE

0.20

### SAMEDI 6 JULLET La Cinquième

12.30 Va savoit. 13.00 Jimbo. 13.30 Les Enquêtes du commissaire Maignet. 15.00 Les Grandes séductrices. Rita Hayworth. 16.00 Demain le monde. L'automobile. 16.30 Les Derniers Par West. Le Zaire [2/0]. 17.30 Telle est a telle. Le L'automobile. 16.30 Les Novembre. 16.00 Les Novembre. 16. ban, 18.00 Les Nouvelles Aventures de Vidoca.

### Arte

19.00 L'Île aux trente cercueils. Feuilleton (6/12) de Marcel Cravenne

(29 min). 19.30 Histoire parallèle. Semaine du 6 juillet 1946 : alerte en Indonési

géopolitique. La tectonique des plaques. 20.30 8 1/2 Journal.

Invité: Wiryono Sastrohandoyo (45 min). 28148 20.15 Le Dessous des cartes. Chronique

### 20.45

L'AVOCAT Série (S/6). Le voleur volé, de Heinz Schirk, avec Manfred Krug, Michael Kausch

21.30 Métropolis. Cinquancième anniversaire du Pestival d'Avignon. Francis Bacon par lui-même, d'Alain jaubert. L'abécédaire de Gilles Deleuze, de Claire Parnet. L'agenda colturel (60 min).

### MUSIC PLANET Magazine, Jazz Collection [3/3]. Count Basie, d'Elisabet Kapniss, Jean-Noël Christiani et Sylvie Faguer

Pianiste et compositeur, Count Basie a dirigé pendant cinquante ans i'un des plus fameux orchestres de jazz. Témoignages de musiciens et d'amis sur un ortiste et son époque. 23.25 Ligne de démarcation

Téléfism de Panos Karkanetavos, avec Aris Lebessopoulos, Christos Kalavrouzos (79 min).

0.45 L'ile any mente cercueits. Feuilleton [5/12] (rediff., 25 min), 1.10 Cartoon Factory. Desirts animés (rediff.), 1.40 Poulldor en James. Documentaire (rediff.), 1.55 Mignel racoute Indurain. Documentaire (rediff., 20 min). 2.15 Le Fou du bout. Documentaire (rediff., 25 min).

12.55 Nick Mancuso, les dossiers secrets

du FBL Série. 13.50 Robocov, Série. Le briseur de cœur. 14.45 Surfers détectives Collision inévitable.

14.15 Les Allumés 14.40 Tennis, En direct de Un monsieur très prudent.

17.00 Rugby. En différé. Nouvelle

▶ En clair jusqu'à 20.30 19.05 Poulidor cœur d'or. Documentaire (52 min).

20.05 Les Simpson.

### 20.30

MURDER ONE.

## L'AFFAIRE JESSICA

## LA MAISON DE TOUS

Série. Souffrances (115 min).

voit le réveil d'un garçon mort des années plus tôt et qui veut se venger de ses parents qui 1.25 Best of Dance.

LES CAUCHEMARS

Les cauchemars de Norman le poussent à tuer sa femme. Mais sont-ce vroiment des songes ? Ne lui préparent-ils pas Un étrange réveil ? Souffrances

2.55 Frank Sinatra. Documentaire. 2.65 Culture pub. 4.10E a M 6. 5.05 Ceylan-Maldives. Documentaire. 6.00 Bruilward Ass. 570-

### Canal +

► En clair jusqu'à 13.30

12:35 Original Punk. Musique. De J.-F. Sizot et la musique afro-américaine 13.30 Les Superstars du catch.

Wimbledon: Finale dames

(140 min).

-Zélande-Australie. 18.40 Le Journal des sorties

20.00 Flash d'Information.

### France-Musique CADFAEL

19.35 France-Musique l'été.
Festival de Radio-France et
Montpellier
Languedoc-Roussillon.
Concert donné le 21 juillet
1995, à la Cour Jacques-Cosur,
par Michel Petrucciami, piano :
Ciuvres de Herbie Hancock,
Richtard Rodgers et Lorenz
Hart, Bélly Strayhorn, Duke
Ellington, Eddie Louis, Michel
Petrucciani, Vladimir Kosma
et Jacques Prévert.
21.00 Concert. Sèrie.
[3/8], Le capuchon du moine.
(77 mln).
Le moine déoccive est appelé
pour enquêter sur une affaire
d'empoisonnement. Il va

retrouver son amour de

PÉTANQUE Trophée Canal + 1996 (35 min). 82168 22.40 Flash d'information. 22.45 Basket américain.

et Jacques Prévert.

21.00 CONCETT.

Festival de Colmar. Donné en direct de l'Egise
Saint-Matthieu, à Colmar, par l'Orthestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek janowski, Pamela Frank, violon : Ceuvres de Dvoruk : Otello, ouverture op. 93 ;
Concerno pour violon et orchestre op. 53 ; Ceuvres de Debussy : Noctumes, friptyque symphonique avec

0.05 Musique pluriel. Œuvres de Webern, Sciarrino, Webern, Rojko, Sciarrino. 140 Les Nuits de Prance-Musique. Radio-Classique

### Les soirées sur le câble et le satellite

enga<sup>†</sup> Sabahan Sabahan

**TV** 5 19.30 Journal (RTBF). 20.00 Femilieton : Le Château des Oliviers. 21.30 Reportages. 21.55 Météo des cinq

continents.

22.00 Journal (France 2).

### 22.35 Faites la fête. 0.30 Soir 3 (Prance 3).

Planète 19.40 Terrorisme: la Fraction année rouge. [1/4]. 20.35 Des mains pour tien. 21.20 15 jours sur Planète. 21.50 Les Plus Beaux Jardins du monde. [8/10] Les jardins du Nouveau Monde.

# 22.15 Retour à Samarkand. (44) En pays outlet. 23.15 L'Histoire oubliée. (29) Le parachutistes Indochinos.

**Paris Première** 19.35 Stars en stock. 20.00 Golf en capitale. 20.30 Paris modes spécial

21.30 Les Légendes de la glace. 23.00 Michel Jonasz: Mister Swing. De Philippe Ros. 0.15 Paris demière (45 min).

### France Supervision

19.50 et 22.10, 22.45 L'Eté designands créateurs.

### 20.30 et 0.20 Volley-ball. peintre-brodent. D'A. Tamas. 1.50 Concert: Soon E MC.

Ciné Cinéfil 19.50 Actualités Pathé nº 2. 20.45 Le Club. nyiné : Gilles tacob. 22.00 Hollywood Backstage.

23.00 Les Rats du désert **E E** Film de Robert Wis (1953, N., v.o., 85 mm) 0.25 Un jour aux courses II III (1937, N., v.o., 110 min)

### Ciné Cinémas 19.35 Le Bazar de Ciné Cinémas.

20.30 L'enfance mise à prix Télétim d'Eric Laneuville (1993, 90 min) 22.00 Les Dessous d'Hollywood. De Nicoles Kent. Les stars.

23.05 Betty W II W Film de Claude Chabrol (1991, 100 min) 0.45 La Possédée du Bayou. Téléfilm classé X (85 min)

Série Club 19.55 Agence Acapulco. 20,45 Special Festif. 20.50 et 0.00 Télé séries 21.20 Miami Vice. Ah. la belle vie. 22.15 Mission impossible. 23.10 Chapeau melon

Canal Jimmy 20,00 Earth Two. La voix de sa mère.

et bottes de cuir.

## 20.50 Friends. Celui qui aimait les issagr 21.10 Le Guide du parfait petit emmerdeur. Bébé portable. 21.20 Bátman. Paus frères - Le faux ma

22.10 Chronique californienne.
22.15 T'as pas une idee?
indee: Chamal Thomas.
23.15 La Conquete du ciel.

Eurosport 13.00 Cyclisme.

Endirect. Tour de France.
Frétape: Chambéry - Les Arcs
(202 km, 260 min).
60160544

17.20 Motocyclisme. En direct.
Chambérage de monte de Championnat du monde de vitesse. Grand Prix d'Allemagne de side-Cars au Nisrburgring (70 min).

18.30 (et 23.00) Tennis. Wimbledon: finale dame. 20.00 Rugby. 21.30 ATP Tour Magazine. 22.00 Cyclisme. (60 min).

### (1995, 93 min). 4340910 1.40 Belmonte Film de J. S. Bollain (1994, v. o., 101 min). 3.20 Un dimanche à Paris Film de Hervé Duhamel

Sélections pour les J.O.

d'Atlanta avec la nouvelle

Dream Team de Basket

Film italien d'Alex Perry

(74 min). 925 0.00 Le journal du hard. 0.05 Rebecca

### Les films sur les chaînes européennes

TSR 20.35 Jenz interdits. Film de Repé Clément (1951, N.). Avec Brigitte Fossey, Drame.

20.35 James Bond contre Dr No. Film de Terence Young (1963), Avec Sean Connery. Suspense. 20.35 Top Gun. Film de Tony Scott (1986, 110 min). Avec Tom Cruise. Aventurés. 23.50 Spookies. Film de Brendam Faulkner (1985, 80 min). Avec Fefix Ward. Fortastique.

### 20.40 La violoncelliste (1994, 76 min). 2114026

O La violoncelliste
Natalia Gutmart.
Sonate re 1 op. 38, de Brahms,
Wirssaladze, piano. Concerno,
op. 129 de R. Schumatm, par
Förchestre philipmonique de
Londres, dir. Masser : Sonate
re 1 de Saint Saëns, Richter,
plano ; Concerno re 2 de
Chostalowitch, par le Royal
Philiarmonic Orchestra, dir.
Temidranoic Orchestra, dir.
Temidranoic

22.30 Archives: Wilhelm Kempff, pianiste. Sonate nº 8 Pathetique op. 13 (enregistrement 1936), de Beethoven; Chuves de Sach, Mozart, Haendel, Fauré. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. ■ Ne pas manquer. I I Chef-d'œuvre ou

classique.

• Sous-titrage spécial pour les sourds et les

Une « chaîne pour l'emploi » de 10 000 personnes

26

de notre correspondant Jeudi 4 juisset, à l'appel de tous les syndicats, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Cherbourg formant une « chaîne humaine pour l'emploi » d'environ 20 kilomètres entre la porte principale de l'arsenal et la gare. Déjà, di-manche 30 juin, plus de 8 000 habitants du Nord-Cotentin avaient défilé à travers la ville derrière les élus, toutes tendances confondues, Mgr Fihey, qui fut évêque aux armées avant d'être nommé à la tête du diocèse, et de nombreux décideurs économiques. A l'hôtel de ville, le maire socialiste, Jean-Pierre Godefroy, en compagnie notamment, de son rival UDF, le député Yves Bonnet, avait présidé un conseil municipal exceptionnellement ouvert aux autres maires de la presqu'île. Il avait rappelé l'impact de l'arsenal sur l'économie régionale en 1995 : 4 955 emplois directs avec la soustraitance interne, à rapporter aux 40 640 actifs du bassin d'emploi.

Jeudi, M. Godefroy a rendu publique une lettre du ministre de la défense. Charles Millon y indique qu'une réunion aura lieu fin août pour faire le point notamment sur la mesure du sureffectif et le maintien des compétences de l'établissement de la direction des constructions navales de Cherbourg, la promotion de ses exportations, l'équilibre des plans de charges, les délocalisations. Sachant qu'un emploi industriel génere un emploi tertiaire, le polds réel de l'arsenal approche le quart des actifs de l'agglomération cherbourgeoise. Il a injecté en 1995 près de LA milliard de francs dans le Nord-Cotentin. Le conseil municipal de la ville a donc adopté à l'unanimité une motion demandant le retrait du plan de restructuration de la DCN, qui prévolt d'y supprimer 2 000 emplois.

Cherbourg, en effet, vit désormais un mauvais rêve. On savait qu'avec la diminution des crédits militaires, il y aurait des « dégraissages ». Mais personne n'avait

EXTRÊME DROITE: Bruno Mégret, délégué général du Pront national, a déclaré, vendredi 5 juillet sur RTL, que la décision de la cour d'appel de Versailles (Le Monde du 5 juillet) d'infirmer le jugement du tribunal de grande instance de Nanterre condamnant Le Monde à publier un droit de réponse du Front national est « une décision tout à fait contraire à la jurisprudence habituelle dans ces af-

prévu que l'arsenal chargé de construire les sous-marins serait le plus touché. Depuis, Yves Bonnet n'a pas de mots assez durs pour les fonctionnaires chargés de préparer cette restructuration. « La ventilation des effectifs à supprimer est le fruit d'extrapolations et d'approximations d'une rare stupidité. Elle écarte toute répartition de la charge entre les arsenaux et ignore la spécificité de Cherbourg », affirme-t-il. Après avoir fait l'union sacrée avec les autres étus locaux, le rapporteur du budget de la marine à l'Assemblée nationale a obtenu une audience du mi-

L'AVENUR INDUSTRIEL

Se réservant l'analyse géopolitique, il a laissé au président socialiste de la communauté urbaine, Bernard Cauvin, la mission d'évoquer l'avenir industriel du site. Les conséquences sur l'économie locale ont été présentées par le maire de Cherbourg.

A l'issue de cette audience. le 27 juin, le patron de l'arsenal, l'ingénieur général Alain Tournyol du Clos, s'est vu demander, pour la fin de l'été, une analyse, spécialité par spécialité et poste par poste, des effectifs nécessaires pour maintenir l'outil. « Les chiffres annoncés proviennent d'une simulation établie à partir des plans de charge des établissements, sans changer de périmètre, sans exportation supplémentaire et en tenant compte des gains de productivité. Mais notre rôle est d'être capables de livrer à la marine quatre sousmarins nucléaires lance-engins (SNLE) et six sous-marins nuclaires d'attaque (SNA) de nouvelle génération, plus quelques sous-marins à l'exportation, dont les trois Agosta déjà commandés par le Pakistan. Et pour ce faire,il faut des compétences », souligne-t-il.

« Il faut anticiper la construction d'un quatrième SNLE pour y tra- étrangères, Moussa Koussa, un vailler des 1997-1998, période creuse d'un plan de charge qui remontera forcément à compter de 1999, ce qui obligera à réembaucher. Une avance de 200 à 300 MF suffirait », aloute M. Bonnet, qui se plaint de ne plus comprendre Jacques Chirac. « Quand je l'ai invité ici pendant sa campagne, il était au plus bas dans les sondages et j'avais fait en sorte qu'il rencontre des personnalités bien au fait des problèmes de défense. Aujourd'hui, il n'est plus dans la ligne de sa décision de reprendre les essais nucléaires pour assurer la dis-

René Moirand

# Le juge Bruguière devrait se rendre en Libye pour enquêter sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA

Tripoli autorise le magistrat instructeur à procéder à des interrogatoires sur son sol

PRÈS de sept ans après l'attentat en octobre 1992, le juge Bruguière contre le DC-10 de la compagnie avait pris place à bord d'un navire française UTA (cent solvante-dix morts au dessus du Niger, le 19 sentembre 1989), le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière devait partir vers la Libye, vendredi 5 iuillet après-midi, afin de compléter son enquête. A bord d'un avion spécial affrété par les autorités françaises, le magistrat parisien était accompagné d'une quinzaine de policiers appartenant à direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et à la direction de la surveillance du territoire (DST). Ce déplacement correspond à un déveoppement important dans le cours d'une enquête qui avait jusqu'alors été confrontée à d'innombrables difficultés de coopération avec les autorités de Tripoli.

Dans un courrier rédigé en arabe et reçu à la fin du mois de mai par le juge Bruguière, les autorités libyennes avaient indiqué au magistrat qu'il pourrait poursuivre ses investigations sur leur territoire. Il est alnsi convenu, indique-t-on de source proche de l'enquête française, que le magistrat parisien pourra procéder à l'audition des principaux ressortissants libyens dont les noms ont été cités au gré de l'instruction sur cet attentat à la valise plégée contre un avion de ligne reliant Brazzaville (Congo) à Paris. De même source, on considère que cette démarche de Tripoli pourrait s'apparenter à un début de reconnaissance de responsabilité de la Libye dans cette action terroriste.

DES ANALYSES TECHNIQUES

Dès octobre 1991, le magistrat avait lancé des mandats d'arrêt internationaux contre quatre responsables du régime de Tripoli : le numéro deux des services secrets libyens, et beau-frère du colonel Kadhafi, Abdallah Senoussi, ainsi que trois autres ressortissants libyens : le vice-ministre des affaires membre des services secrets de Tripoli présent au Congo peu avant l'attentat, Ibrahim Naeli, et Abdallah Elazragh, conseiller au bureau populaire de Brazzaville. Parallèlement, la justice libyenne avait ouvert sa propre enquête, qui met en cause des personnes que le juge Bruguière pourrait aussi être amené à auditionner.

Pour la première fois, le magistrat. parisien va pouvoir prolonger son enquête sur le territoire libyen. Une précédente tentative avait avorté de manière retentissante quand.

de guerre français - l'aviso Commandant-de-Pimodan - que Mohamar Kadhafi avaît refusé de

laisser accoster. Maigré cet échec, la coopération franco-libyeune s'était poursuivie : des policiers de la DST s'étaient ainsi rendus en Libye où leurs homologues leur avaient mis sous les yeux deux valises piégées d'un type comparable à celles utilisées dans l'explosion du DC-10. L'une d'elles ressemblait fort au modèle de Samsonite embarquée sur le voi Brazzaville-Paris. Mais les policiers français n'avaient pu revenir à Paris qu'avec des photographies, sans pouvoir procéder aux analyses techniques des composants et du système de mise à feu, et sans pouvoir rencontrer les propriétaires de cette valise qui étaient présentés par Tripoli comme des opposants

L'enjeu principal du présent voyage du juge Bruguière serait évidemment d'éclairer la question du « commanditaire » de cette action terroriste majeure qui n'a jamais été revendiquée. Un Etat porte-t-il la responsabilité principale de cet attentat? Celui-ci a-t-il été soustraité à des exécutants par une autre puissance régionale? Des divergences de vue ont existé sur ces

vices de sécurité français. La piste libyenne a certes été nettement dessinée par l'enquête du juge Bruguière qui, en lançant les quatre mandats d'arrêt internationaux d'octobre 1991, a directement visé les sommets du régime. Il est vrai que le dossier d'instruction est notamment conforté par le témoignage du Congolais Bernard Yanga qui, réfugié en France, tend à acca-bler Tripoli. Ce témoignage crucial accuse le diplomate libyen Abdallah Elazrag, alors en poste à Brazzaville, d'avoir remis la valise piégée à l'un des passagers du DC-10.

Mais le préfet Claude Silberzahn, patron de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de 1989 à 1993, s'était fait l'écho des doutes suscités par les convictions du juge Bruguière. Dans un livre publié en avril 1995 - Au cœur du secret, 1500 jours aux commandes de la DGSE (Fayard)-, M. Silberzhan écrivait ainsi que l'implication de Tripo-Il dans cet attentat n'est pas clairement établie. Les charges recueillis lors de l'enquête du juge Brugulère « sont-elles suffisamment convaincantes pour accuser formellement la Libye et exclure d'autres pistes pouvant d'ailleurs impliquer des Libyens? », demandait l'ancien directeur des services secrets. « Si l'on veut diaboliser Tripoli comme protec-

Téhéran et Damos? », ajoutait-il. Une lettre du juge Bruguière avait été adoptée en avril 1992 comme document de référence par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Transmise par le ministre des affaires étrangères de l'époque, Roque le gouvernement français se rangeait à l'avis du magistrat, réfutant ainsi les arguments de la Libye qui avait elle aussi transmis un dossier à l'ONU. « l'ai l'honneur de vous faire connaître que ces documents produits comme étant le dossier d'enquête libyen sont de contenu inconsistant et donc sans valeur probante », écrivait le magistrat. Le 21 janvier 1992, après bien des tergiversations libremes, le Conseil de sécurité de l'ONU avait sommé, à l'unanimité, la Libye de coopérer à

un mandat d

l'enquête française. Cette coopération lassant à désirer, le même Conseil avait adopté le 31 mars une nouvelle résolution prévoyant un embargo des liaisons aériennes avec l'étranger, des fournitures d'armes ainsi que des exportations de certains matériels pour l'exploitation pétrolière. En revanche, les ventes de pétrole libyen ne sont pas concernées par ce

Erich Inclyan

### La défense de Loik Le Floch-Prigent par les cheminots

LES CHEMINOTS de la gare d'Austerlitz de Paris n'ont pas été surpris par la mise en examen et l'incarcération du président de la SNCF, Loik Le Floch-Prigent. Ils s'y attendaient et sont plutôt peu diserts sur ce qui arrive à leur PDG. Un homme controversé mais assez bien considéré par la base syndicale : « Il savait vraiment consulter et réfléchissait avant d'agir ». Il n'empêche, « si ce qui lui est reproché est avéré, il est juste qu'il soit arrêté », chuchote-t-on dans les couloirs de la gare. « La seule chose qu'on pouvait précisément lui reprocher, c'est son passé, explique Jean-Pierre Gombeaud, un agent de la SNCF devenu sédentaire après un accident survenu alors qu'il était roulant. Pour le reste, quand on a su qu'il arrivait, lui, un patron rose, avec le changement de gouvernement, on s'est interrogés. Mais il s'est toujours élevé contre la privatisation de l'entreprise et pour la transformation de la soi-disant dette SNCF en investissements. Ça, c'est positif l » Loik Le Floch-Prigent n'était « pas destiné à rester

à la SNCF ». Comme ses collègues, M. Gombeaud pense que le gouvernement voulait lui trouver un successeur. C'est ce qui s'était dit, il y a quelques jours, lors de la dernière intersyndicale, à laquelle participaient aussi les cadres d'Austerlitz. Quatre cents agents réunis sur les mille deux cents qui travaillent à la gare avaient alors décidé, selon

La chambre d'accusation de Paris devrait entendre

M. Gombeaud, de rester vigilants, « sur le pied de

Les cheminots pressentaient ce qui s'est passé. Ils s'interrogent maintenant sur la succession de Loik Le Floch-Prigent. « Si on nomme un ultra-libéral avec des idées à la Madelin, ce sera la catastrophe. Attention au mouvement social! On bioquera tout comme en décembre. Même les codres sont d'accord », prévient Jean-Pierre Gombeaud. « Nous voulons un PDG conscient de la spécificité de notre entreprise, une personnalité qui puisse obtenir du gouvernement des garanties pour le statut des cheminots et qui ne vienne pas sur la transformation de la dette de la SNCF en investissements imputables à l'aménage du territoire. Quelqu'un comme Philippe Rouvillois jancien PDG de la SNCF], un chef d'entreprise qui consultait la base et les collectivités locales avant de prendre ses décisions. Il était MRG, Loik Le Floch-Prigent, proche des socialistes. Ça n'est pas un hasard si ces deux hommes-là se sont intéressés à ce qui se passait sur le terrain. Il ne faudrait quand même pas oublier, tient à préciser Jean-Pierre Gombeaud, ancien délégué CGT, que M. Le Flock-Prigent a su s'opposer, dans l'intérêt de la SNCF et des usagers, à la fermeture de petites lignes déficitaires en province ».

Frédéric Fritscher

de procédure pénale », note le secrétaire général de l'Association 170

### TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE BOURSE Cours relevés le vendredi 5 juillet, à 10 h 15 (Paris) FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES



	Cours as	Var. en % 03/07	Var. en % fan 95
Paris CAC 40	2126,81	+0,61	+13,51
Londres FT 100	3731,20	+0,46	+1,13
Zurich		-	+16,56
Milan MIB 30	-	-	+19,33
Franciort Dax 30	2574,60	+0,22	+14,22
Bruxelles	-	1000	+12,42
Suisse SBS	-	-	-2,61
Madrid lbex 35	_	-	+16,02
Amsterdam CBS			+18,88

Tirage du Monde daté vendredi 5 juillet 1996 : 482 503 exemplaires



MACINTOSH PERFORMA 630 DOS COMPATIBLE Un Macintosh avoc 8 Mo de mémoire, CD-Ross, disque dor de 500 Ma, clavier & sucris. Un PC 4860X66 avoc 4 Ma de mémoire, MS/DOS & Windows. 5990F ht 7224F ttc

Mac Performa 5300 Processeur PowerPC 100 MHz,

8 Ma de méssaira, CD-Rom,
disque dur de 1,2 Go, davier
à souris, écrus confeur 15"
intégrá, imprimente

StylaWriter 1200,

18 logiciels dont
ContsWorks at 3 CD-Rom.

LA CHAMBRE d'accusation de Paris a été saisie, mercredi 3 juillet, par sa présidente, Martine Anzani, du refus d'assistance des policiers au juge Eric Halphen lors de la perquisition chez les époux Tiberi. Cette décision avait été publiquement assumée dès le lendemain par le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll. « Il y a un vrai problème de confiance en-vers des fonctionnaires adultes, soumis à un jeu de piste humiliant, afficmait-il dans Le Monde. Il v a surtout des difficultés techniques : la direc-

tion de la PJ doit être informée, au

moins une ou deux heures avant, des

conditions d'une opération. »

Ces explications, qui avaient fait sourire plus d'un policier - l'absence des trois OPJ requis par le juge Halphen n'aurait sans doute pas désorganisé durablement la police judiciaire parisienne-, étaient en contradiction avec l'article 14 du code de procédure pénale. Ce texte précise en effet que la police judiciaire « exécute les délégations des juridictions d'instruction et défère à leurs réquisitions ». Saisie par Martine Anzani, la chambre d'accusation de Paris, qui est la juridiction d'appel des juges d'instruction, devrait se réunir à huis clos, hundi 8 juillet, afin d'établir le calendrier de son enquête. Elle pourrait entendre les trois OPJ qui devaient assister le juge Halphen mais aussi leurs supérieurs

hiérarchiques : le chef du 8º cabinet

le directeur de la PJ dans l'affaire de la perquisition chez M. Tiberi de délégations judiciaires, Philippe Prunier, et le directeur de la police judiciaire de Paris, Olivier Foll. « Sans préjudice des sanctions disciplinaires », la chambre peut procéder à des retraits d'habilitation

Dans un rapport rédigé en 1991, la commission justice pénale et droits de l'homme, présidée par Mirelle Delmas-Marty, notait que ces dispositions étaient « très rarement appliquées ». Elles l'ont notamment été, le 19 avril 1995, dans le Nord, où le commissaire central de Valenciennes s'est vu retirer son habilitation par la chambre d'acétait également administrateur d'un club de basket co-organisateur d'un concert de Johnny Hallyday, avait refusé d'exécuter la commission rogamire d'un juge qui s'intéressait à une somme de 200 000 francs remise au producteur du chanteur. Dans des écoutes téléphoniques, le commissaire

d'instruction et le procureur. Dans l'affaire de la perquisition du juge Halphen, la saisine de la chambre d'accusation de Paris a été bien accueillie par la plupart des organisations de magistrats. «La chambre est là, et nous nous en féi-

française des magistrats instructeurs, Jean-Paul Albert. « Cette décision est conforme aux règles de droit », ajoute le responsable de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), Valéry Turcey. « Il s'agit d'une bonne initiative, renchérit Jean-Claude Bouvier pour le Syndicat de la magistrature (SM, gauche). Il faut espérer que la chambre d'accusation pourra remonter la chaîne des responsabilités,

y compris au niveau ministériel. » Dans ce concert d'approbation, une seule organisation détonne, l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). «Olivier Foll est victime d'une càbale médiatique et judiciaire, affirme son secrétaire général, Georges Fenech. Il n'a rien à se reprocher car il ne pouvait pas remplir cette mission dans des conditions de sécurité minimum. Quant à la position de Jean-Louis Debré, qui a approuvé M. Foll, elle est satisfaisante. Il faut que les juges respectent la police au lieu de se comporter en justiciers et en moralistes. Cette perquisition chez M. TIberi était une véritable provocation. » Une position qui fait écho à celle du Syndicat des commissaires.

### cusation de Douai. Ce policier, qui citons, pour faire respecter le code

Des avocats saisissent le bâtonnier de Paris

Dans une lettre adressée, jeudi 4 juillet, au bâtonnier de Paris, Me Bernard Vatier, plusieurs dizaines d'avocats demandent à l'Ordre d'« intervenir officiellement » pour exprimer l'inquiétude de la profession. «L'obstucle policier à l'exécution d'une mesure d'Instruction met en évidence un dysfonctionnement grave de la justice républicaine, éctivent-ils. Le refus de délivrer un réquisitoire supplétif opposé au juge d'instruction et suivi immédiatement d'un classement sans suite sans enquête préliminaire ne peut qu'alerter les citoyens-avocats. » [Is invitent M. Vatier, qui est également l'avocat de M. Tiberi, à « rappeler aux pouvoirs publics le respect du droit ».

Pour sa part, l'avocat du juge Eric Halphen, Me Jean-Yves Dupeux, a décidé d'attaquer en diffamation le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Dans Le Figaro, Pierre Mazeand trouvait « soundaieux » que des journalistes solent présents devant le domicile des Tiberi. « Qui a informé la presse?, se demandait M. Mazeaud. Le juge Halphen était le seul à savoir où il allait. (...) Je considère qu'il y a eu violation du secret de l'instruction, qui est pourtant imposé pour la nécessité de la présomption d'innocence. »

« Il est inadmissible que les policiers soient victimes de la défiance totale d'un magistrat », note son responsable, Emile Perez, dans Le Figuro. Anne Chemin